

Henri Guillemin

Réalité et signification de l'Histoire

La Révolution française

La France en proie à Napoléon Bonaparte

La Deuxième République française (1848-1851)

La Tragédie de la Commune (1871)

utovie / h.g.

Réalité et signification de l'Histoire
collection HG

Sous la direction de Jean-Marc Carité
les Editions d'Utovie rééditent
dans la collection HG
les œuvres complètes de
Henri Guillemin

Pour être tenu informé de ce programme
il suffit d'envoyer vos prénom, nom et adresse aux
(par courrier)
Editions d'Utovie
402 route des Pyrénées
40320 Bats (France)
(par email)
utovie@wanadoo.fr

Notre catalogue complet est consultable sur
www.utovie.com

Toute reproduction partielle ou non de la présente publication
est interdite sans l'autorisation de l'éditeur

Version numérique en accès libre
réalisée en janvier 2025
par et pour les Editions d'Utovie

ISBN 978-2-86819-819-8

Henri Guillemin

Réalité et signification de l'Histoire

La Révolution française
La France en proie à Napoléon Bonaparte
La Deuxième République française (1848-1851)
La Tragédie de la Commune (1871)

éditions d'utovie

Le texte des quatre conférences – non revu par l'auteur – a été établi d'après l'enregistrement sur bande magnétique. Nous nous sommes efforcés de conserver toute la saveur et la spontanéité du langage parlé. (C.E.P.)

Cette transcription paraîtra parfois brouillonne et, sans doute, approximative. Malheureusement nous ne disposons pas de l'original enregistré pour apporter les rectifications qui s'imposeraient.

Nous remercions Jonathan Wenger pour son travail de «nettoyage» du «scan» fac-similé de l'édition originale.

Ce recueil de conférences, paru la première fois en mars 1975, constituait le Cahier 56 du Cercle d'Education Populaire (Bruxelles).

Table des matières

P. 5	En guise de préface
p. 7	Réalité et signification de la Révolution française
p. 58	La France en proie à Napoléon Bonaparte
p. 106	La Deuxième République française (1848-1851)
p. 148	La Tragédie de la Commune (1871)

Note de l'éditeur

Outre les défauts inhérents à la mauvaise qualité de la transcription, il faut remarquer avec ces conférences la constance d'Henri Guillemin sur ces quatre périodes historiques qui reviennent régulièrement dans ses études et analyses et sur lesquelles il aura travaillé tout au long de sa vie.

En guise de préface
Le « TOPO » de H. G.

1. Il y a encore bien des légendes sur la Révolution Française, et notamment à cause de Michelet dont l'influence reste grande, mais dont la légèreté, dans l'information, était extrême.

Les travaux de Jaurès, de Mathiez, de Soboul, de Godechot ont fait progresser notre connaissance. Il semble possible aujourd'hui de se faire une idée exacte des hommes et des choses, quant à ce qui se passa en France de 1789 à 1799.

Danton est désormais percé à jour. Robespierre a pris sa physionomie authentique ; Hébert aussi. Il n'y eut pas, comme on le croit encore trop souvent, UNE Révolution Française, mais bien deux : celle de 89 et celle de 92. La seconde, seule, était véritablement « révolutionnaire ». C'est pourquoi les notables s'acharnèrent à en venir à bout ; et ils y parvinrent en moins de deux ans.

Le 9 thermidor marqua l'écroulement de ce premier et pathétique effort en faveur du « grand nombre » opprimé par le « petit nombre ».

2. Il n'est pas convenable, paraît-il, de dire, même en Belgique, la vérité sur Bonaparte. Elle est en marche cependant, cette vérité, et, comme disait Zola en une autre occasion, « rien ne l'arrêtera ».

L'opinion commence à ouvrir les yeux sur le rôle très précis qui fut celui de Napoléon Bonaparte dans l'histoire de France, et même dans l'histoire tout court. Celui d'un aventurier sans autre dessein que de s'assurer les jouissances que fournit la richesse.

Pour ce faire, il se mit au service des maîtres de l'Argent, lesquels organisèrent son accession à la toute-puissance, une toute-puissance contrôlée par eux. Les dangers qu'ils avaient courus durant la période révolutionnaire, étaient, grâce à lui, conjurés. Il laissa, à sa chute, la France et l'Europe exsangues. Mais, la Banque de France, organisme privé dont la création avait été la condition même de son avènement, se portait bien. La « légende napoléonienne », toujours entretenue, tient essentiellement aux avantages que le régime impérial procura aux gens

de bien.

3. Encore une légende à détruire, celle d'un Lamartine « poète égaré dans la politique ». Quatre pas dans les nuages, puis l'effondrement, fatal, de cet amateur dérisoire.

Lamartine, au vrai, savait où il allait, homme de lucidité et de courage.

Il avait repris l'effort même de Robespierre, et tenté, en février 1848, d'arracher à leur condition inhumaine la foule asphyxiée des travailleurs.

Acte interdit. Il avait fallu deux ans aux nantis pour renverser, jadis, Robespierre. Quatre mois leur suffirent, en 1848, pour jeter à terre Lamartine. Trois années, ensuite, assez pareilles aux cinq années du Directoire, et la récidive du 18 Brumaire par le neveu de l'opérateur d'autrefois : Louis-Napoléon Bonaparte.

Le 2 décembre 1851 ramena l'« ordre » en France, c'est-à-dire le pouvoir absolu de l'Argent.

4. Troisième sursaut, et troisième défaite du prolétariat français : la Commune.

On n'en peut comprendre l'origine si l'on n'étudie, de près, l'étrange « guerre de 70 » et le comportement des notables, avec la complicité des généraux, ceux de Metz comme ceux de Paris.

Un élan d'indignation, la Commune ; et, en même temps, une tentative désespérée pour substituer un ordre juste au « désordre établi » — ce trop fameux « ordre établi » qui persistait à n'être qu'une immobilisation violente du désordre.

Ne pas tomber, cependant, dans des illusions généreuses, à propos de la Commune. L'histoire vraie, disait Hugo, se doit de « manquer de complaisance ». Il faut savoir ouvrir les yeux sur les misères et les insuffisances de ce qui fut, tout de même, grand.

Riche d'enseignements de toute espèce, l'histoire loyale de la Commune de Paris, cette tragédie que parachève la monstrueuse « Semaine sanglante », vengeance des « honnêtes gens », avec applaudissements de George Sand.

Réalité et signification de la Révolution française

(Conférence donnée à Bruxelles au
Cercle d'Education Populaire le 24 octobre 1974.)

La réalité et la signification de la Révolution française... Naturellement, tout le monde pense à Michelet. Et je dois vous dire que quand j'étais jeune, je considérais que Michelet était l'oracle de la Révolution française. J'ai beaucoup changé à cet égard. Je continue à penser que Michelet était un très bon écrivain, assez romantique, avec un certain penchant au lyrisme ; mais beaucoup de ses affirmations sont affreusement contestables, et je partirais de la première. Cette première est la suivante : « Il faut savoir, disait Michelet, à quel point les idées d'intérêt furent étrangères au mouvement de 89. Oui, la Révolution fut désintéressée, c'est là son côté sublime. »

Je ne suis pas convaincu que le mouvement de 89 ait été désintéressé. Et je voudrais vous présenter l'hypothèse qui est la mienne, la vue que je me fais de ce mouvement de 89. Voyez-vous comme j'ai été prudent ? J'ai dit « l'hypothèse que je me fais », « la vue qui est la mienne ». On ne peut jamais, en Histoire, affirmer que l'on colle à l'authentique. On a des documents, on essaie de les interpréter ; on le fait forcément avec son tempérament personnel, avec ses idées préconçues. J'ai été tenté de ne pas en avoir, puisque j'ai été obligé de renverser mon sentiment d'adolescent, pour passer à d'autres sentiments à l'égard de Michelet, mais je vous dis avec prudence : voilà comment je vois le mouvement de 89, qui est très différent de ce qui va se passer le 10 août 92, alors que nous avons l'habitude d'englober sous le même terme de « Révolution française » deux réalités profondément différentes.

Alors, le mouvement de 89 ? D'abord une certitude : au cours du XVIII^e siècle s'était constituée en France une nouvelle classe sociale. Nous l'appellerons, si vous voulez, la richesse mobilière, par opposition à la richesse immobilière. Qu'est-ce que la richesse immobilière ? C'est le sol, c'est le château. Qu'est-ce que cette richesse mobilière ? C'est ce qui dépendait d'une expansion économique réelle. A

ce moment-là déjà, les industries se développaient considérablement en France. Il y avait un grand commerce. Il y avait des banques nombreuses. Il y avait déjà des assurances. Ces gens qui travaillent dans les banques, dans l'industrie, dans le commerce, sont des roturiers, puisque les aristocrates ne se mêlent pas de toucher cet argent-là. Alors, ces hommes de la classe mobilière s'aperçoivent d'année en année qu'ils constituent une force. Ils ont des orateurs, dont un particulier nommé Barnave, que vous allez retrouver membre de la Constituante. Barnave appartenait à ce que l'on pourrait appeler la clientèle des Perier. Cette famille des Perier c'étaient des gens qui avaient leur château de Vieille. Vous vous rappelez peut-être qu'il y a eu des pré-Etats généraux à Vizille. Et c'était non seulement dans l'Isère mais également à Paris que les Perier avaient des établissements. Barnave était un avocat au service des Perier, et c'est en 88, je crois, ou 89, peu importe, qu'il prononce, qu'il écrit la phrase que voici et que je trouve lourde de sens : « Une nouvelle distribution de la richesse appelle une nouvelle distribution du pouvoir. » Ce qui signifie : le pouvoir en France est entre les mains, en principe, du roi, mais, pratiquement, de la classe aristocratique et du clergé. C'était la même chose. Le haut clergé, c'étaient tous des aristocrates. Et nous, qui sommes la roture et qui représentons une très grande force, nous n'avons entre les mains pas le moindre des leviers de l'Etat. Et c'est ça qu'ils veulent : ils veulent qu'étant une puissance, cette puissance soit reconnue et participe à la gestion des affaires nationales. Mais comment peuvent-ils le faire ? Il faut trouver une occasion. L'occasion (ça aussi c'est tout à fait historique, comme on dit, c'est-à-dire indiscutable) c'est la menace de banqueroute qui pèse sur la France. Le roi en vient à appeler au secours les Etats Généraux, ce qu'on n'avait plus fait depuis plusieurs siècles, pour dire à ses sujets : « La situation financière est très dangereuse. Qu'est-ce que vous voyez pour m'aider ? »

Pourquoi était-elle si dangereuse ? D'une part, parce qu'il y avait les fameux privilégiés : la richesse immobilière ne payait pas d'impôts. Quant à l'Eglise, elle s'en tirait parce qu'elle avait un don gratuit dont elle fixait elle-même le montant. Ni le clergé, ni l'aristocratie ne participaient au budget. Alors, pour trouver de l'argent, les rois, Louis XV et Louis XVI, avaient pratiqué des politiques d'emprunts à jet continu. Par exemple, lorsque mon pays avait décidé de soutenir les insurgés d'Amérique (non pas, croyez-le bien, par générosité, mais

parce qu'on était très mal avec l'Angleterre et qu'il fallait soutenir ceux qui étaient contre l'Angleterre) le roi avait demandé de l'argent. Et Necker, le Suisse Necker (qui était d'origine prussienne !) avait été nommé trésorier de France. Voilà quelqu'un qui n'appartenait pas à l'aristocratie, qui était un roturier et qui représentait cette classe dont je vous parle, cette nouvelle classe, et qui était gestionnaire des trésors français. Il avait prêté de l'argent lui-même. Ici — c'est une petite parenthèse que j'ouvre, je crois qu'on peut y aller pour des détails précis et concrets, qui ont leur valeur — il avait une banque à Paris qui s'appelait Thélusson-Necker. Et dès qu'il prend le pouvoir, qu'il est Ministre des Finances pratiquement, ce serait inconvenant que le Ministre des Finances continue à gérer une banque à Paris. Alors, la banque change de nom. Cela ne s'appelle plus Thélusson-Necker, cela s'appelle Thélusson-Germany. C'est un nom fictif. C'est un nom que Necker venait de donner à un de ses frères, du nom d'une petite terre qui s'appelait Germany, en pays de Vaud. Pratiquement, c'était toujours lui qui était derrière. Et la banque Necker, qui n'a plus le nom de Necker, va prêter de l'argent au trésor français, suivez-moi bien, jusqu'à 14 % ! Aujourd'hui, c'est assez banal du 14 %, mais je vous assure qu'à cette époque c'était monumental ! Alors, Necker est à la fois gestionnaire des finances françaises et il est un de ceux qui prêtent au trésor français ! Ce qui va lui permettre du reste d'acheter ce très beau château de Coppet qui vient de ces prêts qu'il a faits au gouvernement français. Je referme ma parenthèse.

La France est donc dans une situation financière très dangereuse et les prêteurs, qui sont justement des banquiers français et étrangers, — suisses, en particulier, Perrégaux, que vous allez retrouver dans un manuel d'histoire, et Delessert, — ne veulent pas qu'il y ait une banqueroute, c'est-à-dire que leur capital et leurs intérêts disparaissent. Alors, puisque le roi a appelé à l'aide la Nation, ceux-là vont faire pression sur le roi. Ils vont dire : Sire, nous pouvons peut-être trouver un moyen, vous saurez tout à l'heure lequel, mais vous le savez déjà, le moyen de vous tirer d'affaire financièrement. Mais il faut alors admettre que votre pouvoir soit maintenant contrôlé, contrôlé par nous, nous, Tiers Etat. Alors, j'appelle votre attention sur une chose très, très importante parce que j'ai été victime comme beaucoup de ceux de ce vocabulaire. Qu'est-ce que le Tiers Etat ? C'est tout ce qui n'est pas l'aristocratie ou le clergé. La roture, si vous voulez. Mais dans ce

Tiers Etat, se trouvent des gens profondément différents socialement. Puisque c'est tout ce qui n'est pas noble, vous avez une espèce de frange suprême du Tiers Etat, qui est la frange dorée, qui est l'élite ou l'écume, comme vous voudrez, où se trouvent les banquiers, les grands commerçants. Et puis, il y a une énorme masse par dessous, mais monumentalement profonde, que l'on devrait appeler le Quatrième Etat, mais qui se trouve tout de même dans le Tiers Etat, puisque ce sont des gens qui sont des roturiers. Alors la grande astuce d'un homme comme Sieyès par exemple, qui va être une des vedettes du Tiers Etat, c'est que quand il prononce ce nom de Tiers Etat, il semble parler au nom de tout ce qui n'est pas ni la noblesse, ni l'aristocratie ; et, en fait, il ne parle qu'au bénéfice de cette petite frange suprême, de cette « élite » du Tiers Etat. Alors, c'est cette élite qui va décider auprès du Roi : Sire, vous allez nous obéir. En quoi obéir. Transformer les Etats Généraux en Assemblée Nationale, c'est-à-dire en Assemblée Constituante.

Réfléchissez bien au sens de ce mot « constituante ». Il n'y avait pas de Constitution française. La volonté du souverain était la loi. Maintenant, on a décidé qu'on allait faire une assemblée qui va préparer une constitution pour le roi, c'est-à-dire que le pouvoir royal sera soumis à un certain contrôle. On lui accordera, vous le savez déjà, un droit de veto, suspensif, mais il sera gêné aux entournures, il sera contrôlé par un certain nombre de personnages importants.

Cela marchait. Vous savez que les Etats Généraux s'étaient réunis le 5 mai, et puis, voilà, que le 12 juillet 1789, poussé, beaucoup je crois, par sa femme, la reine, qui était affolée, la petite Marie-Antoinette, le roi freine brusquement et décide de constituer un gouvernement qu'on appellerait aujourd'hui : un gouvernement d'extrême droite. Il a renvoyé Necker et il va mettre à la place le marquis de Breteuil. Le marquis de Breteuil représentait la réaction la plus affirmée. Alors, la bourgeoisie qui était contente, la bourgeoisie parisienne qui avait déjà constitué une municipalité, a dit : Mais ça ne va plus ! Voilà le roi qui ne veut plus marcher maintenant, qui freine ! Nous allons déchaîner notre instrument disponible.

Quel était cet instrument de la bourgeoisie ? Mais c'était précisément cette France travailleuse ! En 1824, sous la Restauration, un député, qui s'appelait Monsieur de Beauséjour, — qui n'était pas un travailleur, puisqu'il était député sous la Restauration et qu'il fallait avoir beaucoup d'argent pour être député sous la Restauration — a dit,

en 1823 ou 24, je ne me rappelle plus : « La France est composée de 28 millions de mangés et de 500.000 mangeurs ». Il y avait en effet une forte masse, cette forte masse de travailleurs français. Beaucoup étaient des artisans. Il y avait déjà des journaliers agricoles en grand nombre, que l'on appelait prolétariat rural, et un prolétariat urbain plus grand que je ne le croyais. J'ai appris, il n'y a pas bien longtemps, en préparant cette conférence, que, par exemple, les Van Robuis avaient à Abbeville plus de 1.200 ouvriers, que les Cambon, qui étaient des industriels près de Montpellier, réunissaient aussi des milliers d'ouvriers. Je n'ai pas trouvé le chiffre des Perier mais il y en avait à Paris, il y en avait dans le Nord, et il y en avait aussi autour de Grenoble. Il y avait déjà un commencement de prolétariat urbain.

Si vous vous adressiez, pour connaître la condition de ces gens, à un monsieur qui est pourtant de l'Académie Française et que j'aurai l'occasion de signaler plusieurs fois, et qui s'appelle Monsieur Gaxotte, et que vous lisiez un livre de Monsieur Gaxotte qui s'appelle « La Révolution Française », et qui a été publié en 1929 et qui ne cesse pas d'être réédité, vous y apprendrez cette chose un peu surprenante : « L'ensemble, écrit Monsieur Gaxotte, pour parler de la France de 89, l'ensemble était cosu. » Alors, nous allons regarder dans quelle mesure cet ensemble était si cosu. Bien entendu je n'irais pas demander à des marxistes de nous apporter des informations à ce sujet, mais j'irai chercher des gens sérieux... Alors, je prends Monsieur Edgar Faure. Monsieur Edgar Faure a fait un livre qui s'appelle : « La Chute de Turgot », et qui est un excellent livre. Et il y a Jacques Godechot qui vient de faire, je vous le signale, un livre extrêmement intéressant qui s'appelle : « Un Jury pour la Révolution ». C'est de l'historiographie, c'est-à-dire qu'il étudie les historiens de la Révolution. Mais je vous parle de son livre d'il y a 5 ou 6 ans, je crois. Qui est Godechot ? C'est le doyen de la Faculté des Lettres de Toulouse. Son livre s'appelle : « Le 14 juillet ». C'est dans la Collection des « Grandes Journées qui ont fait la France ». Edgar Faure d'une part, et Jacques Godechot d'autre part, nous apportent des renseignements extrêmement précis sur la condition des travailleurs français. Le travailleur — qu'il soit le travailleur des champs ou le travailleur urbain — gagne à peu près 20 sols. 20 sols, cela faisait une livre, ce qu'on appelle un franc, vingt sols par jour. Attention ! Quand il travaille... Cependant, même quand on ne travaille pas, il faut manger ! Donc, ces gens gagnent, quand ils peuvent travail-

ler, 20 sols par jour. La nourriture de base du prolétaire, que ce soit, je vous le répète, à la campagne ou à la ville, c'est ce qu'on appelait alors « la miche ». La miche pesait 4 livres, deux kilos de pain aujourd'hui. C'était leur nourriture de base. En 1750, la miche coûtait 8 sols. Réfléchissez ! Ils sont déjà obligés de dépenser 8 sols pour se nourrir sur les 20 sols qu'ils gagnent quand ils travaillent ! Or, de 1750 à 1789, le prix de la miche de pain n'a cessé de s'élever. Il passait de 8 à 10, 11, 12, 13... et ce n'est pas pour rien que le 14 juillet, où il allait se passer quelque chose d'important, la miche de pain est à 14 sols à Paris ! Alors, réfléchissez un instant avec moi à la situation de quelqu'un qui ne gagne que 20 sols quand il travaille, qui mange tous les jours et qui dépense 14 sols sur les 20 sols qu'il gagne rien que pour manger ! Vous vous imaginez qu'il ne doit guère être cosu ! Effectivement, dans la vie de 1788, il s'était produit des émeutes de la famine, en France, et avant même la réunion des Etats Généraux (dont je vous ai rappelé qu'elle s'était tenue le 5 mai), en avril 1789, s'était produite dans Paris une insurrection ouvrière de la famine. Cela s'est appelé l'émeute Réveillon. Cela se passait au quartier Saint-Antoine et comme l'incident qui se passait là intéressait toute la classe travailleuse de Paris, il y a des gens qui étaient venus du quartier Saint-Marcel, d'autres quartiers encore. Cela avait été un énorme tumulte. On avait fait donner l'armée. Les chiffres, vous savez, on ne sait jamais quelle est leur authenticité... on avait parlé de 150 morts. Disons avec prudence au moins une centaine de morts. Tout de même une émeute qui fait 100 morts est une émeute sérieuse !

Et voilà cette grande bourgeoisie qui voulait contraindre le roi, maintenant réticent, le roi qui, à partir du 12 juillet, avait l'air de dire : C'est fini, je ne veux plus me laisser faire ! Cette bourgeoisie avait décidé d'utiliser ce tremplin qui était le sien et de le transformer en un bélier. Elle a le tremplin populaire, parce que les gens avaient voté aux Etats Généraux en disant : Cela va drôlement changer notre condition ! Les paysans, qui sont l'immense majorité, se sont dit : Peut-être qu'on va enfin abolir les droits seigneuriaux, peut-être qu'on n'aura plus à payer les curés !... et on ne voyait rien venir ! Ils étaient donc disponibles, ces gens, pour une opération de force. Et c'est ce que la municipalité bourgeoise de Paris décide de faire le 14 juillet.

Le 13 juillet, cette bourgeoisie fait ouvrir les Invalides. Aux Invalides, il y avait 30.000 fusils, il y avait de la poudre et il y avait un

ou deux canons disponibles. Alors, on assistera à ce spectacle curieux de l'administration communale parisienne : l'Hôtel de Ville, bourgeois, qui va donner les fusils ! Détail intéressant : on remarquera deux Suisses, dont j'ai déjà prononcé les noms et qui sont importants dans notre histoire, Perrégaux et Delessert, banquier genevois, qui avaient des immeubles et des hôtels particuliers à Paris, et qui, sur le pas de leur porte, eux-même, ces gens considérables, distribuaient les fusils aux passants en disant : Il faut marcher contre la Bastille... Non pas que la Bastille fût en soi dangereuse — il y avait 7 prisonniers —, mais comme symbole de l'absolutisme impérial.

Cette petite plèbe se lance contre la Bastille. D'après Godechot, il y a eu 97 tués. C'est sérieux, pour la prise de la Bastille. Et ce sont tous de toutes petites gens. Ce sont des artisans locaux, ce sont quelquefois des ouvriers. Le roi est terrifié. Je dois dire qu'il est un peu trahi par le chef de l'armée. Le chef de l'armée est un Suisse et un ami de Necker, et ce chef de l'armée n'a pas du tout envie de voir Necker écarté du pouvoir. Si bien que — mais il n'est pas établi que le roi avait donné des ordres — l'armée va rester totalement passive, tandis qu'une grande partie de Paris se soulève contre la Bastille. Si bien que le roi prend peur, et à la fin de la journée du 14 juillet, il rappelle Necker. Mais ceux qui ont déchaîné la plèbe sont des gens intelligents, raisonnables, qui se disent : On vient de faire là quelque chose de très dangereux, on y a été acculé pour obliger le roi à céder, mais c'est très dangereux d'avoir mis un instant, même un seul instant, entre les mains des prolétaires, des fusils !

Je vais vous citer une phrase de Maurice Barrès qui date de 1897. Barrès disait : « La première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance. »

Un pauvre n'a plus le sentiment de son impuissance quand il a un fusil entre les mains. C'est ce que vous verrez de nouveau dans ma troisième leçon à propos de 1848. De nouveau, les pauvres ont un instrument qu'il faut leur retirer. Alors, la grande bourgeoisie parisienne se dit : Qu'est-ce qu'il faut faire pour récupérer ces fusils ? Il ne faut pas que ces gens puissent avoir à leur disposition cet instrument qui est un fusil. Alors, dès le 15 au matin, on fait savoir par des hérauts, des tambourinaires, dans les rues de Paris, que quiconque rapportera à l'Hôtel de Ville le fusil qu'on lui a prêté la veille, recevra 40 sols. C'est intéressant, ça : 40 sols ! Deux journées de travail ! Pour un fusil

qui ne vous a rien coûté ! Et tous les fusils rentrent, ou presque tous. Quelques-uns ne viennent pas, alors on s'inquiète. Et le Marquis de La Fayette, qui tenait beaucoup à son titre de marquis et qui était entouré du prestige américain que vous savez, le marquis de La Fayette décide qu'il faut créer ce même 15 juillet — ça, je le souligne de deux traits rouges — ce qu'il appelle d'abord « une milice ». Appelons ça « Garde Nationale » plutôt. Une Garde Nationale où ne s'inscriront que d'honnêtes gens. Qu'est-ce que les honnêtes gens ? Ce sont des gens de bien. Qu'est-ce qu'un « gens de bien » ? C'est un monsieur qui a des biens. Alors, peuvent s'inscrire à la Garde Nationale uniquement ceux qui sont capables de payer leur uniforme. Vous entendez : il n'y a pas d'exclusion. N'importe qui peut entrer, le dernier des prolétaires. Seule petite condition : il faut payer l'uniforme. Et l'uniforme coûte 80 livres. 80 livres ! Imaginez ! Somme invraisemblable pour quelque ouvrier que ce soit. Alors, on est sûr d'être entre gens de bonne compagnie, à la Garde Nationale. Alors, il y a d'une part l'armée qui vient de donner dans l'émeute Réveillon, puis il y a maintenant un instrument de dissuasion supplétif qui sera cette garde bourgeoise, cette Garde Nationale, pour faire tenir tranquilles les prolétaires.

J'ai oublié de vous dire qu'il y a des Gardes Nationales en province qui vont se constituer parce que, je vous l'ai dit il y a un instant, les ruraux, à travers la France, attendaient surtout l'abolition des droits féodaux et de la dîme ecclésiastique. Les aristocrates s'étaient tournés du côté du clergé en leur disant : Vous êtes le représentant de la charité chrétienne, par conséquent vous devez renoncer à vos dîmes. Ils étaient embêtés, vous savez, mais ils ont quand même renoncé à leurs dîmes. Mais les aristocrates ne voulaient pas renoncer à leurs droits féodaux. Alors les malheureux paysans, qui avaient voté en avril et en mai pour l'élection et qui attendaient de cette Assemblée Nationale la suppression de ces devoirs financiers, s'étaient impatientés. Et dans quelques coins de la France, on avait vu des insurrections paysannes, quelquefois très fâcheuses, puisque ces vilaines gens se jetaient sur les châteaux et brûlaient un ou deux châteaux ! Alors, immédiatement, s'étaient constituées des gardes rurales. Et si vous ouvrez ce cher Michelet, vous vous apercevrez que, le 14 juillet 90, il y a eu à Paris la fameuse Fédération. Il y a deux pages chez Michelet qui sont particulièrement savoureuses, c'est ce qu'il dit sur la nuit du 4 août et ce qu'il dit sur la Fédération. A propos de la Fédération, il entre en transes (cela lui arrive assez sou-

vent !). Il dit : « C'est la première fois qu'un sentiment national devient concret en France. » Ces délégations qui venaient de tous les coins de la France se réunissaient à Paris au Champ de Mars. Cette Fédération était extrêmement respectable, puisqu'il y avait une messe d'abord : 100 ecclésiastiques, ceinture tricolore, avec à leur tête, un prêtre « qui était d'une très haute ferveur », qui s'appelait Monsieur de Talleyrand ! Mais qu'était-ce que la Fédération ? C'étaient les délégations de Gardes Nationales provinciales, qui venaient s'assembler à Paris. Elles arrivaient en armes. Elles rejoignaient la Garde Nationale parisienne. Elles étaient là pour indiquer aux petites gens de Paris : C'est nous qui avons la force, c'est nous qui avons les canons et les fusils entre les mains. Alors, vous, petites gens, ne bougez pas !

La Fédération du 14 juillet 1790, c'est un grand mouvement calculé, déterminé, délibéré, d'intimidation à l'égard des pauvres gens. Et qu'a-t-on fait aux pauvres gens ? Ah, là, c'est la trouvaille de Sieyès ! Car dans la Constitution, qu'on avait fini par voter, on avait déclaré que le mouvement de 89 maintenant était libertaire ; comme vous le savez, c'était la liberté, tout le monde était citoyen. Sieyès avait dit avec quelques-uns de ses amis du Tiers Etat qu'il fallait tout de même distinguer entre les citoyens. Il y a des citoyens actifs, puis des citoyens passifs. Le citoyen actif a le droit de vote ; donc, il peut participer à la gestion des affaires nationales. Et on se demande pourquoi les autres on les appelle « citoyens », puisqu'ils sont citoyens passifs, c'est-à-dire pas citoyens du tout. Ils n'ont d'autre devoir que d'obéir à ce que décident les actifs. Et comment détermine-t-on la distinction entre les actifs et les passifs ? Par l'argent. Alors, vous comprenez que la Fédération prend tout son sens ce jour-là. Ce sont les citoyens actifs qui ont les armes entre les mains et qui disent aux citoyens passifs : Il est bien entendu, de par la Constitution même, qu'il y a des choses dont vous ne devez pas vous occuper. Tout ce qui tient à la gestion des affaires nationales, c'est nous, les possédants, qui nous en occupons. Et vous, attention : Si vous bougez, là, il y a les fusils !

Cette date est indiquée dans presque tous les manuels d'histoire, imprimée en lettres rouges au moins autant que le 14 juillet. C'est le 17 juillet 91. Le 17 juillet 91, il va se passer quelque chose au Champ de Mars, une chose beaucoup plus importante, vous allez le voir, que le 14 juillet 89.

Pour que vous compreniez bien, il faut que cette date vous dise

quelque chose : juillet 91. C'est au mois de juin 91 que le roi Louis XVI avait fait sa tentative de fuite. L'histoire de la fuite de Varennes. Ce pauvre roi avait, devant Dieu — et il était croyant — avait juré qu'il obéirait à la Constitution. Mais sa femme, la reine Marie-Antoinette et son entourage disaient : C'est un serment qui nous a été extorqué. Il n'a pas de valeur, mais il faut essayer de rompre la situation qui nous est faite.

Si vous ouvrez encore le fameux livre de Monsieur Gaxotte, vous verrez qu'il était indigne de prétendre que le roi était allé chercher des troupes à l'étranger. En effet, ce n'est pas vrai. Il n'est pas allé chercher des troupes à l'étranger. Mais qu'est-ce qu'il allait faire quand il s'est enfui, sous un déguisement ? Vous savez qu'il s'est habillé en valet de chambre, il s'est enfui du Palais des Tuileries, dans la nuit, au mois de juin, pour aller où ? A Montmédy, donc, sur le sol français. Mais il avait demandé à son ami, le marquis de Bouillé, de réunir à Montmédy un certain nombre de régiments. Les régiments à ce moment-là c'étaient des mercenaires. Il y avait des mercenaires français, mais il y avait beaucoup de mercenaires étrangers. Le marquis de Bouillé avait reçu l'ordre de réunir les régiments composés de mercenaires étrangers, des soldats robots. Le roi avait l'intention de se mettre à la tête de ces régiments et de revenir dans un ouragan de fer et de feu à Paris pour y rétablir la situation de 88.

Vous vous rappelez bien l'histoire : il a été reconnu par Drouet, maître de postes. Et ce fut l'arrestation de Varennes : le roi revient ! Cela avait été une histoire terrible, et La Fayette avait essayé de couvrir cela. La Fayette était dévoué à la monarchie et il considérait d'ailleurs le trône comme la garantie suprême de la propriété. La Fayette fit courir le bruit que le roi avait été enlevé ! C'est le mot qui se répétait dans la partie modérée de la Constituante. Et Dieu sait que la partie modérée c'était 98 % de la Constituante. Mais il y avait des gens impossibles, ceux qu'on appelait les Jacobins, et surtout ceux qu'on appelait les Cordeliers, qui ne se laissaient pas duper. Si bien que, du côté des Cordeliers, je crois, on avait décidé d'ouvrir un registre au Champ de Mars, sur cet autel même sur lequel Talleyrand avait dit la messe le 14 juillet de l'année précédente. Et, là, il y avait un texte qui avait été rédigé par les Cordeliers et qui demandait la déchéance de ce roi à qui on ne pouvait plus faire confiance, puisqu'il avait tenté de rompre par la force le serment prêté.

Qui a signé ce texte ? Des tas de gens. Et, en particulier, de petites gens. Et particulièrement les citoyens passifs ! De quoi se mêlent-ils ? Voilà des gens qu'on a écartés de la Constitution, qui n'ont pas le droit de vote et qui par centaines, par milliers même, viennent signer sur un registre qui demande la destitution du roi de France ! Cela ne peut pas se faire !

C'était un très beau jour, ce 17 juillet — je ne me rappelle plus si c'était un dimanche — mais je sais que les documents qui existent disent que le Champ de Mars était rempli de foule. Il y avait des femmes qui accompagnaient le mari, il y avait des gosses. Et La Fayette, qui était le général en chef de la Garde Nationale, sans sommation, vous m'entendez bien, sans sommation, fait tirer sur cette foule d'une manière indiscriminée ! Robespierre dira : Il y a eu 1.800 morts. Je suppose que Robespierre exagère beaucoup. Je pense qu'on peut dire environ 1 000 morts. Il est intéressant de savoir que la bourgeoisie française a tué 1 000 personnes, car ces gens se mêlaient des affaires nationales et ils n'avaient pas le droit de s'en mêler : c'étaient des pauvres ! Qu'est-ce donc que ce mouvement de 89 ? On a voté la Constitution. On va élire maintenant une Assemblée législative. Je vais vous proposer une formule qui est un peu polémique mais vous savez bien que c'est un peu ma faiblesse. Alors je vous dirai que ce qu'on peut appeler le mouvement 89, c'est une bagarre de possédants et une rixe de nantis — c'est-à-dire entre la richesse immobilière et la richesse mobilière —, sur le dos de la « cariatide », comme dira Victor Hugo. La cariatide, c'est le peuple travailleur. Ce sont des gens qui se battent pour posséder les leviers de commande. Ou plus exactement, c'est la bourgeoisie qui veut prendre cette commande qui était réservée à l'aristocratie, mais qui veut aussi que rien ne soit changé au système économique et social. Le système économique et social, c'est celui de Voltaire. Je dois en parler ici, parce que j'y tiens beaucoup. C'est une des phrases de Voltaire qu'on ignore trop et qui est capitale : « Un pays bien organisé, écrit Voltaire, est celui où le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui — c'est énorme ça — et le gouverne. » Eh bien, c'est cela la morale sociale des Constituants. Maintenant, vous avez une bourgeoisie riche, vous avez la bourgeoisie française, une bourgeoisie opulente, et il faut continuer à faire travailler pour elle le grand nombre !

Dans cette Assemblée Constituante, il y avait très peu de gens qui n'étaient pas d'accord. Il y en avait un, en particulier — je lui ait

consacré autrefois, ici, une conférence —, c'est Robespierre.

Une petite vue rapide sur ce personnage : Robespierre, c'est un garçon qui était né à Arras, comme vous le savez. Son père avait été avocat à Arras, et puis ce pauvre gosse avait perdu sa mère quand il avait six ans. Et son père avait disparu quand il en avait neuf ; il était parti avec une femme. A neuf ans, il y avait donc comme chef de famille, Maximilien de Robespierre. Il y avait deux filles, et puis un petit garçon qu'on appelait Bonbon. C'est un grand-père maternel qui va s'occuper de lui. Le grand-père maternel était très lié avec l'évêque d'Arras, et c'est grâce à l'argent de l'évêque d'Arras que Maximilien pourra faire des études de droit, car il a l'idée de prendre, avec un certain délai, la suite de son père. Il va aller au collège, comme on disait à ce moment-là. Au collège Louis le Grand, il travaille bien, il passe ses examens, il devient avocat. Et à l'âge de 25-26 ans, il prend la succession de son père, après l'intermède que je vous ai dit, à Arras. C'est un homme dont on ne parle pas beaucoup, qui n'est ni beau, ni laid. Il a le nez un peu en l'air comme Talleyrand. Il danse le menuet comme tout le monde. Il est galant, il est très gentil. Mais on se moque un peu de lui, car il a une manie : sa manie, c'est de parler de Jean-Jacques Rousseau. Et il raconte à tout le monde : J'ai vu Jean-Jacques Rousseau et je lui ai parlé. Et c'était vrai. Mais ce n'était pas « Les Confessions » qu'il lisait, c'était « Le Contrat Social ».

Alors, en 78, c'est l'année où Rousseau va mourir, le 2 juillet, Robespierre n'avait pas encore terminé ses études et il avait appris que le célèbre Jean-Jacques Rousseau était tout près. Prenant son courage à deux mains, le petit Robespierre s'était amené chez le marquis de Girardin pour essayer de saluer son dieu. Je ne sais pas comment cela s'est passé. Peut-être l'a-t-il rencontré dans les allées. Je ne suppose pas que Rousseau lui ait tenu des propos sublimes. Peut-être gentiment, lui a-t-il mis la main sur l'épaule : Comment vous appelez-vous, etc. Seulement il l'avait vu ! Et il ne cessait de dire : Je l'ai vu ! Alors, les gens se moquaient un peu de ce personnage. Et j'insiste sur le fait que c'était l'aspect politique et social de Rousseau qui l'intéressait.

Et voilà que, quand on décide des élections des Etats Généraux, ce petit avocat se présente. La profession de foi électorale du jeune Robespierre contient une phrase très importante, que je vais vous lire : « La plus grande partie de nos concitoyens est aujourd'hui réduite par l'indigence à ce suprême degré d'abaissement où l'homme, unique-

ment occupé de survivre, est incapable de réfléchir aux causes de sa misère et aux droits que la nature lui a donnés. »

Ce texte, c'est ce qu'on appellerait aujourd'hui de la dynamite. Voilà un homme qui invite les pauvres à « réfléchir aux causes de leurs misères ! » Vous dites que vous êtes des malheureux, vous dites : c'est comme ça. Non, dit-il, vous devriez prendre le temps de réfléchir que si vous êtes malheureux, c'est probablement qu'il y a des gens qui profitent de vous. Alors, ouvrez les yeux sur votre condition d'exploités. Vous avez des droits, vous êtes des hommes. Robespierre est le seul, à ma connaissance, des députés de la Constituante à tenir un pareil langage, le seul qui invite les opprimés à prendre conscience de leur oppression. Vous pensez bien qu'un tel homme se fait détester ! D'autant plus qu'il a été d'une très grande énergie, et ce sont des mots qu'on n'emploie pas quand on est convenable ! Il a parlé d'hypocrisie. Il a dit à la tribune de la Constituante : Mais, votre Constitution, c'est véritablement un monument d'hypocrisie, parce que nous avons voté à l'unanimité — et c'était vrai, toute la Constituante avait voté à l'unanimité —, la fameuse Déclaration des Droits de l'Homme — imitée du reste des Etats-Unis, comme vous le savez — dont l'article principal était le suivant :

« Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

Robespierre a dit : Vous avez tous voté « égaux en droits », et puis vous avez distingué entre riches et pauvres ! Et les pauvres ne sont pas égaux en droits aux riches ; voilà pour l'égalité. Tous les hommes naissent et demeurent libres ? Donc il faut abolir l'esclavage dans nos colonies.

La France, à ce moment-là, n'avait plus que les Antilles, mais les Antilles, ça rapportait !

Donc, je demande, dit Robespierre, que l'on abolisse également l'esclavage, puisque les Noirs sont des hommes comme les autres. Alors, le « lobby » colonial, qui était très puissant à la Constituante, avec La Fayette, avec Barnave qui avait des intérêts aux Antilles, s'oppose : Non, les Droits de l'Homme, ça n'est pas pour les Noirs. Alors, sur le plan de l'égalité comme sur le plan de la liberté, l'Assemblée Constituante s'était reniée.

D'autre part, employant là un langage qui n'est pas polémique mais photographique, écoutez bien ce que Robespierre avait dit :

« C'est aux classes fortunées que vous voulez transférer la puissance. Vous voulez diviser la nation en deux classes dont l'une n'est armée que pour contenir l'autre. »

Si vous avez retenu ce que je viens de vous expliquer sur le sens de la Garde Nationale, vous voyez que c'était exactement cela. Il y avait une partie de la classe possédante qui était armée et qui ne l'était que pour contenir ceux qui n'avaient rien et qui demandaient le droit de respirer.

Alors, naturellement, il se fait haïr et je vais vous lire un petit texte qui n'est pas mal. C'est du « Journal de Paris ». Il y avait quatre grands journaux à ce moment-là. C'est pour ça que Jaurès, par exemple, a pu faire dans son « Histoire Socialiste de la Révolution Française » qu'il a écrite de 1898 à 1902 une étude complète de la presse parisienne. Vous vous imaginez aujourd'hui le temps qu'il faudrait pour faire une étude complète sur la presse parisienne sur quatre ans ! Mais à ce moment-là il n'y en avait que quatre. Le « Journal de Paris », sous la date du 28 octobre 89, avait un compte rendu de ce qui s'était passé la veille à l'Assemblée Nationale et il y avait un alinéa extrêmement court que je vais vous lire et qui est édifiant. Donc, c'est le compte rendu de la séance précédente, donc de la veille : « Monsieur de Robespierre est monté à la tribune. On a vu assez promptement qu'il allait encore parler en faveur des pauvres, et on lui a coupé la parole. »...

Je trouve que c'est assez éloquent ! Il faut dire que Mirabeau, qui, lui, travaillait avec habileté, — vous savez que Mirabeau avait quitté la classe aristocratique pour passer au Tiers Etat, — Mirabeau était un vendu, puisqu'on sait qu'il avait touché 200.000 F d'époque, du roi, pour continuer à faire du gauchisme oral et pour soutenir les intérêts de la Cour, plus 6.000 F par mois... ce qui prouve que c'était un homme abominable. Mirabeau détestait Robespierre ; il le haïssait. Il avait même une formule que je trouve admirable ; Mirabeau disait : Comme homme politique, Robespierre est disqualifié car il croit tout ce qu'il dit.

Vous avez d'autre part Madame de Staël, que je n'aime pas, mais qui est le contraire d'une imbécile. Madame de Staël disait à propos de Jean-Jacques, dans ses « Considérations sur la Révolution Française » qui datent de 1816, l'année de sa mort : Par bonheur, Dieu a voulu que je ne rencontre qu'une fois Robespierre ! Ses traits étaient ignobles, ses veines étaient d'une couleur verdâtre. Il professait sur

l'inégalité des fortunes et des rangs des idées absurdes !

Donc, vous voyez comme il se fait solidement haïr et comme il est désespéré de ce qui se passe à la Constituante.

Maintenant, la Constitution est votée et il va y avoir l'Assemblée Législative : la Constitution va tourner rond. Il propose quelque chose, ce Robespierre, qui trahit l'espèce de simplicité qui est la sienne. Il y a un côté — je ne sais pas si je vais vous choquer — un côté puéril, un côté enfant chez Robespierre. Voilà qu'il se persuade que, si aucun des membres de la Constituante ne peut faire partie de l'Assemblée Législative, c'est-à-dire de la prochaine assemblée politique, peut-être y aura-t-il un renouvellement du personnel politique ; peut-être pourra-t-on trouver là cette fois des élus qui s'occuperont un petit peu de ce problème dont personne ne veut s'occuper : la condition des opprimés. Alors, il fait cette proposition. Il dit : « Moi, je suis d'accord pour que personne d'entre nous, qui avons travaillé depuis trois ans et bien avant, personne ne doit se présenter aux élections pour l'Assemblée Législative. »

Cela ne doit pas emballer tout le monde, mais enfin on n'ose pas dire non, puisque cela paraît tellement généreux. Il est donc décidé qu'aucun membre des Etats Généraux, devenus Constituante, ne peut se présenter à la législative.

Là, la naïveté de Robespierre se manifeste en ceci : que ces élections seront censitaires, c'est-à-dire qu'il faut payer un cens pour avoir le droit de vote. Donc, seule la classe possédante va voter. Comment voulez-vous qu'on puisse espérer raisonnablement que cette prochaine assemblée, qui s'appellera Assemblée Législative, aura à l'égard des malheureux des dispositions différentes de la Constituante ? Sur les 750 députés de la Législative, vous n'aurez que des notables. Et ceux qui apparaissent tout de suite comme les super-notables, ce sont ceux qu'on appellera « les Girondins » et qui vont pratiquement régir les affaires sous cette brève Législative. Car la Constitution disait : la Chambre est élue pour deux ans. Comme elle est élue à l'automne 91, elle doit durer jusqu'à l'automne 93. Et vous savez déjà qu'elle ne fera même pas une année, puisqu'elle va disparaître, cette Législative, à partir de la véritable Révolution du 10 août 92.

Il y a donc un groupe de tête qu'on appelle les Girondins, parce qu'au départ, il y a trois députés de Bordeaux qui sont particulièrement remarquables et qui sont fort écoutés. C'est l'équipe de pointe, si vous

voulez. Le premier, c'est Vergniaud. Vous avez peut-être vu, non pas des photos, des dessins de lui : il était très beau. Pas mal du tout. C'était un play-boy gascon avec des succès féminins extraordinaires. Vous aviez derrière lui Guadet, presque aussi beau mais qui parlait du nez, un peu comme un canard. Et puis il y avait Gensonné. Et puis derrière ce groupe, des gens qui ne sont pas girondins mais qui pensent comme eux, qui se disent : « Tiens, ces gens sont à la pointe, on va marcher dans leur sillage. » Alors, vous avez le Marseillais Barbaroux, vous avez Isnard, marchand de parfums, qui était du Var, vous avez celui qu'on appelait, je ne sais pas pourquoi, le vieux Roland — il avait 57 ans, je le trouve très jeune —, qui est de Lyon.

Lamartine a écrit son *Histoire des Girondins* entre 1843 et 1847. Peut-être savez-vous que je suis spécialiste de Lamartine et que j'ai fait ma thèse sur *Jocelyn*. Et je dois avouer que quand j'ai travaillé sur Lamartine, autrefois, il y a bien longtemps, entre 30 et 36, j'avais feuilleté très, très rapidement l'*Histoire des Girondins* en me disant : Ça peut être intéressant du point de vue du style de Lamartine, mais certainement pas du point de vue historique.

J'ai complètement changé ma perspective, car j'ai appris depuis que Lamartine avait beaucoup travaillé, très sérieusement, qu'en 1843, il y avait encore des héritiers de ceux qui avaient connu la Terreur. Et Lamartine s'est occupé de faire parler des gens qui avaient vu ça de près. Et même je regrette bien qu'il ne donne pas de noms propres. Il dit : « J'ai pu avoir un entretien avec la veuve du banquier des Girondins à Paris. » Il y avait donc un banquier des Girondins. Enfin, il nous apporte des choses fort intéressantes.

Si je vous en parle, c'est à cause du renversement d'optique qui s'est passé chez cet homme. Quand Lamartine commence à travailler en 1843, il vit sur une idée traditionnelle, à savoir que les Girondins, d'une part, et ceux qui vont être les Montagnards à la Convention, il y a cette différence : avec les Girondins, nous avons les honnêtes gens qui savent vivre, qui n'ont pas de sang sur les mains ; et les Montagnards, ce sont d'affreux fanatiques !

Figurez-vous que de 1843 à 1847, Lamartine a complètement renversé sa position, ayant étudié la chose de près. Et voici ce qu'il écrit en 1847 sur les Girondins qu'il avait commencé par porter aux nues : « C'étaient des gens parfaitement résolus à laisser subsister toutes les inégalités et toutes les injustices et organiser un état de choses où la

domination des richesses serait simplement substituée à la domination des trônes et où le peuple aurait quelques milliers de tyrans au lieu d'en avoir un seul. »

Une phrase invraisemblable, qui a été écrite par cet homme si gentil, si tranquille qui s'appelle Lamartine. C'est le Tino Rossi du romantisme...

Vous avez d'autre part, quand il écrit ça, un prélude à Jaurès, car Jaurès a une phrase que j'aime beaucoup dans son *Histoire Socialiste*. Vous savez peut-être qu'Albert Soboul vient de republier, avec des notes remarquables, l'*Histoire Socialiste de la Révolution* de Jaurès et c'est un livre considérable. Jaurès disait : Qu'est-ce que les Girondins ? Pratiquement, c'était une oligarchie de beaux parleurs et de bourgeois arrogants.

Dans cette vie courte de la Législative, qui commence à l'automne 91 et qui se termine le 10 août 1792, il faut le savoir, les Girondins auront lancé la France dans une aventure militaire. Car c'est mon pays, vous ne l'ignorez pas, qui, le 20 avril 1792, va déclarer la guerre à l'Autriche : la déclaration de guerre est venue de France !

Si vous en demandez à Michelet l'explication, il vous en donnera deux, toujours avec ce goût du lyrisme qui est le sien. Il vous dira : C'est l'océan révolutionnaire qui déborde. Ou, changeant d'image, il dira : « C'est le volcan révolutionnaire qui jette ses étincelles à travers l'Europe. » Parce que les Girondins, naturellement, étaient des passionnés de liberté. Et puis, en plus, ce n'étaient pas des égoïstes. Alors, les Français étant maintenant doués de la liberté, les Girondins entendaient que tout le monde en profitât. Soyons sérieux !

La deuxième explication est la suivante : Il fallait bien faire cette guerre car c'était une guerre préventive. L'Europe allait se jeter contre nous.

Il est exact que, ni en Prusse, ni en Russie, ni en Autriche sur-tout, ce n'était un bon exemple. Si le roi n'était plus absolu, où allions-nous ! Mais ne croyez pas — et je vais vous en apporter la preuve — ne croyez pas que l'Europe était disposée à se jeter à ce moment-là sur la France. Je sais bien que la malheureuse reine, Marie-Antoinette, écrivait des lettres que nous possédons aujourd'hui, à son frère, l'empereur d'Autriche, où elle disait : « Le plus grand service que vous pourriez nous rendre est de vous jeter immédiatement sur notre corps. Attaquez, attaquez, disait-elle, parce que la puissance autrichienne est bien supé-

rieure à la puissance française et ça rétablirait les choses dans l'ordre voulu par Dieu. »

Ils ne voulaient pas, les Autrichiens, les Prussiens, et les Russes, s'occuper pour l'instant de la France, et n'avaient aucune idée d'agression, parce que leurs regards n'étaient pas tournés vers la France, mais du côté de la Pologne.

Vous savez ce qui est arrivé au XVIII^e siècle : la Pologne était un gâteau qu'on se partageait et le gâteau n'avait pas encore été tout mangé, il en restait encore un joli petit morceau. Alors, les Prussiens et les Autrichiens passent leur temps à guetter cette dame de Russie qui avait les dents très longues (c'était Catherine II), en se disant : Si on la laisse faire, elle va tout manger ! Par conséquent, il ne faut pas qu'on s'engage dans une aventure militaire avant que l'affaire de la Pologne ne soit réglée. On verra après du côté de la France, s'il faut intervenir, mais pas pour le moment.

Donc, en 1792, il n'y a pas de menaces militaires contre nos frontières. Mais, direz-vous, attention ! Il y a des gens extrêmement dangereux qu'on appelait les émigrés. Les émigrés ? Ils étaient à Coblenche. C'étaient presque tous des officiers. Comme ils avaient le sentiment de la pudeur, ils ne pouvaient plus rester dans cette France impudente qui était « sans culotte » ! Alors, ils étaient réunis à Coblenche. Et à Coblenche, ils faisaient des moulinets avec leurs sabres. Et ces moulinets pouvaient être extrêmement inquiétants. Ils voulaient s'attaquer à la France, mais on ne peut être redoutable que si, derrière ces épées, se trouvaient les énormes puissances militaires de la Prusse et de la Russie et de l'Autriche. Or, cette puissance militaire leur était refusée. Combien étaient-ils ? 15 000. Les Français étaient 25 millions. Et les 15 000 émigrés avaient beau faire du bruit, ce n'était absolument pas dangereux.

Alors, si la guerre décidée le 20 avril 92 n'a pas pour mobile le passage de la liberté à travers l'Europe, si elle n'a pas non plus pour mobile une défense, une guerre préventive, à quoi obéit-elle ?

Je vais vous répondre en disant des choses véhémentes, mais que je justifierai tout de suite. C'est une guerre de politique intérieure. Et vous savez qu'il arrive parfois dans l'histoire du monde, que quand il y a des difficultés intérieures, on cherche une diversion extérieure.

Comment avons-nous mesuré la banqueroute ? Je vous ai laissé ce point en suspens parce que c'est d'ailleurs dans tous les esprits.

Vous savez que la Constituante avait dit : Oui, on sait très bien comment on va faire.

Comme la grande bourgeoisie avait fait le mouvement de 89 pour ne pas perdre son capital et son intérêt — ce n'est tout de même pas elle qui allait payer, vous pensez bien ! — alors on s'était tourné du côté de l'Eglise. Or les biens de l'Eglise étaient scandaleux. Quelque chose comme 3 milliards et demi : pour des ministres du Christ, cela me paraît beaucoup. Pardonnez-moi. Alors, avec les 3 milliards et demi de l'Eglise, on pouvait faire face à la banqueroute. C'était une monnaie de papier, qui était gagée par ces biens ecclésiastiques, par ces terres. Cela s'appelait « assignats ». Trois milliards et demi de gages, cela se passait à l'automne 89. A l'automne 91, il y a deux ans que ça dure. Deux ans que les assignats sont en circulation. Il y a deux milliards d'assignats en circulation, quand la Législative se réunit. C'est vous dire que le gage s'amenuise. Et puis, on continue — c'était si commode — à faire tourner au même rythme la planche des assignats ; bientôt le gage aura disparu. Preuve : quand l'Assemblée Législative se réunit et qu'un monsieur qui a un assignat-papier de 100 F demande à la banque : Changez moi ça en numéraire, on lui donne 75 F contre 100 F. Cela devient très grave, parce que le problème financier se pose de nouveau. On est encore en vue d'une banqueroute. Et où trouver l'argent ? Il n'y a plus rien à prendre du côté des églises : c'est fait. Rien à espérer du côté de la grande bourgeoisie, qui ne veut pas donner. Alors, qu'est-ce qu'on va faire ? C'est si simple : le bien d'autrui ! A côté de la France, il y a deux provinces très riches, qui sont autrichiennes. L'une s'appelle la Belgique et l'autre s'appelle le Pays Rhénan. Et on va tout prendre. Si je vous dis ça assez violemment, c'est que je peux le justifier. Voici deux textes qui se suffisent à eux-mêmes.

L'un est de Narbonne, nouveau ministre de la guerre . Le 14 décembre 1791, Narbonne a dit : « Il faut faire la guerre : le sort des créanciers de l'Etat en dépend. C'est la banqueroute, si ce n'est pas la guerre ! »

Le 29 décembre, le Girondin Brissot monte à la tribune législative pour dire : « La guerre est indispensable à nos finances et à la tranquillité intérieure. »

Gardez cela en mémoire : et à la tranquillité intérieure.

Donc, vous voyez deux déclarations officielles : l'une du Ministre de la Guerre, l'autre d'un député considérable, qui dit : « Cette

guerre financièrement est indispensable. »

Et laissez-moi encore ouvrir une petite parenthèse en vue de ce que je vous dirai maintenant, à savoir ce que furent les guerres de Bonaparte et les guerres de Napoléon. C'est exactement dans la ligne de ce qu'avaient décidé les Girondins. Ce sont les Girondins qui, les premiers, ont appris aux Français, à se jeter sur les autres pour les ravager, pour les dépouiller. Et toutes les guerres de Bonaparte et toutes les guerres de Napoléon seront des guerres de pillage et de razzias, qui ne correspondent à aucune notion patriotique, ni de défense nationale, mais qui sont des guerres de conquêtes et rapines. Mais il faut bien savoir que ce sont les Girondins qui ont montré la voie.

Robespierre, à peu près seul, a essayé de se battre. Il avait un ensemble d'arguments dont je vais vous faire part, parce que je trouve que c'est extrêmement intéressant.

Premier argument de Robespierre pour dire « ne déclarez pas la guerre » : Si vous prenez l'initiative de déclarer la guerre, de déclarer l'agression, vous vous reniez. Pourquoi ? Parce que, le 22 mai 1790, alors que le problème de la banqueroute était réglé, Robespierre avait proposé et fait accepter, à l'unanimité, la phrase que voici : « La France déclare solennellement qu'elle renonce désormais à toute guerre de conquête. » Parce que ce cher Monsieur Gaxotte, dont je vous ai déjà parlé, cite ce que je viens de vous dire, il dit c'est une niaiserie humanitaire. Je vous demande de réfléchir une seconde avec moi à ce qui se serait produit peut-être dans le monde entier, si on avait vu mon pays prendre au sérieux ce qu'il venait de dire là : la France déclare solennellement renoncer dorénavant à toute guerre de conquête. Qu'est-ce que la politique internationale, hier comme aujourd'hui ? La jungle. Les gros mangent les petits. Je ne suis pas particulièrement chauvin, mais je dois dire qu'en 1790, la France était quand même, c'est vrai, le premier pays du monde, qu'elle était la plus peuplée (25 millions d'habitants), qu'elle était la plus illustre, parce qu'il y avait les philosophes, parce qu'elle était la plus riche sans doute. Enfin, les yeux étaient fixés sur la France. Il n'y avait que l'Europe qui comptait à ce moment-là ! Si la France s'était conduite comme Robespierre le désirait, ne croyez-vous pas que quelque chose aurait peut-être pu changer dans l'ordre international ? Mais il paraît que c'est une niaiserie humanitaire ! Toujours est-il que Robespierre rappelait à ses collègues : « En déclarant la guerre, vous vous reniez. Vous avez déclaré que vous ne le ferez pas et vous le

faites. »

Deuxièmement, disait-il aux Girondins, oh ! je connais votre argument : vous dites qu'il faut aimer la liberté à travers le monde entier, mais c'est parfait. Envoyons des émissaires qui traverseront le Rhin et qui iront parler aux Rhénans des avantages de la liberté. N'envoyez pas des soldats parce que personne n'aime les missionnaires armés. Si vous envoyez des soldats avec la liberté au bout des baïonnettes, mais ils feront ce que font tous les soldats : ils voleront, ils tueront, ils violeront, ils feront haïr la liberté.

Troisièmement, disait Robespierre, avec qui voulez-vous faire la guerre ? Vous n'avez plus de cadres. Tout à l'heure, en soupirant un peu, je vous ai parlé des 15.000 émigrés. Je vous avais dit que c'étaient presque tous des officiers. Je vais apporter un chiffre éloquent que je ne connais que depuis que j'ai travaillé, un peu vite peut-être, sur Bonaparte. Au début de l'année 90, il signale, par correspondance, qu'ils sont 80 officiers au 4^e régiment d'artillerie. En septembre 91, les officiers sont 14. Quelle différence ! Et ce qui se passait dans le 4^e de l'artillerie devait se passer dans à peu près tous les régiments français. Alors, Robespierre disait : On a encore des soldats, ils sont là. Mais on n'a plus de cadres. Vous allez au devant d'histoires dramatiques. Supposez, ajoute Robespierre, qui se souvenait du 17 juillet 91 (La Fayette avait fait ce que vous savez au Champ de Mars), supposez que, contrairement à toute prévision un de nos corps d'armée remporte une victoire, — il y avait trois corps d'armée : corps d'armée de La Fayette corps d'armée de Lückner qui est un vieux reître allemand au service de la France et corps d'armée Rochambeau —. Supposez que le corps d'armée La Fayette remporte un succès militaire, craignez, disait Robespierre, craignez qu'avec le prestige qui est le sien, Monsieur de La Fayette ne l'utilise comme un prétorien et, à la tête de ses hommes, ne vienne établir un régime de son choix à Paris ; or il n'y a pas de pire despotisme que le despotisme militaire.

Tout à l'heure, je vous ai dit de garder en mémoire la phrase singulière de Brissot, le 29 décembre : « La guerre est indispensable à nos finances et à la tranquillité intérieure. »

Tranquillité intérieure complète en 90-91 : le prix du pain avait baissé. Mais voilà qu'à la fin de 91, au début de 92, le prix du pain s'élève. On prétend, je n'ai pas pu le vérifier, que la récolte avait été insuffisante. Du moment que le pain manque, il est plus cher. Je

crois savoir aussi — vous verrez ce que fera Robespierre bientôt, quand il sera au pouvoir — qu'il y avait des accapareurs. Je me suis laissé dire, mais je suis prudent — je n'ai pas eu les textes sous les yeux —, que l'origine de la fortune de Necker serait là. Necker, avec un groupe, quand il était encore fort peu connu, faisait des achats énormes de blé, puis il ne le jetait pas sur le marché, en disant qu'il n'y en avait plus. Alors, on attendait que le prix remonte et, ce qu'il avait acheté très faiblement, se payait très cher. Et j'ai des raisons de penser qu'il y avait de nouveau des accapareurs au travail. Toujours est-il que le prix du pain recommence à monter, fin 91, début 92. Le résultat était que ce qu'on voyait dans mon pays au début 92 ressemblait à ce qu'on y avait vu en 88. C'est exprès que j'ai dit tout à l'heure qu'il y avait eu des émeutes de famine. Il commence à y en avoir au printemps de 92.

Un mot qui commence à se répandre à travers la France, que vous avez certainement oublié aujourd'hui, c'est le mot maximum. Maximum est un mot aujourd'hui oublié en politique, mais c'était le mot qui allait être à la mode pendant un certain nombre de mois. Les petites gens, poussés par « de mauvaises gens », exigeaient des autorités municipales, départementales, nationales, un maximum sur le prix des denrées. Les petites gens disaient : Vous voyez bien qu'on gagne très peu. Il ne faut pas permettre à n'importe qui de faire des bénéfices excessifs sur nous, et vous devriez dire au gouvernement que le pain, par exemple, ne dépassera jamais tel prix. C'était le mot maximum.

Voilà que le 2 mars, le 2 ou 3 mars 92, il se produit à Etampes, autrefois Seine-et-Oise, un événement très grave. Des journalistes viennent se réunir sur la place de la mairie. C'est un monsieur Simonneau qui est le maire, un industriel. Ces journalistes sont furieux parce que le prix du pain vient encore d'augmenter. Ils sont là à crier « Maximum, maximum ». Or, Monsieur Roland, dont je vous ai parlé tout à l'heure, le Lyonnais Roland, dont j'ai dit qu'on l'appelait « vieux » parce qu'il était âgé de 57 ans, avait prononcé une déclaration importante, étant Ministre de l'Intérieur, à la tribune de la Législative : « Tout ce que l'Etat peut et doit faire en matière économique, c'est de déclarer qu'il n'interviendra jamais ». Pourquoi ? Parce que les Girondins ont le culte de la liberté et que la liberté économique est la première des libertés. Celle que Lamartine définira comme suit : « Le libéralisme économique, c'est la possibilité pour tout commerçant de s'enrichir sans limite et la possibilité pour le pauvre de mourir de faim. » Voilà ce

que disait Lamartine.

Donc, ce Monsieur Simonneau pensait bien, pensait comme Monsieur Roland, que jamais le pouvoir ne doit intervenir dans l'ordre économique. L'Etat n'a pas le droit de dire à un commerçant : Vous ne gagnerez pas trop. Alors, ces malheureux, ces affamés, poussent des cris épouvantables, demandent « Maximum, maximum ». Simonneau appelle la Garde Nationale. Quand ils voient arriver la Garde Nationale, les paysans sont saisis de panique et de fureur et ils tuent Simonneau. Horriblement du reste ! La conséquence : une espèce de panique se manifeste chez les gens de bien qui se disent : Si on commence à tuer les maires, parce qu'ils veulent le libéralisme économique !

C'est donc pour ça que Brissot avait dit : « La guerre est indispensable pour la tranquillité intérieure. »

En effet, quand tout va mal, les pauvres gens remuent, les affamés poussent des cris tandis que si la Garde Nationale vient au premier rang, si on peut orienter les gens vers la frontière, si ces malheureux qui protestent, ceux qui sont jeunes du moins, on les déguise en militaires et qu'ils sont réduits à l'obéissance passive sous peine de mort, on est tranquille. Il y a dans la guerre, dans les diversions extérieures, dans les diversions nationales, un moyen de régler tout au moins provisoirement les questions sociales. Voilà ce que pensait Robespierre en disant que la guerre proposée était une diversion.

Enfin, son cinquième ou sixième, je n'ai pas noté, argument était le suivant : on parlait volontiers d'un parti autrichien à la Cour, et Dieu sait qu'il existait ce parti autrichien, à cause de Marie-Antoinette. Et Robespierre disait : « Mes chers amis, vous ne vous rendez pas compte qu'en demandant la guerre, vous faites le jeu de la Cour ! »

En 1867, Michelet va répondre à Louis Blanc, qui avait fait une critique extrêmement sérieuse de « L'Histoire de la Révolution » de Michelet ; il y avait trouvé 27 erreurs certaines. Louis Blanc avait dit : « Monsieur Michelet ne tient pas compte du fait qu'à la Cour on n'attendait que cette guerre. On espérait qu'elle serait perdue et que, grâce au triomphe des Autrichiens, on pourrait donc rétablir l'ordre. » Michelet répond avec une extrême violence, en disant exactement ceci : « La guerre, la Cour en avait peur, une peur effroyable. »

Vous vous souvenez de la phrase que j'ai citée, la phrase de Marie-Antoinette qui disait à son frère, l'empereur d'Autriche : « Le plus grand service que vous pourriez nous rendre est de nous tomber

immédiatement sur le corps. »

Et le 14 décembre 91, c'est-à-dire le jour même où Narbonne disait à la tribune de la Législative que le sort des créanciers de l'Etat dépendait de cette déclaration de guerre, ce même jour le roi Louis XVI écrivait à son ami Breteuil, dont j'ai prononcé le nom tout à l'heure, — c'est celui qui avait constitué le ministère d'extrême droite le 12 juillet 1789 ; il vivait à Bruxelles depuis ce moment-là, c'était un émigré — le roi écrivait secrètement à Breteuil : « L'état physique et moral de l'armée française est tel qu'elle ne peut même pas soutenir une demi-campagne. »

A ce moment-là, on parlait de campagne parce qu'on ne se battait qu'au printemps et en été, pas en automne ni en hiver. Le roi savait que la situation militaire de la France était telle qu'elle ne pouvait même pas soutenir trois mois de guerre. Le roi attendait que les Girondins prissent la responsabilité. Il ne voulait pas déclarer la guerre lui-même, mais il s'était dit : Par bonheur, j'ai à ma disposition ces gens, ces Girondins, qui veulent faire la guerre et je suis sûr, qu'on va se faire battre, ce qui sauvera la situation.

Le 20 avril 92 : déclaration de la guerre. Alors ce qui était fatal se produit, à savoir que le corps d'armée de Lückner qui est entré à Tournai est battu. Mais il y avait une chose qu'il faut connaître : dans deux régiments de Dragons où les officiers étaient restés, espérant rendre plus de service en restant qu'en émigrant, ces officiers vont passer du côté autrichien. Ces officiers français ont amené leurs Dragons dans les lignes autrichiennes. Alors, ce qu'on appellerait aujourd'hui « le front » est crevé, et les Autrichiens peuvent se précipiter sur Paris en arrivant par Tournai. Et sans doute que pour laisser un bon souvenir des soldats français et de la liberté, Lückner ordonne de mettre le feu aux faubourgs de Tournai. Cela montrera la générosité française ! Alors, à la Cour, on est là à se frotter les mains en disant : Mais ils arrivent ! Mais non ils n'arrivent pas, parce que ni les Prussiens, qui ont décidé d'intervenir, ni les Autrichiens ne veulent s'engager dans une opération grave en France tant que l'affaire de la Pologne n'est pas liquidée. La reine Marie-Antoinette se dit : Ça y est, on est sauvé, attendant jour après jour cette ruée austro-prussienne qui ne se produit pas ! Mais comme il faut quand même faire quelque chose d'un peu gentil pour faire patienter la Cour, Brunswick, chef du corps expéditionnaire prussien, aidé en fait d'un Genevois qui, lui, n'écrivait pas mal, qui s'appelait Mallet du Pan,

va rédiger ce qu'on appellera « le Manifeste de Brunswick » : à la place de soldats, on va envoyer des paroles. Le Manifeste de Brunswick, que vous connaissez sans doute, c'est une espèce d'essai d'intimidation des Parisiens. Le texte que je ne sais pas par coeur mais que je peux résumer honnêtement est à peu près ceci : Si la moindre atteinte est portée aux droits du roi et de la famille royale, lorsque nous arriverons, Paris sera livrée à une entière subversion.

C'était très imprudent, ce qu'ils faisaient, les Autrichiens ! Ils annonçaient au peuple de Paris qu'ils avaient partie liée avec la Cour. Ils disaient : Si vous n'êtes pas sages, vous, les Parisiens, vous allez voir comment on va vous punir, nous, les Autrichiens !

Paris livrée à une entière subversion ! Alors, on comptait du côté du Manifeste de Brunswick à une terreur : on voyait les Parisiens rampant et ne bougeant plus. Le contraire est arrivé : les Parisiens ont trouvé ça très désagréable. C'est l'insurrection du 10 août. C'est la Commune révolutionnaire de Paris. C'est Robespierre, Marat et les autres à l'Hôtel de Ville, c'est le roi qui est obligé d'abdiquer et c'était la République. A partir du 10 août 92, c'est la Révolution Française. Avant, c'était une réforme, si vous voulez, puisque rien n'était changé aux structures. Puis, il y avait toujours un roi. Maintenant, il n'y a plus de roi et il y aura le suffrage universel.

C'est pourquoi Madame de Staël, qui n'est pas bête, a dit dans son fameux livre de 1816, concernant la Révolution Française : « Dès lors, la Révolution changea d'objet. Les gens de la classe ouvrière s'imaginèrent que le joug de la disparité des fortunes allait cesser de peser sur eux. »

J'ai envie de répéter cette phrase de Madame de Staël ! Quand je l'ai citée à un de mes amis marxistes à Paris, il m'a dit : Mais, non, Guillemin, on ne disait pas « la classe ouvrière ». On disait « les classes ». Alors, on a regardé ensemble. Et c'était bien ça : « Dès lors la Révolution changea d'objet. Les gens de la classe ouvrière s'imaginèrent que le joug de la disparité des fortunes allait cesser de peser sur eux. »

Puis, Chateaubriand, qui écrit mieux que Mme de Staël et qui a le sens de l'image, va dire à partir du 10 août : « Les sabots frappaient à la porte des souliers. » Il va se passer qu'on va procéder à des élections, des élections au suffrage universel. Or la France à ce moment-là était archi rurale, et les trois quarts des Français ne savaient ni lire, ni écrire.

Alors, quand on dit aux paysans : Voilà les listes, et il faut voter vite, ils ne comprennent pas. Si bien qu'il y aura une abstention énorme : 65 ou 70 % d'abstentions ! Ce sont des gens qu'on convoque pour voter et qui disent qu'ils ne savent pas de quoi il s'agit ! Et ceux qui vont voter le feront sous la poussée des nouveaux notables.

Qu'est-ce que c'est les nouveaux notables ? C'est la bourgeoisie enrichie et qui a saisi les biens nationaux (les biens nationaux, ce sont les biens de l'Eglise ; quand on avait des relations, on les achetait pour presque rien). Par conséquent, à la place de tel évêque ou de tel aristocrate, il y avait un bourgeois considérable qui s'était établi nouveau châtelain. Les rustres avaient l'habitude d'obéir au château ; alors ceux qui se sont décidés à voter, ont voté comme le châtelain a dit de voter. Si bien que — c'est inouï, réfléchissez bien à cela — si bien que pour la première fois où les travailleurs français peuvent voter (et ces travailleurs, ils sont 97 % de la France), sur les 750 députés, il y en aura deux, deux qui vont représenter la classe ouvrière ! Tous les autres sont des notables. L'un s'appelle Armonville ; il est cardeur de laine à Reims, et l'autre, qui s'appelle Noël Pointe, est ouvrier à la Manufacture d'Armes de Saint-Etienne. Deux prolétaires pour représenter une France à 97 % de prolétaires ! Qui va réapparaître là ? Tout le monde. Tous les types de la Législative, tous les Girondins, bien sûr, et tous les anciens de la Constituante qui vont arriver. Il y a Sieyès, — il n'y aura pas de Mirabeau : Mirabeau est mort entre deux putains (on meurt comme on peut !) en 1789. Puis il y a Robespierre. Alors, lui, Robespierre, il a une certaine idée.

Revenant à notre ami. Monsieur Gaxotte, qui, dans son livre illustre sur la Révolution Française, dit qu'avec Robespierre, c'est la terreur communiste. La Terreur communiste ! Je ne suis pas communiste. Je sais très bien ce que c'est que le communisme. Le communisme c'est une idée collectiviste, à savoir que c'est la nation qui s'empare du sol et du sous-sol et des instruments de production. Cette idée est entièrement étrangère, vous m'entendez, entièrement étrangère à Robespierre. Robespierre, il est l'homme du Contrat Social, et il est impossible — je sais que quelqu'un l'a tenté — il est impossible de faire sortir Marx du « Contrat Social ». Impossible. L'idée de Rousseau est une idée également assez enfantine : ce pauvre Rousseau aurait voulu que chacun ait son petit lopin de terre, sa petite maison, une espèce d'égalité moyenne. Mais l'idée du collectivisme, qui est l'idée essentielle du marxisme, est

totale­ment étran­gère à Robes­pierre.

Néan­moins, Robes­pierre pose une ques­tion sur la pro­priété. Et ça c'est très grave. Mainte­nant, on est en Répu­blique, il n'y a plus de roi, il faut refaire une Con­sti­tante.

J'ai ou­blié de vous dire ce que c'était que cette nou­velle As­sem­blée. Cette nou­velle As­sem­blée, on aurait dû l'appeler la nou­velle Con­sti­tante ou Con­sti­tante II, puis­qu'il s'agissait de refaire une nou­velle con­sti­tution. Cela paraissait un peu moche ; on ré­serve ça pour le Va­tican : Va­tican I, Va­tican II ? Non. Comme l'amé­ri­canisme était à ce moment-là très à la mode, on a « piqué » un mot amé­ri­cain : Con­ven­tion. Alors, les pauvres Français ne com­pre­naient rien à ce mot qui veut dire « as­sem­blée ». Alors, puis­qu'il faut faire une nou­velle con­sti­tution et une con­sti­tution répu­blicaine, Robes­pierre demande tout de suite qu'à l'inté­rieur d'une nou­velle con­sti­tution quel­ques ar­ticles soient ré­di­gés portant li­mite, vous m'entendez, li­mite au droit de pro­priété. Non pas destruction, mais li­mite de la pro­priété, il s'appuie sur le raisonnement suivant :

Tout à l'heure, quand je vous ai parlé bien rapi­dement de la Dé­cla­ra­tion des Droits de l'Homme, — « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux » —, j'avais à dessein ré­servé pour mainte­nant une phrase très im­por­tante et curieuse de la Dé­cla­ra­tion des Droits de l'Homme. Il s'agit de la pro­priété. Et la Dé­cla­ra­tion des Droits de l'Homme, rap­por­tez-vous au texte, avait employé un ad­jec­tif inédit. Elle avait dit à propos de la pro­priété, quelle qu'elle soit : « La pro­priété est in­violable et sacrée. » Sac­rée, c'est la première fois. Mais, vous savez, on est en présence de gens qui sont sérieux et qui savent ce qui n'est pas sérieux. Alors, ce qui n'est pas sérieux, ce sont les rêveries reli­gieuses. Ce qui est sérieux, c'est l'argent.

Alors, on va prendre ce mot du vocabulaire religieux, le mot sacré, on va l'appliquer maintenant à l'argent. Alors, Robes­pierre avait dit : Vous n'avez pas voulu détruire l'esclavage : il y a toujours des esclaves dans nos colonies. Alors demandez donc à un négrier de vous désigner sa pro­priété, sa pro­priété sacrée. Cet homme va vous montrer son navire. Non, je me trompe : ce tombeau flottant, plein d'hommes, et d'enfants et de femmes à la peau noire. Et il vous dira, la main sur sa conscience : ceci est ma pro­priété, ma pro­priété sacrée. Et vous savez bien, disait Robes­pierre, ce n'est pas possible parce qu'aucun homme ne peut être la pro­priété d'un autre homme. Donc, vous voyez qu'il y a

une limite au droit de propriété, et de même que la limite de la liberté, c'est la liberté d'autrui, la propriété doit avoir pour limite la dignité d'autrui. Je vous demande donc que la Constitution Républicaine comporte un article limitant la propriété.

Vous n'imaginez pas l'état dans lequel se sont mis les Girondins quand ils ont entendu une chose pareille ! Il y avait un monsieur qui s'appelait Barère qui se précipite à la tribune pour demander la peine de mort — on venait déjà de tuer le roi ! — peine de mort pour quiconque proposera une mesure subversive de la propriété individuelle ou commerciale. Et c'est là où Lamartine intervient avec un texte — il n'y a malheureusement pas de document — un texte que je vais vous lire et dont j'aurais voulu qu'il fût plus précis.

Lamartine dit : J'ai pu m'entretenir avec la veuve du banquier des Girondins et je sais que Sieyès avait proposé aux Girondins une opération de force. Vous voyez bien qu'il y avait des menaces sur la propriété, alors on va demander à des jeunes gens bien de province, à des fils de famille, de venir se grouper près de Paris. On tâchera d'en trouver un millier. Chacun aura de sa famille mille livres, et à ce moment-là c'était quelque chose. Il aura des armes sur lui : au moins deux pistolets, des cartouches, et puis, au jour J, à l'heure H, les gars se jetteront sur Paris, tueront Robespierre et mettront le feu aux faubourgs. C'est donc une opération de violence que préparaient les Girondins contre Paris. S'ils ne le font pas, du moins parlent-ils, puisque le 7 mai, c'est Vergniaud, qui à la tribune de la Convention, s'adresse à ses mandataires, et dit : « Hommes de la Gironde, levez-vous. » Vous avez entendu ? Il a dit : « levez-vous » ! Il n'y a pas une minute à perdre sous peine de voir se dissoudre tout le corps social. Généreuse population du Midi, levez-vous ! Et vous avez Pétion, qui cependant à la Constituante avait paru être un peu dans la ligne de Robespierre, qui lui, lance une brochure aux propriétaires parisiens commençant ainsi : « Braves habitants de Paris, alerte ! Vos propriétés sont menacées ! »

Tout ça au cours du mois de mai 93. Mais rien n'est aussi beau que ce que je vais vous dire maintenant. Le parfumeur, Isnard, le 25 mai, va faire son petit Brunswick. Isnard, à la tribune de la Convention, déclare : « Si la moindre atteinte est portée à la propriété à Paris par des anarchistes, c'est la province entière qui viendra pour raser la ville. » Et comme il a le sens du pittoresque, à la tribune, Monsieur Isnard continue : « Et dans quelques années, le voyageur des bords de la Seine se

demandera si jamais une cité s'est élevée là. »

Brunswick disait : « Si vous touchez au roi, Paris sera mis à sac », et Monsieur Isnard, des Girondins, non pas « mis à sac » mais « rasée ».

Alors, Robespierre a compris. Le soir même, à la réunion des Girondins, il dit : « La lutte est entre les sans-culotte et les culottes dorées. » Il appelle le peuple à l'insurrection.

Michelet déchire ses vêtements. Michelet dit que ce qui vient de se passer le 31 mai, c'est un monstrueux attentat à la démocratie. Et je dois dire que c'est vrai !

Et qu'est-ce qui va se passer le 31 mai ? Une partie des faubourgs parisiens va investir la salle de la Convention, aidée de cette Garde Nationale qui maintenant est remplie de prolétaires, avec Hanriot qui est canonnier — les canons n'ont pas de gargousse, ils sont là intimidants. Ils vont faire un cercle autour de la Convention et ils vont dire à la Convention : « Nous, le peuple, nous exigeons que 32 députés soient chassés. C'est un pur scandale, c'est vrai, c'est la fin du régime national. Ces députés représentent la Nation. Et c'est une faible partie de la Nation, ces quelques ouvriers parisiens, les 2, 3 mille ouvriers parisiens, qui ont exigé eux-mêmes que 32 députés s'en aillent. C'est un attentat ! C'est l'illégalité complète.

C'est pourquoi Michelet dit : « C'est la journée noire de la Révolution. » Mais Lamartine avait déjà répondu à Michelet. Et Lamartine avait dit « Il y a des cas où illégalité et légalité sont des mots sans importance, lorsque la vie ou la mort d'une nation est en cause. » C'est la vie ou la mort de la France qui était en cause à ce moment-là.

Le 31 mai, que s'était-il donc passé ? Il s'était passé des choses sérieuses. Il s'est passé que l'affaire de la Pologne est réglée et que les Austro-Prussiens ont attaqué. Et ils ont si bien attaqué qu'ils ont trouvé des complicités : la pire des complicités, celle de Dumouriez, qui est un ami des Girondins. Dumouriez ne se contente pas de faire ce qu'avait fait La Fayette, le 19 août 92, où La Fayette, le roi étant tombé, avait dit : « Je ne veux plus me battre pour une nation où il n'y a plus de roi. » Alors, il avait simplement déposé son épée, — ce qui n'était déjà pas mal de la part d'un commandant en chef sur le front français. Mais le 5 avril 93, Dumouriez a été bien mieux : il était passé du côté des Autrichiens. Il avait dit : Je me mets à votre service contre ma patrie, parce qu'il avait été culbuté à Neerwinden !

Alors, l'invasion, cette fois-ci, ça y était ! L'invasion du Nord-Est de la France. Le 10 mars 93, tout l'Ouest avait pris feu. La Vendée se soulève, mais aussi toute la Bretagne et une partie de la Normandie également, et tous les départements de l'Ouest sont en feu. J'ai encore une chose très importante à vous dire, parce que pendant très longtemps j'ai vécu sur des idées fausses et il faut que je vous dise des idées justes. On m'a élevé dans l'idée que cette insurrection de la Vendée était avant tout une insurrection religieuse. Mais ce coin de la France était extrêmement catholique, et on était inquiet, dans ce pays, de ce qui se passait avec une Convention incroyante et avec une persécution du clergé. Au point même que l'armée qui va être levée là-bas, vous le savez, s'intitulera Armée Catholique et Royale. Alors, je me permets d'attirer votre attention sur ceci : la Convention s'était réunie, Robespierre avait fait décider, et on l'appliquait, que dans la Constitution Républicaine, il y aurait ceci : « Personne ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses » ! Cela veut dire : vous pouvez être catholique, protestant, athée, ça ne regarde pas l'Etat. Et Robespierre avait immédiatement agi pour faire en sorte qu'il n'y ait plus de persécution religieuse. Or, il y avait eu une très violente persécution anti-religieuse sous la Législative grâce aux Girondins. Les Girondins disaient : « La Révolution ne sera accomplie que lorsque le christianisme sera extirpé de France. » Et la persécution portait sur la Constitution civile du Clergé.

Tout à l'heure je vous ai dit avec un sourire, parce que je veux vous dire la vérité, que je trouve que ce n'était pas mal d'avoir confisqué les biens de l'Eglise qui me paraissaient proprement scandaleux. Mais je trouve, en revanche, que ce que la Constituante avait fait en décidant la constitution civile du clergé, était positivement inacceptable ; parce que c'étaient des laïques qui se mêlaient de ce qui ne les regardait pas ; parce que s'ils ne voulaient pas demander l'avis des catholiques français on aurait pu peut-être à la rigueur demander l'avis du peuple, quand il s'agissait de changer la constitution du clergé français. Mais il faut savoir ce qu'ils étaient devenus, les voltairiens de la Constituante. Ces gens qui modifiaient la structure de l'Eglise en France étaient des gens qui n'y croyaient pas. Les neuf dixièmes des Constituants étaient voltairiens non pas seulement au sens politique que j'ai défini tout à l'heure, mais au sens religieux. Mais, comme Voltaire du reste, dont on s'imagine qu'il était un homme qui ne voulait pas de curé. Mais Voltaire voulait l'image du curé et il disait : « Il est très important de faire

accroire aux hommes qu'ils ont une âme immortelle et qu'il existe un Dieu vengeur qui punira mes paysans s'ils veulent me voler mon blé. » Voilà ce qu'avait dit Voltaire. Eh bien, les incroyants de la Constituante se disent : Comme il y a des masses d'imbéciles qui croient encore aux curés, on va maintenant les payer. Car c'était ça la constitution civile du clergé : c'étaient des prêtres transformés en fonctionnaires, mais à condition qu'ils fassent leur travail, c'est-à-dire apprendre aux pauvres la résignation. J'aurais été curé à ce moment-là, je n'aurais pas marché, vous savez ! C'est inacceptable de dire : Ce sont des laïques qui m'imposent ça. Le curé recevait à ce moment-là 600 F de l'évêque. La constituante dit : Vous recevrez maintenant 1.200 F. Ils se disent : en les achetant, comme ça on les aura. Mais il y a d'ailleurs la moitié qui n'a pas marché. Et ceux qui marchaient, on les appelait « les jureurs » parce qu'ils avaient juré fidélité à la constitution civile du clergé. Et ceux, qui n'avaient pas marché, « les réfractaires ». Vous vous imaginez la férocité avec laquelle les Girondins s'étaient jetés sur les contestataires. Or, cette persécution, qui avait été terrible, n'avait rien amené du côté de la Vendée, ni de la Bretagne.

Alors, comment se fait-il que le 10 mars 93, tous ces gens se mettent en insurrection ? Parce que c'est la semaine où la Convention vient d'appeler 300 000 soldats sous les armes. La Patrie est en danger : parce que l'invasion se produit au Nord-Est et parce qu'il faut que tous les jeunes gens en France sont requis pour défendre le sol et la République. Alors, à ce moment-là, en Bretagne, en Vendée, où on ne parle même pas français, ces gens refusent d'écouter. Ils se disent : On ne veut pas y aller. Il n'est pas question qu'on se fasse casser la figure pour la République. La France, on ne la connaît pas. On ne parle même pas la langue de ces Français ! C'est parce qu'il était question d'une conscription, c'est parce qu'on demandait des soldats, que l'Ouest va se soulever. Et ce n'est qu'une apparence, un prétexte, une tricherie, de prétendre naturellement du côté des aristocrates, que c'est une insurrection religieuse. Absolument pas !

Enfin, voilà, toujours est-il qu'en juin 93, sur nos 90 départements, 60 départements sont en insurrection. Et les Austro-prussiens sont en train d'avancer sur Paris ! Les Girondins qui ont été expulsés de la Chambre, on leur avait demandé simplement, — Hébert, c'est le Procureur de la Commune, un type affreux qui dirigeait ce « Père Duchesne » dont Jaurès dira : « si la Révolution avait pu être déshono-

rée, elle l'eût été par Hébert. » Hébert s'était comporté d'une manière assez atroce là, et il y avait à cette date-là cet énorme péril sur l'unité française et sur la Révolution elle-même. On va voir alors le Comité de Salut Public se créer à ce moment-là.

Je n'ai, à dessein, pas encore parlé de Danton, parce que c'est maintenant qu'il va apparaître. Dans la *Réalité et Signification de la Révolution*, il faut savoir quel a été le vrai rôle de Danton.

J'ai vécu là aussi sur une image facile. L'opposition entre Danton et Robespierre. Robespierre, incorruptible, oui, assez triste, espèce de petit fanatique glacé. Tandis que de Danton, il sort une chaleur humaine ; il n'est pas incorruptible, mais il est tellement gentil ! Autant on peut se moquer de Robespierre, parce qu'il est fasciné par Rousseau, autant il serait difficile de trouver un contenu politique à la pensée de Danton. Il n'en a aucune. Il n'a absolument pas de programme. A la différence de Robespierre, qui était très pauvre, Danton, dont le père avait de l'argent, avait fait un beau mariage (la fille d'un cafetier de Paris), et il avait une très belle propriété à Sèvres, aux environs de Paris.

D'autre part, si j'ai employé le mot brutal de « vendu » à propos de Mirabeau, je peux vous le dire avec d'autant plus d'assurance que cette fois on a le document photographique sous les yeux : le 10 mars 91, Mirabeau écrit une lettre à Lamarck (Lamarck, c'est un Belge, qui était le trésorier du Roi, c'est-à-dire qu'il était chargé de gérer la liste civile du souverain — vous savez son montant ? Vingt-cinq millions. C'était pas mal. On pouvait s'acheter des consciences avec 25 millions ! Les plus hautes étaient les plus chères. Mirabeau s'était vendu extrêmement cher !), donc le 10 mars 91, Mirabeau écrit à Lamarck, donc au distributeur des prévenances royales : « Selon vos instructions, j'ai remis hier la somme de trente mille livres à Monsieur Danton. » On sait donc que Danton, comme Mirabeau, est acheté par la Cour. On ne s'étonnera pas, c'est Albert Mathiez qui en a fait l'inventaire, de voir les titres des propriétés personnelles de Monsieur Danton s'arrondir. Dans les années 91, 92, il a acheté le Prieuré de Nuisement, qui était un bien ecclésiastique et qu'il a acheté bon marché, mais qui était très intéressant. Il achète le Prieuré de Saint-Jean-du-Chesne, et il achète au centre même d'Arcis-sur-Aube, qui est sa ville natale, une magnifique gentilhommière à côté du pont. Danton est quelqu'un qui considère que Révolution, c'est eau trouble et eau trouble égale bonne pêche. Et plus tard, au moment de la Restauration, Alexandre de Lameth, dont on a publié

les mémoires, dit : « J'ai beaucoup parlé avec Danton. C'est amusant de l'entendre parler. Quand il parlait de Marat ou de Robespierre : Je n'aime pas leur sale démocratie, disait Danton, je n'aime pas leur sale démocratie, ni leur République. »

Danton avait une très grande amitié pour un prêtre. Ce qui est très honorable ! L'Abbé Despagnac. L'Abbé Despagnac s'occupait des fournitures militaires. C'est fini ça aujourd'hui... mais vous ne pouvez pas savoir ce qu'on pouvait gagner dans les fournitures militaires à cette époque-là ! Mathiez a établi que l'Abbé d'Espagnac se faisait 5 millions en numéraires de bénéfice par mois pour les fournitures militaires. Et quand Dumouriez est entré en Belgique et a commencé à faire les pillages que vous savez, Danton passait son temps à des aller et retour entre le quartier général de Dumouriez et Paris. Au point qu'un douanier, qui devait être un peu « minus » s'était permis d'arrêter Danton à Béthune parce que Danton était suivi par quelques voitures. Alors, le douanier qui faisait son boulot, mais n'était vraiment pas raisonnable, avait demandé à Monsieur Danton de bien vouloir ouvrir. On y avait trouvé des masses de dentelles, d'argenterie. Et alors, le douanier toujours un peu bête lui disait : Mais qu'est-ce que c'est ? Mais des biens nationaux qu'on va vendre pour le Trésor français, disait Danton. Enfin, vous voyez le coup...

Alors, Danton, qui était mouillé avec Dumouriez, quand Dumouriez se fait battre, quand Dumouriez trahit, Danton trouve, comme on le dirait aujourd'hui, Danton trouve qu'il faut se « démouiller ». Le Tribunal Révolutionnaire, qui fera tomber tant de têtes et dont on dira avec justesse que c'est une des choses les plus lugubres de la Révolution française, j'ai longtemps cru que c'était Robespierre qui en avait demandé la création. Pas du tout, c'est Danton. C'est Danton qui avait créé le Tribunal Révolutionnaire. Et Danton va bientôt demander une tête par jour, parce qu'il a besoin de se décompromettre, puisque Dumouriez s'est fait battre d'une part, et après a trahi. On savait ses amitiés avec Dumouriez. Ce qui fait que maintenant il prend une attitude d'extrême gauche pour essayer de sauver sa mise. Alors, on va créer un Comité de Salut Public.

Attention. Faites bien attention à ceci. Le Comité de Salut Public est contrôlé en permanence. J'ai cru longtemps autrefois aussi que la Convention avait donné une sorte de délégation à ses membres, les neuf membres du Comité de Salut Public, et qu'ils pouvaient prendre

des décrets. Mais non. Ils peuvent proposer des décrets qui ne viennent en application qu'après le visa de la Convention. Et ils sont renouvelables tous les mois.

Premier Comité de Salut Public : le 6 avril 93. Danton en est le personnage principal. Il va s'occuper de peu chose et pour la Vendée il avait trouvé ce qu'on a appelé « les volontaires à 500 F ». Vous savez, c'était facile d'être volontaire avec 500 F. Mais ces volontaires n'ont aucune idée de se battre. Ils sont derrière Santerre, derrière Westermann et ils se font battre tout le temps, parce que la Vendée, surtout pour eux, pour leurs exploits personnels, c'est surtout des châteaux à voler et des filles à violer. Alors, ça ne va pas du tout. Du côté des étrangers également, on est en train de se faire battre, et le 10 juillet 93, au moment où on doit renouveler le Comité de Salut Public, la situation est si grave que Danton se dit : il est préférable que je me mette sur la touche, enfin, dans les coulisses. On va voir comment tourneront les événements et je ferai peut-être comme Dumouriez. Toujours est-il, je ne veux plus porter la responsabilité du pouvoir, ça va trop mal.

Comment peut-il faire, Danton, pour se faire écarter du pouvoir alors qu'il avait tellement désiré y être et que depuis le 6 avril il est le personnage principal du Comité de Salut Public ? Il ne peut pas dire aux gens que c'est parce que tout va très mal ! Mais il est subtil, Danton, malgré son verbiage. Il vient de se remarier, figurez-vous. Il a perdu son épouse du café, au début de l'année 93. Il l'aimait beaucoup mais il la trompait tout le temps. Il avait deux enfants. Et puis, ce n'était pas un homme à rester longtemps veuf. Il se remarie en juin. Et celle qu'il épouse au mois de juin, a quinze ans et demi. Vous vous rendez compte ! Il a des quantités de choses à lui apprendre ! Alors, il dit à ses camarades : Ecoutez, on va renouveler le Comité de Salut Public. Je viens de me marier. Soyez gentils ! Il me faut ma lune de miel, vous comprenez ! Et les gens marchent ! Ils disent : Ah, le brave Danton, mais bien sûr c'est entendu, vous pouvez être tranquille ! Voilà ce que va faire Danton pour se tirer d'affaire. Et en même temps, il dit : Il n'y a qu'un homme qui est digne de me remplacer. Un seul. C'est Robespierre.

Il sait que, hissé au pouvoir dans la situation comme elle l'est, Robespierre va s'y casser la figure, et ce sera parfait.

Alors, qu'est-ce qui va se passer ? Robespierre se dérobe. Jean Massin a fait un très beau livre sur Robespierre. Il y en a des tas à lire.

Il y a celui de Gallo que je n'avais pas lu, il y a un an ; je viens de le lire : il n'est pas mal du tout. Mais celui de Jean Massin a l'intérêt que voici : c'est d'attirer notre attention sur quelque chose qui compte, et il faut y penser à propos des hommes politiques : leur santé. Eh bien, il est certain que Robespierre était vraisemblablement tuberculeux. Et le 12 juin, aux Jacobins, il avait parlé de démissionner. Il avait dit : « Je n'en peux plus ! Il y a cinq ans que je suis sur la brèche, je crois que mes forces me trahissent et que je ne peux plus continuer. Je vais donner ma démission de député. C'est un type extrêmement scrupuleux, Robespierre. Comme il se sent très malade, rongé de fièvre, il dit qu'il ne peut pas supporter la charge aussi lourde du Comité de Salut Public. C'est pourquoi ce jour-là, il se dérobe, mais il essaie de faire nommer, et il l'obtient, ses quelques amis — il en avait peu, Robespierre. Être ami de Robespierre, c'est prendre des risques. Mais enfin, il y avait tout de même Saint-Just, il y avait Couthon, il y avait Jean Bon Saint-André, qui était un pasteur de Montpellier, très bien, et puis pour le Comité de Sûreté générale, Le Bas, qui avait épousé cette petite Elisabeth Duplay chez qui Robespierre habitait. Duplay, ne vous figurez pas : un pauvre type ; c'était un artisan menuisier qui avait cinq ou six employés, et Robespierre vivait là au premier étage, sur une cour qui sentait le sapin. Il y avait deux filles. Elisabeth qui venait d'épouser Le Bas et il paraît que l'autre, Eléonore, aurait bien eu envie d'épouser Robespierre, mais il ne voulait pas en entendre parler. Or, comme Danton le savait, Danton s'amusait beaucoup en disant : Mais je ne sais pas comment ça se fait. Il n'y a pas de femmes dans la vie de Robespierre. Ou bien il veut se faire curé ou bien il est eunuque. En même temps, il ajoutait, ce Danton : Mais c'est quand même curieux ce Robespierre, on dirait que l'argent lui fait peur. En effet, à lui, Danton, l'argent ne faisait aucunement peur !

Mais, toujours est-il que Robespierre se dérobe, qu'il a mis des amis. C'était le 10, mais le 27 juillet 93, un membre du Comité de Salut Public se retire pour raison privée. Il faut mettre quelqu'un à la place. Toute l'Assemblée crie : « Robespierre, Robespierre ! » Et il accepte. Le 27 juillet 93, Robespierre entre au Comité de Salut Public et peut-être savez-vous déjà que le 9 Thermidor 94, c'est en fait le 27 juillet 94... Donc, lorsqu'il accepte d'entrer dans le Comité de Salut Public, le 27 juillet 93, il a très exactement 365 jours devant lui. Il ne s'en doute pas, mais dans un an il sera mort !

Mais déjà il avait obtenu de ses amis des choses importantes avant d'être au Comité de Salut Public. Il avait obtenu l'abolition des droits féodaux. C'est là que vous êtes en droit d'avoir un soupçon : comment, l'abolition des droits féodaux ? Mais tout le monde sait que c'est à partir du 4 août 89 que les droits féodaux ont été abandonnés ! Ouvrez Michelet ! Michelet, vous savez, c'est la plus belle page de l'Histoire, brusquement il se met à crier : « Vive la France ! » dans son texte. Il dit : « Ce jour-là, mille ans de féodalité ont été abolis. Plus de classes en France ! Rien que des Français à part entière ! Vive la France ! » On n'en demande pas tant à un historien. On lui demande un peu de calme, mais, non, il était comme ça !

En fait, ce qui se produit le 4 août ce n'est pas du tout ce que Michelet veut nous faire croire. Il y avait les châteaux qui flambaient, je vous ai raconté que les paysans s'impatientsaient de voir que les droits féodaux persistaient. Alors, deux membres de l'aristocratie étaient montés à la tribune pour jeter, ce qu'on pourrait appeler de l'eau, et non pas de l'huile, sur le feu ; et ces deux membres avaient dit que l'aristocratie était prête à envisager le rachat des droits féodaux. Et cette formule avait été immédiatement développée, avait été métamorphosée. Alors les paysans pensaient que l'Assemblée envisageait la disparition des droits féodaux. Non, non, pas la disparition, le rachat ! Et je n'ai compris le sens qu'en lisant *L'Histoire socialiste* de Jaurès, parce que Jaurès reproduit le décret : un rachat des droits féodaux au denier trente. C'est du charabia ! Et cela signifiait, c'est Jaurès qui nous l'explique : si le paysan vient trouver le châtelain et lui remet d'un seul coup les droits féodaux pour trente années, il n'en paiera plus jamais. Et vous voyez un paysan qui est capable de payer trente années d'avance de droits féodaux ? C'était une pure plaisanterie. Et cela a duré sous la Constituante et sous la Législative. Et c'est uniquement sous la Convention et grâce à Robespierre qu'il a été décidé de supprimer le rachat : les droits féodaux sont abolis. Et, lui, quand il est au pouvoir, Robespierre, il va essayer — ce que je vais vous dire est incertain — c'est lui qui va faire décider la peine de mort pour les accapareurs de denrées de première nécessité et la peine de mort contre les accapareurs de blé. Est-il ou n'est-il pas favorable au maximum, au fameux maximum des denrées ? La question est encore controversée. Pour ma part, il me semble que tout ce que je sais de lui indique qu'il devait être favorable à cette mesure restrictive, disant : Vous ne pouvez pas vendre le pain au-dessus de

tel ou tel prix. Son attention est portée sur les armées, sur ce qui se passe aux armées. Il va supprimer les fournisseurs militaires. Voyez la colère de Danton et de l'Abbé d'Espagnac. Dorénavant, on ne passera plus par les intermédiaires. Ce sont les bureaux d'Etat qui vont immédiatement et personnellement faire des commandes.

D'autre part, Robespierre va aller encore bien plus loin. Il va décider qu'il y aura deux usines nationales d'armement (on commencera par deux et puis après on verra). C'est la première fois qu'il y a des nationalisations. C'est grâce à Robespierre. Il y aura une usine d'armement terrestre à Paris et une usine d'armement naval à Brest, avec une majoration, il faut le dire, considérable, des salaires que vont toucher là les ouvriers. C'est un très gros scandale, parce que d'une part c'est un attentat aux entreprises privées. Si tout à coup l'Etat se met à passer lui-même des contrats et avoir ces entreprises, où allons-nous ! Et d'autre part, comme l'Etat a augmenté les salaires des ouvriers qui travaillent pour lui et pour l'armement, le reste, les entreprises privées, va être obligé pour trouver du personnel de hausser aussi les salaires. C'est une chose criminelle !

D'autre part, c'est Robespierre qui décide que tous les généraux en campagne, — il avait été averti par ce qui s'était passé chez La Fayette et chez Dumouriez —, tous les généraux en campagne seront assistés d'un commissaire civil. Ce commissaire n'aura pas à intervenir dans la stratégie parce qu'il est incompetent, mais ce commissaire doit surveiller ce que fait le général du point de vue politique. Et, en particulier, Robespierre apprendra, et c'est vrai, c'est une chose incontestable, que Custine, qu'il enverra à la guillotine, Custine se préparait très exactement à faire ce qu'avait fait Dumouriez, désertre. Et en décembre 93, Robespierre avait envoyé une circulaire signée par lui et par Saint-Just, une circulaire dont je crois savoir à peu près le texte par cœur : « L'insubordination des généraux est la pire dans une République. Dans un Etat libre, c'est le pouvoir militaire qui doit être le plus astreint. »

Vous voyez qu'il a quand même fait un certain nombre de choses et qu'au point de vue du redressement de l'armée française, qui était si menacée, il a obtenu enfin des victoires. C'est Robespierre et Saint-Just — et pas du tout Carnot comme on nous le raconte, Carnot est une image d'Epinal, Carnot est encore une des créations de Michelet — c'est Robespierre et Saint-Just qui font en sorte que l'armée ait maintenant des jeunes cadres, issus de la troupe. C'est là où sont les

futurs généraux d'Empire qui avaient été découverts par Saint-Just. Si bien que la situation militaire se renverse et que la victoire de Hond-schoote va délivrer Dunkerque, que la victoire de Wattignies va délivrer Maubeuge, et que les soldats que Hoche est en train de concentrer à Strasbourg vont être capables de reconquérir l'Alsace que les Austro-prussiens avaient envahie.

Vous voyez donc que la situation n'est pas si mauvaise. Et comme Robespierre a décidé également la peine de mort pour ceux qui font de l'agiotage sur les assignats, voici ce qu'il obtiendra après un an de pouvoir : l'assignat de 100 F était à 37 ! Cela veut dire que vous touchiez 37 F en numéraire pour un assignat de 100 F. Lorsque Robespierre rentrera au pouvoir, et lorsque Robespierre sera renversé, l'assignat était monté à 75, par une opération de force. Robespierre avait dit : peine de mort contre ceux qui vont agioter sur l'assignat.

J'imagine bien que Danton qui était en coulisses et qui avait cessé de s'amuser avec sa petite femme, et qui recommençait à regarder la politique, s'est dit : Mais ça ne va pas du tout. Je croyais que Robespierre allait être liquidé ! Mais, pas du tout !

Alors, vous allez voir, à trois reprises, Danton va essayer de casser les reins à Robespierre. La première est connue. La troisième aussi. La seconde ne l'était pas du tout. Et c'est Albert Soboul dans son énorme thèse de 1.400 pages sur les « Sans-culotte parisiens, en l'An II », qui a fait la révélation qui me touche beaucoup, vous comprendrez pourquoi, et que je vais vous dire.

Première opération. C'est un événement du premier septembre, enfin, un événement du 28 août, mais qui se répercute à Paris le 1er septembre. La nouvelle qui arrive à Paris le 1er septembre est affreuse, c'est vrai : la flotte française de la Méditerranée, commandée par deux amiraux, l'amiral breton Trogoff et l'amiral non breton Chausssegros, cette flotte passe au service des Anglais. Ces deux amiraux ont trahi comme avait trahi La Fayette, comme avait trahi Dumouriez, et ce sont ces amiraux qui détestent la République, qui mettent leurs bateaux au service des Anglais, lesquels débarquent autour de Toulon et s'emparent de l'Arsenal. Alors, quand on apprend la nouvelle à Paris, vous vous imaginez le coup que ça fait, étant donné qu'au nord-est, il y a l'invasion, à l'ouest, il y a la France qui flambe, et puis voilà maintenant qu'en Provence, les Anglais sont là !

Alors, Danton, ce jour-là, vient se mêler à la foule qui est sur la

Place de Grève, place de l'Hôtel de Ville, et il est accueilli par Hébert, ce criminel d'Hébert, cet affreux bonhomme d'Hébert, et il dit : Il faut une troisième Révolution. Si une chose pareille vient de se produire en Provence, c'est que le Comité de Salut Public a manqué d'énergie. Je vous le demande : que peut signifier une troisième révolution ? Je comprends très bien que l'on puisse dire une « première révolution » qui s'appelle 89. Il y a une vraie révolution à partir du 10 août 92, mais que peut signifier cette « troisième révolution », sinon la dissolution même de la République ? Voilà ce que veut Danton, parce que, comme je vous le disais tout à l'heure « également eau trouble égale bonne pêche ». Il est appuyé par Hébert, mais, par bonheur, il y a Chaumette qui est adjoint d'Hébert, — qui est un type bien, par parenthèse, je suis sûr que c'est un type bien. Il en remettait un peu : pour montrer à quel point il était Spartiate, il marchait avec des sabots uniquement d'où sortait de la paille, il ne buvait qu'un peu de vin par jour et il mangeait un quignon de pain par jour. C'était tout ! En admettant qu'il y avait de la mise en scène, c'était quand même un type bien. C'est Chaumette qui va répondre à la foule qui là, excitée par Danton, lequel demande une tête par jour et que la Terreur soit à l'ordre du jour, c'est lui, Chaumette qui va dire : Non, ne faites pas ça, ne vous précipitez pas comme vous le demande Danton sur la Convention pour recommencer le coup du 31 mai ou du 2 juin. Nous irions absolument à l'anarchie.

Robespierre va faire entrer au Comité de Salut Public à ce moment-là deux membres nouveaux. Il n'aura pas lieu de s'en féliciter. C'est Coliot d'Herbois et Billaud-Varenne. Et le 9 septembre, la Convention, c'est le Marais, c'est une immense majorité de notables qui sont des réactionnaires, la Convention, effrayée, va enfin accepter le maximum. Ces bourgeois, ces craintifs acceptent, c'est inouï, un contrôle de l'Etat sur les marges bénéficiaires. Alors, Robespierre intervient et dit : On ne peut espérer que cette loi donne des résultats que si on observe étroitement sa mise en application. Alors il se décide à la création d'une « petite armée révolutionnaire ». Il y aura 4.000 hommes et avec du canon, et qui, du matin au soir, se promèneront dans les rues de Paris et aux environs de Paris pour veiller à l'application du maximum.

Donc, la tentative de Danton pour casser les reins à Robespierre sous le prétexte qu'il s'est produit quelque chose de grave en Provence, échoue.

La deuxième manœuvre de Danton m'intéresse beaucoup, parce que je l'ignorais complètement et qu'Albert Soboul, qui travaille si bien, me l'a révélée. Il s'agit de la déchristianisation. Vous avez assez vu probablement, à travers la France, des églises où il y a des têtes de saints qui ont été coupées, des nez fracassés. Et moi j'ai vécu dans l'idée qu'il s'était passé, à un certain moment en France, une vague de fond d'anti-religion qui pouvait parfaitement s'expliquer. Des gens écœurés, qui avaient eu espoir, c'est-à-dire confiance dans le christianisme, et qui disaient : On a été trompé. Mais Soboul vient d'établir qu'il n'y a pas eu de vague de fond de déchristianisation. C'est complètement faux. Il s'est livré, Albert Soboul, à un travail inimaginable. Il a lu ce que personne n'a jamais lu, et ça se comprend, il a lu dans les Archives de Paris, les comptes rendus, les procès-verbaux des sectionnaires. Il y avait 48 sections dans Paris. Aujourd'hui, il y a 20 arrondissements. Dans ces sections, il y avait des militants de la révolution, pour qui c'était sérieux. Ils étaient de moins en moins nombreux et ils avaient des réunions. Et ces réunions se terminaient par des procès-verbaux. Ce n'est pas intéressant à lire. Mais la découverte qu'a faite Soboul c'est ceci — il a mis des années pour lire tout cela — : « J'affirme, je déclare, dit Albert Soboul, que dans aucune réunion de sectionnaires il n'a été question de déchristianisation ! » Les pauvres types, les travailleurs de base, si vous voulez, ne s'occupaient pas de ces problèmes. C'est Soboul qui a établi comment cela s'est passé. C'est un groupe de Danton qui a fait ça. Cela a commencé par Fabre d'Eglantine, qui était ami de Danton et qui était un escroc — vous savez bien, l'histoire des Compagnies des Indes —. Et Fabre d'Eglantine avait inventé son calendrier révolutionnaire, qui est beau, du point de vue des mois, — c'est une vraie trouvaille —, mais un peu moins bien pour les noms des jours. Il avait des noms légumiers : pomme de terre... Enfin, il y avait de tout : tomate, etc... Mais pourquoi est-ce que ça avait tellement bien marché auprès de la Convention ? Mais parce que il y avait le dimanche et le dimanche on ne travaille pas, ça ne rapportait pas, et maintenant il y a les décadiés : les travailleurs vont travailler dix jours avant de se reposer. Cela intéressait beaucoup la classe bourgeoise. Alors, avec une unanimité incroyable, on avait voté ce calendrier républicain. Et puis qui va aller trouver le malheureux évêque constitutionnel, l'archevêque de Paris qui s'appelait Gobel pour lui dire : Monseigneur, ou plutôt Monsieur, ou plutôt Citoyen, si demain vous ne montez pas à la tribune

de la Convention, pour vous déprêtriser, et pour avouer que vous avez été tout le temps un menteur et que vous ne croyez pas en ce que vous dites et pour détruire vos ornements ecclésiastiques, si vous ne faites pas ça, vous passez à la guillotine. Qui est-ce ? Les prolétaires ? Pas du tout. C'est Anacharsis Clootz qui est un banquier prussien. Soboul a établi de la manière la plus précise, je n'ai pas le temps de vous apporter les détails, que toute cette tentative de déchristianisation vient d'un groupe derrière lequel se trouve Danton. Et pourquoi ? Parce que Danton sait que Robespierre habite chez Duplay et que Duplay est un croyant. Et Danton dit : Robespierre habite une jésuitière. Si vous lancez une opération de déchristianisation, je vous parie, dit Danton, que vous allez voir Robespierre à la tribune pour dire : Je ne veux pas qu'on fasse de déchristianisation. Ce qui me permettra à moi, Danton, et à mes camarades, de dire : Vous voyez, vous voyez, il travaille pour les curés. C'est bien ce que j'avais dit toujours du reste : le Marquis de Condorcet avait écrit un article foudroyant contre Robespierre en disant : « Robespierre n'est qu'un prêtre, il ne sera jamais qu'un prêtre ! ». Voilà la manœuvre. On va lancer l'anti-christianisme pour compromettre Robespierre. Eh bien, ça ne marche pas. Il y a un certain nombre de braves types, on en trouve toujours, qui font ce qu'on leur demande de faire sur les façades des églises, mais la population elle-même ne marche pas. Au point que le « Journal de Paris », dont je vous ai cité cette phrase si intéressante : « Robespierre monte à la tribune. Il voulait parler en faveur des pauvres et on lui a coupé la parole... », le Journal de Paris imprime ceci : « Quoi, les hommes du 10 août veulent aller à la messe ? » Ils ne voulaient pas aller à la messe mais ils ne voulaient pas qu'on ennuie ceux qui voulaient y aller. Alors, ça ne marche pas. Et quand on voit que ça ne marche pas, c'est Danton lui-même qui est à l'origine de l'affaire, du recul : J'en ai assez de ces mascarades anti-religieuses qui défilent devant la Convention. Alors, il est obligé de plaquer ses amis parce qu'il a échoué dans sa seconde tentative pour casser les reins de Robespierre.

La troisième tentative est de décembre 93. (Je suis long mais j'ai presque fini ! J'arrive à la fin !) Danton avait entre ses mains ce pauvre petit Camille Desmoulins qui est un gentil. Il s'était marié et Robespierre l'aimait bien. Camille Desmoulins se laisse pousser par Danton et lance un journal que Danton lui a demandé de lancer qui s'appelle « Le Vieux Cordelier ». Vous savez que les Cordeliers étaient

les plus avancés en 89-90. Mais ce « Vieux Cordelier » dont Danton n'a écrit pas les articles, mais qu'il dicte à Camille Desmoulins va dire exactement le contraire en décembre 93, de ce qu'il avait dit le 1er septembre. Puisque le 1er septembre, il voulait avec le curé constitutionnel de Chalon-sur-Saône mettre la Terreur à l'ordre du jour et demander une tête par jour. Voilà brusquement le même Danton qui fait dire à Camille Desmoulins : « Je demande l'économie du sang des hommes ». Et, c'est bien entendu, l'ouverture immédiate de toutes les prisons. Il est certain qu'il y avait 200.000 suspects dans les prisons. Et je peux vous dire avec exactitude que tous n'étaient pas des suspects. J'ai assisté dans mon pays à ce qui s'est passé au lendemain de la Libération et je peux vous dire qu'à ce moment-là on a mis en prison et on a puni des gens qui étaient victimes de dénonciations privées et qui n'avaient rien à se reprocher. Je crois pouvoir dire que sur les 200.000 suspects, il y en avait au moins 50.000 qui étaient là injustement. Robespierre le savait. Et voilà deux fois que Robespierre avait demandé qu'on procédât à un triage, qu'on prît, cas par cas, les fiches des prisonniers pour voir si on ne pouvait pas en remettre en liberté. Mais entre ce triage que demandait Robespierre et l'ouverture totale des prisons que réclamait brusquement Danton, il y avait un abîme. Parce que même si certains étaient là injustement, il y en avait quand même environ 100.000 qui étaient là légitimement, c'est-à-dire des gens qui détestaient la République. Brusquement on remettait en circulation tous ces royalistes, tous ces gens qui sont prêts à détruire la République française, et c'était la fin de tout !

Que faut-il faire, alors ? En présence, d'une part, de ces Hébertistes, qui étaient des enragés, et que Robespierre comparait à des vers dans des fruits, des vers dans l'arbre révolutionnaire, entre ceux-ci et Danton, qu'est-ce qu'il faut faire ?

Robespierre est tombé malade pour de bon le 12 février 94. Et entre le 12 février et le 13 mars où il reprend ses fonctions, il a pesé le pour et le contre. Si je n'agis pas, c'est la fin de la République. Si j'agis, est-ce que les gens vont comprendre ?

Vous vous rappelez peut-être qu'on a publié dans les petites notes de Saint-Just une phrase extrêmement intéressante : « La révolution est glacée. » C'est-à-dire que l'élan n'y est plus pour une part à cause de ce que je vais vous dire maintenant : Robespierre décide qu'il faut agir même par la force, même par la guillotine. Et qu'il faut

guillotiner les Hébertistes et les Dantonistes, sans ça la République est perdue.

Nous autres, maintenant en 1974, à la distance où nous sommes de la Révolution, nous pouvons établir des perspectives. Personne d'entre vous n'ira confondre Mirabeau avec Marat. Mais pour les Parisiens de l'époque, la distinction est bien claire : il y a les amis du peuple et les ennemis du peuple. Les ennemis du peuple, c'est tout ce qui est royaliste. Les amis du peuple, c'est ceux qui sont avec eux ou bien Mirabeau, ou bien Danton, ou bien Marat, ou bien Robespierre, ceux qui sont tous d'accord. Alors, on voit tout d'un coup ces républicains s'entre-déchirer. Si l'on voit Robespierre prendre la responsabilité d'envoyer à la guillotine cet Hébert avec son Père Duchesne et ce Danton qui a un tel prestige, c'est le cas de dérouter les gens. Ils ne vont plus comprendre. Il va y avoir une espèce de cri : On ne comprend pas. Ces gens-là, ils se battaient entre eux et ils étaient nos amis. Robespierre se décide et quand il se décide, croyez-moi, il est prostré. D'abord, il n'aime pas le sang et puis il aimait les gosses de Danton. Robespierre est un garçon sentimental : il prenait sur ses genoux les gosses de Danton, il aimait aller chez lui. Puis le petit Desmoulins, inverti et converti, avait eu un petit garçon. Et le petit garçon, Robespierre l'aimait aussi. Alors, c'est moi, Robespierre, qui veux faire que ce gosse va être orphelin ! Et il le fait ! Coup sur coup, les Dantonistes et les Hébertistes passent à la guillotine.

Robespierre est très, très malade et il se dit : Il faut mettre les bouchées doubles, il faut dire ce que j'ai dans le cœur, car je n'aurai jamais le temps de vivre assez longtemps. C'est fini pour moi. Bientôt, la fièvre m'emportera et dans quelques mois, je disparaîtrai misérablement, ou bien on va me tuer, étant donné les risques que je prends. Alors je vais tout sortir, je vais dire toutes mes arrière-pensées.

Si je me permets de dire ce mot-là, c'est parce que j'ai fait un bouquin sur *L'arrière-pensée de Jaurès* et parce que je crois que l'arrière-pensée de Jaurès, l'arrière-pensée de Rousseau, l'arrière-pensée de Robespierre, c'est la même.

Alors, j'ai apporté ici pour vous le lire un texte assez poignant où c'est le côté enfantin et pathétique de Robespierre qui se manifeste. Vous savez, Victor Hugo a écrit un très beau bouquin qui s'appelle *Quatre-vingt-treize*. Mais Hugo n'est pas un historien et pour lui la Convention, c'était comme un Sinaï où claquent les orages et les

foudres. Ce n'était pas ça, la Convention. La Convention ne comptait que deux ouvriers et 748 grands bourgeois. Il y avait la majorité, le Ventre (ou le Marais) qui ne pensait qu'à se débarrasser de ce Robespierre qui était appuyé par les faubourgs. Si nous regardons aujourd'hui la Convention avec d'autres yeux que ceux de Victor Hugo, nous devons nous rendre compte que ce n'était pas une assemblée glorieuse. Et voilà que Robespierre allait dire, avec cette espèce de côté « enfant » qui était le sien, allait dire à ces gens qui, sans doute l'écouteraient avec un ricanement : Nous voulons une patrie qui procure du travail à tous les citoyens ou les moyens de vivre à ceux qui sont hors d'état de travailler. Nous voulons une cité où les transactions soient la circulation de la richesse et non pas le moyen pour quelques-uns d'une opulence fondée sur la détresse des autres. Nous voulons une organisation humaine où les mauvaises passions seront enchaînées : l'égoïsme, la cupidité, la méchanceté. Nous voulons substituer la droiture aux bienséances. Nous voulons substituer le mépris du vice au destin du malheur (et ça j'aime bien) : nous voulons substituer les braves gens à la bonne compagnie. Nous voulons une demeure des hommes où toutes les âmes s'agrandiront.

Et alors il va se lancer dans sa fameuse fête de l'Être Suprême. Et il a eu peut-être l'imprudence ou l'arrière-pensée, je n'en sais rien, de laisser fixer la fête de l'Être Suprême à une certaine date du Calendrier révolutionnaire qui correspondait au jour de la Pentecôte dans l'ancien calendrier. Vous vous imaginez la colère de Danton et des autres ! Et pourquoi a-t-il eu l'idée de l'Être Suprême ? Parce que dans sa déclaration, il a dit ceci : « Affirmer l'Être Suprême, c'est s'engager en conséquence à considérer comme le premier des devoirs de lutter pour la justice, secourir les faibles et défendre les opprimés. »

On avait demandé à David, qui confondait le grandiose et la grandeur, de préparer la fête. C'était sur le Champ de Mars : on avait fait d'énormes statues qui représentaient l'athéisme. Et dedans, il y avait une autre statue, pas un arbre, bien sûr, ça n'aurait pas tenu, mais quelque chose qui était moins brûlable, moins combustible, et qui devait représenter la sagesse humaine. Une idiotie, quoi ! On avait même mis le feu à l'athéisme et la Sagesse était charbonneuse à la fin ! Puis, il y avait les enfants de Paris qui avaient distribué de petits épis de blé et qui chantaient des hymnes, des cantiques laïques qu'avait composés David et qui étaient pitoyables. Ce qui n'avait pas été pitoyable, c'était

l'attitude de Robespierre. Les contemporains nous l'ont décrit : il s'était mis très très beau avec le chapeau à plumes tricolores, et il marchait environ à vingt pas du groupe des Conventionnels qui étaient derrière et la petite fille qui voulait se faire épouser par lui, Eléonore Duplay, lui avait donné un bouquet tricolore. Alors, le pauvre type marchait avec son bouquet tricolore. Et il paraît, d'après les contemporains, qu'il changeait de figure, de visage tout le temps : des poussées de fièvre. Et puis, d'une voix qu'on n'entendait guère, parce qu'il n'y avait pas encore de haut-parleurs, il a fait le discours, discours que je viens de vous dire, sur la justice des faibles et des opprimés. Et je comprends bien que ceux qui avaient écouté ça et qui ne le haïssaient pas, aient eu sans doute la gorge serrée, parce que, laissez-moi vous dire, avec les préjugés qui sont les miens, que je pense que c'était la première fois qu'un gouvernant parlait de Dieu au peuple pour autre chose que pour les duper et les asservir.

Toujours est-il que Robespierre a fini, fatigué. Les gens qui sont contre lui disent : Ça y est, il nous ramène les curés. Et il ne s'agissait absolument pas de ça. Il s'agissait d'une certaine direction du coeur, d'une option particulière que vous avez vue, d'un regard nouveau jeté sur la vie d'une bonne volonté, d'une volonté à la fois naturelle et surnaturelle. Et Robespierre ne se doute pas que c'est ce jour-là qu'il a signé sa condamnation à mort. On ne peut rien faire contre Robespierre, car il a les faubourgs derrière lui. Alors, c'est Lamartine, à mon sens, qui a dit ce qu'il fallait dire sur la manière dont on va avoir Robespierre. Et je me suis étonné parce que je pense que Jaurès qui était si intelligent ait pu négliger Lamartine, en disant ce n'est qu'un amateur, je suis étonné qu'on n'ait pas repris ce que je vais vous dire maintenant.

Les faubourgs ont toujours été derrière Robespierre. C'est pour ça que l'immense majorité de la Convention s'est laissé faire, parce que si on touchait Robespierre, ils avaient tous les faubourgs contre eux. On va empêcher que les faubourgs soient pour lui. Alors, pour ça, on va faire deux choses : la guillotine — c'est-à-dire le Tribunal Révolutionnaire — va devenir folle pendant six semaines. Volontairement folle ! On avait tué 1.200 personnes en 6 mois. On va en tuer 1.876 en six semaines ! Et comme Robespierre est le personnage principal de la République, on fera courir le bruit : C'est lui. Cela avait commencé par 50 hommes et femmes, envoyés le même jour à la guillotine — on n'avait jamais vu une chose pareille —, revêtus de la chemise rouge

des parricides parce que, disait-on, c'étaient des gens qui avaient voulu de loin porter la main sur Robespierre. Et Robespierre exige 50 têtes parce que quelqu'un avait osé lever un petit canif dans sa direction. Mensonge ! Ensuite, on va envoyer à la guillotine toujours en disant : C'est Robespierre, des gens sous l'inculpation — c'était énorme — sous l'inculpation d'athéisme. On va envoyer Chaumette comme athée, l'envoyer à la guillotine parce qu'athée. Faire croire que Robespierre maintenant se transforme en inquisiteur et qu'il a décidé de faire tuer ceux qui systématiquement ne pensent pas comme lui ! Or, Chaumette était celui qui l'avait le plus défendu le 1er septembre. Il devait beaucoup à Chaumette, il l'aimait et il aurait voulu le défendre. Et deux fois Robespierre avait demandé que l'on révoquât Fouquier-Tinville qui faisait ce que vous savez, c'est-à-dire qui faisait tomber des têtes en masse. Mais l'important était de pouvoir servir dans la population toutes ces choses que vous voyez, toutes ces petites gens mêmes qu'on envoie maintenant à la guillotine : C'est Robespierre. Il est devenu fou !

Alors, voilà la phrase de Lamartine que je voudrais que vous gardiez dans vos mémoires : « Ils (les gens du Comité de Sûreté Générale et le Marais) le couvrirent pendant quarante jours du sang qu'ils versaient pour le perdre. »

Deuxièmement, Robespierre est retombé malade. Il va de plus en plus mal. Au printemps 94, il ne vient plus ni au Comité de Salut Public, ni à la Convention. Après être resté une dizaine de jours chez lui sans en sortir, tellement il était plein de fièvre, il recommence à faire des promenades, et c'est un printemps splendide. Ce printemps 94, le soleil luit toujours. Et des émissaires de la police qui surveillaient Robespierre soit pour voir, soit pour le protéger, ont laissé quelques petites notes que l'on a retrouvées. Les notes de police disent : Robespierre sort de sa maison, de chez les Duplay, et comme sans doute par fierté, il ne veut pas montrer que son pas est chancelant, il n'a pas pris une canne, car ça fait aristocrate, mais il a un grand chien qui s'appelle Brount, et ce grand chien venait marcher contre sa cuisse. Et les observateurs policiers le voient de temps en temps, sous prétexte de le caresser, qui s'appuie sur la tête du chien comme sur un bâton.

Et puis, il s'en va dans la campagne. La campagne, à ce moment-là, était à côté de Paris. Et les observateurs policiers disent qu'il va presque tous les jours dans le même coin, un pré en pente, à la corne d'un bois, — je ne sais pas si c'était un bois qui formait un angle aigu,

au bas duquel il y a la Seine. Et là, disaient les types qui le guettaient, il reste des heures, assis les mains dans l'herbe, la tête renversée, et son chien à côté de lui.

Et puis, il décide qu'il faut quand même revenir à la Convention. Alors le 21 juillet, il est encore malade. Nouveau maximum. Ce n'est pas un maximum sur les denrées, c'est un maximum sur les salaires. C'est la vengeance de ce que je vous ai raconté tout à l'heure, quand je vous ai dit que Robespierre avait créé une usine nationale où les salaires avaient été élevés. Alors, profitant de ce que Robespierre était malade, on décide maintenant qu'il y aura un maximum des salaires qui aboutit à des diminutions de salaires des ouvriers parisiens de 30, 40 et jusqu'à 50 % pour ceux qui travaillaient dans les usines nationalisées. Et toujours en envoyant chez les gens des émissaires en disant : C'est Robespierre, c'est lui qui nous a imposé ça. Alors, ça y était, vous comprenez ! Les faubourgs n'ont plus la passion qu'ils avaient pour Robespierre en disant : Mais il est devenu sanguinaire ! Il nous abandonne, puisque c'est lui maintenant qui, au lieu de protéger le maximum, coupe nos salaires.

On va pouvoir y aller : Robespierre se décide à réapparaître. Et le voilà à la Convention. Je n'ai pas le temps de vous raconter cela en détail. Robespierre déclare en substance : On m'a lié les mains mais je n'ai pas encore de bâillon. Lorsque la République tombe entre certaines mains, ce sont ces mains-là qui tuent la République. » Et se tournant vers Cambon, il dit : « Que voulez-vous que nous pensions, lorsque nous voyons le Ministre lui-même des Finances qui favorise le riche et désespère le pauvre ? » Et à quoi faisait-il allusion ? A cette chose inique : Cambon, profitant de l'absence de Robespierre, avait dit : Distinguons entre les pensions de l'Etat. Quiconque touche une pension supérieure à 1.000 livres sera payé en numéraire. Et quiconque touche une pension inférieure à 1.000 livres sera payé en assignats. C'est incroyable ! C'était décourager le pauvre ! L'assignat était à 75, mais enfin ce n'est pas 100. Tandis que celui qui a plus de 1.000 livres sera payé en or. Alors, Robespierre dit : Cambon trahit la Révolution. Je ne veux plus continuer à mêler mon nom à ceux pour qui « la patrie n'est qu'un butin à se partager. » Et comme il sait très bien qu'on va le tuer, il regarde Fouché. Fouché qui, lorsqu'il avait été représentant en mission dans la Nièvre, avait fait détruire toutes les croix des cimetières et avait fait graver : « Ici est le sommeil éternel. » Robespierre dit : Non, non,

Fouché, la mort n'est pas un sommeil éternel.

C'était le 8. Dans la nuit du 8 au 9, la bande de ceux qui veulent sa tête, et ils étaient nombreux, travaille, allant voir les députés un par un, disant : Demain Saint-Just doit monter à la tribune pour demander de nouveau des têtes, et, vous, vous êtes sur la liste.

Qui détestait Robespierre ?

1) ceux qui avaient détesté son discours sur l'Être Suprême.

2) Tous ceux qui disaient que Robespierre était dangereusement appuyé par la plèbe.

3) Carnot — parce que l'armée française avait obtenu la victoire, que vous connaissez trop, de Fleurus, à savoir que le territoire français était libéré des étrangers, qu'il n'y avait plus un seul étranger sur le sol français.

Robespierre avait dit : « Il faut faire la paix ».

Et Carnot a dit : Comment ? C'est au moment où on peut de nouveau entrer en Belgique et de nouveau faire des pillages, c'est le moment où vous voulez nous arrêter ? Pas question. Que Robespierre plutôt s'en aille ! Il est gênant.

Il y a deux dépêches de Carnot que je veux vous citer parce que je le sais par cœur, et elles sont inouïes.

Carnot écrivant à Jourdan : « Montrez à vos soldats les richesses de l'Allemagne. » Vous avez entendu ça ? Mais c'est exactement ce que répondra le petit Bonaparte lorsqu'il jettera ses truands et ses tueurs sur l'Italie, quand il leur montrera du haut des Alpes : Regardez, qu'est-ce que vous allez pouvoir vous envoyer ! C'est la même chose. C'est la même chose que Carnot a dit à Jourdan : Montrez à vos soldats les richesses. Ne leur parlez pas de l'honneur, de la France. Mais du pillage.

Deuxième dépêche de Carnot à Pichegru : Vous allez entrer en Belgique. Prenez tout. Il faut vider le pays. Voilà le style de Carnot.

Alors que Robespierre disait : Je ne veux pas d'une chose pareille.

Alors, allez-vous en, disait Carnot.

C'est donc le 8, le 9 Thermidor. La séance est ouverte à midi. Saint-Just a essayé de prendre la parole pour défendre son ami. A ce moment-là, Tallien, qui avait été un procureur détestable que Robespierre avait dégradé, Tallien se jette sur la tribune, et, positivement, à coup d'épaules, il pousse Saint-Just pour le faire descendre. Saint-Just

essaie de se raccrocher. A ce moment-là, Taillien tire un poignard de sa poche, il avait préparé la chose, et le lève au-dessus de la tête de Saint-Just et de Robespierre, et dit : « Si l'Assemblée ne vote pas directement la mort des tyrans, je les exécuterai de ma main. »

C'est à l'unanimité que la Convention va décider l'arrestation de Robespierre.

Alors, qu'est-ce qu'elle est devenue la Montagne ce jour-là ? Tous les députés de la Montagne ont voté l'arrestation de Robespierre parce qu'ils ont eu peur. Parce qu'on s'est aperçu à ce moment-là que le Marais reprenait, que le Ventre reprenait de la force. Parce que les faubourgs n'allaient pas marcher. Effectivement, Hanriot, l'homme de la Garde Nationale, va appeler au secours les 48 sections. Il y en a 17 qui vont envoyer des hommes 17 sur 48 ! Et encore, il va venir 2 ou 3.000 hommes sans armes, ou avec quelques fusils, et on dira à Robespierre — bien sûr, la Commune l'a délivré et on l'a mis à l'Hôtel de Ville — : Tenez-leur tête, dites d'attaquer.

Et Robespierre dit : Non, c'est perdu. Elle est perdue, la Révolution, elle est finie.

Alors, quand il n'y a plus personne sur la place de Grève, plus personne pour défendre Robespierre, à ce moment-là, Léonard Bourdon va s'amener avec ses gendarmes. Il y a 14 gendarmes. Il y en a un qui s'appelait Merda et c'est celui qui portait ce nom qui va tirer le coup de pistolet dans la mâchoire de Robespierre.

Il y a un livre qui vient de paraître et qui m'a navré, dans la collection des « Grandes Journées qui ont fait la France ». C'est celui de Gérard Walter qui s'appelle « La Conjuración du 9 Thermidor ». Cette conjuration, pour lui, c'est une révolution salvatrice. Il dit : « Robespierre se préparait à écraser la République ». Il faut savoir que G. Walter est exactement dans la ligne de Michelet et qu'il poursuit Robespierre d'une haine violente. Mais si le texte lui-même est bref et sans intérêt (il y a 130 pages, le reste est formé d'annexes), ces annexes sont fort intéressantes. Lisez en particulier le texte du Moniteur, relatant (plus ou moins bien) la séance de nuit de la Convention.

Quand Robespierre a été arrêté, avec la mâchoire fracassée, Léonard Bourdon arrive à la Convention — il est à peu près une heure du matin — à la Convention, qui siège en permanence, et Bourdon dit : « Le tyran est mort et j'amène avec moi l'héroïque gendarme qui l'a abattu de sa main : Robespierre se précipitait sur lui avec un couteau. »

Dieu sait ! Robespierre avec un couteau ! Alors, il dit : « Je demande la permission de faire monter à la tribune ce héros. » Alors, le héros monte à la tribune et Léonard Bourdon déclare : « Et je demande que le président de la Convention Nationale lui donne l'accolade. » Collet d'Herbois embrasse le gendarme Merda et prononce les paroles que voici : « Il est important que l'avenir connaisse le nom de cet admirable gendarme qui s'appelait Duval » parce que Merda, ça n'était pas prononçable ! Alors, pendant ce temps-là, Robespierre était étendu sur la table de l'antichambre du Comité de Salut Public avec sa mâchoire en sang, entouré des députés qui se moquaient de lui. C'était vraiment Robespierre livré aux outrages, puisqu'il ne pouvait pas parler. Et il tâtonnait autour de lui pour trouver des morceaux de papier avec lesquels il épongeait son sang. Et puis, les 9 et 10 Thermidor, alors ce sera « la grande fiesta ». 106 amis de Robespierre qui vont aller à la guillotine en trois jours ! On n'avait jamais vu ça !

Et quand Gérard Walter laisse entendre que tout de même il y avait peut-être des gens dangereux dans l'entourage de Robespierre, il faut lire, par bonheur, on connaît la liste maintenant, les noms et professions de ceux qu'on va tuer. Ce sont les paveurs, ce sont les fondeurs, ce sont de toutes petites gens. Justement. Ce sont des gens extrêmement dangereux ! Monsieur Bessand-Massenet, en 1946, qui est un homme qui pense bien, appellera ça « la libération », vous m'entendez bien, appellera ça « la libération de Paris » ! Une fois que Robespierre est tombé, c'est la libération de Paris parce qu'on ne parlera plus de maximum, parce qu'à ce moment-là, on fera de l'agio sur les assignats, parce qu'on va rétablir le cens, parce qu'il n'y aura plus de suffrage universel, parce que Boissy d'Anglas, ex-constituant, va se faire applaudir par la Convention en prononçant les paroles que voici : « Un gouvernement dirigé par les propriétaires est dans l'ordre naturel. »

Et quand en Prairial 95, il va y avoir une insurrection de la famine au faubourg Saint-Antoine, on mettra 10 000 soldats à la disposition du général Menou pour tenir les protestataires, les affamés, en respect.

Quelques-uns se seront enfuis jusque dans Notre-Dame de Paris, s'imaginant que c'est encore un lieu de refuge. Pichegru entrera avec ses soldats dans Notre-Dame de Paris et des feux de salve abatront les derniers ouvriers robespierristes.

C'est fini la Révolution.

Je vous parlerai demain de Bonaparte, du Directoire, de tout ce qui s'était passé, comment Bonaparte s'est hissé au pouvoir.

Il faut que vous vous rendiez compte de ceci, qui est ma conclusion.

Il y a eu dans l'histoire française de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècles, ce que Benoît Malon, en décembre 71, appela les trois défaites du prolétariat français. La troisième défaite vous la connaissez tous : elle fera l'objet de mon exposé de mardi prochain : c'est la semaine sanglante de la Commune. La première défaite du prolétariat, c'est ce que je viens de vous dire. C'est Thermidor. C'est 94.

Et la deuxième défaite du prolétariat est trop peu connue et je m'efforcerai d'en parler avec précision, c'est 1848, ce sont les fameuses journées de juin 1848.

La France en proie à Napoléon Bonaparte

(Conférence donnée à Bruxelles
au Cercle d'Education Populaire le 25 octobre 1974)

Mesdames, Messieurs, c'est une conférence que je n'aime pas faire, que je fais très rarement, parce que c'est une conférence hostile et je n'aime pas les conférences hostiles. Hier, quand je parlais de la révolution française, j'avais au moins un certain nombre de visages assez nobles devant nous, d'abord celui de Robespierre et d'autres.

Hélas, je n'ai rien à dire de favorable sur cet homme que nous allons étudier maintenant et qui s'appelle Napoléon Bonaparte.

J'ai publié en 1969 un pamphlet : c'était un tout petit livre ; d'habitude, mes livres d'histoire sont faits au millimètre, car j'essaie de travailler très minutieusement. Là, je l'ai fait d'emportement. Pourquoi l'ai-je fait ? Pardonnez-moi l'expression, c'était un « coup de gueule », étant donné qu'en 1969, c'était le deuxième centenaire de la naissance de Napoléon et que je sentais ce qui allait se produire. Je ne me suis pas trompé : il y a eu des célébrations extraordinaires qui, pour moi, étaient une stupeur étant donné ce que je croyais déjà savoir du rôle de Napoléon Bonaparte dans la vie française et même dans la vie européenne. Je me suis aperçu qu'ayant pris les positions que j'ai prises, je heurtais des quantités de gens, y compris même des non Français. Je m'en suis aperçu à Bruxelles même, par une lettre inoubliable que j'ai reçue et qui annonçait — c'est affreux ce que je vais vous dire, mais je cite : « Si tu continues à dégueuler sur l'Empereur, nous te casserons la gueule. » Signé : un groupe de Bruxellois.

Je vais donc essayer d'être modéré. Je voudrais que nous avançons pas à pas. J'ai peu de choses à vous dire de plus que dans mon bouquin. J'ai cependant un nouveau détail, que j'ai trouvé l'année dernière et qui n'était donc pas dans mon livre.

Je crois qu'il est indispensable de bien regarder les origines de ce personnage. Pour comprendre quel était cet homme, qui va devenir le maître tout puissant de la France, je trouve indispensable d'examiner

comment il y est arrivé.

D'où venait-il ? Vous savez déjà qu'il était né en 1769 c'était juste après l'annexion de la Corse par la France. La Corse avait été achetée : elle appartenait en principe aux Génois, mais elle était au fond assez autonome et le roi Louis XV l'avait payée une somme assez sérieuse aux Génois. Vous n'ignorez pas non plus, c'est assez banal, qu'il y avait une insurrection : un certain nombre de Corses avaient pris très mal l'idée qu'ils devenaient Français, alors qu'ils n'étaient pas Français, qu'ils parlaient une autre langue que la France. Et un nommé Paoli avait lancé un mouvement insurrectionnel pour essayer de chasser les Français.

Il faut savoir que Carlo Buonaparte, père de notre Napoleone Buonaparte, était un ami de Paoli, courageux du reste, semble-t-il, ayant pris des risques et ayant combattu auprès de Paoli contre les Français. Mais vous savez aussi que Paoli avait été battu. Il n'y avait pourtant pas beaucoup de troupes françaises, mais les troupes corses n'étaient pas nombreuses non plus. Si bien qu'on écrasa Paoli, on va le faire prisonnier, on va le déporter, on va l'emmener en France et Carlo Buonaparte, qui était un de ses principaux collaborateurs, va — si vous me permettez l'expression — retourner sa veste complètement et passer du côté de ceux qui ont gagné — à savoir les Français — et même, il va devenir très lié avec le gouverneur, M. de Marbeuf. On dit, mais je ne peux pas l'affirmer, qu'il a gagné beaucoup les bonnes grâces de Marbeuf à cause de sa femme, la très jeune Laetizia, future mère de Napoléon, qui était très charmante et qui avait, dit-on, des bontés pour Marbeuf. Toujours est-il que M. de Marbeuf va s'occuper des enfants, des deux aînés de la famille Buonaparte : Giuseppe, que nous appellerons Joseph, et Napoleone, que nous appellerons Napoléon. Et c'est Marbeuf qui dit : « Je vais leur donner des bourses pour aller étudier en France. »

Notre Napoleone Buonaparte — vous savez bien, que là où il est allé étudier on se moque de lui, à cause de son infirmité de langage — (il parle à peine français) et à cause de ce prénom qu'il avoue au départ et qu'il n'avouera plus ensuite. Ce prénom se prononçait donc « Napoléoné » et les camarades, idiots et méchants, en faisaient « Lapaille-au-nez ». C'est évidemment un nom tout à fait inconnu en France, si bien qu'il se fera appeler, comme son père, Carlo. Nous avons plusieurs signatures du jeune Buonaparte : « C. Buonaparte ».

Le voilà sous-lieutenant français, avant 17 ans et, quand on

étudie sa carrière militaire, on fait une curieuse constatation : cet officier français est presque perpétuellement en congé ; en sept ans, il aura 62 mois d'absence...

Qu'est-ce donc, ces absences ? Il demande tout le temps de rentrer en Corse et même, je le vois encore redemander un congé au milieu de l'été 1792 — or si vous vous rappelez ce que je racontais hier, c'est le 20 avril 1792 que mon pays était entré en guerre. Ce sous-lieutenant n'avait aucune envie d'aller se battre pour la France : il voulait toujours être en Corse car il avait l'intention de reprendre la suite de Paoli en Corse. Paoli était l'homme qui avait levé l'insurrection contre la France et le jeune Carlo Napoleone Buonaparte, officier français, essaie de détacher la Corse de la France (chose importante à savoir !).

Il a accumulé les plaisanteries, quand il était à Sainte-Hélène. Et là, laissez-moi vous dire une chose importante qui va revenir plusieurs fois dans mon exposé : il y a ces textes de Sainte-Hélène, ce soi-disant « Mémorial » de Las Cases (c'était ce qu'il dictait et il est vraisemblable que Las Cases avait un peu complété). C'est Bonaparte racontant sa vie comme il entend qu'elle soit connue : un monceau de légendes.

Mais nous avons depuis 1959 un document qui jusqu'alors était inconnu : les mémoires du Général Bertrand. Sans doute n'avez-vous pas oublié que trois généraux l'avaient accompagné à Sainte-Hélène : Gougaud, Montholon et Bertrand, et chacun avait laissé un journal ou des mémoires. Il y a encore quelques années on disait : « C'est bien dommage que Bertrand n'ait pas laissé de texte. » Or, il avait laissé un texte, mais les cahiers du général Bertrand ont été longtemps indéchiffrables, car il écrivait non seulement en abréviations mais avec un langage qui était le sien et c'était très difficile à décrypter. C'est un monsieur Fleuriot de Langle, qui était un Bonapartiste passionné (ce que je ne suis pas), qui a fini par trouver la clef et il a publié entre 1951 et 1959 ces « Cahiers du général Bertrand ».

Ces cahiers sont stupéfiants, parce que Bertrand notait jour après jour, avec vénération ce que disait l'Empereur et l'Empereur disait des choses qui sont inattendues et que les Bonapartistes d'aujourd'hui passent d'habitude sous silence. Or, je dois vous dire que le texte de 1959 contient des affirmations extraordinaires de Bonaparte.

Je vais vous en donner une de Napoléon s'adressant à Las Cases : « Paoli voulut me gagner, me serra sur son cœur (il l'avait vu en

exil en France), me dit que j'étais un héros (je me demande pourquoi), mais il ne put réussir auprès de moi. Elevé en France, j'étais Français et ne respirais que les idées françaises. »

Voici l'affirmation de Sainte-Hélène. Mais écoutez, en vérité, ce que le jeune Bonaparte pensait de la France, dont il était l'officier : « Féroces et lâches, les Français joignent aux vices des Germains ceux des Gaulois. »

« C'est le peuple le plus hideux qui ait jamais existé. »

« Continuerons nous à voir tous les emplois que la nature nous destinait (à nous, Corses) occupés par des étrangers ? »

« Les Français, qu'ils redescendent au mépris qu'ils méritent ! »

Il avait songé à écrire une histoire de Corse et Paoli étant en exil, il lui avait écrit pour demander si Paoli accepterait la dédicace de cet ouvrage. Paoli avait lu le début de ce texte et voici une des premières phrases de ce que le jeune officier Bonaparte écrivait : « Quand je naquis, la patrie périssait (donc en 69). Trente mille Français, vomis sur nos côtes, noyaient la liberté dans des flots de sang. »

Première idée qu'il faut retenir, c'est très important : hostilité véhémement du jeune Bonaparte contre la France — or il est officier français...

Paoli est libéré grâce à Mirabeau (il est vraisemblable que Mirabeau a obtenu la libération de Paoli parce que ce dernier a dû procurer des ressources spéciales à Mirabeau !) Paoli revient en Corse et le petit clan des Buonaparte s'inquiète un peu de ce qui va se passer, étant donné que le papa, Carlo Buonaparte, a trahi Paoli : il était son ami et puis, quand les Français allaient gagner, il est passé contre Paoli. Dès que Paoli arrive, les principaux Buonaparte, c'est-à-dire Giuseppe, Napoleone et Luciano, essaient de se précipiter vers Paoli pour crier que c'est le libérateur du territoire. Mais Paoli les déteste et il va faire échouer, dans la mesure où il le peut, toutes les entreprises de la famille Bonaparte.

Joseph, l'aîné, essaie de se présenter comme député à la Législative, et c'est Paoli qui l'en empêchera.

Et voici qu'au mois de mars 1792, on va procéder à Ajaccio à l'élection d'un lieutenant-colonel de la Garde Nationale. Et à ce moment-là, c'est notre Napoleone Buonaparte qui se présentera pour tenter, lui, lieutenant, (il ne sera capitaine qu'au mois de juillet) de se

faire élire lieutenant-colonel de la Garde Nationale. Il est intéressant de savoir comment il va procéder : il y a un représentant de l'Etat français qui essaie d'orienter l'élection plutôt dans la ligne de Paoli, et Bonaparte va faire séquestrer par ses partisans ce représentant du pouvoir.

Quant au scrutin, les chiffres officiels sont vraiment intéressants. Il y avait 492 inscrits et Napoléon Bonaparte aura 522 voix ! Mais nous, Français, nous ne sommes plus surpris par de tels résultats : cela se passe assez souvent ainsi, aujourd'hui encore. Toujours est-il que le voilà lieutenant-colonel.

A ce moment-là, lieutenant-colonel et lieutenant en même temps, Bonaparte va organiser une expédition contre le gouverneur qui est à Ajaccio et qui lui paraît modéré. Il lui semble que le gouverneur (qui est quand même un fonctionnaire de l'Assemblée législative) est un peu trop tolérant parce qu'au moment des fêtes religieuses de Pâques il a permis à des soldats d'être représentés officiellement. Et notre Bonaparte prend alors des positions extrêmement énergiques, lançant un manifeste où il parle des « brigands à parchemin » qui sont les nobles et des « fakirs cloîtrés » qui sont les moines. Il est tout de même surprenant ici de penser que c'est un officier français qui va mener une opération de force, une opération de violence contre ce gouverneur français. Paoli va encore empêcher l'autre frère, Joseph, d'être élu à la Convention. (Elections à la Législative, en automne 1791, élections à la Convention à la fin de l'été 1792).

La Convention envoie des représentants en mission. J'en ai parlé trop rapidement hier. Je ne vous ai pas assez raconté ce qui s'était passé, sous les proconsulats, avec des gens comme Fouché, comme Barras, comme Fréron, comme Carrier. Pour la Corse, c'est un nommé Salicetti, député de la Corse à la Convention qui est envoyé comme représentant en mission. Salicetti prend une position assez « montagnarde ». Paoli reste tout de même un modéré (je ne crois pas qu'il fut très républicain). On va voir notre Napoleone Buonaparte (qui déteste maintenant Paoli, puisque Paoli a essayé de briser sa carrière), faire cause commune avec Salicetti, passer à l'opposition révolutionnaire et devenir un Jacobin.

Mais il est intéressant de savoir quelle était son attitude politique auparavant.

Je vais vous donner deux preuves, des documents vérifiés ! Lorsqu'il était sous-lieutenant, il avait, en 1788, été envoyé à Seurre où

il y avait une de ces insurrections de la famine dont nous parlions hier et, commandant la petite force militaire qui était là, il avait annoncé qu'il allait faire tirer sur cette foule affamée. Mais avant de faire tirer, il avait prononcé des paroles qui sont intéressantes à retenir : « J'avertis les honnêtes gens — le mot circulait déjà — qu'ils se retirent. Je ne veux faire tirer que sur la canaille. » Voilà un mot intéressant du jeune Bonaparte.

Il était à Paris le 20 juin 1792, lorsque s'est produite l'invasion des Tuileries et que le Roi fut obligé de mettre son bonnet rouge. Nous connaissons, par deux témoins, une affirmation de Bonaparte intéressante à retenir : il était de l'autre côté de la Seine, il voyait ce qui se passait aux Tuileries ; il avait vu cette foule entrer, il avait vu que le Roi n'avait pas donné ordre à sa Garde Suisse d'intervenir pour empêcher l'invasion des Tuileries et, frappant sur la table, il avait dit en italien, sa langue natale, et parlant de Louis XVI et de sa mollesse : « Che coglione ! ». Toujours est-il que ce Roi est considéré par lui comme un trembleur et s'il avait simplement prescrit quelques décharges, la foule se serait éparpillée.

Le même lieutenant Bonaparte qui tenait le Roi pour un être mou parce qu'il n'avait pas fait tirer sur la foule, annonce qu'il ne tirera que sur la canaille. Et le voilà se montrant en 1793, extraordinairement véhément pour la République !

Mais il va être brisé par Paoli, qui a tout de même plus d'autorité que lui à Ajaccio. Comme il avait essayé une seconde opération, poussé en douce par Salicetti (qui était à Bastia) pour essayer de faire une petite révolution locale à Ajaccio et renverser les partisans de Paoli, il se fait battre. La troupe des Bonapartistes est obligée de se retirer et la maison des Buonaparte est pillée par les partisans de Paoli.

Alors, il a l'impression que c'est raté : voilà des années qu'il travaille en Corse pour essayer de devenir le chef de la Corse, pour avoir au moins cette province à sa disposition, et c'est manqué. Si bien que, le 11 juin 1793, il quitte la Corse avec une phrase connue et célèbre : « Ce pays n'est pas pour nous. » — c'est ce qu'il a dit à sa mère. Ce qui signifie : « Nous, la famille Bonaparte, nous n'avons pas de chance de réussir en Corse. C'est raté. Essayons autre chose, essayons la France. » Et voilà qu'il rejoint, en juin 1793, ce régiment auquel il appartenait et dont il était si souvent absent. Son régiment est à ce moment-là en garnison à Nice. Il arrive à Nice et, immédiatement, il commence à se

plaindre de ce qui lui est arrivé, pour se présenter comme un martyr de la liberté en disant : « C'est parce que je suis un vrai conventionnel, un vrai jacobin, que ma maison a été pillée. Nos biens de famille ont été ruinés par les partisans de Paoli qui, lui, est un affreux réactionnaire. » Cela va lui servir beaucoup, cette petite opération désagréable où sa maison a en effet été pillée et il va en tirer toutes sortes d'avantages.

A peine est-il arrivé à Nice qu'il obtient, parce qu'il est intelligent et habile, une mission. L'armée des Alpes ne se battait pas à ce moment-là mais il fallait aller chercher de la poudre et des munitions qui descendent dans la vallée du Rhône et devaient attendre une délégation militaire à Avignon. Et le jeune Bonaparte — il est maintenant capitaine — va, avec quelques soldats, faire la route de Nice à Avignon pour prendre livraison de ce convoi d'armes et de munitions.

Nous sommes en début juin 1793. Si vous vous rappelez ce que je vous ai raconté hier, c'était un des moments les plus tragiques de la vie de mon pays, puisqu'il y avait eu l'insurrection de la Vendée à partir du 10 mai, puisqu'il y avait eu l'invasion des Prussiens au nord, et il y avait l'action des Girondins qui s'étaient évadés de Paris, après avoir promis qu'ils ne s'évaderaient pas et qui, faisant cause commune avec les royalistes, organisaient des rébellions dans beaucoup de coins de France. Si bien que Bonaparte doit traverser des régions dont on dit qu'elles sont fédéralistes. C'est un mot qui a changé de sens en France : lorsque je vous parlerai mardi prochain de la Commune, on appellera fédérés, pour une raison particulière que je vous expliquerai, les Communards ; et en 1792 on appelait fédéralistes, ceux qui refusaient le gouvernement central de Paris, soit des royalistes, soit des Girondins (c'étaient en somme des sécessionnistes, des gens qui étaient contre la Convention.)

Bonaparte aura à traverser la région du nord de Toulon, la région du nord de Marseille, où les fédéralistes sont nombreux. Et voilà un des premiers documents que Bertrand nous a livrés, Bertrand qui prenait note de ce que disait chaque jour l'Empereur. Bonaparte dit : Quand j'ai traversé ces régions, j'ai pesé le pour et le contre. Je me suis dit : qui a des chances de gagner ? Les fédéralistes sont appuyés par la bourgeoisie, la bourgeoisie est riche, elle a une implantation très considérable à Toulon et à Marseille, c'est peut-être de ce côté qu'il faut aller. Mais enfin, j'étais prudent, je ne voulais rien risquer. J'ai pris langue avec les fédéralistes, sans leur dire que j'étais contre ou avec eux

et j'attendais d'être à Avignon pour voir ce que j'allais faire.

Et il arrive à Avignon à une date que nous ne connaissons pas avec précisions. Là, il attend le général Carteaux, qui descendait la vallée du Rhône.

Il va se passer à Avignon des choses énigmatiques. Nous avons des textes du jeune Buonaparte, qui écrivait très mal le français. C'est à Avignon qu'il va publier un petit pamphlet qui s'appelle : Le souper de Beaucaire (Beaucaire est à côté d'Avignon). C'est un texte curieux, intéressant, bien écrit, dont je puis vous affirmer qu'il n'était certainement pas de Buonaparte. J'ignore par qui il l'a fait écrire. Ce « Souper de Beaucaire », c'est un entretien entre trois ou quatre personnes ; certains représentent le fédéralisme, d'autres le régime conventionnel. Finalement, sans emportement, sans violence, la conclusion est que la Convention a raison et que le fédéralisme est certainement condamné. Ce texte plut, dit-il, à Rovère qui trouva le texte très bon et le fit imprimer. Rovère est un de ces représentants en mission qui accompagnait presque toujours les généraux, (je vous ai rappelé que Robespierre avait décidé que tout officier général serait accompagné d'un commissaire civil pour surveiller son comportement politique. Et dans une des affirmations qu'il fera à Bertrand, Napoléon dira : ce qui faisait aller les armées, c'était le représentant en mission muni des pleins pouvoirs.)

Intelligent comme il est, il s'aperçoit que ce n'est pas tellement Carteaux qui était important, mais que c'était Rovère. Alors il va soigner Rovère. Et peut-être sur la demande de Rovère, il fait écrire par un collaborateur que j'ignore, ce « Souper de Beaucaire », qui exprime son option en faveur de la Convention et contre les fédéralistes.

Il se place donc auprès de Rovère et là, petit mystère. Certainement, il est allé à Paris en août 1793. Pourquoi est-il allé ? Qui l'a envoyé ? On ne le sait pas. Il racontera à Bertrand : « Je suis parti d'Avignon sur Paris, je suis monté. Et comme la France était extrêmement divisée pour et contre la Convention, j'aimais à chaque poste changer d'aspect » — c'est-à-dire qu'aux postes des fédéralistes, il disait qu'il était du côté des fédéralistes et aux postes conventionnels, il disait qu'il était pour les conventionnels. Il adorait mentir. Il dit à Bertrand : « Ma joie était de les duper ».

Il arrive à Paris. Qu'y fait-il ? Je n'en sais rien. Pourquoi y est-il allé ? Peut-être parce qu'il venait d'apprendre que Robespierre, dont le nom était illustre, venait d'entrer au Comité de Salut Public — depuis

le 27 juillet 1793 — et peut-être Napoléon Bonaparte voulait-il aller voir de près le premier homme de France, qui pouvait peut-être l'aider.

Il va faire une démarche qui nous paraîtrait aujourd'hui stupéfiante, qui à l'époque l'était peut-être moins. Lui, qui n'est qu'un simple capitaine, va écrire directement au Ministre de la guerre, Bouchotte, pour demander de l'avancement. Je crois que dans aucun pays du monde on ne peut imaginer que l'officier écrive directement au Ministre de la Guerre, passant par-dessus la tête du colonel et du général, pour dire : Regardez-moi : je suis quelqu'un de très distingué. Et nous avons cette lettre de Napoléon au Ministre de la guerre Bouchotte : Des jeunes officiers comme moi il n'y en a pas beaucoup dans l'armée française. Vous devriez songer à me faire progresser. Or il n'est capitaine que depuis un an et il veut se faire nommer commandant ! Mais il va y arriver grâce à Salicetti qu'il a de nouveau rencontré. Salicetti accompagne maintenant Carteaux ; Rovère est reparti. Quand enfin Bonaparte se décide à faire son métier, c'est-à-dire à rapporter d'Avignon à Nice ce convoi de munitions qu'il était allé chercher, il traverse la région de Toulon. Il retrouve le général Carteaux qui, à ce moment-là, tente la reconquête de Toulon. Et notre ami Napoléon se dit : Il faut que je me fasse fixer à Toulon, parce que j'ai des chances d'avancer.

Effectivement, il y a une lettre assez curieuse de Salicetti qui dit : « Le citoyen Buonaparte est le seul capitaine de l'artillerie qui soit en état de conduire les opérations. » Je ne sais pas si M. Salicetti avait un tel discernement de la valeur respective de tous les officiers. Voyez-vous à quel point il s'engageait derrière Bonaparte !

Ce qui fait que, le 19 octobre 1793, ce Bonaparte, qui est capitaine depuis un an, est déjà passé commandant. Il n'est pas question de nier son coup d'œil tactique. Le Larousse disait autrefois : « Il a reconquis Toulon. » Non, ce n'est pas vrai. Mais il a certainement coopéré d'une manière intelligente et très efficace. Dugommier, qui avait remplacé Carteaux et qui était le chef des troupes françaises qui essayaient la reconquête de la ville, appréciera vivement Bonaparte. Et dans son rapport général à la Convention, pour dire comment on a fait pour reprendre Toulon, il cite Bonaparte avec de grands éloges. Mais les éloges ne sont pas ce qui peut suffire à Napoléon Bonaparte, qui n'est que commandant depuis le 19 octobre et qui veut devenir général. Il a l'intention de sauter au-dessus de lieutenant-colonel et de colonel et de se faire nommer directement général. Et il sait comment il faut faire :

c'est le représentant en mission qui décide de tout.

Il y a deux représentants en mission à Toulon pour les représailles, et qui font des choses horribles du reste : c'est Barras, qui jouera un grand rôle dans sa vie, et Fréron.

Il est vrai que Barras n'aimait pas Napoléon ; mais quand il racontera cela plus tard, il dira ceci : « Il (c'est le jeune commandant) ôta son chapeau devant nous et le portait aussi bas que son bras pouvait descendre. » Cela veut dire simplement qu'il était extrêmement respectueux de ces messieurs car il veut obtenir de Barras de devenir brusquement général ! Et il va y arriver, en très peu de temps, puisque le 19 janvier 1794 il est devenu général de brigade. Sa solde devient intéressante : 15 000 livres, c'est-à-dire à peu près 80 000 NF, ce qui ferait actuellement 700 000 francs belges. C'était une solde intéressante : les généraux étaient bien payés.

Il apprend qu'Augustin, le frère de Robespierre, est lui-même représentant en mission à Marseille. Alors il se précipite à Marseille — il arrange du reste une vilaine histoire où son frère Lucien s'était fourré à Montpellier. Le nom de Robespierre, même quand il est précédé du prénom Augustin, est un nom décisif et on arrivera à tirer d'affaire ce Luciano qui s'était mis dans un très mauvais cas, parce qu'Augustin Robespierre décide qu'il faut libérer M. Luciano Bonaparte. Une note d'Augustin à son frère Maximilien — au grand Robespierre — le 2 avril 1794, signale « le mérite transcendant du citoyen Buonaparte, lequel a résisté (écoutez bien) aux caresses de Paoli et dont les propriétés ont été ravagées par ce traître. » Et s'il avait obtenu un traitement qui, paraît-il, était spécial, c'est parce qu'il avait argué du fait que ses propriétés avaient été ravagées par ce modéré et ce réactionnaire de Paoli. Voici la chute de Robespierre. Et là, nous sommes en présence d'un petit problème ; je l'ai posé dans mon livre, j'y ai travaillé depuis et je ne sais pas ce qu'il faut vous dire. La tradition veut que Bonaparte ait été compromis par la chute de Robespierre, parce que chacun savait qu'il était très robespierriste et, effectivement, il va être incarcéré, peu de temps il est vrai. J'ai cru pendant assez longtemps qu'il s'agissait d'une vengeance politique et que les Thermidoriens frappaient les officiers qui s'étaient compromis en faveur de Robespierre. Mais on sait maintenant qu'il y avait autre chose qui avait valu à ce jeune général Bonaparte une incarcération. C'est très affreux ce que je vais vous dire, mais je ne dis pas que ce soit sur. Il s'était vu envoyer en mission à

Gênes, qui était à ce moment-là un petit Etat indépendant. Or une note a été envoyée par je ne sais quel homme des services spéciaux à Paris pour signaler : il y a un million en route à l'intention d'un général français. Cela voulait dire que, pour éviter que Gênes ne soit attaquée par les troupes françaises, les Génois avaient fait une collecte et avaient envoyé un million à un des Français responsables de l'attaque que l'on prévoyait, afin que cet acte n'ait pas lieu.

La question se pose — parce que je n'en connais pas la réponse — de savoir si Bonaparte n'a pas été soupçonné d'avoir partie liée avec les Génois et d'avoir déjà touché une partie de ce million. Je vous dis simplement qu'on constate qu'il a été incarcéré et on n'est pas sûr que ce soit pour des raisons politiques.

J'ajoute immédiatement que, dès la chute de Robespierre, il avait pris ses sûretés : il avait écrit deux lettres publiques et une précisément au Ministre de France à Gênes. La question se pose : pourquoi ? Pour dire : Moi, j'ai percé à jour Robespierre depuis très longtemps et je suis heureux que le tyran soit démasqué !

Et puis, un long rapport qu'il envoie à la Convention pour expliquer que lui aussi avait vu venir le danger robespierriste : « Ma conduite a toujours été celle d'un homme accoutumé à ne voir que les principes. »

D'après ce que nous commençons à voir du personnage, vous avouerez que la phrase était savoureuse.

Toujours est-il que cela ne va plus, puisqu'au ministère il est fiché comme ayant mal pensé. J'ajoute qu'il y a une note du Ministère de la Guerre (qui a été publiée) disant : « M. le citoyen Bonaparte est l'intrigue et la fourberie personnifiées. » Il ne faut pas que nous attachions une importance décisive à une phrase comme celle-là, elle peut parfaitement venir d'ennemis de Bonaparte, jaloux de ce très jeune officier devenu général.

Mais voyons tout de même la suite : il est donc à l'armée des Alpes et cette armée n'a pas encore ordre d'attaquer. Cela l'embête beaucoup : il attend de se mettre en vedette. Car un nouveau représentant en mission, du nom de Turreau, survient. Turreau était un homme habile, puisqu'il venait de se marier et qu'il avait obtenu de la Convention une jolie mission sur ce qu'on appelle aujourd'hui la Côte d'Azur, pour offrir cela à sa jeune femme. Madame Turreau était en effet ravissante, et on voit le jeune Bonaparte multiplier les prévenances

auprès de la femme du représentant en mission. Peut-être parce qu'elle est charmante, je n'en doute pas, et aussi parce que le représentant en mission était un personnage de premier plan. Et pour plaire à Madame Turreau, alors que l'armée est inoccupée, il racontera et il racontera à Bertrand du reste : « J'ai lancé une petite opération offensive pour divertir Madame Turreau. Cela nous a coûté quatre ou cinq soldats, pas plus. » C'était tout de même un divertissement désagréable. Si bien que le général Scherer (qui avait appris l'incident et qui savait que cette opération offensive n'était nullement commandée par des besoins de stratégie, que lui-même, Scherer, n'en avait pas été averti, et que le jeune Bonaparte avait pris sur son chapeau l'idée de faire une petite opération offensive pour plaire à Madame Turreau) a pris cela très mal et il va demander le rappel de Bonaparte.

Dans une phrase intéressante qui date du 15 février 1793, il dit : « Ce général Buonaparte, dont le patriotisme est plus équivoque que ne le sont ses dispositions à s'enrichir. » Voilà une note intéressante, car le général Scherer ne passe pas pour un passionné. C'est un homme qui essayait simplement de faire son métier.

Il est donc rappelé à Paris. Quand il y arrive, c'est l'été 1795. Il cherche à se faire employer quelque part et on lui propose quoi ? D'aller faire de la répression en Vendée.

Qui commande maintenant en Vendée ? C'est Hoche, et il n'a absolument pas envie d'être sous les ordres de Hoche. Celui-ci est un personnage connu et qui passe pour incorruptible. Et vous avez vu que le général Scherer s'était aperçu que le jeune Bonaparte s'intéressait beaucoup aux questions financières. Bonaparte s'est dit : Si je vais en Vendée, je serai certainement très surveillé par Hoche ; cela n'est pas un endroit pour moi.

Alors, si vous voyez Madelin (qui est un de ces historiens français très conservateurs et qui porte Bonaparte aux nues pour des raisons que nous verrons tout à l'heure) M. Madelin dit : « Il a refusé d'aller en Vendée parce qu'il lui répugnait de prendre part à une guerre civile. » Comme c'est curieux, étant donné qu'il venait de prendre part à une guerre civile à Toulon et que vous allez voir qu'en Vendée il va encore prendre part à une guerre civile !

La vérité est que l'idée d'une campagne en Vendée ne lui plaît pas du tout. Seulement, on trouve cela très désagréable au Ministère de la guerre. Ce monsieur qui a déjà un dossier suspect, qui en plus vient

de refuser son affectation, va le 15 septembre 1795 être carrément mis en disponibilité sans solde.

Cette fois, cela tourne extrêmement mal pour lui. Heureusement les événements politiques vont lui donner l'occasion de rebondir. Quels événements politiques ? Nous sommes à la fin de la Convention et nous aurons bientôt le Directoire. Peut-être vous rappelez-vous — c'est dans tous les livres d'histoire — que la majorité de la Convention avait décidé de s'imposer au corps électoral, puisque les deux tiers des nouvelles chambres (l'une était les Cinq-cents et l'autre les Anciens) devaient être formés de Conventionnels. Les types qui avaient été élus en 1792 avaient très peur de ne plus être député : ils prétendaient imposer au corps électoral la présence continue de leur personne. Les royalistes s'y opposaient : ils se sont insurgés à Paris, c'est ce qu'on appelle le petit drame de Vendémiaire, contre la décision des Conventionnels.

Barras, que Bonaparte avait connu quand il était avec lui devant Toulon, a misé sur les Thermidoriens et décide de procéder par la violence à l'égard de cette tentative royaliste. Il lui faut des hommes de main et Barras a vu sous ses yeux, quand il était à Toulon, ce dont était capable ce Buonaparte. Il sait aussi que Buonaparte est docile et le jeune général va donc mener une répression extrêmement énergique, en particulier à Saint-Roche où il use du canon pour exterminer les royalistes.

Ceux qui, comme moi, ont de la sympathie pour la République, se félicitent du fait que l'insurrection de Vendémiaire ait été écrasée. Mais il est intéressant de savoir que Buonaparte va se placer là de telle manière qu'il va obtenir de Barras une nomination considérable : Barras va le nommer commandant en chef de l'armée de l'intérieur ! Il ne s'agit pas de l'armée de l'extérieur (il aura fait sa carrière dans la politique intérieure, c'est toujours très important de savoir). C'est un général de guerre civile qui a obtenu tous ces grades à cause de ces événements politiques. Jusqu'à présent cet homme ne s'est jamais battu pour la France à l'étranger, n'a pas passé de frontière ; c'est toujours sur le plan intérieur français qu'il obtient son avancement.

A ce moment-là, des flots d'or lui arrivent. Pourquoi ? Barras était un homme — nous le connaissons bien aujourd'hui — affreux. Barras puisait dans le trésor public à pleines mains et, comme il allait avoir besoin de Bonaparte comme son homme de main, précisément il va lui ouvrir les caisses de l'Etat. La preuve, c'est que quinze jours

après sa nomination de chef de l'armée de l'intérieur, Bonaparte confie à sa mère 50 000 louis, c'est-à-dire un million de l'époque, ce qui fait environ 60 millions de francs belges actuels !

Vous voyez que ce général qui avait 15 000 livres et puis qui n'avait plus rien puisqu'il était mis en disponibilité, devient en 1795-96 un grand personnage du monde politique parisien, disposant de très grands capitaux.

Je dois vous signaler que M. Louis Madelin dans ses divers ouvrages sur Napoléon dit : « Les années 93-95 de la vie de Napoléon sont celles sur lesquelles nous pouvons passer le plus rapidement. » Bien entendu, parce que ce sont celles qui sont le plus éloquentes sur sa vie personnelle !

Que va-t-il donc faire ? Je voudrais vous représenter — je n'ai pas beaucoup de talent pour cela — ce qu'était ce Paris des années 95-96. On était délivré du cauchemar des prolétaires (on avait pu les massacrer en 95). C'était maintenant les « nouveaux nantis » qui tenaient le haut du pavé. Qu'était-ce que ces nouveaux nantis ? Des bourgeois enrichis par l'achat des biens de l'Eglise, et très particulièrement, les fournisseurs de guerre. Robespierre avait tenté de les faire disparaître, et naturellement, dès que le Directoire avait reparu, on avait rétabli les fournitures de guerre. Il y avait donc à Paris toute une pègre qui menait très grande vie. C'est ce moment que l'on définira comme la corruption la plus affreuse que la France ait connue, la corruption morale.

Il y avait les Muscadins, d'un côté ; il y avait les Merveilleuses, d'autre part. Ces dernières étaient des personnes, paraît-il, qui aimaient se promener aux Tuileries et au Palais Royal avec des robes — je dis bien — totalement transparentes... C'était une chose très scandaleuse du point de vue moral, mais qui donnait à ceux qui avaient de l'argent de grandes possibilités de jouissance.

Et le citoyen Bonaparte, dont nous suivons la carrière, est un des personnages principaux de ce tout Paris de l'époque de 96.

Une question se pose pour lui : il voudrait se marier. Il jalouse un peu son frère Joseph : Joseph a fait un beau petit mariage à Marseille. Il a épousé une jolie dot, c'est-à-dire une fille Clary. Les Clary étaient des négociants et Bonaparte dira à Bertrand — je vais vous dire une chose horrible mais ce n'est pas moi qui parle — : « J'ai rodé autour de la soeur et ... ». Non, quand même, je ne peux pas vous dire cela, j'allais dire quelque chose de très grossier : il dit, de façon très gros-

sière, qu'elle lui a donné ses dernières faveurs — mais il le dit dans des termes tellement brutaux que je rougis quand même.

Mais quand il a eu la petite Clary, il s'est dit : « Non, la dot est insuffisante maintenant : je suis quand même un personnage formidable. Ça va pour mon frère Joseph d'épouser une Clary, mais moi je ne peux pas épouser des Clary. »

Barras, qui au fond le méprise, lui dit : « Il y a Madame Permond qui ne serait pas mal à épouser. » Madame Permond est une veuve, la veuve d'un fournisseur de guerre, qui est beaucoup plus âgée que Bonaparte, mais, enfin, qui pourrait lui procurer une très grosse dot. Bonaparte rôde un peu autour de Mme Permond. Mais c'est Madame Permond, paraît-il, qui trouve que le garçon dont je dois vous dire que ce n'est pas de sa faute : il avait attrapé la gale devant Toulon et il ne s'en guérissait pas — était peu avenant. Madame Permond n'en veut pas.

Barras lui faisait une deuxième proposition qui était vraiment, cette fois, insultante. Il propose Marguerite Brunet, connue au théâtre sous le nom de la Montansier mais qui avait 65 ans. Et lui en avait 26. Barras lui dit : « Elle est formidablement riche et puis elle ne durera pas : 65 ans ! Et tu auras tout l'argent. »

Buonaparte ne l'épouse pas, parce que cela lui paraît quand même trop ridicule qu'un garçon de 26 ans épouse une femme de 65 ans !

Il a repéré celle qu'il veut ; vous savez qui c'est : Joséphine de Beauharnais, la veuve de ce monsieur de Beauharnais qui avait été guillotiné et dont elle avait deux enfants. Elle avait à ce moment-là 33 ans, et elle avait longtemps appartenu au harem Barras. Puis Barras s'en était un peu fatigué : elle vieillissait, il paraît que ses dents étaient un peu irrégulières, que son haleine n'était pas toujours parfaite ; enfin, il voulait se débarrasser de Joséphine.

Il va présenter Bonaparte à Joséphine, et Bonaparte est ébloui. Je crois savoir que Joséphine avait de grands talents personnels. Bonaparte en fait l'expérience tout de suite et il la trouve sur un certain plan excellente. Mais, d'autre part, il croit qu'elle a beaucoup d'argent et c'est lui qui va dire à Bertrand : une famille très française me convenait, m'arrangeait, étant donné que lui s'appelait encore Buonaparte — il ne signera Bonaparte qu'à partir de sa campagne d'Italie et nous n'en sommes pas encore là. D'autre part : « J'ai cru (quelle candeur !) à

Joséphine plus de fortune qu'elle n'en avait. [...] Elle me parlait d'un ou deux millions qu'elle possédait à la Martinique, et de terres, en plus, à Saint-Domingue. » Or, ce n'est pas exactement vrai. L'opération n'a pas répondu à ses vœux : sur un certain plan, oui, tout à fait, mais d'autre part, elle était menteuse sur ses capitaux. Mais elle avait des relations, des relations énormes : des relations politiques, d'une part, des relations financières, d'autre part. Elle était l'intermédiaire pour les affaires d'Etat, c'est-à-dire quand un fournisseur voulait obtenir une commande, c'était elle qui, payant sans doute de sa personne, obtenait que monsieur un tel ait la commande de l'Etat — enfin, c'était quelqu'un de très débrouillard.

Buonaparte n'hésite plus et, d'autre part, je dois vous dire que pour persuader Joséphine (que Barras allait, si je puis dire, « larguer ») Barras lui avait dit : Ecoute, mon petit, c'est fini entre nous, mais ton prochain mari, le petit Buonaparte, je vais lui donner le commandement en chef de l'armée d'Italie, tu vas voir ce qu'il va y faire.

Et c'est comme ça que le mariage a été décidé. Il est intéressant de savoir quels étaient les témoins de Bonaparte : Barras et Tallien — Barras qui s'amusait beaucoup en disant : Je lui ai refilé celle dont je ne veux plus. Et puis Tallien, dont vous savez peut-être comment il avait fait sa fortune : quand Tallien, représentant en mission avait été envoyé à Bordeaux, il s'y est allié avec Mme de Fontenay, qui était la fille d'un banquier qui s'appelait Cabarrus. Grâce à son père, elle connaissait tout Bordeaux. Dès que Tallien était arrivé, elle avait dit à son mari : Voilà les principaux notables, les plus grosses fortunes de Bordeaux : tu vas m'arrêter ça ! Alors, on avait arrêté toutes les grosses fortunes de Bordeaux, et puis Cabarrus les faisait recevoir un à un par Tallien en disant : « Lever l'écrou : tant. » Il y avait des enveloppes qui s'entassaient chez Tallien...

C'est ce personnage de Tallien et l'horrible Barras qui sont les parrains, les deux témoins de Bonaparte à son mariage.

Je tiens à vous dire maintenant une chose importante qu'il faut bien se mettre dans la tête, quand on est devant lui : c'est un personnage apatride. La France ne l'intéressait pas en elle-même ; il a commencé par la haïr. Après, il s'est dit que c'était là qu'il allait essayer de réussir, mais il se demande si c'est bien là qu'il ferait vraiment sa carrière.

Et j'avais oublié de vous dire qu'au cours de l'année 1795, il avait essayé de se faire envoyer en Turquie. La Turquie avait demandé

à ce moment-là à la France des instructeurs et en particulier un général, instructeur pour l'armée turque, et immédiatement, Bonaparte s'était mis sur les rangs. Et je crois savoir, étant donné ce que vous allez voir ensuite avec l'expédition d'Égypte, que quand il avait pensé Turquie, il avait pensé à bien autre chose que de simples fonctions françaises en Turquie. Il s'était dit : C'est la porte de l'Orient, c'est une possibilité pour moi de faire une très grande fortune.

C'est pourquoi je me permets d'insister — parce que c'est très important — sur le fait qu'il n'est attaché à aucun coin de terre. Il n'était pas attaché à sa Corse, qu'il déteste maintenant — j'ai même oublié une citation très amusante de lui sur la Corse où il déclarera devant Bertrand, le 24 février 1821 (alors qu'il va mourir le 5 mai) : « La Corse est un inconvénient pour la France. Choiseul disait que si d'un coup de trident on pouvait enfoncer la Corse sous la mer, il faudrait le faire. Choiseul avait raison. »

Il a échoué en Corse. Maintenant, la France en 1795, ne lui donne pas satisfaction. Alors il pense aller chez les Turcs — et il lui arrivera encore, même empereur, de dire : « Vous autres, Français ». Or, il ne faut pas oublier quand on parle de cet homme qui a représenté mon pays, qui a été l'Empereur de France, qu'il avait le sentiment de n'être pas Français. Il était en fait de nulle part. C'était l'homme simplement, l'aventurier.

Il est donc nommé général en chef de l'armée qui va se jeter sur l'Italie. A ce propos, voilà une chose que je crois ne pas avoir dite dans mon petit livre, parce que je ne le savais pas encore à ce moment-là. J'ai travaillé sur la première « Jeanne d'Arc » de Péguy, qu'il avait faite en 1897 — et vous savez peut-être qu'en 1910 Péguy va refaire une autre Jeanne d'Arc assez différente parce qu'entre 1897 et 1910 Péguy a changé d'attitude : le Péguy de 1897 était athée et très républicain, très à gauche et le Péguy de 1910 était catholique et ami des nationalistes. Dans ce premier texte de 1897, il y a un entretien très curieux de Jeanne d'Arc avec Gilles de Rais et tout à coup je me suis aperçu que les propos que Péguy met dans la bouche de Gilles de Rais, qui explique comment il faut faire battre les soldats, sont exactement ceux que Bonaparte avait tenus à ses soldats dans la fameuse proclamation : « Vous êtes mal vêtus, mal nourris, vous êtes sans chaussures, vous êtes sur les Alpes et vous voyez devant vous les immenses plaines de l'Italie et du Pô. Réfléchissez à tout ce que vous allez pouvoir faire comme

pillage » — il appelait ça l'honneur de l'armée ; enfin, il expliquait à ses tueurs qu'il y avait là un endroit admirable pour la rapine.

Péguy met ces paroles dans la bouche de Gilles de Rais et Jeanne lui répond : « Un homme qui parle ainsi est le dernier des hommes. » Péguy va faire disparaître ces paroles dans sa seconde « Jeanne d'Arc », bien entendu ; mais il est intéressant de savoir qu'effectivement Bonaparte a dit ces paroles à ses soldats français. Il ne leur parle absolument pas de l'intérêt national, il ne leur parle pas de la patrie, il leur parle simplement des pillages auxquels ils vont pouvoir se livrer en Italie.

Alors, je vous assure qu'ils vont « y mettre un coup », si je puis dire. Et dès qu'ils arrivent en Italie, ils commencent par les rapines. « Ce que nous avons pris est incalculable, dit-il à Carnot. Je vous envoie déjà une dizaine de millions. » Ces dizaines de millions qu'il envoyait pour le trésor de l'Etat s'accompagnaient, bien entendu, de millions qu'il n'envoyait pas au trésor de l'Etat ! Et il avait amassé une collection de tableaux très considérable qui va faire dire à M. Louis Madelin cette phrase, que je propose à votre admiration : « Partout grand capitaine, Bonaparte agissait aussi en artiste. » (à la manière de Goering, je pense !)

Que fait-il en Italie du nord ? Il fait ce qu'il faut bien appeler de son nom actuel, c'est un « racket », il dit aux autorités génoises et aux autorités de Parme : « Vous voyez, mes soldats sont là, je n'ai qu'un mot à dire pour les lancer chez vous. Mais si vous payez une somme suffisante, je vous épargnerai. » Je crois que cela se fait ainsi chez les gangsters américains, qui disent : « Si tel type ne veut pas me payer une rente, sa boutique sera mise à sac. »

Il va même arriver jusqu'aux Etats du Pape. Le pape avait à ce moment-là, hélas ! un Etat temporel : il avait des provinces jusque dans le nord de l'Italie. Bonaparte commence par lui en prendre deux. Le pape va supplier : « Arrêtez-vous. » Bonaparte lui dit : « Bon, je m'arrête. Mais donnez-moi 21 millions ! » De ces 21 millions, une petite partie seulement va venir dans le trésor français...

Pour se faire admettre des populations italiennes, il leur a lancé une proclamation : « C'est l'indépendance que nous vous apportons. » Cela encore se rattache à la politique des Girondins : les Girondins avaient dit : « Si nous nous jetons sur l'Europe c'est pour répandre l'idée de la liberté. » Et Bonaparte veut faire croire aux populations

italiennes que c'est la liberté française qu'il leur apporte. Seulement, il faut savoir comment il va se comporter. A Modène, par exemple, il va lancer une proclamation en décembre 1796 : « Je suis l'ennemi juré des scélérats, des anarchistes ; je ferai fusiller ceux qui troublent l'état social et qui sont l'opprobre et le malheur du monde. » Cela veut dire que ce général était là pour travailler en faveur des notables, et que les pauvres gens qui avaient imaginé que les troupes françaises étaient là pour les sortir de l'asphyxie, étaient bien pris à leur piège. Par exemple, il y aura un petit soulèvement de paysans à Binasco. Napoléon livrera Binasco aux flammes. Dix mille paysans se sont réfugiés à Pavie parce que les troupes françaises font toujours ce que font les troupes d'occupation. Napoléon fera tirer au canon dans les rues de Pavie contre les paysans qui sont là et il va autoriser les soldats français à vingt-quatre heures de pillage : « Pendant vingt-quatre heures vous ferez ce que vous voudrez dans la ville de Pavie. »

Il faut donc savoir comment il s'est conduit en Italie du nord et j'ai encore apporté la note suivante du 28 mai 1796 : « Tout village ou sonnera le tocsin sera, sur-le-champ, incendié. »

Mais ce qui est bien plus intéressant pour la suite de notre étude, c'est la diplomatie personnelle de ce général (Un général n'a pas à avoir une diplomatie !) Il est l'homme du Directoire. Le Directoire a une politique étrangère que nous connaissons aujourd'hui et qui était défendable : C'était la fameuse idée des frontières naturelles françaises. Je dois vous dire, entre parenthèses, que c'est une thèse facile, celle des frontières naturelles : chacun décide que ses frontières naturelles sont ceci ou cela. La France décide : ma frontière naturelle du côté de l'Allemagne, c'est le Rhin. Et on verra plus tard un Bismarck déclarer : non, les frontières de l'Allemagne du côté de la France, c'est les Vosges.

Toujours est-il que depuis Danton — car c'était Danton qui avait lancé cette idée — il était entendu que la frontière naturelle de la France, c'était le Rhin du côté de l'est.

Le Directoire avait en effet déchaîné les troupes françaises sur l'Italie — l'Italie était à ce moment-là occupée par l'Autriche — avec l'idée d'avoir un gage. On rendrait l'Italie à l'Autriche, si l'Autriche acceptait de manière définitive que ses possessions de la rive gauche du Rhin deviennent françaises. On prend donc l'Italie avec l'idée de la rendre.

Or, Bonaparte ne veut pas en entendre parler parce qu'il s'est

constitué en Italie du nord une espèce de principauté personnelle et il dira à Bertrand : « C'était d'une manière une poire pour la soif. Je n'étais pas sûr de pouvoir continuer. Je ne savais pas quel était l'avenir et je me disais : j'aurai toujours l'Italie du nord s'il m'arrive quelque difficulté en France. »

Alors, d'une manière inadmissible de la part d'un général, qui doit suivre les doctrines diplomatiques de l'Etat, il décide lui-même qu'il va faire une paix avec l'Autriche. Mais une paix avec l'Autriche qui exigera de l'Autriche qu'elle cède à la France ces territoires d'une manière définitive, territoires qu'effectivement le Directoire ne voulait considérer que comme un gage temporaire.

Pourquoi le fait-il ? Parce que les Français sont en guerre depuis 92, parce que des tas de Français en ont assez de cette guerre et qu'il veut se présenter, lui Bonaparte, comme le général de la paix. Il veut pouvoir rentrer en France, couronné de victoires, bien sûr, et dire aux Français : « Vous voyez, moi, le général Bonaparte, j'ai obtenu la paix avec l'Autriche. »

Il savait parfaitement qu'en faisant signer aux Autrichiens par la force, par la contrainte, parce qu'il était pour l'instant le plus fort, la paix de Campo Formio, les Autrichiens allaient perdre deux choses : la rive gauche du Rhin et l'Italie du nord. Et il savait parfaitement qu'un jour ou l'autre les Autrichiens se vengeraient, et que, vraisemblablement, ils allaient faire une deuxième coalition, cette fois avec la Russie, pour essayer de reprendre ces territoires.

Donc, à l'intérieur même de cette paix que Bonaparte présente comme une paix pour libérer la France de ses guerres permanentes, à l'intérieur de ce traité étaient déjà en germe, les futures conditions d'une succession de guerres.

Ce qui est tout de même extraordinaire, c'est que l'Etat a laissé faire ! Mais il y avait Talleyrand. Talleyrand était aux Relations extérieures et Talleyrand était un malin : il avait repéré ce jeune général qui lui paraissait intéressant, qui pouvait peut-être avoir un avenir politique. Et Talleyrand va le couvrir : au lieu de faire remarquer au Directoire que ce général s'était conduit d'une manière indisciplinée en ne faisant pas la politique qu'on lui avait demandé de faire, Talleyrand va dire : « C'est parfait, c'est une paix à la Bonaparte. » Il l'appelle « mon général », alors qu'il est plus vieux que lui, alors qu'un homme qui est supérieur à un général doit l'appeler « général » et non pas « mon

général ». Le texte de Talleyrand est incroyablement lécheur ; c'est très curieux, à l'égard de quelqu'un qui est très jeune.

Et voilà qu'il rentre. Bonaparte rentre le 5 décembre 1797 et il dira à Bertrand : « Je rentrais avec l'idée de flairer la situation et de voir si je ne pouvais pas mettre la main sur la France. » Il a maintenant l'idée qu'il pourrait peut-être devenir le chef de la France. Il a raté en Corse : peut-être y a-t-il moyen d'avoir la France à sa disposition...

C'est là que Talleyrand lui dit : « C'est trop tôt, mon ami, vous avez des rivaux, vous n'avez pas encore le parti derrière vous, si vous allez vous lancer, c'est très imprudent, prenez donc une autre attitude. »

Et ce que je vais vous dire, nous le savons d'une manière très précise : c'est Talleyrand qui va dicter au jeune Bonaparte, le héros d'Italie, sa conduite, en disant : « Il faut que vous apparaissiez aux Français comme un Cincinnatus » — vous savez le Romain qui était devenu laboureur, etc. Et voilà Bonaparte qui va demander à se faire nommer à l'Institut, parce que tout à coup ça lui confère un aspect culturel, si je puis dire. D'autre part, Talleyrand va faire sur lui un de ces discours qui sont stupéfiants. Etant donné ce que vous savez de cette habileté qui était la sienne et de tout l'argent qu'il avait rapporté, car j'ai oublié de vous dire qu'il avait fait reconstruire sa maison d'Ajaccio qui avait été violée et pillée par les Paoli et puis qu'il avait acheté en Belgique, à crédit, et je ne suis pas arrivé à savoir où, pour 1 200 000 francs une grande terre qu'il ne paiera définitivement qu'après Brumaire. Tout cet argent énorme qui est le sien, tout ce qu'il a rapporté comme oeuvres d'art et comme tableaux, ne va pas empêcher Talleyrand de dire dans son grand discours de réception : Bonaparte a « un goût antique de la simplicité. »

En plus, il y avait des gens qui à ce moment-là étaient très attentifs à un poète aujourd'hui oublié qui s'appelait Ossian. Bonaparte est présenté par Talleyrand comme un fanatique d'Ossian : c'est à la fois un grand esprit qui a été nommé à l'Institut à cause de son génie mathématique ; c'est un homme qui est désintéressé comme personne ; et c'est un homme si poétique, si perdu dans le lyrisme, que c'est Ossian qui est sa principale préoccupation !

Voilà ce qu'il lui avait dit, comme personnage à adopter, Talleyrand. Et il le fait. Avec sa Joséphine, bien qu'il ait su que sa Joséphine s'était très mal conduite pendant qu'il était en Italie ; elle avait trouvé un Jules, enfin il s'appelait Charles, et elle s'est installée avec

son Charles, une espèce de rigolo du corps de garde qui l'amusait beaucoup. Bonaparte avait bien fait une scène à sa Joséphine mais comme elle lui était très, très utile pour ses relations financières, il avait tout de même passé l'éponge.

Maintenant, il va se passer une chose, dont je suis obligé de vous dire qu'on n'est pas très sûr.

C'est l'affaire de l'expédition d'Egypte. Où est donc la difficulté ? Elle vient de deux textes qui posent vraiment un problème.

Bonaparte racontera plus tard : les gens du Directoire me haïssaient et ils m'ont déporté en Egypte (déporté, c'est facile à dire). Il voulait dire : Ils me redoutaient et ils m'ont envoyé le plus loin possible. En effet, il va partir pour l'Egypte.

Mais voici les textes si curieux : Talleyrand avait une vieille maîtresse qui s'appelait Mrs. Grant, qu'il finira par épouser. Cet évêque va se marier — cela se fait maintenant mais à cette époque, ça ne se faisait pas ! Et dans une lettre à Mrs. Grant, que nous ne connaissons que depuis une vingtaine d'années, Talleyrand dit : l'opération d'Egypte est faite « pour favoriser mes amis anglais » ... alors qu'on va présenter l'expédition au public français comme l'aile gauche de l'armée d'invasion en Angleterre... Une aile gauche qui aurait tourné très loin ! Mais je crois que Talleyrand a voulu dire : il est question, le Directoire y songe, de faire une tentative de débarquement en Angleterre — Bonaparte n'osera pas en 1805, mais on en parlait à ce moment-là. Et il n'est pas du tout impossible, étant donné le côté machiavélique et diabolique de Talleyrand, qu'il ait dit aux Anglais : si vous me donnez une somme suffisante — parce que Talleyrand se faisait acheter tout le temps, vous le savez bien — je vais détourner le Directoire de l'idée d'une offensive et je vais envoyer simplement des troupes là-bas de l'autre côté, très loin, en Egypte, en prétendant que c'est pour vous tourner.

Voici un document : une lettre du ministre de Prusse à Paris on dirait aujourd'hui « ambassadeur » — qui dit : Je sais de bonne source (il écrivait à son gouvernement) qu'une expédition française va partir à travers la Méditerranée pour l'Egypte ; je sais que les Anglais n'interviendront pas et la laisseront passer. »

Je vous lis ces deux textes. Des historiens plus habiles que moi et qui ont plus de temps pour réfléchir, pourront essayer de trouver ce qu'est au fond l'expédition d'Egypte mais je n'en sais rien. Mais ce que je peux vous dire, c'est que Bonaparte a dit plus tard à Bertrand : « Je

n'aurais pas fait l'expédition d'Egypte, si je n'avais pas été trompé sur les richesses du pays. Je croyais trouver là 500 millions. »

Il part pour l'Egypte avec la même idée qui était la sienne quand il est parti pour l'Italie. Il est allé en Italie pour y faire une razzia et il est allé en Egypte dans les mêmes dispositions !

Mais il a d'autres idées et c'est pour cela que tout à l'heure je vous disais que, quand il a été nommé en Turquie, j'ai eu bien l'impression qu'il avait une idée derrière la tête. Quand il part avec les 30 000 hommes que le Directoire avait mis à sa disposition, je suis sûr — et vous allez voir pourquoi — qu'il veut utiliser ces 30 000 hommes, non pas au service de la France, qui ne l'a jamais intéressé, mais au service d'une politique personnelle : sur les pas d'Alexandre. Il se dit : je vais être là en Egypte avec 30 000 soldats, je pourrais en lever d'autres peut-être et pourquoi est-ce que je ne partirais pas à travers la Syrie, à travers l'Euphrate pour arriver jusqu'à l'Inde, c'est-à-dire faire ce qu'a fait Alexandre ? Et puis, j'aurai peut-être plus de chances qu'Alexandre et je me vois déjà à la tête d'un empire au centre de l'Asie !

Malheureusement, l'opération va rater parce que les Anglais vont soutenir les Turcs à Saint-Jean-d'Acre et que le verrou de Saint-Jean-d'Acre ne pourra pas sauter. Pendant un certain nombre de semaines, Bonaparte va déchaîner ses malheureux soldats contre la forteresse de Saint-Jean-d'Acre, il en fera tuer des centaines et on ne passera pas.

C'est là où il va dire des choses très intéressantes plus tard, il va dire à Sainte-Hélène : c'est à Saint-Jean-d'Acre que ma fortune a tourné. Nous pourrions croire, nous, que c'est à Waterloo que sa fortune a tourné. Non, il dit bien : c'est à Saint-Jean-d'Acre.

Et voici deux phrases indiscutables et historiques : au capitaine Maitland qui commandait le « Bellérophon », navire anglais qui va transporter, comme vous le savez, Napoléon en 1815 lorsqu'il sera battu pour la seconde fois, il dira : « Sans vous, Anglais, j'aurais été empereur d'Orient. »

Et, enfin, à Gourgaud, le 15 octobre 1815, lorsqu'il aperçoit Sainte-Hélène et qu'il voit que c'est là sans doute qu'il allait finir sa vie, il dit : Même après mon échec de Saint-Jean-d'Acre, j'aurais dû « rester en Egypte et je serais à présent l'empereur de tout l'Orient. »

Voilà des phrases très peu connues de lui, que je vous demande de méditer. C'est une preuve qu'à ce moment-là lorsqu'il fait son expé-

dition en Egypte, son arrière-pensée n'est pas du tout de servir les intérêts français là-bas, mais, à la tête de ses soldats, de se constituer une sorte d'empire.

C'est raté, puisque les Anglais l'ont empêché de passer à Saint-Jean-d'Acre. Alors il se dit qu'il n'y a qu'une chose à faire, c'est de se rabattre sur la France.

La France, pour Bonaparte, c'est un pis-aller. Quand il pense à l'Orient, il se voit à la tête de cet empire formidable, plein de femmes, plein d'argent.

Il va donc se précipiter vers la France. Il revient donc, car il se dit que s'il ne revient pas il aurait des ennuis, et en particulier avec Joséphine.

Joséphine a continué avec son petit Charles : il est vraiment très divertissant. Seulement elle fait des dettes, et Bonaparte qui est richissime, écrit à son frère Joseph : « Je n'ai plus de quoi vivre ! » Pourquoi ? Parce qu'elle a acheté à crédit la Malmaison ; elle vit là avec son Charles au vu de tout le monde. Ça ridiculise tout de même le conquérant Bonaparte.

D'autre part, il sait qu'il y a des officiers, des généraux qui préparent un coup de force contre le Directoire et il le sait d'autant plus que Kléber, qui est son premier collaborateur, lui a fait la proposition : chose que l'on ne sait pas assez ! Kléber lui a dit : à nous trois, vous, Moreau et moi, on peut très bien aller en France pour renverser les avocats — les avocats, c'étaient les parlementaires. Les militaires ont quelquefois eu l'idée qu'ils étaient supérieurs au pouvoir, aux civils.

Je vous assure que — et il le dit plus tard à Bertrand — l'oreille de Bonaparte s'est dressée quand il a entendu que Kléber avait les mêmes idées que lui. Il se disait : ce n'est pas possible, que Kléber rentre avec moi, il va être très gênant.

Vous savez le coup affreux qu'il va faire le 23 août 1799 : il va donner rendez-vous pour le 24 à Kléber sur la plage d'Aboukir, où la flotte française avait été détruite du reste ! Kléber, qui est au Caire, se rend dans la nuit du 23 au 24 à Aboukir et quand il arrive le 24 à Aboukir, on lui dit : le général en chef est parti le 23, mais il vous a laissé un ordre de mission. Dans cet ordre de mission, très solennel, Bonaparte disait : je suis rappelé en France (ce n'est pas vrai, il rentrait de sa propre initiative) et je vous charge maintenant de la conduite du corps expéditionnaire français.

Kléber trouve cela très désagréable. Vous savez sans doute ce qui va arriver : il sera lui-même assassiné bientôt. Quant aux troupes françaises, les malheureux soldats qui avaient accompagné Bonaparte vont être ravagés par la dysenterie ; le corps expéditionnaire français se terminera d'une manière tragique.

Mais lui, Bonaparte, part comme une flèche à travers la Méditerranée pour se précipiter le plus rapidement possible en France en se disant : c'est le moment. D'autant plus qu'il a appris tout de même par quelques gazettes qui étaient arrivées, Dieu sait comment, jusqu'au Caire, qu'une guerre était inévitable : cette fois, la Russie s'est lancée contre la France et les Austro-russes sont en train d'obtenir des succès sérieux.

Il se dit que c'est le moment de rentrer. Je dois dire qu'effectivement c'était un homme qui savait la stratégie. Il se dit : c'est une occasion inespérée pour moi.

Il va néanmoins faire un petit arrêt, probablement pour avoir des nouvelles plus directes, en Corse et sans doute aussi pour voir où en sont les travaux de sa maison, car vous vous rappelez qu'il avait mis 1 100 000 francs soi-disant pour la réfection — en réalité pour la reconstruction totale, sous forme d'un petit palais — de la maison où devait vivre sa mère.

En Corse, il prend des informations et il apprend que la situation s'est malheureusement assez bien rétablie en France. Masséna est arrivé à battre les Russes à Zurich, Brune est arrivé à reprendre les Pays-Bas et Ney avait dégagé Mayence.

Mauvaises nouvelles ! parce que voilà trois généraux qui se sont bien défendus, qui ont rétabli la situation militaire ; lui, n'est plus indispensable !

Par bonheur, il apprend quand même une nouvelle agréable, une de ces bonnes nouvelles qui le réconfortent, à savoir que Joubert, qui était un de ces officiers dangereux aussi, avait été tué.

Le voilà qui arrive le 9 octobre 1799 — le 9 novembre 1799 ce sera le 18 brumaire — il a un mois devant lui.

Pour bien comprendre le 18 brumaire, il faut revoir la politique intérieure française. La Chambre était élue au suffrage censitaire : il n'y avait donc que les riches qui votaient. Mais il y avait tout de même une partie de ces électeurs qui n'étaient pas déterminés à revenir à la monarchie. Si bien que lors de la dernière consultation électorale, les

Jacobins étaient revenus à une certaine majorité dans la Chambre la plus importante, c'était les Cinq-cents.

La situation militaire, au début de l'année 1799, était très dangereuse. Les Jacobins se disaient qu'il fallait trouver de l'argent, et ils avaient fait deux choses, dont la première était très grave : ils avaient décidé de recevoir un impôt sur la richesse, un impôt progressif, c'est-à-dire que l'impôt devenait de plus en plus lourd à mesure que la fortune était considérable.

Il faut lire ces mémoires de Mme de Staël, les « Considérations sur la Révolution française ». Mme de Staël, avec une certaine candeur, disait : c'est épouvantable pour nous, les gens aisés, cet impôt sur la fortune qui est très lourd. Alors : « Les personnes aisées en étaient réduites à affecter les apparences de la misère. » Cela signifie quoi ? On renonçait aux équipages, il n'y avait plus de dîners, plus de belles voitures avec six chevaux : on était dans la misère ! Ce n'était que comme cela qu'on pouvait l'éviter, puisqu'il n'y avait pas de contrôle sur les revenus, et c'était simplement sur les signes extérieurs de la richesse qu'on était taxé.

Mme de Staël avoue qu'on essayait de dissimuler le plus possible les signes de la richesse. C'était vraiment irrespirable pour la bonne compagnie — ce qu'elle appelle « les personnes aisées » — et il y avait un certain nombre de gens très importants, très influents, qui étaient furieux.

En deuxième lieu, ces Jacobins au pouvoir avaient fait une autre chose horrible : ils avaient supprimé les délégations. Qu'est-ce que c'est que les délégations ? Mais, c'est à peine croyable. Je vous ai dit à quel point les fournisseurs de guerre étaient des personnages importants sous le Directoire. Et ces fournisseurs de guerre avaient obtenu quelque chose d'admirable, sous la forme de la délégation à savoir que, d'une manière semblable à celle des fermiers généraux sous l'Ancien Régime, quand ils avaient à se faire payer par l'Etat une somme de x, recevaient délégation pour percevoir eux-mêmes — au moyen d'agents — les impôts français jusqu'à concurrence de la somme qui leur était due par le trésor pour les fournitures qu'ils avaient faites. Ils devenaient des percepteurs d'impôts, donc ils étaient tranquilles : ils allaient certainement être payés par l'Etat puisque c'était eux-mêmes qui allaient faire payer les gens.

Fureur, bien sûr, de la part des fournisseurs de guerre devant

une pareille mesure !

Troisièmement, un nommé La Revellière-Lépeaux, qui était un type bien — parce que les gens du Directoire ne sont pas tous des Barras, vous savez — avait essayé de créer une nouvelle religion : la théophilanthropie, qui était en effet un peu bizarre. Mais c'était un brave homme, honnête et qui faisait bien son métier. Lui aussi s'était dit, comme s'était dit Robespierre, que tout de même les généraux se comportaient d'une étrange façon et il leur avait adjoint des contrôleurs financiers ; c'est la dernière chose à faire !

En particulier, le général Championnat avait été arrêté à Rome par le contrôleur financier parce que ses rapines étaient tout de même excessives.

C'est vous dire que, dans le corps des officiers, des généraux français, on n'aimait pas du tout La Revellière-Lépeaux. On détestait les Jacobins qui se conduisaient si mal, qui imposaient les fortunes, qui supprimaient les délégations des fournisseurs, qui se permettaient de contrôler l'attitude financière des généraux. Si bien que La Revellière-Lépeaux, dans ses « Mémoires » publiées sous la Restauration, à la p. 333 du tome III — c'est pour ça que j'ai retenu si facilement — écrit cette phrase extrêmement intéressante : « Ce fut la faction des militaires, jointe à celle des voleurs, qui renversa la République. »

Alors on a regardé du côté de Moreau. Quand je dis « on », c'est Talleyrand et quelques autres. Moreau est un pleutre ; Moreau se dit : pas sûr que l'opération marche. Je suis en Allemagne — lui aussi faisait une belle fortune en Allemagne — c'est très imprudent.

On s'était approché de Joubert. Par bonheur Joubert vient de mourir à Novi.

Et voilà que soudain arrive comme une bombe ce petit Bonaparte, qu'on avait déjà vu à l'oeuvre depuis un certain temps et dont on sait qu'il est l'homme à tout faire. On va s'approcher de Bonaparte et c'est Talleyrand qui va servir d'intermédiaire. Ici, je vous demande de consulter un ouvrage insoupçonnable écrit par Albert Vandal qui s'appelle *L'Avènement de Bonaparte*. C'est un livre écrit au début du siècle, très conservateur, dans la ligne de Louis Madelin et où vous trouverez cette phrase extraordinaire : « Les tripoteurs flairaient une affaire énorme ». Je vous expliquerai laquelle.

Roederer, un politicien qui deviendra membre du Tribunal, dit dans ses « Mémoires » : « Je voyais à Bonaparte (au moment de sa ren-

trée à Paris) le plus précieux des auxiliaires : l'Argent. »

Voilà deux documents très importants ; je sais ce qu'est cette affaire énorme. Je l'ai dit dans mon bouquin. Or l'histoire officielle refuse d'en prendre acte !

Qu'était-ce donc ? C'est une idée qui avait germé dans la cervelle du Neuchâtelois Perregaux.

Ce dernier avait poursuivi ses opérations financières. N'étant pas Français, il n'avais jamais été inquiété par la Révolution ; il était toujours Parisien et continuait à faire des affaires considérables. Mais il lui était entré dans la tête, avec son autre ami genevois, qui s'appelait Delessert, une idée géniale. Il s'était dit : il faudrait constituer une nouvelle banque à Paris et si l'Etat est d'accord — et avec ce monsieur Bonaparte, je crois qu'on va y arriver — on va l'appeler la « Banque de France », comme si c'était une banque nouvelle, au service de l'Etat, une banque nationale (alors que bien entendu ce sera notre banque à nous !) Les petites gens, les braves gens vont nous apporter leur argent en se disant que notre banque est différente, que les spéculateurs ne vont pas filer avec leur argent puisque c'est la Banque de la France. Il y a des affaires énormes à réaliser, à condition que nous ayons un chef d'Etat qui accepte de jouer ce jeu, c'est-à-dire de lancer ce mensonge.

Ils vont voir Bonaparte et celui-ci est tout de suite d'accord.

Qu'est-ce qui va se passer ? Les 9 et 10 novembre, c'est-à-dire les 18 et 19 brumaire, le 18 brumaire ça se présente mal, vous le savez peut-être, puisque les Cinq-Cents essaient de jeter à la porte Bonaparte, qui est entré avec une allure de matamore. Les choses ont mal tourné. Alors qu'a fait Lucien ? Luciano s'est précipité vers les grenadiers en leur disant : on est en train de malmener votre général. Bonaparte, épouvané et au désespoir, s'était griffé la figure. Comme il apparaissait aux soldats avec les joues en sang, Lucien crie aux grenadiers : « Regardez ce qu'on a fait, on a voulu lui crever les yeux ! » Les grenadiers marchent et ils entrent chez les Cinq-Cents et les font passer par les portes et les fenêtres.

C'est comme ça que se terminait la République ! Naturellement, tout ceci s'opérant aux cris de « Vive la République ! ».

Mais que va-t-il se passer ? Le lendemain du 18 brumaire, les délégations sont rendues aux fournisseurs. Les fournisseurs n'ont pas attendu longtemps ! La deuxième opération, c'est la suppression des impôts sur les riches, trois semaines après.

Et là, je vais vous apporter une phrase peu connue de Necker, qui écrit à sa fille : « Je partage l'enthousiasme qui est le tien pour le Général. » [avec majuscule, parce qu'il y avait plusieurs généraux en France qui s'appelaient Bonaparte]. Vous vous rappelez peut-être que Mme de Staël passe dans l'histoire littéraire pour avoir été une opposante véhémement à Napoléon ; elle s'est brouillée avec lui en 1812, mais pendant des années elle a essayé de se faire admettre, mais Bonaparte qui avait pourtant le goût des femmes, l'a trouvée incontestable. Alors, Mme de Staël se vengera — mais à ce moment-là, en 1799, elle est folle de lui.

Voilà donc un changement de scène absolu. Il y aura bien un simulacre de république, mais l'autorité sera tout entière entre les mains du Général qui donnera beaucoup aux propriétaires.

Et, en effet, c'est ce qui va se passer, c'est ce qui permettra à Louis Madelin de dire : grâce à Brumaire, « quinze ans de régime tonifiant pour la France » et Bainville parlera d'un « trop bref âge d'or. » Madelin, lui, avait dit : « C'est un soldat jailli des entrailles de la France [non, absolument pas !] qui va rétablir l'ordre et la confiance. »

L'ordre, selon Voltaire, et la confiance selon les spéculateurs !

La « Banque de France », maintenant. M. Perregaux va attendre poliment quelques semaines, puis il va venir trouver Bonaparte en lui demandant carrément de signer le papier qu'il a préparé. Il faut connaître ce texte fondamental de la « Banque de France ». Voici ce que Bonaparte va autoriser :

« Libre par sa création qui n'appartient qu'à des particuliers, la Banque ne négocie avec le gouvernement que lorsqu'elle y rencontre ses convenances et le complément de ses sûretés. »

Et la « Banque de France » va obtenir de Bonaparte cette prérogative incroyable et jusqu'alors réservée aux gouvernements, de lancer une monnaie, de lancer des billets et des billets dont les contrefacteurs pourront être punis des travaux forcés !

Ces avantages inimaginables d'une banque qui fait des papiers reconnus par l'Etat et imposés par l'Etat à des cours forcés, c'est ce que ce groupe composé uniquement de particuliers va obtenir.

Mollien, qui sera plus tard le Trésorier de France et dont il faut lire les « Mémoires » (les amis de Bonaparte n'en parlent jamais) qui ont paru sous la Restauration, dit : Il y a quelque chose d'extraordinaire quand même dans le fait que, quand l'Etat lance une monnaie, une mon-

naïe métallique, cela lui coûte au moins le prix de l'argent et de l'or, tandis que la Banque de France obtient ce privilège inouï de lancer une monnaie qui ne lui coûte rien sinon le prix du papier !

Voilà ce qu'a été la création de la « Banque de France » et tout à l'heure, je regarderai avec vous quel a été le succès de l'opération. Mais maintenant, il faut voir ce qui va se passer quand la France est la proie de ce jeune Bonaparte dont je viens de vous expliquer la personnalité réelle.

D'abord, il s'agit de liquider ce qui reste des républicains — il y en a encore. Il y a quelques Jacobins, il y a quelques amis de Babeuf — qui en 1795 avait essayé de faire une révolution presque socialiste — il y a encore des robespierristes. Et Bonaparte est très agacé par la présence de ces gens-là à Paris.

Vous vous rappelez peut-être l'attentat de la rue Saint-Nicolas, le jour de Noël 1800, donc l'année suivante. On sait aujourd'hui que c'était une affaire de Cadoudal, c'est-à-dire que c'étaient les royalistes qui essayaient de se débarrasser de Bonaparte.

Pourquoi ? Parce qu'au début de l'opération, après Brumaire, un certain nombre de royalistes innocents et vraiment très naïfs, se figuraient que ce jeune général Bonaparte était un Monk — vous savez, ce Monk qui avait rétabli la monarchie après Cromwell. Il n'avait évidemment pas l'idée de travailler au bénéfice de quelqu'un d'autre que lui-même. Et quand les royalistes s'étaient aperçus qu'il travaillait pour son compte et non pour le rétablissement de la monarchie, ils avaient décidé de tenter de l'abattre ; c'est là où Cadoudal, dont il faut saluer le courage et le désintéressement, essaie de le tuer.

Ce sont les royalistes qui ont fait l'opération de la rue Saint-Nicolas et il a échappé, presque par miracle.

Il va donner ordre à Fouché, son chef de police, de faire croire à l'opinion publique que ce sont les républicains, que ce sont les robespierristes qui ont fait cette opération. Il sait que ce sont les royalistes mais cela ne l'intéresse pas pour le moment de frapper les royalistes, il va au contraire essayer de les séduire. Ce n'est pas le moment de les frapper. On va arrêter à ce moment-là tous les républicains — il y en avait quelques-uns de courageux à Paris — et on va les déporter aux îles Seychelles où ils vont mourir presque tous.

Quant aux royalistes, son idée de derrière la tête est de se les rallier. Il va leur donner un avertissement très sérieux en 1804 lorsqu'il

fera arrêter et exécuter le duc d'Enghien, personnage de sang royal. C'était évidemment un coup très dur pour les royalistes. Moi, je suis intraitable, disait Bonaparte, je suis le maître de la France. Mais comme il était intelligent, il avait compensé tout de suite le meurtre du duc d'Enghien par la création d'une cour et par la proclamation de l'Empire. Une cour avec des préséances, avec des dotations, avec des prébendes, c'est bien intéressant... Si bien que l'aristocratie française, qui avait commencé par être indignée du fait qu'on avait osé toucher à un membre des Bourbons, un duc d'Enghien, cette même aristocratie française va se précipiter aux Tuileries pour avoir des places dans la nouvelle aristocratie.

Et puis, comme le voilà qui se déclare Empereur, il faut faire comme si c'était des rois ; les rois étaient connus non pas par leur nom de famille — Bourbon ne s'appelait pas Capet, il s'appelait Louis — alors le Carlo Buonaparte est obligé de dire qu'il s'appelle Napoléon et ce n'est pas facile de dire cela aux Français, parce qu'ils ne s'en doutaient pas, c'est un nom absolument inconnu. Les gens vont être très stupéfaits en France et se dire : comment vous dites ? comment il s'appelle, le patron ? Il faudra s'y faire : c'est Napoléon.

Il signera maintenant « Nap », parce que c'est trop long de signer « Napoléon ».

Le voilà qui est à la cour et qui est l'Empereur !

Ce qui l'a porté au pouvoir, c'est l'Argent. Et ce n'est pas moi qui le dis, c'est Roederer.

On veut lui être bien reconnaissant de ce qu'il a fait avec le Code civil ; à l'origine du Code civil, il y a une légende que vous connaissez tous et dans laquelle j'ai marché très longtemps, à savoir que, quelles qu'aient été les duretés de l'Empereur, il a du moins fait le Code civil.

La rédaction du Code civil avait commencé dès la fin de l'année 1789. Il fallait substituer à ces législations, à ces procédures multiples à travers une France qui n'est pas centralisée. Il fallait essayer de faire un Code civil qui soit valable pour toute la France.

Cela avait traîné ; sous la Convention, on y avait travaillé, sous le Directoire, il y avait une commission de juristes qui ne faisaient pas grand-chose.

Bonaparte au pouvoir va exiger que ce soit fait. Personnellement, il ne s'occupera que de deux points du Code civil (il demande

simplement de travailler très vite) :

1°) Sur la question de la propriété — c'était évidemment capital ! Robespierre avait eu cette idée sauvage et épouvantable de prévoir des limites au droit de propriété. Bonaparte décide et impose qu'on en revienne purement et simplement à la formule romaine — vous vous rappelez : *uti et abuti* — le propriétaire a droit d'user et d'abuser de sa propriété — c'est très important — il n'y a pas de limites au droit de propriété.

2°) D'autre part, il va s'intéresser à la question du divorce et à la question de l'adoption, parce qu'il va se dire : c'est bien embêtant, moi qui m'appelle maintenant Napoléon et qui suis Empereur, de ne pas avoir d'enfants. Joséphine n'a pas pu m'en donner ; donc il faut peut-être que je songe à une adoption.

Il s'occupe donc de la propriété, de l'adoption et du divorce parce qu'il songe déjà à divorcer et à épouser quelque chose d'un peu mieux. Il va cravacher sa nouvelle commission en lui disant : Terminez votre étude, votre Code civil.

Et il faut savoir que la grande bourgeoisie française sera extrêmement reconnaissante à Bonaparte d'avoir inclus dans le Code civil deux articles dont on parle peu et qui étaient capitaux pour ceux qui avaient porté Bonaparte au pouvoir :

C'est l'article 415 d'abord : « Toute coalition d'ouvriers dans le dessein d'encherir leur travail [se faire mieux payer] sera passible d'un mois de prison au minimum et/ou d'un emprisonnement de deux à cinq ans au maximum pour les instigateurs. »

L'article 1781 : « Dans toute contestation au sujet des salaires, c'est l'employeur qui sera cru sur sa parole, laquelle fera foi sur la quotité des gages. »

Ça n'a l'air de rien, mais je vous assure que c'était important. Il y avait eu en mai 1791 la loi Le Chapelier qui punissait déjà d'emprisonnement quiconque essayait de se syndiquer, comme on dirait aujourd'hui. Mais cette fois Bonaparte intervenait, multipliait les peines, allait jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour les instigateurs, de quoi décourager les mauvais esprits de la classe ouvrière.

Il y avait d'autre part la presse. Au départ, il y avait quatre ou cinq journaux en 1789 ; puis on s'était aperçu qu'on pouvait gagner de l'argent avec la presse, si bien qu'il y avait 73 journaux au début de novembre 1799.

Brusquement, après le 18 Brumaire, 60 journaux sont supprimés sur les 73. Mais ça ne suffira pas : il va réduire leur nombre à 8 en 1803 et encore dans ces huit il y a le « Moniteur » et le « Moniteur », c'est le journal officiel. Quant aux autres journaux, ils sont également officiels : aucun article ne passe qui n'ait été censuré.

Et Bonaparte ajoute qu'il ne faut pas seulement veiller à la production des journaux : tout ce qui est imprimé est dangereux. Ecoutez-le, c'est une phrase de lui, déclaration du 26 mars 1806 : « Une chose imprimée, par le seul fait qu'elle est imprimée, constitue un appel à l'opinion, alors qu'elle ne doit dépendre que de l'autorité pour la servir. » C'est-à-dire que tout ce qui est imprimé, tout livre, un pamphlet, même un roman, même *De l'Allemagne* de Mme de Staël, même *Les Martyrs* de Chateaubriand doivent passer à la censure !

Les prisons d'Etat s'accroissent et, d'autre part, c'est Bonaparte qui va être l'instigateur de quelque chose qui, je crois, aujourd'hui encore, sert à quelques pays d'autorité, c'est-à-dire qu'on met dans les cliniques psychiatriques — cela s'appelait à ce moment-là des hôpitaux d'aliénés — ceux qui ne plaisent pas à l'autorité. C'est Bonaparte le premier qui va décider qu'il y a un certain nombre de gens dont on ne peut pas dire qu'ils sont dangereux politiquement, parce qu'il vaut mieux ne pas le dire, mais dont on déclarera qu'ils sont fous et qu'on mettra dans des asiles d'aliénés.

Il n'y a plus d'élections, bien entendu, puisque le pouvoir désigne lui-même, non seulement — ce qui est bien compréhensible — les préfets et les sous-préfets, mais même les maires, jusque dans les petits villages.

On va faire honneur aussi à Bonaparte de la centralisation, c'est-à-dire que la France va être maintenant très exactement contrôlée par ses préfets.

La centralisation est une chose sans doute excessive, mais je dois vous dire qu'elle était tout de même, dans une certaine mesure, nécessaire.

C'est Robespierre qui avait eu le premier l'idée de centralisation, grâce à ce qu'il appelait les agents nationaux. Les agents nationaux étaient, dans chaque département — et il y avait 90 départements en 1793 — des gens qui représentaient, peut-être abusivement, le pouvoir central.

Bonaparte ne fait que reprendre l'idée de Robespierre, mais, si

je puis dire, à son compte. Lorsque Robespierre avait inventé les agents nationaux, c'était au service de la liberté, au service de la République. Lorsque Bonaparte reprend le projet et désigne ces représentants sous un nom ancien, sous un nom romain, ce ne sont pas des préfets au service de la nation, ce sont des préfets au service de lui.

C'est également Bonaparte qui va inventer l'Université, il ne faut pas l'oublier, en 1808. Mais dans la création de l'Université, il y a les textes les plus clairs, disant que le but de l'université est de préparer des générations soumises à l'autorité de l'Empereur. Le professeur est un fonctionnaire à qui on confie l'enfant et qui doit préparer cet enfant à devenir un obéissant serviteur.

A l'égard de l'Eglise — je me souviens que Adrien Dansette qui a fait une *Histoire religieuse de la France contemporaine*, est très reconnaissant à Bonaparte ; il dit ceci : après les misères révolutionnaires, après tout ce qu'on avait fait à l'Eglise, les catholiques doivent une grande reconnaissance à Bonaparte pour avoir rétabli la paix religieuse.

Vous savez très bien que je suis catholique, mais je n'ai aucune reconnaissance à Bonaparte, étant donné que je sais très bien ce qu'il a voulu faire avec son Concordat.

L'idée du Concordat est la reprise de cette Constitution civile du clergé dont je vous ai parlé hier et dont je vous ai dit : la Constitution civile du clergé, c'était une manoeuvre de l'Etat pour transformer les prêtres en fonctionnaires et pour exiger que ces fonctionnaires aient pour premier devoir d'apprendre aux pauvres la résignation.

C'est ainsi que Bonaparte va opérer. Il va faire un Concordat qui impose au Souverain pontife — vous savez, le Pape se méfie un petit peu de ce qu'avait exigé Bonaparte, mais Bonaparte avait un moyen de pression et de chantage capital : il était déjà l'occupant de la moitié des Etats pontificaux et il avait dit au Pape : si vous n'êtes pas d'accord avec mon Concordat, soyez bien tranquille, je vous prends le reste ! Le pauvre Pape sera obligé de marcher. On aura des fonctionnaires qui s'appelleront les curés ; on aura des préfets violets qui s'appelleront des évêques et on verra Fouché, Ministre de la Police, envoyer une circulaire aux évêques. « Il y a un rapport, Messieurs, entre mes fonctions de police et les vôtres. Notre but commun est la sécurité du pays au sein de l'ordre et des vertus » (Les vertus de Fouché...).

Il est entendu que les évêques sont maintenant des policiers,

qui sont d'accord avec M. Fouché.

Quant aux curés, ils sont une gendarmerie supplémentaire. Ils sont là pour surveiller les petites gens. Et puis, bien que le Pape ait été ensuite dépossédé et même, vous le savez, emprisonné par Napoléon, ce dernier aura obtenu deux choses du Pape : il a sifflé et le Pape est venu pour le sacrer personnellement à Paris : Charlemagne s'était déplacé, mais moi je ne me déplace pas. Alors le malheureux Pape arrive, les épaules rondes, et procède au sacre.

Ensuite, le Pape, deux ans plus tard, va accepter le « catéchisme impérial ». Car on l'a un peu caché, mais les documents sont là : il y a une bénédiction pontificale sur le « catéchisme impérial ». Et que dit le « catéchisme impérial » ? Que quiconque essaie de se soustraire aux impôts ou à la conscription mérite l'enfer !

Parce que le Pape a dit : l'Empereur Napoléon représente le pouvoir. Et comme saint Paul a dit : tout pouvoir vient de Dieu.

Vous voyez à quel point l'Eglise française était domestiquée d'une manière abominable et honteuse par Napoléon.

Il n'y a qu'un qui n'a pas marché, un seul, c'est Monseigneur de Miollis — dont Victor Hugo fera dans « Les Misérables » — Monseigneur Myriel, personnage admirable, évêque de Digne, et qui, malgré les pressions et menaces, avait refusé de parler jamais en faveur de l'Empereur. Peut-être était-il royaliste, cela ne m'étonnerait pas. Mais enfin, c'était quelqu'un qui avait tenu bon et qui avait dit : Non, je ne veux pas que l'Eglise dans mon coin soit au service du despote.

Mais dans l'ensemble, hélas ! je dois vous le dire, l'attitude du clergé français a été misérable et ils ont tous été se prosterner devant l'Empereur.

Années bénies vraiment, je dois vous le dire, pour les gens de biens, que ce Consulat et que cet Empire ! Quand on pense aux horribles années où la canaille remuait derrière Robespierre, où les pauvres réclamaient, où des gens de rien avaient le droit de vote, on était maintenant tranquille, avec le Code civil et avec les guerres. Je vais venir à ce sujet maintenant.

Pourquoi ? Parce que ces guerres, grâce à la conscription, faisaient annuellement des ponctions considérables sur la jeunesse française, sur les pauvres naturellement — les riches n'allaient pas à la guerre, parce qu'il y avait le rachat : quand un homme de 20 ou de 21 ans pouvait être mobilisé, si la famille payait la somme suffisante, le

fil n'allait pas se faire tuer. Il n'y avait donc que ceux qui n'avaient pas d'argent qui allaient se faire tuer.

Vous comprenez quelle ponction importante chaque année était opérée par Napoléon sur la jeunesse rurale et sur la jeunesse industrielle. Et c'était un grand apaisement de penser que ces jeunes gens qui auraient pu avoir de mauvaises idées, étaient immédiatement casernés et réduits à l'obéissance passive sous peine de mort.

Les guerres napoléoniennes avaient cet avantage — et vous allez en voir d'autres — de rassurer la classe bourgeoise en disant : c'est tout de même chaque année des tas de gens qui, en France, pourraient être dangereux et qui, par bonheur, sont répandus par l'Empereur à travers l'Europe.

Tout à l'heure je vous ai dit que tout sortira finalement du Traité de Campo Formio qui exigeait de l'Autriche des choses que l'Autriche n'accepterait certainement pas, et que dès le Traité de Campo Formio on pouvait se douter de ce qui allait arriver.

Bonaparte arrive à persuader l'Angleterre de faire une paix, puisque pour l'instant il est le plus fort. La paix de Lunéville comporte l'indépendance de trois républiques qui sont créées aux portes de la France : la République Cisalpine donc italienne, la République Helvétique et la République Batave. Bonaparte a promis l'indépendance de ces républiques qu'il a du reste contribué à établir.

Que va-t-il faire à l'égard de la Cisalpine ? Au lieu d'en faire un Etat indépendant, il va s'y faire proclamer roi ; au printemps de 1805, étant Empereur, il va devenir Empereur et Roi de la fameuse République Cisalpine, dont il avait dit en 1801 : elle restera ce qu'elle est, c'est-à-dire une République.

Pour la République Helvétique, il va faire la médiation que vous connaissez (j'habite la Suisse depuis longtemps, je sais ce qui s'est passé) : une pression extrêmement vive. Si vous n'obéissez pas, il n'y aura plus de Suisse du tout, avait dit très gentiment, Bonaparte. Et il commence par prendre un morceau de la Suisse : il lui enlève le Valais (vous vous rappelez peut-être que Chateaubriand qui était mal avec l'Empereur, avait été nommé Ministre de France au Valais et qu'il n'avait pas accepté ; il avait dit : envoyer un homme comme moi à pareil endroit ! — c'était quand même un trou, aujourd'hui c'est un peu mieux — au Vicomte de Chateaubriand cela paraissait impossible et il était bien renseigné. Son ami Fontanes lui avait dit : cher ami, cela ne

durera pas très longtemps, parce que cette République du Valais, je suis sûr que Bonaparte va l'avaloir un jour ou l'autre — et Chateaubriand avait refusé. Et effectivement, le Valais, qui faisait partie de la Confédération, est arraché par Bonaparte à la Suisse, laquelle est obligée de fournir 16 000 hommes par an (c'est un ou deux régiments). Seize mille Suisses doivent venir tous les ans se battre du côté des Français. C'est pour ça qu'il y aura un assez grand nombre de Suisses qui vont mourir dans la campagne de Russie.

Quant à la République Batave, dont en 1801 il promettait l'indépendance, vous savez que c'est bientôt son frère Louis qui en sera nommé le roi.

Et il va continuer sa politique de racket.

Il y a le Portugal qui l'intéresse bien, parce qu'il y a des rapports intéressants entre le Portugal et l'Amérique du Sud. Le 6 juin 1801, pour éviter l'invasion, le Portugal va lui payer 20 millions.

Faites attention à ceci : quand une paix est signée, on respecte ce qui a été promis dans la paix, on ne fait pas d'annexions complémentaires. Mais voyez ce qui va se passer après la paix de Lunéville.

Premièrement, Bonaparte va décider d'imposer des garnisons françaises aux principales villes de l'Etat de Naples. Le royaume de Naples était aussi un royaume indépendant. Eh bien, Bonaparte, malgré cette paix de Lunéville, qui aurait pu faire croire que les choses sont terminées, dit au Roi de Naples : J'exige que les soldats français occupent vos villes principales.

Deuxièmement, le Piémont va être transformé, d'abord en une espèce de division militaire, c'est-à-dire que le Piémont reste en apparence indépendant, mais fait tout de même partie de stratégies militaires françaises ; et, enfin, l'année suivante, le Piémont est annexé.

Tout cela après la paix de Lunéville !

Troisièmement, Bonaparte va envoyer — il ne sait pas ce qui l'attend — les Français s'emparer de l'île d'Elbe, ce qui va permettre aux Autrichiens — qui écrivaient à ce moment-là en français, parce que c'était alors la langue diplomatique, — une note que je vais vous lire : « Le repos de l'Europe est troublé quand une puissance s'attribue des droits d'occupation et de protection qui ne sont avoués par aucun traité, quand elle emploie la force et la crainte pour dicter ses lois à ses voisins, et quand elle reparle des droits de la victoire après la paix qui les a éteints. »

C'est d'une authenticité irréfutable. Cette critique autrichienne de la politique de l'Empereur s'applique très exactement à ce que je viens de vous dire sur son comportement après la paix de Lunéville.

Le thème de l'Empereur à Sainte-Hélène sera de dire : mais moi, j'étais un pacifique, j'ai toujours été attaqué, ce sont les Prussiens, c'est la Russie qui se sont lancés sur moi.

Voulez-vous regarder avec moi un instant ce qui se passe en 1808 ? Quand l'Empereur se jette sur l'Espagne, est-ce l'Espagne qui l'a attaqué ? C'est lui qui a inventé d'attaquer l'Espagne.

En 1812 est-ce le tsar qui va se jeter contre lui ? C'est lui qui décide l'opération de Russie.

Donc, c'est un abominable mensonge et qui, malheureusement, court encore aujourd'hui, à savoir que Napoléon n'a fait que se défendre. Pas du tout. Il avait créé une situation telle qu'au début, il va faire face à des coalitions qu'il a lui-même provoquées et, ensuite, il va prendre l'initiative de deux guerres affreuses, celle de l'Espagne et celle de la Russie.

D'autre part, il y a une note très importante de lui datée de 1810 : « La guerre est la source de la richesse nationale. » Je fais la guerre parce que ça rapporte...

Et le 24 mars 1811, devant le Conseil du Commerce : « J'ai fait entrer en France, depuis 1810, plus d'un milliard de contributions étrangères. »

L'idée de Bonaparte était de réduire militairement les Etats voisins : la Prusse par exemple. Et lorsque l'Etat était battu, lorsque les soldats de la nation adverse étaient battus, il imposait un traité dans lequel il y avait toujours le versement d'indemnités énormes. Et c'était en vue de ces indemnités que la guerre avait été conduite !

Je pense qu'un certain nombre d'entre vous se souviennent de ce qu'on voyait sur les cartes d'Europe entre 1940 et 1943. Vous vous rappelez peut-être qu'il y avait une tache noire qui s'appelait l'Allemagne et que cette tache, en 1940, s'était étendue vers le Danemark, vers la Norvège, vers la France, puis vers la Yougoslavie, puis sur la Russie. Cette énorme tache du centre de l'Europe. Voulez-vous réfléchir un peu à ce qu'était l'état de notre Europe en 1810-1811 ?

Il y avait une tache qui s'appelait la France, et cette tache qui s'appelait la France débordait partout. Et en 1810 vous aviez Hambourg et vous aviez Naples qui étaient en France. Hambourg était une préfec-

ture française, Naples était une préfecture française. J'ai donc le droit de dire que ce que nous avons connu sous l'hitlérisme, n'est que la répétition de ce que M. Napoléon Bonaparte avait fait. L'Allemagne, le Reich hitlérien, fut une nation de proies. La France en proie de Napoléon, fut une nation de proies et se jeta sur le reste de l'Europe. Et je suis navré de voir un homme aussi intelligent que Valéry prendre au sérieux ce que Bonaparte a osé raconter à Sainte-Hélène : J'ai eu une arrière-pensée : j'ai voulu faire une fédération européenne, je voulais faire une Europe. Oui, je me souviens, j'étais à Bordeaux, c'était sous l'occupation et j'ai vu des affiches à Bordeaux en 1942, quand Hitler avait attaqué la Russie et ces affiches étaient : Faisons l'Europe !

Qu'eût été une Europe sous Hitler ? Une colonie allemande. Qu'eût été une Europe sous Napoléon ? Une colonie française. Vous appelez ça faire l'Europe ?

Je n'accepte pas qu'on nous dise aujourd'hui : attention, Bonaparte avait des idées derrière la tête, l'idée généreuse de faire une fédération européenne.

Pas du tout. Il voulait coloniser à son profit, et même pas au profit de son pays, il voulait coloniser les nations voisines.

Ajoutons des chiffres encore. Bonaparte va créer en 1805 ce qu'il appelle le « Trésor des Braves ». C'est un trésor qui est en-dehors du budget, il n'est pas comptabilisé. Lui seul connaît le chiffre et gère le budget des braves. C'est un budget d'où il peut prélever ce qu'il veut et va prélever sur les indemnités que la guerre lui a rapportées.

C'est effectivement de ce « Trésor des Braves » qu'il va se servir pour les pensions à ses principaux collaborateurs et je ne sais pas si vous connaissez le chiffre de ces pensions.

Bonaparte et un homme qui juge les autres à soi-même, c'est-à-dire qu'il se persuade que si l'homme est acheté, il sera fidèle. Il va faire donner à Berthier 1.300.000 francs, somme pour l'époque prodigieuse, à Davout 900.000 francs, à Ney 700.000 francs, à Soult 500.000 francs ; il couvre d'or ses principaux maréchaux.

Puis voilà qu'en 1810 il va faire changer son « Trésor des Braves » en « Domaine extraordinaire ». Pour ça, c'est le Sénat qu'il consulte. C'est lui qui décidait, le Sénat ratifiait : la gestion n'appartient qu'à l'Empereur sans être liée par aucune disposition du Code.

Lorsque Mollien, Trésorier, va raconter ces choses des finances françaises, il va dire : en principe, le « Domaine extraordinaire », le

« Trésor des Braves » et les indemnités qu'on faisait payer aux vaincus auraient dû servir à alléger le budget de la guerre. Or, c'est Mollien qui nous montre le budget de la guerre qui, chaque année, va s'accroître : 344 millions en 1807, 400 millions en 1808, 700 millions en 1811, 816 millions en 1813.

Et comment faisait-on pour accroître ce budget ? Par des impôts, mais certainement pas par des impôts fonciers, parce qu'il fallait respecter les nantis, les propriétaires. Alors, c'était toujours par l'augmentation des taxes à la consommation, qu'on appelle les contributions indirectes. Et d'année en année, on voyait accroître ces indirectes à tel point qu'elles seront, à l'Empire, majorées du double.

Au départ, entre 1805 et 1813, les taxes à la consommation sont doublées.

En 1811, il avoue, parce qu'il est très fier de ce qu'il vient de faire, qu'il a personnellement, dans ses caves, aux Tuileries, 300 millions en or et 400 millions de titres divers. C'est ce qu'il appelait sa cassette privée.

C'est en somme là aussi, comme il avait dit autrefois pour la Cisalpine, une poire pour la soif... sa mère répétait tout le temps : *pour-
vou que ça dure*.

Il avait donc 300 plus 400 millions de francs pour lui, indépendamment de sa liste civile, car étant le nouveau roi de France, il avait décidé qu'il avait droit à la même liste civile que Louis XVI. Et je vous ai rappelé que la liste civile de Louis XVI était de 25 millions. C'est un assez joli chiffre, non ? ?

Il avait 700 millions personnels ; il avait ces 25 millions annuels ; il avait ce qu'il prenait personnellement sur les traités à autrui. Ce qui nous permettra d'apprécier peut-être cette admirable phrase d'André Maurois : « Jamais homme ne disposa de plus grandes richesses et ne s'en appropria moins. »

Le blocus continental va gêner les choses.

Il a décidé, pour essayer de réduire l'Angleterre, qu'aucune importation anglaise ne pourrait se vendre sur le territoire. Un certain nombre de commerçants français ont trouvé ça sympathique, puisqu'il n'y aurait plus de concurrence des produits anglais. Seulement, il y avait une partie de l'industrie qui dépendait de l'importation britannique ; alors ça commençait à ne plus aller très bien entre ceux qui ont porté Bonaparte au pouvoir et ceux qui maintenant sont victimes de sa

politique économique.

Qu'est-ce qu'il va faire ? Il va organiser ce qu'on pourrait bien appeler une contrebande officielle au blocus. Il est interdit de recevoir des importations anglaises, sauf, si vous pouvez le faire, en versant une somme considérable au prix d'achat. Supposez qu'un commerçant français ait besoin de soie qu'il importe d'habitude d'Angleterre et qu'il paie par exemple 1 000 livres. Pour avoir le droit d'importer pour 1 000 livres de soie, il faut qu'il paie 1 000 livres aussi au trésor français !

Les choses vont commencer à se gâter entre Bonaparte et l'argent, à partir du moment où il a fait le blocus continental

Et, d'autre part, Bonaparte ayant un tel besoin de soldats et une telle consommation d'hommes il ne va pas respecter ce contrat qu'il avait passé avec les classes riches, à savoir que les enfants des riches n'iraient pas se faire abattre. Même quand un jeune homme avait été racheté, Bonaparte exigeait qu'il aille à la caserne. C'était déloyal. C'est ce qui est arrivé à la famille de Lamartine.

J'ai étudié un peu Lamartine : il avait été racheté ; ses parents avaient payé très cher pour qu'il n'aille pas se faire tuer. Puis, les parents apprennent que Napoléon ne tient pas parole et que les recruteurs vont arriver pour dire : mais ce garçon a 1 m. 83 : beau soldat. Ils vont l'envoyer à Florence. Il descendra sur Grenoble, il s'amusera beaucoup avec la petite Antonîona, et c'est comme ça qu'il a évité d'être rafflé par l'Empereur !

Un certain nombre de jeunes Français s'expatriaient comme ils pouvaient — ce n'était pas tellement commode — pour échapper à ces raffles.

Le Corps législatif était une chambre d'enregistrement, pas plus ; c'étaient des gens qui disaient toujours oui à ce que disait l'Empereur. On va voir en 1813, parce que ça tourne mal pour l'Empereur, parce qu'il est battu, ces mêmes gens du Corps législatif, qui avaient été rampants devant lui pendant des années, tout à coup se remettre à parler de liberté. Ils parlent de liberté parce que l'argent est incommodé ; ils parlent de liberté parce qu'ils sentent que l'Empereur est tombé et qu'il leur semble que du côté d'une monarchie restaurée, ils auront moins d'ennuis qu'avec ce tyran, qui d'abord a été si satisfaisant et qui ne l'est plus. Le voilà qui s'écroule.

Je tiens tout de même à vous donner quelques petits détails qui

sont historiques et peu connus — c'est Chateaubriand qui les a révélés le premier au public dans ses « Mémoires » qui ont paru en 1849. Dans beaucoup d'ouvrages que j'ai lus sur Bonaparte, on passe sous silence ces détails qui me semblent extrêmement intéressants sur l'individu. C'est le rapport des commissaires anglais, russes, prussiens et autrichiens qui accompagnaient l'Empereur lorsqu'il fut nommé, Dieu sait pourquoi, roi : au lieu de le mettre en prison, on l'avait nommé roi de l'île d'Elbe. Il allait, après les adieux de Fontainebleau, à Saint-Raphaël et Toulon où il s'embarquerait pour l'île d'Elbe. Ces commissaires raconteront ce que fut le voyage.

D'abord, cet empereur tombé, était fort joyeux. Il était habillé en civil. Voici ce qu'il laissait entendre à ses voisins : tout de même quand il se rappelait ce qu'il était dans l'été 1795 — quand il n'avait plus de solde, qu'il était général en disponibilité — et qu'il voyait ce qu'il était en 1814 — c'est entendu, il avait des ennuis, mais tout de même, il emportait 4 ou 5 millions — Je n'ai pas tellement mal réussi, disait-il. Et il s'est tapé le ventre devant l'Autrichien en disant : après tout, ma vie a été une réussite, même si je ne suis plus empereur. Voilà que ça va très bien : il chante, il est gai comme tout jusqu'à Orgon en Provence. La Provence est à ce moment-là, Dieu sait pourquoi, extrêmement royaliste. Et voilà que les gens, à Orgon, ont perdu un mannequin représentant l'empereur et quand lui-même arrive à Orgon et qu'il se penche à la portière de sa belle voiture et qu'il s'aperçoit, sous des traits ridicules, pendu à un réverbère, il est très ennuyé. A ce moment, la foule le reconnaît et un paysan qui s'appelait Durel ouvre la porte de la berline où était Napoléon, le prend au gilet et lui dit : tu vas crier « Vive le Roi » Napoléon épouvanté crie : vive le Roi — et à ce moment-là, il est absolument éperdu, disait le commissaire. Il se dit que les prochaines villes vont être encore plus méchantes, car ces bandes-ci vont le suivre et après les insultes, on le tuera.

Que fait-il ? Il se déguise en postillon et c'est lui qui va enfourcher un des quatre chevaux qui tiraient sa berline. Vous le voyez avec sa cocarde royale — il a mis la cocarde blanche — il saute sur son cheval (il n'a jamais été bon cavalier, mais je vous dirai — ce qui est très désagréable à dire — il avait des difficultés particulières parce qu'il avait eu un divertissement mal choisi à Fontainebleau le jour des adieux, qui lui avait laissé un accident vénérien ; alors il était là, secoué sur son cheval et ça n'allait pas du tout). Mais enfin, quand il arrive dans un

autre endroit, il descend dans une auberge et il pleure. Les commissaires disent : on n'avait jamais vu cet homme dans un état aussi épouvantable ; il pleurait et il disait : mais je ne peux pas continuer comme ça ; vous êtes chargés de ma surveillance et de ma protection : il faut me donner vos habits.

Voilà que le Russe lui passe son dolman, l'Autrichien lui passe sa casquette. Il demande à Bertrand qui l'accompagnait de lui passer ses bottes. Il se cache dans un habit d'arlequin et dit : vous allez vous mettre bien à côté de moi et chanter à tue-tête, parce qu'on ne pourra pas soupçonner dans le village, qu'une berline d'où sortent ces chansons, est la berline qui contient l'empereur.

Et c'est dans ces dispositions invraisemblables qu'il arrive au château de Bouilloudou, où l'attendait sa chère petite sœur, avec laquelle il avait des rapports très intimes, qui s'appelait Pauline. Elle lui dit quand elle le voit sortir dans cet état : tu n'as pas honte !

Mais, pas du tout, il n'a pas honte, parce que cela lui avait sauvé la vie. Ce qui va permettre à M. Bainville d'écrire : « Il tenait peu à l'existence, il préférerait sa gloire à la vie et il a su donner un tour épique au roman de sa destinée. »

Je me suis un peu emballé, mais je crois que c'est intéressant de voir comment il se comportait devant la mort. Le voilà qu'il va faire une récidive maintenant. Il est à Elbe et son ami Drouot, qui est un honnête homme, lui dit : Je sais très bien, Sire, que vous allez retenter de faire une opération sur la France. Il est tout à fait évident qu'une coalition se reformera. Nous avons eu la chance que le Traité de Paris, le traité de 1814, n'était pas tellement sévère et finalement, après tout ce qu'on a fait à l'Europe, l'Europe a accepté que la France de 1814 soit territorialement supérieure à la France de 1789. Donc, je vous en supplie, Sire, disait Drouot, ne recommencez pas !

Or, Bonaparte va recommencer. Il dit : j'ai des chances. Il y a des gens qui sont furieux contre Louis XVIII. Je vais reparaitre et vous allez voir.

C'était insensé, parce qu'il est bien évident que l'Europe ne lui permettrait pas de recommencer son opération.

Alors il va faire ce fameux retour de l'île d'Elbe. Ça durera cent jours, ça durera une guerre de quatre jours, qui se terminera par Waterloo. Et cette fois, la France paiera très cher : la Savoie lui sera enlevée. Il y avait encore autre chose que la France possédait en 1814

et qu'on lui enlève en 1815 : la Sarre que nous, Français, ne pourrions plus jamais reconquérir, et qui nous avait été laissée par la paix de 1814. De plus, occupation de la France pendant au moins quatre ans, avec entretien des troupes étrangères : ce qui n'était pas stipulé dans le Traité de 1814 !

Voilà ce que rapportera à mon pays le fait de Waterloo, le fait de la tentative des Cent jours.

Voilà comment je vais terminer maintenant. Je vais vous expliquer d'abord ceci : quand Bonaparte va être envoyé à Sainte-Hélène, il est déçu. Il a écrit une très belle lettre aux Anglais, quand il s'est rendu pour la seconde fois, et il dira à ses amis, Gourgaud et Bertrand : j'étais convaincu que les Anglais allaient me donner un château. Il s'était imaginé, puisqu'on l'avait déjà fait roi (quand même, c'était convenable en 1814 !) qu'après l'incident de Waterloo où certainement un certain nombre de gens étaient morts (mais ça n'a aucune importance), on l'installerait dans quelque endroit où, peut-être, se disait-il, des Anglais de bonne compagnie viendraient le voir.

Non, les Anglais n'en ont pas envie.

Mais sur Sainte-Hélène, il ne faut pas qu'on nous raconte des plaisanteries. Il emplira le monde de ses gémissements, il dira : on m'a mis une couronne d'épines, je suis l'homme le plus malheureux de la terre ! Hudson Lowe est un tyran — ce n'est pas vrai. On sait ce qui s'est passé à Sainte-Hélène : on lui avait donné une bonne propriété, Longwood ; on lui avait laissé trente domestiques (tout de même pas mal !) et Hudson Lowe était venu pour lui demander ce qu'il voulait comme tapis. Il désirait lire : on faisait venir de l'Angleterre et de la France des livres pour l'empereur. Il disait : moi, je ne bois que du Chambertin, on faisait venir des caisses de Chambertin. On lui donnait tous les poulets qu'il demandait, tout le beurre qu'il demandait — c'est un homme qui vivait dans une très grande opulence.

Mais, comme les Anglais avaient décidé de ne l'appeler que « le général Bonaparte » et qu'il voulait qu'on l'appelât « l'empereur », il avait décidé qu'il était le plus malheureux des hommes sur terre.

Je ne veux pas entrer dans les détails de Sainte-Hélène. Il y a eu des choses horribles, que vous pourrez lire dans les « Mémoires » de Bertrand, ce Bertrand qui aime l'empereur, qui n'essaie pas de servir sa mémoire mais qui est une espèce de sténographe passionné qui enregistre jour après jour, minute après minute, ce que dit l'empereur.

C'est là où l'empereur lui en dit de toutes les couleurs, des choses tellement affreuses que je ne peux pas vous les dire.

Le voilà qui meurt. Et là c'est du nouveau ce que je vais vous dire ! Probablement, vous l'ignorez tout à fait, car le livre n'a eu aucun succès. Je l'ai bien étudié, je l'ignorais ; c'est un jeune Suisse qui m'a dit : monsieur Guillemain, vous n'avez pas lu ça : un livre de Restif de la Bretonne, descendant de l'écrivain du dix-huitième siècle, sur le masque mortuaire de l'empereur. Je vais vous apprendre quelque chose qui m'a beaucoup intéressé et qui est irréfutable.

J'avais déjà écrit mon bouquin, mon vilain bouquin contre Napoléon en 69, et j'étais allé une fois de plus à Waterloo pour regarder le musée et tout ça. Et je me rappelle que j'avais éprouvé une espèce de gêne, presque de honte en me disant : comme j'ai mal parlé de cet homme dont je vois sous mes yeux le masque mortuaire. Vous savez qu'il y a une reproduction du masque mortuaire et qu'il est beau, ce masque : il a une espèce de noblesse, de gravité. Je me dis : j'ai parlé très mal ; il m'a semblé que cet homme était haïssable, mais il avait un beau visage. Or il paraît que de la Bretonne a établi que ce que nous connaissons sous le nom de masque mortuaire de Napoléon, est une imposture !

J'avais été effectivement étonné — j'avais bien réfléchi — et connaissant des quantités de dessins de Bonaparte qui avaient été faits à Sainte-Hélène, que l'homme qui était devenu énorme, obèse, à Sainte-Hélène et dont le visage était monumental, ait pu en quelques mois — j'avais pensé que c'était l'agonie — devenir ce masque très sec que vous connaissez, avec des pommettes très saillantes et des joues creuses.

Ce n'était pas du tout les images, les dessins que nous connaissons. Il y a un dessin d'Isabey de 1812 où Napoléon apparaît déjà extrêmement rond.

La Bretonne a trouvé la véritable photographie, il a trouvé le vrai masque mortuaire qui est actuellement à Londres dans un des musées de l'armée anglaise et il nous en apporte la photographie ! Et là je comprends, quand je vois la photographie du vrai masque mortuaire, très laid évidemment : c'est un homme qui avait souffert, il avait la bouche un peu tordue, avec de grosses joues, c'est exactement lui.

Qui est-ce, ce masque qu'on nous a imposé ? Restif le démontre. Napoléon avait emmené à Sainte-Hélène un Corse qu'il aimait

bien : Cipriani dont il avait fait son maître d'hôtel. Et il avait choisi ce garçon parce qu'il était apparenté à Salicetti, et surtout parce que — il le disait en souriant — c'est drôle comme ce Cipriani me ressemble quand j'étais l'homme du pont d'Arcole. Et c'est vrai, puisque, quand vous regardez ce masque mortuaire, vous êtes tenté de penser : c'est vrai, c'est Napoléon, mais beaucoup plus jeune.

Cipriani était mort dans des conditions dramatiques : il s'est suicidé en 1818 ? Pourquoi ? Parce qu'il était en rivalité avec Gourgaud pour les bonnes grâces de l'empereur. Napoléon, les hommes l'intéressaient, parfois, autant que les femmes ; alors, à Sainte-Hélène, tantôt c'était le tour de Gourgaud, tantôt c'était celui de Cipriani. Cipriani se voit évincé par Gourgaud ; il en est horriblement malheureux et se suicide.

Bertrand, qui est un honnête homme, un type gentil, fait prendre un moulage du masque mortuaire de Cipriani. Il avait un ami suisse qui habitait Lausanne — je ne l'ai pas retrouvé — et pour faire plaisir à ce camarade, qui avait été au service de l'empereur, on prend ce moulage du masque mortuaire de Cipriani et on dit : à l'occasion, on le fera passer à Lausanne pour le remettre à son vieil ami, presque son frère. On avait ce moulage en réserve.

Et quand l'empereur meurt, et qu'on prend un moulage de son visage, Bertrand se dit : ce n'est pas possible ; on ne peut pas montrer au monde entier ce qu'était devenu l'empereur, tellement laid.

Et il va en parler à Laetizia, la mère, qui est toujours là. Il lui fait la proposition : qu'est-ce que vous pensez de ce masque que nous avons apporté, de ce Cipriani ? Et Laetizia était très contente et dit : oui, ça ressemble à mon fils, quand il était plus jeune.

Et on va en faire LE masque mortuaire. On va d'ailleurs l'arranger un petit peu, on va en faire un moulage avec de la cire, on va le rendre encore plus noble ! Et il est intéressant de savoir que ce n'était pas ce visage, devant lequel j'étais ému, qui est le véritable visage de Napoléon.

La légende impériale, elle, a longtemps duré et elle dure, je vous en parlais au début. Vous savez que j'ai été tellement honni, parce que j'avais mal parlé de l'empereur. Cette légende impériale, il faut bien comprendre quel en était l'arrière-plan : comme toujours, politique et social.

Si j'ai insisté tant sur une chose qu'on ne dit jamais — parce

que quand on pense Napoléon, on pense gloire, on pense guerres — si j'ai insisté tellement sur sa politique intérieure, sa politique sociale, c'est à mon sens parce qu'elle explique pour une bonne part l'entretien minutieux de la légende impériale. Ce n'est pas pour rien que Louis-Philippe qui était le roi bourgeois type (sous lequel la bourgeoisie s'était installée au pouvoir avec une toute-puissance) a fait revenir ses cendres.

Le 15 décembre 1840, les Anglais ont rendu le corps de l'empereur. Il y a eu cet enterrement pompeux, pour aboutir à ce tombeau que vous connaissez — parce que c'était un homme rassurant, c'était quelqu'un qui avait sauvé des quantités d'intérêts : « J'ai rétabli la propriété et la religion. »

M. Madelin va dire : « Le destin emmena Bonaparte à son heure pour refaire la France. » Et Jacques Bainville sera encore plus net : « Il fit cesser la lutte des classes. »

Autre chose encore, une phrase de Mallien, Trésorier de France, phrase traduite par lui et entendue de ses oreilles : « J'ai renversé le gouvernement populaire, j'ai assis la bourgeoisie au pouvoir. » Si la France a été exploitée par Napoléon, si quantité de Français sont morts, il y a au moins un organisme en France qui lui devait une grande reconnaissance : c'est la Banque de France. Figurez-vous que la Banque de France, en 1805, s'était jetée dans d'épouvantables spéculations et que le bruit courait que ses actions allaient tomber. A ce moment, elle appelle l'empereur au secours. L'empereur ne peut rien refuser à la Banque de France puisqu'il lui doit en somme son pouvoir. Il va écrire à Barbé-Marbois, qui a précédé Mollien au Trésor, cette phrase extraordinaire : « Le trésor public doit aider la Banque de France », soutenez-la à fond, « j'arrêterai s'il le faut la solde de mes troupes. »

Vous entendez : j'arrêterai s'il le faut la solde de mes troupes, plutôt que de laisser la Banque de France en difficultés. Pourquoi ? Parce que les soldats, s'ils ne sont pas contents, il y a la discipline qui va jouer, et qu'on fusille pour l'exemple quelques-uns ; donc ils ne bougeront pas. Tandis que si je me brouille avec l'argent, c'est impossible, disait Bonaparte.

Alors on va arriver aux chiffres que voici — et ce sont des chiffres officiels. Alors, soyez tranquilles, ils sont menus : la Banque de France va avouer les bénéfices que voici (vous pouvez encore les multiplier par je ne sais combien pour avoir les bénéfices réels) :

1801 (première année) : 1 700 000 francs de bénéfice à se partager entre quelques administrateurs ;

1803 : 3 400 000

1805 : 5 400 000 — l'année où elle faillit tomber, par suite de spéculations malheureuses.

1808 : 8 500 000

1813 : l'année où son pays est écrasé par les Allemands, les Russes : tout le monde sur le sol français ! — bénéfice de la Banque de France : 7 500 000.

Mais voici le plus beau : pour douze mois de l'année 1813, bénéfice de la Banque de France : 7 500 000.

Pour les trois seuls premiers mois de l'année 1814 (puisque l'empereur tombe en avril), bénéfice avoué de la Banque de France : 5 600 000 francs.

Je pense, en effet, que ceux-là pouvaient avoir une vive reconnaissance à l'Empereur.

Et si, après l'affreuse Commune, dont je vous parlerai mardi, qui avait renversé la colonne Vendôme, symbole menaçant, puisqu'elle était faite, semble-t-il, avec les cadeaux pris à l'ennemi, qui était l'image de cette France conquérante, de cette France ravageuse — si la Commune avait renversé la colonne Vendôme, la curieuse République de 1871 tient à remettre la colonne Vendôme sur son socle. C'est Lis-sagaray, le premier historien de la Commune, qui dit que la bourgeoisie tenait essentiellement à ce que se dressât au centre de Paris, ce puissant bâton de commandement !

La Deuxième République française (1848-1851)

(Conférence donnée à Bruxelles
au Cercle d'Education Populaire le 28 octobre 1974)

La monarchie avait donc été rétablie en France en 1814, puis confirmée en 1815, après l'épisode déplorable des Cent-Jours qui avait coûté très cher à mon pays et à l'Europe. Ce n'était pas le rétablissement de la monarchie, comme en 1788. Le pouvoir absolu avait disparu. Le roi avait accepté une Constitution : il avait fait semblant de l'octroyer. Vous savez bien qu'il ne l'appelait pas Constitution, mais Charte, c'est-à-dire que le pouvoir royal n'était plus un pouvoir absolu : il y avait un certain contrôle. Contrôle de qui ? Il faut tout de même savoir qui avait profité de cette énorme aventure révolutionnaire. Uniquement ce qu'on pourrait appeler : les grands nantis. Il ne faut pas oublier que Benjamin Constant passe pour le champion du parlementarisme et de la liberté, mais il faut savoir quelle était la classe qu'il représentait (Madame de Staël également est quelqu'un qui passe pour être libérale !) J'insiste beaucoup sur le fait que ce contrôle qui est réclamé à l'égard de la monarchie, autrefois absolue, était celui de cette richesse mobilière, que j'ai définie dans ma première conférence.

Je vous avais expliqué qu'au XVIII^e siècle, il y avait cette classe nouvelle des industriels, des commerçants, des assureurs, des banquiers, qui avait pris conscience d'elle-même. Et c'est cette classe qui exigeait que les affaires nationales fussent contrôlées par des représentants. Ce sont ces hommes-là, ce petit nombre de Français, qui va vouloir contrôler. Alors, il faut savoir le nombre des électeurs : c'est intéressant. Combien y a-t-il d'électeurs pendant la Restauration ? Il y en a tout juste 90 000, et la France a 30 millions d'habitants à ce moment-là !

Je m'étais trompé l'autre jour sur la date de la phrase prononcée par ce Monsieur de Beauséjour, sous la Restauration : j'avais dit en 23 ou 24. C'était exactement le 25 juillet 1822 que ce Monsieur Beauséjour, à la Chambre des Représentants, sous Louis XVIII, avait

osé prononcer cette phrase si extraordinaire pour l'époque et sur les lèvres d'un homme comme lui : « La France est composée de 500 000 mangeurs et de 30 millions de mangés. »

Il y avait à partir de Charles X surtout (le roi qui avait succédé à Louis XVIII en 1824) une certaine irritation de nouveau du côté de cette richesse mobilière. Pourquoi ? Parce que Louis XVIII avait donné une très grande importance à l'aristocratie. Vous vous rappelez la définition que j'avais risquée, avec un accent un peu polémique, c'est vrai, dans ma première conférence : la Révolution de 89 à 92 avait été une bagarre de nantis et une rixe de possédants sur le dos de la cariatide. Cette bagarre entre la richesse mobilière et la richesse immobilière, c'est-à-dire entre la roture dorée et l'aristocratie, sous Charles X, qui était plus réactionnaire que Louis XVIII : l'aristocratie avait été dotée de nouveaux pouvoirs, ce qui irritait profondément cette bourgeoisie. Alors, on avait fini par faire une révolution encore. Et avec les mêmes dispositions que celle de 89. Vous vous rappelez que j'avais raconté que le 12 juillet 89, le roi qui, jusqu'alors, avait accepté que les Etats Généraux se transformassent en Assemblée Nationale, c'est-à-dire en Constituante, le roi avait décidé de ne plus céder, avait tenté de ne plus céder, avait renvoyé Necker. La grande bourgeoisie parisienne avait à ce moment-là déchaîné le bélier populaire. Je vous avais expliqué, en changeant d'image, que ces travailleurs français étaient pour ainsi dire le tremplin de la roture dorée. Ce tremplin avait été transformé en bélier pour renverser l'absolutisme, quand il semblait résister. En 48 heures, l'absolutisme avait été renversé grâce à la descente dans la rue et aux 97 tués de la prise de la Bastille, et le roi avait cédé à partir du 14 juillet au soir.

De même, à la fin de juillet 1830, les bourgeois, les nouveaux riches si vous voulez, une certaine bourgeoisie un peu moins importante que les banquiers, vont essayer de contraindre le roi à admettre de nouveaux électeurs. Et pour obtenir cela du roi, on va déchaîner la plèbe. Ce seront les « Trois Glorieuses », comme on dit. Un certain nombre de personnes se feront tuer. Aucun des grands bourgeois, naturellement ! Ce seront toujours les malheureux plébéiens qui vont se risquer. Et à la suite des « Trois Glorieuses », on aura tout simplement un changement de règne. La France restera toujours en monarchie : ce sera une monarchie usurpatrice, comme vont dire les bourbonniens, les légitimistes. Puis c'est la branche Orléans qui vient au pouvoir avec Louis-Philippe.

Mais je puis vous dire, me semble-t-il, ce n'est pas exagéré, qu'enfin en 1830 cette fameuse richesse mobilière, qui cherche à saisir les leviers de l'Etat, réussit ce qu'elle cherchait depuis 1791. En 1791, on a fait cette Constitution qui donnait pratiquement les pouvoirs très étendus à la bourgeoisie. Était arrivé le 10 août 1792 qui avait tout renversé avec Robespierre, avec le suffrage universel. On avait réparé les dégâts avec Thermidor. On avait encore mieux réparé les dégâts avec Brumaire. Mais maintenant, il semblait qu'on allait, sous ce qu'on appelle en France la monarchie de juillet, c'est-à-dire de 1830 à 1848, entrer dans une espèce d'Eden bourgeois. C'était le paradis de la classe possédante avec fusion (c'est important socialement) des deux éléments des classes possédantes : l'élément aristocratique et l'élément bancaire ou industriel. A savoir que les aristocrates, quelquefois désargentés, épousaient en plus grand nombre des filles roturières, mais extrêmement riches. Alors, la rivalité, qui s'était exercée pendant un certain nombre d'années entre aristocrates et grande bourgeoisie non aristocrate, disparaissait à l'occasion des mariages.

Tocqueville a écrit, — c'est un homme extrêmement lucide et d'une grande intelligence mais que je tiens pour un cynique —, Tocqueville, dans ses « Mémoires », écrit à propos du règne de la bourgeoisie sous Louis-Philippe : « La bourgeoisie s'empare de tout. Tous les pouvoirs politiques, le gouvernement tout entier, tout lui appartient. Elle vit désormais presque autant du Trésor public que de sa propre industrie. L'Etat sous Louis-Philippe prend l'allure d'une compagnie financière où toutes les opérations se font en vue de bénéfices que les sociétaires en peuvent retirer. »

Une phrase aussi violente semblerait être écrite par je ne sais quel Louis Blanc, par un esprit subversif. Non, c'est Tocqueville, je répète, Tocqueville, cynique, qui, au fond, profite, quoiqu'il soit Monsieur de Tocqueville et non pas un bourgeois, profite de cet état. Ce qui m'a intéressé beaucoup dans la phrase, c'est : « cette bourgeoisie vit presque autant du Trésor que de sa propre industrie ». Cela, il faut l'expliquer.

Ces grands bourgeois ont un dogme que vous connaissez déjà : c'est le dogme du libéralisme économique, la liberté économique. Je vous ai rappelé que le Girondin Roland, à la tribune de la Législative s'était abrité derrière ce libéralisme économique pour dire : que doit faire l'Etat en matière économique ? L'Etat doit déclarer qu'il n'inter-

viendra jamais.

Et je vous rappelle aussi que Lamartine avait essayé de définir le libéralisme économique un peu brutalement, d'une manière qui est inhabituelle chez lui et qu'on ne lui connaît pas assez : « Le libéralisme économique, c'est la faculté pour le commerçant de s'enrichir sans limites et la faculté pour le pauvre de mourir de faim. »

Attention ! Le grand dogme qui a été enseigné depuis 1872, c'est-à-dire au moment de la fondation des Sciences-Po à Paris, c'est-à-dire l'Ecole Libre des Sciences Politiques, pendant des générations, c'est le libéralisme économique. Il se définissait pratiquement ainsi : l'Etat ne doit pas intervenir dans l'ordre économique, par exemple, dans les rapports entre employeurs et employés, et jamais surtout dans les marges bénéficiaires.

Donc, il y a le commerce, l'industrie qui vit, l'entreprise privée, comme on dit. L'Etat ne doit pas y mettre son nez. Mais le même Etat, qui était répudié par les tenants du libéralisme économique dans toute la mesure où l'Etat aurait pu contrôler, ce même Etat était perpétuellement requis et asservi par ces mêmes banquiers ou industriels qui lui demandaient des avantages. D'abord, la grande bourgeoisie se faisait accorder des concessions : des concessions de terrains, des concessions de mines. C'est elle qui va obtenir des contrats magnifiques pour l'exploitation des chemins de fer avec garantie de dividendes, quelle que soit l'exploitation des chemins de fer, étant donné que l'Etat a fait les premières dépenses. Quand il y aura à obtenir des indemnités, à obtenir des facilités pour l'exportation, c'est toujours à l'Etat qu'on s'adressera.

Vous voyez que les gens qui parlent de libéralisme économique entendent bien que l'Etat doit être par eux écarté, ignoré, dans toute la mesure où c'est acte contrôlé, mais que le même Etat doit être à leur service pour leur procurer des avantages.

Je vous ai apporté une citation de 1830 qui est, je crois, très intéressante, qui est rarement reproduite et qui se rattache directement à ce que je viens de vous dire. Il y a un instant je vous expliquais que les petites gens avaient été mobilisés comme en juillet 89 pour aller se faire tuer, et que, naturellement, ils s'étaient imaginés, comme la plèbe qui allait se battre le 14 juillet, qu'ils allaient se battre pour elle-même, pour ses avantages. Alors, au lendemain de la Révolution, le 25 août 1830, un ordre du jour est signé de La Fayette (car le tout vieux La

Fayette est encore là). La Fayette avait inventé la milice bourgeoise devenue Garde Nationale le 15 juillet 1789 ; il est encore chef de la Garde Nationale. Vous vous rappelez ce qu'il avait fait le 17 juillet 1791, lorsqu'à la tête de la Garde Nationale, il fit tirer sur les petites gens, sur les citoyens passifs qui s'étaient mêlés de s'occuper de ce qui ne les regardait pas. Voici ce qu'il va déclarer dans un ordre du jour du 25 août 1830, en réponse à des ouvriers qui s'étaient battus (quelques-uns peut-être étaient morts sur les barricades) et qui demandaient à l'Etat-major de la Garde Nationale d'intervenir pour que leur situation fût un peu meilleure, en particulier pour les salaires. Alors, voici les phrases extraordinaires d'honnêteté écrites, rédigées, dictées peut-être par Monsieur de La Fayette !

« Aucune demande à nous adressée pour que nous intervenions entre le maître et le journalier au sujet des salaires ou de la durée du travail ne sera admise. Car elle serait formée en opposition aux lois qui ont consacré le principe de la liberté de l'industrie. »

Autre exemple de l'utilisation du mot de liberté. Les ouvriers lyonnais, très malheureux, se sont soulevés en 1831. Ils ont été très exigeants. Ils ont essayé d'intimider le patronat et le patronat a fini par passer un accord avec eux. A cause de cette vaste coalition ouvrière, le patronat, désirant tout de même continuer à tenir le travail de ces gens, avait consenti une augmentation de salaire. Vient au pouvoir l'ancien banquier, Casimir Périer. Il est président du Conseil. Casimir Périer estime qu'il est inadmissible que les patrons lyonnais aient cédé aux pressions de leurs ouvriers. Et il va annuler, vous m'entendez, il va annuler, l'accord qui a été passé entre les patrons lyonnais et les ouvriers. Il va envoyer du reste des soldats pour rétablir l'ordre par des moyens appropriés. Et il déclare qu'il faut rétablir « entre fabricants et ouvriers cette entière liberté des transactions, condition absolue de la sûreté (sociale) comme de la propriété » ! C'est donc au nom de la liberté qu'on a interdit aux ouvriers de se coaliser — loi Le Chapelier de mai 1791 et Code civil article 415 que j'ai cité l'autre jour —. Vous voyez que c'est au nom de la liberté que cette pression violente va s'exercer, y compris contre les patrons qui ont eu la faiblesse de céder à une pression populaire et de consentir à une augmentation de salaire.

Le 28 juin 45, confirmation de cette grande règle par le Ministre Duchatel à la Chambre. On dirait qu'il avait lu Roland. « L'Etat doit s'interdire scrupuleusement toute intervention dans la délicate

question des salaires ».

Sous Louis-Philippe, c'est le temps de la grande expansion du machinisme. Et il faut bien se rendre compte que si des progrès considérables ont été apportés à l'industrie grâce aux machines, l'expansion des machines ne tient pas du tout au fait que des esprits humanitaires se seraient aperçus que ça rendait service à l'humanité. Simplement une grande partie du patronat, s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup d'argent à gagner avec les machines. Pourquoi ? Très particulièrement, parce qu'on peut faire marcher des machines avec des femmes ou avec des enfants. Et vous n'imaginez pas les bénéfices qui vont être réalisés sous Louis-Philippe et au-delà de Louis-Philippe par l'utilisation des enfants qui n'ont peut-être qu'un levier à manier : mais il faut qu'ils le fassent pendant un certain nombre d'heures.

Entrons dans plus de détails. J'ajoute qu'étant donné que la main-d'oeuvre était moins nombreuse lorsqu'il s'agit de machines, il y aura donc plus de candidats : on pourra faire baisser les salaires, puisqu'il y a une quantité de gens qui demandent à être employés. Les filatures, entre 1830 et 1848, ont vu les salaires passer de 2,75 F/jour en 1830, à 1,80 F/jour en 1848, tandis que le prix de la vie augmentait dans le même temps de 17 %.

Le Baron de Moroges, pourtant un baron, en 1832, estime que 7 500 000 Français sur les 30 millions, n'ont pas 90 F/an pour vivre. Or, je vous rappelle qu'à ce moment-là, un dîner fin — les dîners de Monsieur de Musset par exemple — coûtait 15 F. Et il y avait plus de 7 millions d'hommes ou de femmes qui n'avaient pas 90 F dans l'année pour vivre !

Statistiques officielles de 1842 : il y a 4 millions de « mendiants reconnus », et 4 millions d'« indigents non mendiants ». Et ce sont des statistiques officielles ! Par conséquent, les chiffres sont atténués.

Alors, j'arrive à ce pactole du travail des enfants. Quelqu'un qui ne m'aime pas, mais qui a très bien travaillé, Régine Pernoud, et qui a fait un très beau livre sur l'histoire de la bourgeoisie française, a l'avantage de nous avoir apporté des détails sur la discussion à la Chambre des Pairs et à la Chambre des Députés, en 1840 et 41, sur le travail des enfants. Quelques esprits légers s'étaient permis de protester contre ce travail des enfants. Tout de même c'était affreux de penser qu'à partir de 5 ans, il y avait des enfants dans les établissements indus-

triels. Alors, on avait longuement discuté. Vous lirez avec intérêt, je ne me rappelle plus le nombre de pages, des citations tirées du « Moniteur » et qui sont officielles et qui sont étonnantes. Je voudrais simplement vous apporter quelques petites preuves. Le grand philosophe Victor Cousin, qui était sénateur, avait pris la parole dans cette affaire et dit que interdire aux familles de laisser aller leurs enfants à l'usine dès 7 ou 8 ans, c'était interdire à ces familles un supplément de salaires, qui leur était indispensable.

Quant à un autre, il dit : Si jamais le gouvernement s'avise d'entrer dans les ateliers pour vérifier, nous appellerons cela une « violation de domicile ». C'est « l'Inquisition » !

Le juriste Taillandier prétend que s'occuper de la part de l'Etat du travail des enfants, c'est « outrepasser les limites dans lesquelles les pouvoirs publics doivent être contenus. » Enfin, un de ces messieurs dit : « Nous ne voulons pas que les enfants vivent jusqu'à dix ans sans avoir contracté l'habitude salutaire du travail » !

Alors, vous avez la loi du 22 mars 1841, à savoir que dès huit ans, les enfants pourraient être admis (en fait ils sont admis dès 6 ans) ; ils font quand même, de huit à douze ans, douze heures devant leur machine ; de douze à quatorze ans, ils font treize heures. La loi, naturellement, ne sera pas appliquée, puisque c'était une « inquisition » d'entrer dans les ateliers. Si bien qu'en 1868, c'est-à-dire sous Napoléon III, il y avait encore environ 100 000 enfants de moins de huit ans qui travaillaient dans l'industrie française !

Résultat : une mortalité infantine monumentale ! J'apporte là un document qui vient de Lille. C'est le docteur Gosselet, qui a révélé ce chiffre au frère d'Auguste Blanqui, qui était un homme raisonnable et qui avait été chargé par l'Institut de faire une enquête sur les populations industrielles en France. Son petit travail, tout petit, a paru en janvier 1848, c'est-à-dire un mois avant la Révolution ! Sur 21 000 enfants nés dans les caves (car c'étaient les souterrains qu'habitait le prolétariat) il en meurt 20 700 avant l'âge de 5 ans. Vous avez entendu ? C'est ce que Proudhon appellera « la civilisation d'anthropophages ».

Et Victor Hugo, qui est au courant de ce qui se passe encore sous le second Empire à propos du travail des enfants, va écrire un petit poème qui lui vaudra les ricanements, où il représente le raout mondain qui était organisé par je ne sais quel grand industriel. Et il disait : c'était à la campagne, il faisait splendide, on voyait là les femmes ou

les maîtresses ou les filles des industriels, et je les apercevais grignotant de petits gâteaux. Et je ne savais pas, les femmes, qu'elles « mangeaient les enfants vivants » ! Alors, éclat de rire. Cet insensé de Victor Hugo : manger des enfants ! Et c'était exactement ça.

Fortunes colossales, c'est ce qu'on appelle en France les « grandes familles », qui subsistent toujours aujourd'hui naturellement et que vous trouvez soit dans l'origine des chemins de fer, soit dans les filatures, soit dans l'industrie lourde.

Le monsieur qui règne sur ce bien-être, c'est Guizot. Guizot est au pouvoir depuis 1840 ; nous allons voir sa chute en 1848. Et Guizot était le type même de l'homme immobile, puisqu'il déclarait qu'il avait accepté cette plaisanterie qu'on avait fait sur lui, il est « l'homme borne ». Lamartine avait dit : Vous n'êtes pas un gouvernant : une borne y suffirait. Et Guizot avait répondu : Soit. Je suis la borne qui empêche la subversion.

Et voici une phrase admirable de Guizot : « Tranquille sur les intérêts moraux qui lui sont si chers, le pays fait paisiblement ses affaires quotidiennes ». Les intérêts moraux qui étaient très chers à Monsieur Guizot, c'étaient les intérêts bancaires.

La *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mars 1846, en réponse à une certaine agitation des mauvaises gens dans les faubourgs contre « l'ordre que Dieu même a fondé », déclare que ces agitations viennent du mal qui existe dans la classe ouvrière : « la cause du mal, je cite, n'est ni dans l'organisation sociale, ni dans les taux des salaires ; elle dérive des mauvaises habitudes de la classe ouvrière, de son imprévoyance et de son désordre moral ». L'imprévoyance de gens qui n'ont pas 90 F pour vivre dans l'année !

Encore la *Revue des Deux Mondes* : « Si imparfait qu'on se plaise à supposer l'état de l'industrie, il offre aux ouvriers, partout où la discipline et les bonnes mœurs éloignent d'eux le désordre, les conditions du bonheur ».

Il y avait des malfaisants à ce moment-là. Ces malfaisants, vous les connaissez bien : il y avait Fourier, Saint-Simon, un nommé Toussenel que je n'aime pas trop parce qu'en même temps qu'il était socialiste, il était furieusement antisémite. Toussenel, en 1845, avait écrit : « Il n'y a pas d'autre gouvernement en France que la Banque. Le roi, les Chambres n'existent qu'à condition de satisfaire ses exigences ».

Alors, il y a Lamennais, qui a écrit des livres importants pas seulement quand il avait lancé « l'Avenir », non seulement quand il avait écrit les *Paroles d'un Croyant* ; mais *L'Esclavage Moderne* et le *Livre du Peuple* qui avaient eu un très grand succès. Lamennais tenait à ce qu'on vende très bon marché ses ouvrages. Dans *L'Esclavage Moderne* comme dans le *Livre du Peuple*, il avait écrit des choses véhémentes.

Bien entendu, il y avait eu Louis Blanc avec son *Histoire de Dix Ans*, histoire des dix premières années de la monarchie de juillet.

Et même Chateaubriand, que nous n'attendrions pas là, avait dans un texte paru en 1834 dans la *Revue des Deux Mondes* et que tout le monde va pouvoir relire dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe* en 1849, écrit ceci à propos de l'inégalité sociale : « Et vous vous imaginez qu'une telle distribution de la propriété peut subsister. Et vous pensez qu'elle ne justifie pas les soulèvements populaires ? »

Il y avait une loi Thiers du 10 avril 34 sur ce qu'il appelait « les associations dangereuses ». Pas seulement les coalitions ouvrières, strictement interdites. Mais Thiers avait interdit en outre les associations dangereuses traitant d'économie politique, à moins qu'on ne soit des gens distingués, des gens de bien, des juristes. Mais que des gens de la classe populaire se réunissent pour parler de ce qu'on ne peut même pas appeler « économie politique », mais de leurs problèmes... interdiction ! Passible de deux mois à un an de prison et amende pouvant aller jusqu'à 10 000 F !

Cependant, les grèves, qui sont interdites, vont se multiplier dans la deuxième partie de cette Monarchie de juillet que je survole rapidement pour arriver à 1848 : 44 poursuites pour délit de grève en 1838 ; 64 poursuites en 1839 ; 130 en 1840. Et nous touchons là, puisque je regarde ceux que j'appelais en souriant « les malfaisants », nous touchons là un secret, un mystère qui n'est pas du tout éclairé et qui ne s'éclairera quasi jamais : quelle était la force réelle des sociétés secrètes à Paris ? Quand je parle de sociétés secrètes, je parle de sociétés révolutionnaires. Je parle de gens qui ne se définissaient pas encore ni comme socialistes, ni comme proudhoniens, mais des révolutionnaires, des gens qui voulaient renverser des structures. Nous allons les voir à l'œuvre. En février 1848, ils sont là. Mais que représentent-ils numériquement ? On n'en saura sans doute jamais rien, parce que ces gens sont tellement traqués qu'ils ne tenaient pas de procès-verbaux,

qu'ils n'avaient pas de listes, ils avaient horriblement peur que, si on établissait la liste de ceux qui étaient inscrits dans telle société, cette liste ne tombât entre les mains de la police. Alors tout se passait presque oralement. Pas de texte. Je crois bien que l'historien doit perdre l'espoir de jamais savoir à quoi s'en tenir sur ces sociétés secrètes et sur leur nombre. Je vous dirais, comme ça, à vue de nez, je suppose qu'ils n'étaient qu'un très petit nombre de militants à Paris. Peut-être un ou deux milliers. Je n'oserais pas dire davantage. Nous verrons le petit nombre des voix qu'ils auront aux grandes élections du 23 avril 1848, lorsque tout le monde pourra parler et que les listes d'extrême-gauche auront un nombre de voix vraiment infime. Alors, je pense qu'effectivement ils sont très peu nombreux ; mais comme il s'agit de risque-tout, ils paient de leur personne. Ce sont eux qui vont agir dans les journées que nous allons voir : celles du 22, 23 et surtout dans la nuit du 23 au 24 février.

Ce bel ordre social, dont Monsieur Guizot était si fier, va s'écrouler avec une soudaineté extraordinaire en février 1848. La corruption régnait bien entendu, et tout le monde le savait. Et dans l'année 1848, des imprudents s'étaient dit que peut-être il était bon de donner satisfaction à l'opinion et de montrer que ce pouvoir n'était pas si corrompu qu'on le disait. Si bien qu'un procès va s'ouvrir : énorme scandale ! Teste n'était autre qu'un ancien ministre des Travaux Publics. Et Cubière est un général. Faire passer pour concussion devant un tribunal un ancien ministre des Travaux Publics et un général, c'était assez risqué. Et effectivement, le roi Louis-Philippe en était furieux. Certains avaient dit : ça se limite à ça et vous voyez bien que l'Etat n'hésite pas à intervenir quand il y a un scandale. Mais le roi dit : « Vous avilissez l'autorité ! » Et en effet, beaucoup de gens, moins naïfs que les autres, disaient : On a choisi deux boucs émissaires sans doute parce que Monsieur Teste ou Cubière, avait déplu on ne sait pas pourquoi à la majorité. Ils n'étaient pas bien vus à la Chambre des Pairs.

Toujours est-il qu'au lieu de calmer l'opinion publique, ce procès l'exaspère. D'autres lampistes : par exemple, un nommé Drouillard, pour corruption électorale, parce que toutes les élections étaient achetées, un nommé Bernier pour dessous de table dans les fournitures militaires. Alors, pourquoi est-ce qu'on avait choisi le pauvre Monsieur Bernier qui avait dû faire Dieu sait quelle maladresse ? Enfin, procès des agents comptables en Algérie qui ont détourné les fonds : cela ne

fait pas bon effet. Il y a des gens qui disent : Mon Dieu, il semble qu'il y ait de la corruption dans les hautes sphères. Puis d'autres qui disent : mais, voyons, c'est une plaisanterie : toute la haute sphère est corrompue et on nous jette de la poudre aux yeux avec des détails.

Hugo va raconter quelque chose dans ses *Choses Vues* qui me frappe et que je vais vous dire. Hugo était à ce moment-là pair de France. Et il y avait eu, le 6 juillet 1847 à Vincennes une grande fête donnée par un des fils de Louis-Philippe : le Duc de Montpensier. Pour se rendre à cette fête de Vincennes, beaucoup de Parisiens, ceux qui habitaient les quartiers chics, ce qu'on appelle aujourd'hui le VIII^e ou le XVI^e, étaient donc obligés de traverser le faubourg Saint-Antoine. Hugo, pair de France, s'était fait le plus beau possible. Il était dans un fiacre de location et remarqua que cette espèce de cortège de fiacres ou de voitures particulières traversait le faubourg Saint-Antoine dans un silence extraordinaire. Les gens étaient sur les pas des portes — le faubourg Saint-Antoine, c'était un faubourg ouvrier, un faubourg où on travaillait du bois. Et Hugo lui-même est impressionné par ces visages. Hugo disait : je ne voyais que des visages sinistres qui nous regardaient, nous, les splendides, nous, les riches qui allions à une fête, alors que dans le faubourg Saint-Antoine il y avait tant de misère. Une espèce de frisson était entré en lui. Il dit : une révolution n'est pas loin, quand les pauvres regardent les riches, les nantis, les installés, avec de pareils yeux.

A Buzençais — c'est dans l'Indre —, il y avait un soulèvement de ruraux. Peut-être vous rappelez-vous que, dans mon premier exposé, je vous ai parlé de soulèvements de journaliers qui, le 3 mars 1792, avaient eu lieu à Etampes et où le maire d'Etampes, l'industriel Simoneau, avait été tué. A Buzençais, on ne parle plus comme en 92 ; on ne parle plus de maximum — vous vous souvenez — de ces pauvres types qui disaient : nous voulons que l'Etat, le département ou la ville déclare que le pain ne se vendra pas plus cher que tant. On demandait que l'Etat intervienne pour que les gens ne meurent pas de faim. Naturellement, comme l'Etat, sous Louis-Philippe et sous Guizot ne voulait rien faire, il y avait eu une insurrection. Et on avait tué un certain nombre de gens. Vallès essaiera de raconter l'affaire de Buzençais mais il n'a pas eu beaucoup d'inspiration.

Le 28 août 1847, Monsieur de Molé écrit à Monsieur de Barrante, deux messieurs considérables sous Louis-Philippe : On flatte les

classes pauvres... on parle d'elles comme d'opprimés. On leur suppose des droits ; on leur donne des espérances !... Il faudrait un miracle pour qu'il n'y ait pas de révolution !

1^{er} janvier 48, cette fois dans la fameuse *Revue des Deux Mondes*, Morny, qui était le demi-frère de Louis-Napoléon Bonaparte, et serait un très grand personnage sous le second empire, Morny écrit : « Le communisme mine sourdement les bases de la société. »

A la Chambre des Pairs, Monsieur Montalembert que nous allons retrouver en pleine action le 14 janvier 1848 : « l'ordre social est menacé par de nouvelles invasions de barbares ».

Le drame d'où tout va sortir n'a l'air de rien du tout. Il y avait donc maintenant 180 000 électeurs au lieu des 90 000 de la Restauration — on avait multiplié par deux — pour toute la France qui comptait plus de 30 millions d'habitants ! Il s'agissait d'en mettre 240 000. Ce n'était pas formidable. C'était l'affaire des « capacités ». Les gens qui se déclaraient eux-mêmes « des capacités » ce ne sont pas de très grands bourgeois, ce ne sont pas des super-riches mais ce sont des notaires, des avocats, des médecins qui disent : pourquoi nous exclut-on du corps électoral ? Ils ne se doutaient pas probablement, ces braves gens, ces honnêtes gens, qui réclamaient le droit de vote, de ce qu'allait provoquer leur revendication.

Une campagne de banquets avait été organisée. Banquets qui coûtaient assez cher d'ailleurs, auxquels très peu de membres de la classe ouvrière pouvaient assister. Mais dans toutes les villes où se passaient ces banquets réformistes, la classe ouvrière remuait en disant toujours avec la même naïveté : ces gens au fond travaillent pour nous. Ils demandent quelque chose de légitime mais ils savent bien que sous cette base, il y a encore une sous-base qui est nous autres. Alors il faut les appuyer parce qu'ils nous aident certainement. Il y avait au premier rang un homme comme Ledru-Rollin qui était un avocat retentissant et puis, il y avait à la Chambre le fameux Odilon Barrot. Hugo avec ce sens descriptif qui était le sien montre Odilon Barrot lorsqu'il montait à la tribune. A ce qu'il paraît qu'il s'arrangeait toujours pour prendre une position, que Victor Hugo, appelle athlétique. C'est le poing sur la hanche, cambré, donnant l'impression du redoutable pugiliste, alors qu'en fait c'était l'opposition de Sa Majesté, c'est-à-dire qu'il disait des choses véhémentes, mais qu'il n'était pas question de mettre en cause le régime. C'est l'homme qui respecte avant tout les structures, mais

qui à la manière de Danton, un ton un peu au-dessous, faisait du bruit et était bien décidé à ne rien modifier dans les choses fondamentales. Odilon Barrot représentait le summum de l'opposition non républicaine, puisque, je le répète, il avait un grand respect à l'égard de la personne du roi.

Un des banquets avait eu un retentissement dramatique, c'est celui de Lamartine. Il n'avait pas accepté d'entrer dans la campagne proprement dite des banquets. Nous allons revenir à son comportement particulier tout à l'heure. C'est un homme dont j'essaierai de définir la politique avec précision car elle pourrait offrir matière à confusion. Le 18 juillet 47, il avait accepté en son honneur un grand banquet dans sa ville natale, Mâcon à l'occasion de son *Histoire des Girondins*. Il l'avait fait paraître en livraisons successives. C'était comme une série d'obus tirés sur la forteresse royale. Enfin, c'était une grande agitation. Et ce jour-là, peut-être emporté par la foule qui l'acclamait dehors, il avait annoncé la révolution du mépris : ce qui est au pouvoir où la corruption s'étale au grand jour, s'écroulera de toute façon. Même s'il ne s'écroule pas sous les efforts des indignés, il s'écroulera devant le mépris.

La position de Lamartine, je vais vous l'expliquer maintenant. Il y avait tout de même deux journaux d'opposition. Il y avait le « National » et il y avait « La Réforme ». Au « National », il y avait eu au début un homme très bien et qui s'appelait Armand Carrel, mais qui avait été tué en duel en 35, je crois. Ceux qui avaient succédé à Carrel étaient également des gauchistes — je n'aimerais pas dire le mot « gauchiste » avec l'acceptation qu'il a aujourd'hui, mais si je dis « gauchiste » ce serait simplement dans le sens même où je viens de le décrire pour Odilon Barrot : des gens qui ont un vocabulaire mais qui en fait dans l'application réelle, dans l'application sociale, sont infiniment timides, timorés. Il y a Garnier-Pagès, il y a l'avocat Marie, il y a Cavaignac.

Et puis vous avez le journal « La Réforme ». « La Réforme », c'est Ledru-Rollin, c'est-à-dire un point vers l'avant par rapport au « National ». Ceux-là se disent révolutionnaires. Louis Blanc, socialiste, collabore de temps en temps à « La Réforme ». Peu de tirage.

Je ne connais pas exactement le tirage des journaux. Disons que le « National » est très lu, que « La Réforme » est peu lue et considérée comme un journal tout de même excessif.

Voilà, j'ai situé très rapidement l'opposition. Vous avez Barrot, le groupe du « National », le groupe de « La Réforme ».

Lamartine. Cela peut paraître obscur. Je sais que la bourgeoisie française a haï Lamartine. Lorsqu'en 1858, dix ans après 48, tombé dans une détresse, il avait eu l'imprudence d'accepter que l'on fit pour lui une souscription nationale, cette souscription avait été un vrai désastre, parce que dans presque tous les départements, les gens de bien avaient décidé de ne pas donner un sou à Lamartine, étant donné qu'ils le haïssaient depuis ce qui s'était passé en 1848. Louis Veuillot, par exemple, qui était un ultra-conservateur, s'était déchaîné contre Lamartine ; il insultait cet homme qui maintenant mendiait, après avoir mené la France à l'abîme, disait-il. Donc, ceci pour vous dire que Lamartine portera le poids de ce qu'il a fait en 48 par une certaine haine bourgeoise. Je dois dire que des esprits de gauche et d'extrême-gauche ont été au moins aussi sévères avec Lamartine, disant : il a manqué peut-être de courage ; il nous avait donné de grands espoirs qui n'ont pas été justifiés.

Nadar, qui était un photographe parlera toujours de Lamartine avec une grande violence, en disant : c'est un trompeur, c'est un homme qui a fait croire au peuple qu'il était pour lui et il n'était pas pour lui.

J'ai travaillé beaucoup sur Lamartine puisque j'ai fait une thèse sur lui. Il me semble que je vois à peu près clair. Lorsque Lamartine assiste à Sa révolution de 1830, il avait quarante ans. il était diplomate à ce moment-là. Le diplomate, disait-il, n'est qu'un domestique chamarré. Un diplomate c'est quelqu'un qui doit obéir aux lois que lui dicte le gouvernement. Et Lamartine ne veut plus rester diplomate en 1830 parce qu'il dit : je ne suis pas d'accord avec ce gouvernement, donc je ne peux pas le servir. Je ne marche pas. il prend sa liberté parce qu'il a la certitude — il a probablement le sens des réalités — que l'affaire du XIX^e siècle ne sera pas tellement une affaire politique mais une affaire sociale. Ecoutez ce qu'il va dire dès 1834, lorsqu'il est élu député. La première fois qu'il prend la parole, c'est le 13 mars 1834 : « L'horrible volcan sur lequel notre industrie repose », c'est-à-dire qu'il y a là tellement de gens exploités que cela finira par faire explosion.

3 février 35 : « La question du prolétariat est, si l'on n'y prend garde, celle qui aboutira à une fatale explosion. »

17 avril 38, sur la Bourse, à la Chambre : « Levez, si vous l'osez, un coin du voile qui couvre cette maison de jeu légale qu'on appelle la Bourse. Y a-t-il un nom pour désigner ce qui s'y passe ? » Autrement dit, Lamartine est convaincu que les Français vont à une révolution violente, que ce qui se passe dans la classe ouvrière ne peut pas

durer, par exemple, cette mortalité infantile. Peut-être ne connaissait-il pas tous les chiffres ! Il sait, parce qu'il a vu l'insurrection des canuts de Lyon, que ce sont positivement des affamés. Alors, qu'est-ce qu'il veut faire ? Jusqu'en 1841, il va tenter quelque chose. Et puis en 42, il va renverser le mouvement. Il a été élu en 33. Il prend siège à la Chambre en 34 et il essaie de convaincre quelques-uns des gens de sa classe (car c'est un riche, c'est un homme qui a quatre châteaux). Il va tenter de convaincre sa classe que si ces gens n'agissent ni par esprit charitable, ni par esprit humanitaire, ni encore moins par esprit chrétien, il leur faut, simplement par prudence, tout de suite préparer des lois sociales qui réduisent au moins pour une part l'asphyxie dans laquelle se trouve la classe ouvrière. Une pareille compression aboutira à l'explosion. Et il avait tenté de créer à la Chambre un parti qui s'appellerait le parti social où il avait trouvé quelques collaborateurs (une quinzaine maximum). Il était considéré, surtout par ses amis de droite, comme un esprit fou, comme un ennuyeux.

Alors, en décembre 41, il va faire un test. Il s'agit d'élire le nouveau président de la Chambre. Et vous savez qu'un président de Chambre n'est pas quelqu'un qui est compromis dans le gouvernement, en principe. Le président de la Chambre est quelqu'un qui est au-dessus des partis, qui n'appartient pas au gouvernement. Alors, Lamartine, qui ne veut pas appartenir à un gouvernement de Louis-Philippe, pose sa candidature à la présidence de la Chambre. Il va voir à ce moment-là si ses amis vont s'opposer à lui ou lui faire confiance. Et il obtient un triste insuccès : 64 voix, si je me souviens bien, contre quelque 200 à un candidat plus rassurant.

Alors, il dit : j'ai compris. Puisque ces conservateurs ne veulent pas se sauver eux-mêmes par quelques mesures indispensables, je vais tenter de les sauver malgré eux.

Alors, il va passer non pas seulement à gauche mais à l'extrême gauche. Et Lamartine est un des premiers qui va oser parler de république à partir de 1843, alors que le « National » ne le dit jamais, et que même « La Réforme » n'a pas prononcé ce mot. Lamartine va se lancer du côté de l'idée même, de la construction même, de la république.

Le 12 septembre 42, — j'ai encore deux citations à vous apporter parce que je les trouve bonnes — « Il n'y a de richesse légitime que celle qu'aucune misère imméritée n'accuse. »

Le 25 mars 46, il fait un discours sur le trust minier de la Loire. Et l'argument qu'avaient présenté les industriels pour demander une autorisation de concentration — on ne disait pas encore trust — était le suivant : si nos frais généraux sont diminués, nous pourrions diminuer le prix de vente de l'hectolitre de charbon et nous pourrions même peut-être majorer les salaires.

Alors, Lamartine dit le 26 mars 46 : lorsqu'il s'agit maintenant d'une concentration minière dans la Loire, voulez-vous regarder ce qui s'est passé à Anzin. Du moment que nous avons autorisé la concentration, ces gens qui avaient promis de baisser le prix de vente de l'hectolitre l'ont augmenté de 30 à 40 centimes, et quant aux salaires ils sont passés de 2,75 à 1,30. « Dans la Loire, il suffira d'élever de 10 centimes les prix de vente de l'hectolitre et d'abaisser de 10 centimes la journée de travail pour assurer aux nouveaux propriétaires un accroissement de bénéfices de 1 à 2 millions par an ! »

Voilà des choses qu'il ne fallait pas dire. Lamartine se fait honnir. Que fait-il ? Où va-t-il ? C'est un homme qui prépare la subversion. Et effectivement, avec son « Histoire des Girondins », il fait bien une tentative, je ne dirais pas insurrectionnelle, mais révolutionnaire. Il a une double idée. Habituer les braves gens — ceux qui sont un peu terrifiés par l'idée de la terreur, terrifiés par la guillotine — les habituer à des idées républicaines en disant : on peut parfaitement dissocier idées républicaines et guillotine. Et les habituer aussi à l'idée du suffrage universel, en disant : après tout, le suffrage universel n'est pas une imbécillité. Après tout, même l'homme non instruit, non cultivé mais qui a des réflexes, qui a des réactions, on doit lui demander son avis. Il est légitime de demander un avis à tous ceux qui participent au travail de la France.

Voilà la tentative qu'il va faire avec son « Histoire des Girondins ».

Nous arrivons aux faits mêmes de février 48. Thiers a été écarté du pouvoir depuis l'automne 1840. Guizot s'implantait. Thiers est un homme très ambitieux et il a depuis longtemps envie de succéder à Guizot. Il s'appuie discrètement sur le « National ». Pas trop, parce qu'il ne voudrait pas aller jusqu'aux idées mêmes du « National », mais, enfin, ça lui est utile d'avoir quelques souris. Il flatte Odilon Barrot quoiqu'il pense que c'est un imbécile. Mais il utilise Odilon Barrot en disant : tout de même cet Odilon Barrot a un certain prestige. Lui, Thiers n'avait pas

de prestige personnel, je veux dire que son intelligence était très vive, mais c'était un petit bonhomme qui, à la tribune, n'avait pas l'effet oratoire du gros Odilon dont j'ai essayé de vous présenter l'aspect assez typique tout à l'heure. Alors il était content qu'Odilon Barrot exprimât des idées qui servaient ses propres intérêts.

Il y a quelque chose qu'il a observé, Thiers, et qui l'inquiète. Il voit que la Garde Nationale, dont vous savez qu'elle est ce nouveau rempart utilisé par La Fayette autour de l'Etat, police supplémentaire ou police supplétive, comme vous voulez. Et la Garde Nationale est assez remplie de « capacités ». Dans cette Garde Nationale typiquement bourgeoise, il y a des notaires, il y a des avocats, il y a des médecins. Ce sont des gens qui ne votent pas et qui sont gardes nationaux et qui voudraient bien voter. Alors, ce qui inquiète Thiers, c'est cet état d'esprit de demi-hargne ou de demi-hostilité dans la Garde Nationale. Si jamais la Garde Nationale lâchait le pouvoir, ce serait dangereux. Alors, il veut se faire bien voir par la Garde Nationale en annonçant : si, moi, Thiers, je suis chargé du pouvoir, de grandes réformes seront faites et, en particulier, le droit électoral sera élargi.

Alors, un banquet a été décidé à Paris, banquet du XII^e arrondissement. On est tellement raisonnable qu'on avait décidé que la carte serait à 3 F. On avait décidé qu'on le ferait un dimanche. Un dimanche, pas de travail. En tous les cas, les prolétaires vont venir autour. Ils vont être là. Ils vont s'assembler autour de la salle où se tiendra le banquet. C'est dangereux et le gouvernement interdit ce banquet. Alors, Odilon Barrot va essayer de traiter avec le gouvernement et dit : on va monter la carte à 6 F ; on sera encore plus tranquille : il n'y aura vraiment que des gens de bien qui pourront payer 6 F pour le repas. Et puis, deuxièmement, on le mettra un mardi. Le mardi est un jour de travail. Il y aura beaucoup moins d'ouvriers.

Le gouvernement refuse encore. Alors, ces messieurs, qui avaient préparé le banquet du XII^e, se réunissent le 19 février dans un restaurant de la Madeleine. Et Barrot propose quelque chose qui vraiment définit le personnage. Il dit : on va le faire quand même ce banquet : évidemment, on va voir arriver un commissaire de police. Il va dire que ce banquet a été interdit et « Messieurs, je vous prie de partir ». Alors, on prendra acte de la violence qui nous est faite et on se dissoudra.

Evidemment, c'est à peu près la fameuse phrase de Mirabeau.

Vous vous rappelez : « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ». Dieu sait le bruit qu'on fait encore aujourd'hui autour de la phrase de Mirabeau ! Cela veut dire que si les baïonnettes arrivent, on ne se battra pas. On s'en ira gentiment. C'est ça que dira Odilon Barrot. Si jamais pendant ce magnifique banquet de protestataires, le commissaire de police arrive et nous fait une observation, on dira : pardon, Monsieur, c'est vrai. On s'en va.

Alors, Lamartine à ce moment-là est furieux. Il dit que c'est une plaisanterie et qu'il faut faire ce banquet. On commence à regarder Lamartine de côté et on dit : c'est un homme qui n'est pas sage. Et je dois vous dire que Louis Blanc, qui assistait à leurs réunions, déconseille de faire cette manifestation contre la volonté de l'Etat, du gouvernement.

Le 21, la veille du jour qu'on avait fixé pour le banquet, le « National » dit qu'il faut faire un banquet quand même, en demandant qu'une haie d'honneur soit organisée aux participants du banquet par la Garde Nationale. C'était très audacieux, puisque c'était tenter d'utiliser l'irritation de la Garde Nationale où il y avait tant de « capacités » pour protéger une manifestation que le gouvernement aurait interdite. La Garde Nationale, je ne sais pas ce qu'elle aurait fait. Donc, le gouvernement interdit le banquet.

Mais, enfin, le 22 février, le jour où le banquet devait avoir lieu, qu'est-ce qui va se passer ? Pas de banquet, c'est entendu, mais on a tellement parlé de cette affaire de banquet qu'il y a une grosse agitation dans Paris et qu'on voit des étudiants se mêler à des faubouriens. Ils n'auraient pas pu participer au banquet, mais ça les intéresse. Il y a quelque chose dans l'air. On se réunit sur les grands boulevards, autour de la Madeleine. Une véritable agitation dès la matinée du 22 février où il pleut épouvantablement. Le gouvernement est très content. Il pleut tellement que ça va tout de même calmer les gens. Toute la journée, il va pleuvoir. Dans l'après-midi du 22 février, la situation devient dramatique. Il y a des gens qui commencent à faire de petites barricades. On se saisit des chaises qui sont sur les Champs-Élysées pour les promeneurs. On met le feu à quelques sièges, malgré la pluie. On est obligé de lancer des Dragons. Les Dragons chargent sans beaucoup de conviction. On a battu le rappel de la Garde Nationale, mais beaucoup ne sont pas venus, comme si cette Garde Nationale n'avait plus envie de

défendre ce gouvernement qui ne semble pas lui donner le droit de vote. Cela c'est assez inquiétant, mais par bonheur il y a tellement de pluie. Alors, à la fin de cette journée du 22 février, un certain calme s'établit. 23 février. Dès 7 heures du matin environ, malgré un temps moins misérable que la veille, mais pas encore très brillant, la foule se reconstitue. La Garde Nationale, dont le rappel a été battu à 7 heures (c'est une obligation, c'est un ordre) s'est rassemblée pour ne pas faire son devoir ; elle est passive. Elle ne se constitue pas (c'est Lamartine qui le dira dans son « Histoire de la Révolution ») comme le bouclier volontaire de la révolution mais cesse d'être le bouclier de l'Etat. Et ça c'est extrêmement grave, puisque Louis-Philippe comptait sur cette bourgeoisie qu'il avait entourée de tant d'égards, mais à qui il ne voulait pas toujours donner le droit de vote et qui va le lâcher. Elle est passive : elle assiste à ce qui se passe. Et ce qui se passe c'est une agitation grandissante et des barricades qui se forment à travers tout Paris. Et là, j'en suis convaincu, ce n'est pas ces bourgeois qui vont réagir. Ce n'est peut-être pas spontanément les ouvriers. C'est probablement les gens des sociétés secrètes qui disent qu'il faut profiter de l'occasion : il y a une fièvre, il y a un mouvement dans Paris, on va essayer de faire quelque chose.

Alors, le roi prend peur. Le 23 février. A 14 heures, il demande à Guizot sa démission. Et le roi lui dit : que pensez-vous de Monsieur Molé ? Molé est un très vieux bonhomme. C'était la sagesse même. On va demander à Molé s'il accepte. Molé se rend aux Tuileries. Le roi lui fait la proposition. On a envoyé un carrosse le chercher. Et Molé lui dit : je demande à réfléchir. Il faut que je prenne contact dans la journée pour dire à Sa Majesté si oui ou non, le 23 février, dans l'après-midi, j'accepterai de constituer un ministère.

Odilon Barrot se réjouit beaucoup de la chute de Guizot mais il commence à prendre peur, étant donné qu'il y a des barricades, Paris frémit, on ne sait pas trop où on peut aller. Odilon Barrot voudrait bien que les esprits se calment et fait passer la démission de Guizot pour un triomphe. Il se promène en calèche sur les boulevards, accueilli par des acclamations : c'est tout de même Odilon Barrot, l'homme de l'opposition, réclamant le calme dans le triomphe. C'est un triomphe parce que Guizot n'est plus là mais les gens disent : qui est-ce qu'on va mettre à la place ? Alors, quand on murmure que c'est le nom de Molé, je vous assure que cela n'enthousiasme pas beaucoup la population ! Cependant, la Garde Nationale à ce moment-là a l'air très contente et se dit :

Guizot est tombé. On va nous donner notre droit de vote. Embrassades ; on essaie de montrer que c'est fini, que l'opération est gagnée. Mais les fusillades vont reprendre à la nuit tombante. Molé essaie de voir Thiers en lui disant de se mettre avec lui dans le gouvernement. Et, Thiers, qui a toujours beaucoup d'ambition, dit : non, je ne veux pas être en sous-ordre. S'il y a un gouvernement, c'est moi qui doit être président du Conseil.

Si bien que vers le milieu de la nuit. Mole va retourner auprès du roi en disant : Sire, je ne peux pas y arriver. Je n'ai pas les voix nécessaires. Monsieur Thiers ne veut pas.

Mais entre le moment où Molé vient trouver le Roi, pour lui dire qu'il ne peut pas, vers huit heures du soir, et minuit, il s'est passé des choses très graves. Quoi donc ? La fusillade du Boulevard des Capucines. Il était 21 h. 30. Il y avait donc eu des barricades et un régiment du 14^e de Ligne était sur le boulevard des Capucines pour la protection du Ministère des Affaires Etrangères. Personne du reste ne songeait à l'attaquer ! La foule était véhémement, il y avait une certaine agitation. Et puis, voilà, qu'à l'improviste, une fusillade va se déclencher. Aujourd'hui encore on ne sait pas trop qui a tiré. Les conservateurs disent c'est un révolutionnaire qui s'appelle Lagrange qui a tiré le premier coup de pistolet ; et les révolutionnaires diront non, c'est un sergent qui a craint pour son lieutenant-colonel qui passait à cheval et de qui un émeutier approchait une torche ; et comme ce colonel avait de grandes moustaches, le sergent avait peur que les moustaches ne prennent feu, et aurait tiré sur l'émeutier. Je ne sais pas. Toujours est-il que la fusillade a éclaté. Elle a été affreuse : 52 tués tout de suite et près de 100 blessés. Fusillade absolument inattendue. Tout à coup les soldats se sont mis à tirer sans ordre. Ils ont perdu la tête et ils ont tiré.

Ce qui est très intéressant de voir c'est que les soldats eux-mêmes ont eu peur de ce qu'ils avaient fait. Ils se sont débandés. Un régiment de Dragons est là, a assisté de loin et qui pourrait intervenir ; mais au lieu de s'avancer vers les émeutiers qui sont là et fuient à toute vitesse du côté de la Concorde, se débandant, ils sont épouvantés. Ils se disent : on ne peut pas participer à un massacre. Je pense que ce sont alors les gens des sociétés secrètes, qui ont une idée terrible mais une bonne idée, à savoir que ces cadavres, on va les mettre sur un chariot, puis on va les promener avec des torches, en disant : il n'y a plus de Guizot. Et vous voyez ce que fait le pouvoir : il a tué nos amis. Et que

Guizot soit remplacé par Molé ou par n'importe qui, c'est un gouvernement inadmissible. Alors, c'est à partir de ce moment-là, c'est cette promenade nocturne des cadavres, bien organisée sur les boulevards et ensuite dans les petites rues de Paris, qui va allumer le véritable incendie.

Nous allons arriver maintenant au 23, au 24 au matin. Thiers s'est promené lui aussi dans Paris pour se rendre compte de ce qui se passait après la fusillade, et Thiers est un homme qui n'a pas beaucoup de courage physique. Thiers a toujours eu peur de la foule, comme il l'appellera plus tard, « la vile multitude ». Et il a l'impression que Paris bouillonne. C'est pourquoi il ne veut pas prendre la responsabilité du pouvoir. Il voudrait pousser Barrot en avant en se disant : Barrot peut-être pourrait essayer et je verrai si je pourrai le remplacer s'il réussit. Barrot est trop content que Thiers veuille le mettre en avant et alors il va faire une proclamation. Proclamation Barrot-Thiers, à 8 heures du matin. On affiche sur les murs qu'un ministère Barrot-Thiers est constitué. La Chambre va être dissoute. Un appel sera fait au pays. Liberté, Ordre et Réforme. Rien de précis là-dedans. Simplement faire de nouvelles élections. Avec qui ? Pas d'indication. Un appel est fait au pays. A mon avis, si vous réfléchissez bien, c'est, sous-entendu, avec nous, les gens de bien, les honnêtes gens. Un appel est fait au pays parce qu'il y a un très grand danger à Paris et que nous demandons à tous les possédants, les gens établis, en France : veuillez d'être debout, en alerte, car quelque chose de vraiment redoutable est en train de se préparer.

Barrot s'est trouvé donc investi. Il est en principe président de la Chambre. Et alors il organise une promenade, le 24 au matin alors que ça grouille encore ; il y a encore énormément de barricades. Il les fait ouvrir et elles se reforment derrière lui. Il est dans une calèche découverte et il a trois jeunes gens qui sont agrippés à ses cuisses pour qu'il puisse se tenir debout. Cet équipage paraît ridicule, et comme il prononce des paroles très emphatiques, mais dans cette situation grotesque (il se tient debout, on le tient comme on peut pour l'empêcher de chavirer) il ne fait aucun effet. Il est entouré de quolibets et il entend même pour la première fois des gens qui crient « République, république ! »

Il semble que le 23 on n'ait pas dit « République ». Mais le 24, au matin, on crie « République ». Les émeutiers sont à l'Hôtel de Ville, et Thiers prétendra beaucoup plus tard, mais après la Commune :

le 24 au matin, j'ai fait une proposition au roi. Il n'y a qu'un moyen de maîtriser Paris, c'est de se retirer, c'est que le gouvernement s'en aille à Saint-Cloud ou à Versailles, où vous voudrez, et de concentrer les hommes (60 000 soldats sous Bugeaud). On revient sur Paris dans un ouragan de fer et de feu et on rétablit l'ordre par la force des régiments. C'est ce qu'il va faire effectivement au moment de la Commune, ce que je vous raconterai demain. Mais vraiment l'a-t-il proposé comme il prétendra l'avoir proposé le 24 février au matin ? Je n'en suis plus sûr du tout.

Toujours est-il qu'il disparaît ce jour-là. Le roi n'aurait pas accepté sa proposition.

Comme l'agitation est très grande, Monsieur Thiers dit, avec son chapeau haut de forme qu'il tient toujours à la main : ça monte, ça monte ! Et cette montée l'inquiète beaucoup, si bien qu'on ne le verra plus à partir d'environ midi, le 24 février.

A 11 heures, le roi se figure qu'il a encore de grandes amitiés parmi la bourgeoisie et que la Garde Nationale va tout de même comprendre que maintenant c'est quelque chose de plus grave que les problèmes électoraux qui est en cause. C'est l'ordre même. C'est la structure de la Nation. Il n'avait pas beaucoup de prestige, Louis-Philippe. Alors, il s'habille le mieux possible d'un uniforme militaire et il monte à cheval, ce qu'il n'aimait pas, et il essaie de passer en revue la Garde Nationale qu'on a rassemblée dans la cour des Tuileries. Et voilà que la 4^e Légion des Tuileries se comporte abominablement, crie « Vive la réforme » au lieu de crier « Vive le roi ». Et le roi tout penaud rentre dans ses appartements.

Le fameux général Bugeaud, qui avait décidé que si on lui donnait tout pouvoir militaire, il se faisait fort d'écraser l'insurrection, avait réuni ses officiers et, avec une de ses phrases dont il avait le secret : « Vous n'allez tout de même pas me faire perdre mon pucelage ! ». Cela voulait dire tout simplement : vous n'allez pas me faire battre, moi, qui n'ai jamais été battu. Naturellement, il avait eu des triomphes en Algérie, ce qui n'était pas difficile, quand on avait des canons, contre des gens qui n'avaient que des fusils !

Maintenant, il s'agit d'émeutiers. Il pense aussi qu'il a des canons et que les émeutiers n'en ont pas et il explique à son Etat-major qu'on ne va pas le déshonorer en le faisant battre contre les faubourgs. Il va être déshonoré, parce qu'effectivement l'armée elle-même va se

débander. Il y a des quantités de soldats qui vont mettre la crosse en l'air. On le raconte toujours pour la Commune, mais il ne faut pas oublier que le 24 février 48, des soldats ont refusé de tirer et que beaucoup d'officiers disparaissaient, ne se montraient pas trop afin de ne pas porter la responsabilité de faire tirer sur le peuple.

Bugeaud sent son armée, sent son instrument de répression, lui fondre entre les mains. Un peu après midi le roi va abdiquer et c'est le sauve-qui-peut. Il va abdiquer en faveur, bien sûr, de son petit-fils, le comte de Paris.

Du côté du journal le « National », on ne pavoise pas tellement fort, on ne crie pas tellement « Vive la République ». Le roi a abdiqué en faveur du comte de Paris ; il faut une régence, puisque le gamin est tout petit. La régence, ce sera la duchesse d'Orléans. Au « National », on sera assez content d'avoir une régence parce qu'on a l'impression qu'un gouvernement dirigé par une femme pourrait être très obéissant aux ministres. Ils se voient tout de suite ministres, les gens du « National » ! Ils voient déjà Marie aux Travaux Publics.

C'est Lamartine qui va briser la combinaison. La duchesse d'Orléans va venir à la Chambre des Députés accompagnée de son petit garçon, le futur roi. Et Lamartine, courageusement, est obligé de parler contre ce que va dire, ce qu'a dit une femme qu'il respecte et qui fait appel aux sentiments royalistes des députés. Lamartine prend la parole pour dire : l'heure est passée ; c'est maintenant celle de la République, celle du suffrage universel.

Elle ne le lui pardonnera jamais ! Elle a beaucoup d'amitié pour Victor Hugo, très peu d'amitié pour Lamartine qu'elle considérait comme un intrigant, un arriviste, alors que je n'en crois rien. Toujours est-il que cette malheureuse femme — elle n'avait jamais rien fait de mal — se retire par les jardins, derrière la Chambre des Députés, et que c'est fini pour elle.

La Chambre est envahie à la suite de la déclaration de Lamartine. Pas besoin de vous raconter des détails là-dessus. On a souvent raconté le drapeau tricolore qu'on balance au-dessus de la tête de Lamartine, et Lamartine, en homme qui sait son histoire, dit : « L'effet révolutionnaire ne se produit pas à la Chambre des Députés. Il se produit à l'Hôtel de Ville ». Alors, on dit : allons à l'Hôtel de Ville, marchons sur l'Hôtel de Ville. Et il avouera plus tard qu'il avait peur que ne soit déjà constituée à l'Hôtel de Ville une formation de révolutionnaires.

Quand je vous parlerai demain de la Commune, laissez-moi vous dire d'abord, pour que vous puissiez faire le rapprochement, que le 4 septembre 1870, lorsque ceux qu'on appellera « les Jules » vont constituer le gouvernement de la Troisième République, ils se précipitent à l'Hôtel de Ville pour empêcher de passer le même Blanqui qui, en 1848, faisait peur. Une peur limitée, vous allez voir.

On redoutait déjà à ce moment-là que l'Hôtel de Ville ne fût occupé par une commune insurrectionnelle à la façon de celle du 10 août 92. Par bonheur, rien n'était formé. Cela se battait partout, ça criait partout, ça buvait un si bon coup, les vitres étaient cassées. Lamartine, grâce à ses 1,86 m se fait écouter. Il arrive à fendre la foule. On l'acclame. Il se réfugie avec les quelques personnes qu'il a amenées avec lui au fond d'un couloir, parce que là il est moins vulnérable que s'il était dans une grande salle haute avec de grands escaliers : on peut observer facilement un couloir. Et ce qu'on appelle tout de suite le gouvernement provisoire, qui s'est fait lui-même, qui s'impose par un faible prestige, le gouvernement provisoire donc, se cache au fond de ce petit couloir !

Lamartine en avait parlé avec Ledru-Rollin tout en marchant vers l'Hôtel de Ville, et il lui avait dit : il faudra peut-être qu'on mette à la tête de ce gouvernement provisoire quelqu'un qui ait du prestige. Il avait pensé à Dupont de l'Eure qui était un pauvre type, à moitié gâteux, mais qui avait vécu sous le Directoire et qui avait été membre des Cinq-Cents. Les Cinq-Cents, c'étaient les députés qui avaient été chassés par Brumaire. Tout de même un vestige des Cinq-Cents, ça donnait l'impression de la liberté. Alors, on avait dit que ce serait Dupont de l'Eure qui serait président et Lamartine avait demandé les Affaires Etrangères. Je passe sur les détails des 24, 25. Qu'est-ce qui se passe ?

Grande agitation. Lamartine demande même à Victor Hugo de venir à son secours, en disant : nous sommes sur un radeau de naufragés. Ce qu'on appelle le gouvernement provisoire, ce n'est presque rien, il peut être renversé par une nouvelle insurrection populaire.

Il a combattu, pas tellement, l'idée du drapeau rouge mais il a dit dans ses « Mémoires » : « Je ne voyais pas qu'il fût impossible de changer l'oriflamme de la France. » Le drapeau tricolore avait été compromis par Napoléon qui avait fait de ce drapeau tricolore le symbole de l'impérialisme français, des conquêtes françaises. Pourquoi ne pas accepter le drapeau rouge ? Mais en même temps, disait-il, je savais

que cette loque rouge ferait un effet d'épouvante sur la bourgeoisie. Je voulais rallier la bourgeoisie aux idées républicaines. Alors j'avais proposé cette demi-mesure : gardons le drapeau tricolore et on mettra une espèce de cravate, une toute petite cravate rouge, au sommet du drapeau tricolore. On oubliera rapidement la cravate !

Deuxièmement, Lamartine a accepté la présidence de Louis Blanc. Louis Blanc s'était imposé. Arago va dans les journées de juin, manifester une horreur du peuple affreuse, Arago, qui s'est imposé lui aussi, voit entrer Louis Blanc, quand il est venu frapper à la porte du réduit où s'est caché le gouvernement provisoire, il est escorté d'ouvriers. Et quand Louis Blanc a dit : allons Messieurs, discutons, Arago lui a répondu : on discutera quand vous serez sorti, Monsieur. Et Louis Blanc ne veut pas sortir du tout, puisqu'il a des amis ouvriers qui sont derrière lui. Et c'est Lamartine qui a dit : si, si, il vaut mieux l'avoir avec nous que contre nous. Voilà Louis Blanc admis.

On va créer tout de suite deux choses. On va créer premièrement, dans la Garde Nationale, une autre garde qu'on appellera Garde Mobile (les plus jeunes membres de la Garde Nationale). Et cette fois la Garde Nationale est ouverte à tous. Il ne s'agit pas de payer l'uniforme, et en particulier dans la pensée de Lamartine : j'aimerais bien que ce soient des ouvriers, de petites gens, de pauvres gens qui s'inscrivent dans les gardes mobiles. Lamartine voudrait 24 bataillons de garde mobile qui seraient comme les défenseurs de sa République, la République telle qu'il la conçoit. Des compagnies de sécurité républicaine, mais elles ont été compromises en France. Dans la pensée de Lamartine, c'était vraiment une espèce de garde républicaine vraiment pour la république.

Et puis, on va lancer l'idée des Ateliers Nationaux, mais à la suite de quoi ? Louis Blanc, tout ce qu'il a obtenu de Lamartine — parce qu'il n'est soutenu qu'un peu par Lamartine, et encore... — c'est qu'on créât au Luxembourg, qui était l'ancien palais des Pairs, une espèce de commission permanente pour l'étude des problèmes sociaux. Le gouvernement provisoire a bien l'intention de ne pas donner un pouvoir réel à Louis Blanc, mais cette commission permanente va demander au moins un acte. Et le gouvernement va faire cet acte. Quoi donc ?

Le 2 mars 1848, le gouvernement français décide de diminuer la durée de la journée de travail à Paris. Elle passera de 12 heures à 11 heures en province, de 11 heures à 10 heures à Paris. Cela nous paraît à

nous misérable : c'était un attentat ! C'était le gouvernement qui, pour la première fois intervenait dans un problème économique ! C'est le gouvernement qui décidait : patrons, vous n'aurez pas le droit de faire travailler vos ouvriers plus de 11 heures, plus de 10 heures.

Alors, le résultat, c'est une telle indignation du côté de la classe patronale qu'un lock-out général est prononcé. Une chose que trop d'historiens ne disent pas sur 48 : ces ouvriers sont descendus dans la rue. Ils ont obtenu que leur Louis Blanc obtienne à son tour du gouvernement provisoire une disposition inadmissible du point de vue de la liberté économique : eh bien, c'est entendu, nous, on peut attendre : manque à gagner pendant un certain temps, mais vous n'aurez plus de travail. Les ateliers, les usines ferment. Le gouvernement provisoire ne peut pas laisser 110 000 ouvriers parisiens sans travail. Alors, on a décidé d'ouvrir des Ateliers Nationaux. L'idée paraît très intéressante : l'Etat ouvrira des ateliers et emploiera ces ouvriers que le patronat ne veut pas.

Enfin, Lamartine a fait décider l'abolition de la peine de mort en matière politique. Peut-être vous rappelez-vous qu'il y a un quart d'heure je vous parlais des Girondins : une des arrière-pensées de Lamartine était de dissocier dans l'esprit des gens l'idée de « république » de l'idée de « terreur ». Je m'incline, je salue, mais je remarque que c'était tout de même beaucoup rassurer l'opposition conservatrice. C'est l'Etat qui se déclarait désarmé. L'Etat qui disait : si mes adversaires m'attaquent, qu'ils soient tranquilles, ils ne risqueront jamais la guillotine ; ce qu'ils pourront peut-être risquer, c'est un emprisonnement ».

Je vous répète que je trouve le geste de Lamartine noble, mais je remarque en même temps que c'était une facilité donnée à ceux qui, dès maintenant, décidaient naturellement la mort de ce gouvernement provisoire.

Qu'est-ce qu'il veut, Lamartine ? Quelle est sa véritable idée ? J'emploierai un vocabulaire très contemporain. Objectivement, Lamartine est un réaliste qui distingue entre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Etant donné la faiblesse de l'idée républicaine, étant donné la quasi-inanité du socialisme à cette époque, Lamartine se dit : il est positivement impossible de faire appliquer les idées socialistes dans la France de 1848 ; mais ce qu'on peut faire, c'est le suffrage universel. Il sait très bien que le suffrage universel va être en immense majorité

rural ; il ne s'attendait pas tout de même à ce qui va se passer ; mais il se disait : ce suffrage universel rural sera conservateur ; soit, mais nous aurons la République, et la République, c'est l'espérance ; c'est l'espérance, parce que ce suffrage universel qui sera sans doute aveugle à ses débuts, nous travaillerons à lui ouvrir les yeux.

Et ce n'est pas pour rien que Lamartine saluait la mémoire de Robespierre qui disait, je vous le rappelle : il faut faire comprendre au peuple les raisons de sa misère et lui ouvrir les yeux. Et Lamartine pensait : avec le suffrage universel, toutes les possibilités sont ouvertes. Sans doute les gens voteront-ils d'abord sous la poussée de ceux qui les exploitent mais s'ils continuent à avoir le droit de vote, nous les éclairerons et ils s'imposeront parce qu'ils ont le nombre. Et le « grand nombre » finira par avoir raison du « petit nombre » exploiteur.

Voilà à mon sens la double idée de Lamartine. Un réaliste, un positif qui veut « tenir le pas gagné », comme dira Rimbaud (pour autre chose) et le pas gagné, c'est la République et le suffrage universel.

Alors ? Vous vous imaginez bien les haines que cet homme a accumulées contre lui. Les notables ont d'abord été terrifiés puis ils ont été rassurés tout de même, du fait que ces ouvriers étaient incroyablement gentils. La populace parisienne tenait pratiquement la rue. Ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient, il y a eu un ordre incroyable. Ces pauvres types mettaient « Mort aux voleurs » sur les murs. Il avait été décidé dans les petites réunions qu'on tenait dans les quartiers, qu'on arrêterait, qu'on abattrait s'il le fallait tout individu saisi en flagrant délit de vol. Ces braves types qui étaient descendus dans les rues avaient mis eux-mêmes des piquets de surveillance devant les hôtels particuliers et devant les banques, afin qu'aucun pillage ne se produise. Si bien que cette première épouvante qui avait été celle de Monsieur de Tocqueville commençait à s'apaiser. Tocqueville, le cynique, dira dans ses « Mémoires » : lorsque nous, châtelains de province, apprîmes que Paris était tombée aux mains du gouvernement provisoire où se trouvait Louis Blanc, que les esprits intelligents appelaient Louis le Rouge, avec un ouvrier — en effet, il y avait un ouvrier, Albert, qui était ajusteur, je crois, — un ouvrier qui était au gouvernement, vous vous imaginez l'épouvante... Au gouvernement il n'y a que des ventres, des gens considérables. Tout d'un coup, un ouvrier au gouvernement. Alors, quand nous apprîmes qu'un gouvernement provisoire avec un ouvrier s'était constitué à Paris, nous fûmes saisis de la même épouvante qui

avait été celle des petites cités de l'Antiquité lorsqu'elles tombaient au pouvoir des Barbares.

Ce mot de « barbares », vous l'avez déjà entendu. C'est le mot de Montalembert qui annonçait les « barbares » ; les barbares, ce sont les affamés, ce sont les socialistes.

Alors, qu'est-ce qu'il faut faire contre les « barbares » ? On commence par la fuite des capitaux, c'est normal. La Banque de France organise la fuite des capitaux. L'encaisse métallique de la Banque de France en quatorze jours passe de 140 millions à 70 millions, c'est-à-dire la moitié ; le 5 % dégringole, il était à 116 le 23 février, il sera à 75 le 8 mars. Et, ça c'est le « National » qui a fait le coup. On a placé aux Finances un banquier, qui était juif, qui s'appelait Goudchaux. Epouvanté de ce qui se passait mais pensant surtout aux intérêts de sa banque, il a décidé le 4 mars, que « le paiement des rentes échéant le 22 mars s'effectuera à partir du 6 mars ». Comme pour montrer qu'on n'a pas de problème financier et que même il va payer d'avance l'échéance qui tombait le 22 mars. Qu'est-ce qu'il voulait faire ? Dès cette décision prise, il a démissionné. Grâce à ce décret, la Banque obtiendra des encaissements, et c'est tout ce qui lui importe. Après moi le déluge ! Garnier-Pagès va le remplacer, et la situation est telle avec la fuite des capitaux qu'on va être obligé de majorer les impôts. Un gouvernement qui inaugure son pouvoir par une majoration des impôts (45 centimes par franc) n'est pas un gouvernement qui va se rendre très populaire. Et je dois vous dire, parce que c'est une triste vérité, qu'à part cette intervention du 2 mars sous la pression de Louis Blanc pour faire réduire la journée de travail, aucune mesure sociale ou économique ne sera prise par le gouvernement.

Je dirai qu'il ne pouvait pas le faire, étant donné qu'il n'était qu'un gouvernement provisoire et qu'il fallait naturellement attendre la sanction du suffrage universel. Le gouvernement avait décidé : des élections auront lieu au suffrage universel ; à ce moment-là, nous cesserons d'être gouvernement provisoire, nous nous retirerons et vous déciderez qui doit gouverner la France. C'est l'argumentation de Lamartine. Je ne sais pas ce qu'elle vaut. Toujours est-il qu'aucune décision n'est prise parce qu'il faut attendre le verdict du suffrage universel.

Deux seules manifestations ouvrières pendant la période entre le 24 février et les élections fixées au 23 avril. Je dois vous dire que ces élections avaient d'abord été fixées au début d'avril, et puis, sous la

pression d'un homme comme Blanc, qui était intelligent et qui disait : si les élections se font avec une telle vitesse, les républicains ne pourront aller en expliquer la portée aux gens, dont beaucoup en province sont effrayés par les idées républicaines. Vous devriez nous laisser un peu de temps.

Blanqui aurait même désiré que les élections eussent lieu après quatre ou cinq mois. Il était difficile d'admettre qu'un gouvernement provisoire, qui s'était nommé lui-même, s'incrût pendant cinq ou six mois sans avoir la sanction populaire. Alors, on accepte de repousser jusqu'au 23 avril les élections qui avaient d'abord été fixées au 9 avril. Décision prise lors de la manifestation populaire dont je vais vous reparler.

Mais il y en avait eu une auparavant, le 15 mars, qui était une manifestation ovationnelle. On l'a présentée comme un mouvement populaire contre le gouvernement. Pas du tout. Car la veille, le 14 mars, s'était passé quelque chose qui allait servir le gouvernement, en ce sens que les premières manifestations violentes qui ont eu lieu dans la France entre février et juin 48 venaient des conservateurs. Quoi donc ? On avait décidé qu'il n'y aurait plus dans la Garde Nationale de compagnies d'élite. Les compagnies d'élite, c'étaient les brillants, l'aristocratie, qui se réunissaient. Et puis on avait dit qu'avec la République, il n'y avait plus besoin de compagnies d'élite qui étaient surtout des compagnies de représentation. Or, comme le gouvernement avait décidé que ces compagnies d'élite ne se réuniraient plus, elles s'étaient réunies. Elles étaient environ 10 000 tout de même, et elles avaient insulté et attaqué le général Courtais qui venait d'être nommé général en chef de la Garde Nationale. Ce Courtais avait été vilipendé : on lui avait arraché son uniforme, on lui avait craché à la figure. C'étaient ces gendarmes d'élite qui s'étaient jetés sur ce malheureux personnage. Cela avait fait pas mal de bruit dans Paris. On avait dit : tiens, mais c'est une reprise de ces gens dont nous devrions nous débarrasser. Bien que la manifestation ouvrière du lendemain était un appui considérable apporté au gouvernement par la classe ouvrière. Le journal « Le Peuple Constituant » avait lancé une phrase dont je me demande si elle est vraie : Lamennais dit, j'ai entendu dire un vieil ouvrier, nous avons trois mois de misère au service de la République. Ce qui signifiait : nous patienterons trois mois, mais si au bout de ces trois mois, vous n'avez rien fait, nous prendrons les choses en mains.

C'est une affirmation qui n'était pas tombée dans une oreille de sourd. Beaucoup s'étaient dit : nous sommes tout de même tranquilles pour trois mois. Puis, en trois mois, on pourra voir les choses.

Quant à la journée du 16 avril, elle est un peu mystérieuse. Sous le Second Empire, Lamartine, qui dirigeait son « cours familial de littérature » parlera de ce 16 avril en disant : « la journée encore mystérieuse du 16 avril ». Cela doit être vers 1860 qu'il a dit ça. Je devine, mais je ne peux pas affirmer ce qui s'est passé. Je pense que des impatients, des légitimement impatients, auraient voulu qu'une manifestation pressante fût faite contre le gouvernement, non pas pour le renverser mais pour lui dire : tout de même, nous voilà en avril et vous n'avez encore rien fait.

Lamartine avait peur de cette manifestation. Il avait vu Blanqui. Et la droite le lui reprochera : comment, vous avez des contacts avec Blanqui ! Lamartine dit : j'ai conspiré avec Blanqui comme le paratonnerre conspire avec la foudre. C'est-à-dire : j'ai admis une conversation avec Blanqui pour lui demander de me faire confiance. Et vous allez voir qu'il va tenter d'agir.

Ledru-Rollin, lui, est terrifié — il déteste le peuple — vous vous rappelez, quand je vous parlais de Danton et Danton parlait de la « sale démocratie et d'une république de Wisigoths », vous avez le vocabulaire de Ledru-Rollin. Il n'a qu'une idée, lui, c'est de dresser la bourgeoisie parisienne contre, ce qu'il appelle, ce « communisme », alors que le mot de communisme ne désignait rien de précis à ce moment-là. « Communisme », c'était tout ce qui n'était pas content de l'ordre social. Alors, Ledru-Rollin profitant de ce qu'il y aura une manifestation ouvrière annoncée pour le 16 avril, manifestation que Lamartine a désamorcée : il s'était entendu avec Blanqui pour qu'on ne fasse pas d'attaque. Ledru-Rollin, lui, trompe l'opinion publique, envoie des émissaires auprès des Gardes Nationaux, pour dire : attention, ce jour-là, il faut que la vieille Garde Nationale soit là, parce que les communistes vont essayer un coup. Effectivement, quand Blanqui et ses ouvriers vont s'amener, ils vont voir la place de l'Hôtel de Ville (la place de Grève) cernée par les Gardes Nationaux de la bourgeoisie qui crient : A bas les communistes, quand arrivent ces pauvres types qui étaient nullement communistes. Blanqui se demandera si on ne l'a pas roulé.

Mais la grande idée de Ledru-Rollin, c'est d'obtenir une es-

pèce de mouvement populaire, une agitation profonde chez les petites gens, contre les fameux « partageux ». C'est le mot qui va maintenant être en usage dans les campagnes : ces « partageux » étaient les socialistes.

George Sand racontera tranquillement qu'il y a eu à la fin de la journée du 16 avril, toute la soirée, dans Paris, des cortèges de bourgeois, étudiants et boutiquiers parcourant les rues en criant « Communistes, à la lanterne ».

L'état d'esprit, comme vous le voyez, est violent à la veille des élections qui vont avoir lieu le 23 avril. Toute la France vote. Il faut savoir que personne ne se déclare contre la République. C'est incroyable. J'ai fait l'enquête. J'ai regardé les manifestations électorales de ceux qui s'affirmeront les ennemis les plus véhéments de la République. Ils sont tous ralliés. Voilà la proclamation électorale de Monsieur de Falloux, qui va avoir un rôle si affreux et que je vais vous décrire tout à l'heure : « La France accomplira pacifiquement ses glorieuses destinées, proclamant à la fois les droits de Dieu et les droits de l'homme, la liberté de conscience et une sage organisation du travail qui réglera équitablement les rapports de l'ouvrier et du maître. » Cela paraît très rassurant.

Monsieur de Montalembert qui, lui aussi, aura un rôle affreux : « La liberté est l'idole de mon âme, liberté de la presse, liberté de la parole, liberté de l'industrie, liberté de l'association, liberté de réunion. La seule légitimité que je connaisse c'est le peuple. Quant à moi, je suis résolu de préparer de bonne foi et sans arrière-pensée la Constitution républicaine. »

Il ne s'était produit aucun incident grave pendant ces élections. Elles avaient eu lieu avec beaucoup de gentillesse et même avec une docilité incroyable. Je reviens encore ici à mon ami, Monsieur de Tocqueville, dont le livre est si important : « Le matin, tous les électeurs se réunirent devant l'église, puis se mirent en file, deux par deux. Je rappelai à ces braves gens la gravité et l'importance de l'acte qu'ils allaient accomplir. Je leur recommandai de ne point se laisser accoster, ni détourner par ceux qui, à notre arrivée au bourg, pourraient chercher à les tromper, mais de marcher sans se retourner tous ensemble jusqu'à ce qu'on eût voté. Ils crièrent qu'ils le feraient. Et ainsi ils firent. »

Victor Hugo racontera en 1871 : « Maires narquois traînant leurs paysans aux urnes. »

C'est exactement ce qui s'était passé avec Tocqueville : maire de son petit patelin, il avait groupé ses paysans qui marchaient deux par deux. Il leur avait mis un bulletin de vote dans la main et ils devaient voter comme avait dit le patron.

Falloux, dans ses « Mémoires d'un Royaliste », déclare : « Dans un grand nombre de départements, les populations rurales marchèrent aux élections en escortant leurs curés ».

On ne peut pas dire que ces ruraux avaient été inconvenants. Ils avaient marché au pas pour ce qu'on leur demandait de faire.

Un seul événement grave s'était produit. Cela vous le connaissez peu, je crois. C'est à Rouen. Les élections avaient eu lieu le 23 avril. Et c'est le 27 avril qu'on avait proclamé les résultats du scrutin. Il y avait deux listes en présence : une liste modérée où se retrouvaient par hasard tous les anciens royalistes qui étaient devenus brusquement républicains modérés ; et puis il y avait une liste de gauche. Dans la liste de gauche, il n'y avait pas mal d'ouvriers qui avaient osé se présenter. La liste de gauche avait été écrasée. Aucun membre de cette liste de gauche n'était passé. C'était uniquement la liste conservatrice. Et à Rouen, les ouvriers savaient quels étaient les noms, c'étaient les noms des patrons. Alors, ils font une manifestation, je dois le dire, une manifestation très violente. Sans armes, mais ils viennent pousser des cris, en disant : on avait espéré autre chose. Pensez à nous. Manifestation plutôt réclamante. Pas révolutionnaire. En disant : vous avez gagné, vous les bourgeois, mais ne nous oubliez pas. Nous sommes là.

Il y avait un nouveau député, qui venait d'être élu, et qui avait décidé de faire tirer sur le peuple. C'est Sénard. Il fait tirer. Il y a 34 morts ! Cela avait été effrayant. C'est le seul endroit où il y ait eu des morts pendant la campagne électorale.

Je ne parlerais pas de l'incident, s'il n'y avait pas une phrase extraordinairement intéressante que je tiens à vous dire, de ce cher Odilon Barrot, dont vous allez pouvoir mesurer maintenant l'esprit républicain : « Monsieur Sénard donna l'ordre de commencer le feu. Nous ne pouvons qu'honorer un tel acte de courage civique beaucoup trop rare dans notre France ».

La Chambre se réunit. Une Chambre vraiment parfaite. Il y a plus de 500 membres de droite. Il n'y a qu'environ 250 hommes d'une gauche modérée. 84 % des inscrits ont voté : admirable, comme participation électorale ! On n'est pas forcé de voter, comme en Belgique. Ré-

sultat parfait. Tocqueville déclare : « L'Assemblée renferme infiniment plus de grands propriétaires que n'en avait connue aucune des Chambres censitaires. »

Alors, qu'est-ce qu'elle va faire cette Chambre ? Dès qu'elle s'est réunie, après avoir crié dix fois « Vive la République », le 4 mai, elle commence par décider qu'immédiatement sera aboli le décret du 2 mars : c'est le décret qui limite la durée du travail ! Affreux !

Il s'agit maintenant d'élire un Gouvernement provisoire. On appellera ça la Commission exécutive. C'est le second Gouvernement provisoire, puisqu'on va créer une Constitution. Tant que la Constitution n'est pas votée, il faut un organisme à qui on délègue les pouvoirs exécutifs. Au lieu des 11 membres du Gouvernement provisoire, on va commencer par faire déjà des suppressions. On décide de revenir à la politique du Directoire. Vous vous rappelez que le Directoire, c'étaient 5 Directeurs. Alors, il y aura 5 membres dans la Commission exécutive. Qu'est-ce qui va se passer pour Lamartine ? On ne le sait pas trop, mais je sais par sa correspondance — Lamartine est élu par dix départements : un même homme pouvait se présenter dans différents départements à ce moment-là — qu'il est le premier des élus à Paris, avec 256 000 voix. Popularité énorme ! Il a au total quelque deux millions de suffrages derrière lui. Il va recevoir immédiatement, dès que la Chambre est convoquée, toutes sortes de propositions à voix basse. Il le dit à sa femme, il le dit à ses nièces, dans les lettres : on veut absolument me nommer Consul et me donner tous les pouvoirs.

Ces fameux républicains, qui viennent de s'annoncer comme républicains partout, qui ont crié dix fois « Vive la République », veulent se débarrasser de la République, mais habilement ; ils se disent : certainement, Lamartine fera notre jeu.

Et il croit le deviner.

Un diplomate hongrois, le comte Rodolphe Apponyi, le plus parisien des diplomates étrangers, qui représentait le gouvernement de Vienne et tenait un journal, disait, à la date du 5 mars : « Nous sommes tranquilles grâce à la tartine de paroles dont Monsieur de Lamartine nourrit le bon peuple de Paris. » Cela voulait dire que, du côté des grands bourgeois et des grands possédants à Paris, on disait : on a compris ; ce Lamartine, tout de même, une bénédiction ! Il a fait l'homme de gauche depuis 1840, parce qu'il prévoyait une révolution, mais il est à nous. C'est un homme masqué. Il va tenir tranquille cette plèbe. Il

se fait écouter. Il a du talent. C'est un bon orateur. Il a écrit l'*Histoire des Girondins*. Alors, tant que l'armée ne sera pas reconstituée, qu'une police puissante ne sera pas là, et que le peuple accepte de donner trois mois de misère, nous avons Monsieur de Lamartine pour les endormir, et quand l'heure sera venue, nous interviendrons par des moyens appropriés pour rétablir l'ordre.

Et Lamartine refuse toutes les propositions qui lui sont faites ! Consulat ? Mais il n'en est pas question : je ne veux pas de Consulat : je veux la République ! Je veux un gouvernement démocratique.

Dès lors, vous n'imaginez pas le renversement qui se produit autour de la personne de Lamartine. Alors, la grande revue catholique, le « Correspondant », écrit : « Monsieur de Lamartine a manqué sciemment et volontairement aux vœux du suffrage universel ». Parce que le suffrage universel des notables a dû porter Lamartine sur le pavois, en se disant : c'est celui qui va faire tenir tranquille le peuple ; puis nous l'écraserons. Et il s'aperçoit que Lamartine ne porte pas de masque.

Alors, c'est une inversion furieuse. Et Lamartine va voir, au moment de la Constitution, que c'est un nouveau gouvernement provisoire qui s'appelle maintenant Commission exécutive.

L'avant-veille, avant qu'il ait refusé le Consulat, il était encore le numéro un de la Chambre. Au lieu d'être le numéro un de la Commission Exécutive, il sera le numéro quatre, parce qu'il a exigé que, sur les cinq membres, Ledru-Rollin fût là. Il avait vu la composition de la Chambre. Il avait vu qu'il y avait 500 réactionnaires déterminés à renverser le plus rapidement possible la République. Et il s'est dit : ils vont nous avoir, si on n'a pas quelqu'un au Gouvernement Provisoire qui représente la gauche, l'extrême-gauche. Il y a moi, qui suis au-dessus, paraît-il, Ledru-Rollin, — vous savez qu'il n'aimait pas Ledru-Rollin qui est un homme qui mérite peu d'estime —, il a la confiance des républicains : je veux Ledru-Rollin.

Le fait que Lamartine ait exigé la présence de Ledru-Rollin pour être élu lui fait perdre toute l'amitié de la droite. On dit : décidément, c'est un homme sur lequel nous sommes trompés. Et pendant le court laps de temps qui lui reste — il a un mois devant lui, il ne s'en doute pas ; c'est pendant le mois de mai, fin mai, début de juin — Lamartine va faire expliquer le programme qui était le sien. Et je suis très étonné que la plupart des historiens n'en parlent pas.

Curieux programme, je vous assure :

1) Abolition du remplacement militaire. Je crois que la dernière fois, quand nous parlions de l'Empereur, je disais : L'empereur a été très longtemps accepté par la bonne bourgeoisie, étant donné qu'il avait décidé que les fils des riches n'iraient pas se faire tuer. Savez-vous qu'en 1870 encore, au moment de la guerre franco-prussienne, les gens riches pouvaient éviter de se faire tuer ? Ils payaient un remplaçant. En mai 48, Lamartine avait demandé la suppression du rachat militaire. Il ne voulait pas, parce qu'on était riche, qu'on évite de se faire tuer.

2) Augmentation des traitements des instituteurs. Or, Monsieur Thiers détestait les instituteurs ; il disait : il y a déjà les curés. Cela suffit. Et moins le peuple sera éduqué, mieux ce sera. On n'a pas besoin d'instituteurs.

Mais ils existaient les instituteurs avec un traitement invraisemblable : ils avaient 600 F/an. Lamartine veut porter ce traitement de 600 F à 800 F. Ce n'est tout de même pas monstrueux ! Horreur ! Les instituteurs représentent les idées nouvelles, les mauvais esprits.

3) Lamartine parle de la nationalisation des chemins de fer. Il a vu le scandale des traités, des conventions qui avaient été faites entre l'Etat et les Chemins de fer, entièrement au détriment de l'Etat. Tout ce qui coûtait à la collectivité, c'était l'Etat qui payait. Et tout ce qui rapportait, c'était pour les compagnies. Lamartine veut que maintenant, le système ferroviaire qui est encore très faible, et dont il faut promouvoir l'expansion, ce soit l'Etat qui le fasse maintenant.

4) Enfin, et surtout, Lamartine parle d'un impôt sur les successions et d'un impôt sur le revenu. C'était se tuer d'avance. Lamartine proposait des choses positivement monstrueuses !

Alors, comment est-ce qu'on va faire pour le tuer ? Eh bien, c'est Falloux qui aura l'idée géniale.

Falloux a déclaré que les droits de Dieu et les droits de l'homme seraient proclamés en même temps, qu'il y aurait une sage répartition des devoirs entre les ouvriers et les patrons. Falloux se dit : c'est du côté des Ateliers nationaux qu'il faut travailler. Qu'est-ce qu'on avait fait des Ateliers nationaux ? Je répète qu'ils avaient été créés à cause d'un lock-out patronal, à cause du fait qu'il n'y avait plus de travail. Alors l'Etat disait : on va donner du travail aux ouvriers, du travail national. Affreux ça ! Des organisations de l'Etat qui vont faire travailler : c'est un attentat aux industries privées ! Ce n'était pas Louis Blanc qui avait obtenu la direction, comme il l'eût voulu, des Ateliers nationaux.

C'est l'avocat Marie. Et Marie représentait les idées les plus étroites, les plus réactionnaires dans le gouvernement provisoire. Et voilà ce que Marie avait décidé, et qui est affreux. Il y avait 110 000 ouvriers. Il y avait toutes sortes de professions. Il y avait des tanneurs, il y avait des bijoutiers, il y avait des paveurs, il y avait aussi des menuisiers. Non on ne s'occupait pas de leur spécialité. Ils étaient tous transformés en terrassiers ! il avait été décidé que tous les ouvriers ouvriraient des tranchées au Champ de Mars et la semaine suivante refermeraient ces tranchées. Ce qui permettrait de dire : qu'est-ce que vous voulez : les ateliers nationaux, c'est le socialisme en action. Nous les avons fait parce que nous sommes poussés par Monsieur Louis Blanc : il faut bien lui donner quelque satisfaction. Ces hommes des Ateliers nationaux, ce sont des paresseux. Ce sont des types qui ne veulent pas travailler.

C'est ce que toute la presse de droite disait. Or, il se passait aux Ateliers nationaux que ces ouvriers qui étaient indignés de ce qu'on leur faisait faire, faisaient pétitions sur pétitions pour travailler efficacement. Enfin ils avaient obtenu, ce malheureux petit Thomas, qui était directeur des Ateliers. Un groupe de cordonniers et un groupe de tailleurs avaient obtenu du directeur de constituer des ateliers de tailleurs et de cordonniers qui vendaient leurs habits et leurs chaussures au prix coûtant, c'est-à-dire vingt fois moins que dans les magasins de chaussures. Fureur des magasins de chaussures, fureur des magasins d'habillement, parce qu'on s'apercevait de la différence de prix ! Alors, il s'agissait de liquider les Ateliers nationaux, ceux qui étaient payés 1,50 F par jour pour ne rien faire. L'idée diabolique de Monsieur Falloux était la suivante : je pense qu'il suffira d'annoncer que l'on ferme les Ateliers nationaux sans annoncer en même temps qu'on va rouvrir les ateliers privés pour que s'insurgent les types qui avaient 1,50 F par jour et qui ne survivaient qu'avec 1 F par jour qui était le rempart contre la famine. Et ça sera formidable ! On va avoir une insurrection dans Paris. Le gouvernement républicain de Monsieur de Lamartine, qu'il soit républicain ou qu'il ne soit pas républicain, est obligé de faire rétablir l'ordre. C'est donc la République elle-même qui va tirer contre les ouvriers et les pieds lui glisseront dans le sang. Deuxième avantage : on pourra donner une leçon à cette classe ouvrière qui, depuis le 24 février est intolérable, qui a des armes entre les mains — et vous vous rappelez peut-être la phrase que je vous ai citée de Maurice Barrés : « La première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le

sentiment de leur impuissance. » Les pauvres de Paris n'avaient plus le sentiment de leur impuissance depuis qu'ils avaient les fusils de la Garde Nationale. Il s'agissait maintenant de leur retirer ces fusils et de les exterminer.

C'est cela, les Journées de juin.

Lamartine sentait venir le coup. On peut dire que pendant près d'un mois, il va s'arc-bouter contre cette force pour empêcher le passage des furies. Et il a une idée. Il va faire nommer au Ministère de la Guerre un général, de petite valeur, qui s'appelait Cavaignac et qui était un des gouverneurs de l'Algérie ; et ce, sous l'influence de Louis Blanc, parce que c'est le frère d'un Godefroid Cavaignac, le républicain qui était mort en 45. Parce qu'il s'appelait Cavaignac, on pensait qu'il était républicain aussi. Lui, s'appelait Eugène ; il était moins républicain que l'autre Cavaignac.

Alors, on le nomme Ministre de la Guerre. Lamartine l'a convoqué pour lui expliquer son plan. Quand il lui dit : je pense qu'on va provoquer une insurrection dans Paris ; il faut absolument empêcher que cette insurrection éclate, parce que sinon, je suis obligé d'intervenir et ça va être du sang. Alors, voilà ce que je vous demande, Général. Vous allez discrètement faire venir 60 000 hommes dans Paris. Discrètement ! Faites-les venir la nuit, qu'on ne les voie pas tellement. Mais dès qu'il y aura une provocation faite à la classe ouvrière, et avant que cette classe ouvrière ait eu le temps de se lancer dans son imprudence qui consiste à faire des barricades, je vous demande de faire sortir vos hommes, de remplir les carrefours avec vos soldats, d'amener même des canons dans les quartiers ouvriers, naturellement sans gargousse, pour déconseiller aux pauvres gens de faire les barricades. Parce qu'une fois que les barricades seront faites, ils seront perdus, ils seront rasés. Je vous fais confiance. Je vous demande que l'armée intervienne pour empêcher les gens de faire des barricades ; sans plus. N'intervenez pas autrement, mais empêchez qu'il y ait des barricades.

Cavaignac répond : mais certainement, Monsieur le Ministre. Mais Cavaignac avait partie liée avec Falloux. Celui-ci lui a promis que s'il était docile, s'il répondait aux vœux que l'on mettait sur sa personne, c'est à lui que l'on donnerait la plénitude du pouvoir. Tout va s'organiser les 23 et 24 juin. Tout commence le 22 juin par un magnifique discours catholique de Monsieur de Montalembert. Il parle sur les droits de succession et sur les chemins de fer. Il dit que les projets de

Lamartine sont une atteinte au droit de propriété qui est la base de toute société. La nationalisation des chemins de fer et les impôts sur les droits de succession c'est la guerre à l'esprit libéral. Où sont les véritables intérêts de la République ? Ils sont confondus avec l'intérêt de l'industrie particulière, intérêt sacré, dit-il.

Ecoutez bien ceci : il y a un beau mouvement oratoire tout de même : « Créez ! Fondez ! Travaillez de toutes vos forces, gagnez de l'argent, puis nous viendrons, nous, Etat, mettre la main sur votre propriété pour la confisquer à notre profit. »

Est-ce une situation tolérable que celle où tous les bons citoyens « se couchent et se lèvent avec la pensée que demain peut-être leurs propriétés, leur épargne, leur trésor, la dot de leur fille sont menacés d'être dévorés par l'Etat. Au nom de la famille, alarme ! »

Et la deuxième préparation catholique vient de Monsieur de Falloux qui, le 23 juin, annonce : « Les Ateliers Nationaux seront dissous dans les trois jours. » Cela y était !

On va obtenir l'insurrection de ce que la *Revue des Deux Mondes* appelait avec une affreuse inconscience, je vous en fais témoin : « les quartiers de l'indigence et du travail ». Dans ces quartiers, on va se soulever, parce qu'on ne sait plus comment faire. Faites attention à ce qui va se passer dans ces journées de juin. Quelqu'un, que je ne nommerai pas, qui a été Ministre récemment dans mon pays, mais qui ne l'est plus par bonheur, avait fait un jour un discours sur Lamartine et avait dit : « Le mérite de Lamartine est d'avoir écrasé la première insurrection communiste en France. » Ce n'est pas vrai ! Les journées de juin ne sont pas une insurrection communiste ! C'est tout l'est de Paris qui se soulève. Est-ce qu'ils vont se précipiter sur les autres quartiers pour le pillage ? Est-ce qu'ils vont se jeter, ceux du faubourg Saint-Antoine, sur les arrondissements riches ? Pas du tout. Ils s'enferment chez eux. Ils sont là, ces pauvres types à dire : vous ne nous aurez pas ! On va lutter jusqu'à la fin. C'est inadmissible ce que vous nous faites. On ne veut pas vous attaquer mais on a notre réduit à nous, le réduit des pauvres. On est l'enclos des esclaves. Et on lèvera le drapeau rouge, et même le drapeau noir !

C'est une espèce de protestation désespérée de gens qui sont pris à la gorge et qui savent très bien qu'on veut les tuer. On va les tuer, je vous assure ! Lamartine va tenter de se faire tuer lui-même. C'est vrai, Le 24 au matin, il est monté sur son cheval, un cheval noir avec

un losange blanc sur le front ; c'est une jument qui s'appelait Zéphyr. Monté sur sa jument Zéphyr, Lamartine va au quartier du Temple où il y a une barricade extrêmement puissante et il s'avance sur son cheval, très visible, espérant qu'une balle l'atteindra et que sa mort servira à quelque chose. Mais les ouvriers de la barricade lèvent leur fusil quand ils reconnaissent Lamartine. Ils savent que Lamartine n'est pas contre eux. Pendant que Lamartine essaie de se faire tuer, la Chambre à une immense majorité dit : la Commission Exécutive cesse à l'instant ses fonctions et ses pouvoirs sont confiés au patriotisme du général Cavaignac.

Alors, Cavaignac, qui n'avait pas fait sortir ses hommes, qui avait gardé les casernes bien fermées, qui s'était rendu introuvable pendant toute la journée du 24 juin au matin, lorsqu'il apprend que le gouvernement tient parole et qu'on lui donne pleins pouvoirs, il fait sortir ses hommes. Il fait sortir les canons qui ne sont pas ces canons symboliques dont lui avait parlé Lamartine, mais des canons pleins d'obus, de bombes, et il va user du canon pour réduire l'insurrection ouvrière.

« Rendons grâce, écrit la revue *Le Correspondant*, au Général Cavaignac qui, à partir de la soirée du 24, fit prédominer l'emploi de l'artillerie. »...

Combien y avait-il de tués ? On ne le sait pas. Plusieurs milliers vraisemblablement. Il y aura d'innombrables arrestations. Il y aura une lettre d'Alfred de Vigny que je trouve bien belle... Il dira : « Honneur à nos chers paysans qui ont pourchassé jusqu'à cent kilomètres de Paris les fauves qui étaient sortis de la capitale. » Les fauves, c'étaient les types du quartier Saint-Antoine, ces gens qui avaient essayé de mourir en combattant, puisque vous savez bien qu'ils avaient la fameuse pancarte « Du pain ou la mort ! »

C'est le succès maintenant. Il va y avoir 25 000 arrestations. Et la même revue « *Le Correspondant* », qui avait tellement félicité Monsieur de Lamartine d'avoir décidé l'abolition de la peine de mort en matière politique, réclame un large usage de la peine de mort à l'égard des arrêtés de juin ! C'est le retour à l'ordre.

Cavaignac va monter au pouvoir, va naturellement faire disparaître de la Constitution républicaine qu'on n'a pas encore votée l'idée du droit au travail. Il va rappeler le financier Goudchaux aux Finances, parce qu'il ne s'était pas mal conduit. On va faire un grand emprunt et comme l'emprunt est accompagné de courtages extrêmement « ju-

teux », les banques vont marcher pour l'emprunt.

Enfin, ça ne va pas mal. Le pire est passé ! Et les ouvriers sont tellement saignés qu'il n'y a plus rien à redouter dans l'immédiat du côté de la classe ouvrière.

Mais Monsieur de Falloux est un homme prudent. Il se dit : si dans l'immédiat, nous n'avons rien à redouter de la basse classe, un esprit vigilant doit penser à l'avenir. Alors il va préparer sa fameuse loi de liberté. Celle-ci va être votée le 15 mars 1850. Dans ses « Mémoires », M. de Falloux ne cachera pas que cette loi dite « d'enseignement » est une loi stratégique. C'est une loi d'intérêt social. Son idée est très simple : nous allons présenter cette loi comme une loi de liberté.

Et c'est comme cela qu'on me l'a enseignée ; on m'a dit : vous voyez que c'est une loi bien libérale, puisqu'elle va faire disparaître le monopole universitaire.

C'est la semaine dernière que je vous ai raconté la création de l'Université et effectivement Napoléon avait dit : je crée l'université pour avoir entre mes mains des formateurs de la jeunesse dévoués à l'Empire. Donc, université — création impériale, monopole impérial, afin d'avoir des gens disciplinés ! Monsieur de Falloux dit : on va supprimer le monopole. On va laisser l'Université subsister bien entendu ; mais à côté de cette Université, nous allons donner le droit d'enseigner à toute personne qualifiée. Et qui est plus qualifié pour enseigner que les membres des congrégations religieuses ? Alors, loi de liberté parce qu'il y aura toujours maintien de l'Université mais à côté il y aura ce que l'on appellera chez nous « l'école libre ». Soit, c'est peut-être en effet une loi libérale.

Mais il y avait un deuxième volet dans la loi de Falloux, à savoir que si l'Université subsistait, elle passait elle-même sous le contrôle de l'Eglise, étant donné que toutes les circonscriptions universitaires, qu'on appelle « les académies », étaient présidées par un Conseil académique qui était lui-même présidé par l'évêque. Et que l'évêque avait donc dans chaque diocèse, dans chaque département droit de révocation sur l'instituteur (très important !) et sur le professeur. Si bien que les catholiques à la Falloux se déclarent catholiques mondains ! Alors, les catholiques mondains gagnent sur les deux tableaux. D'une part, ils ont maintenant leurs écoles à eux et d'autre part ils contrôlent l'enseignement de l'Etat. Est-ce qu'une espèce de ferveur mystique avait à ce moment-là saisi Monsieur de Falloux et ses amis ?

Est-ce que le christianisme se met à revivre passionnément à travers mon pays ? Comme c'est curieux de voir des esprits les plus athées, les plus nettement agnostiques, les plus éloignés de toute croyance religieuse, voter avec empressement la loi Falloux ! Parce que Falloux et Montalembert n'avaient pas omis de dire que le premier devoir du prêtre était d'enseigner la résignation aux pauvres. Il fallait insister sur le fait que quiconque se rebelle contre « l'ordre social voulu par Dieu » est quelqu'un qui expose son âme à la damnation éternelle. Il fallait même dire : après tout, réjouissez-vous, pauvres gens. Vous n'avez pas de chance ici-bas, mais si vous saviez le bonheur qui vous attend de l'autre côté ! Ces malheureux riches ! Oui, pour quelques jours, ils sont heureux, mais qu'est-ce qu'ils vont prendre de l'autre côté !

C'est ça que bassement, je dis bassement, on va demander aux prêtres d'enseigner !

Alors, Victor Hugo, le 15 janvier 1850, a pris la parole contre la loi Falloux. Il a dit : « C'est une loi qui a un masque. » On ne pouvait pas mieux dire ! Et s'adressant aux cléricaux — qui ne sont pas la même chose que les chrétiens — il leur avait dit : « Je ne vous confonds pas avec l'Eglise. Vous êtes les parasites de l'Eglise. Vous êtes la maladie de l'Eglise. Ne l'appellez pas votre mère pour faire d'elle votre servante. Vous vous faites si peu aimer que vous finirez par la faire haïr ». Il ne pouvait pas mieux dire ! La prophétie était parfaite. Ce qui est affreux, c'est le cléricanisme sans Dieu. Et les pires Voltairiens applaudissent : pourvu qu'ils n'aillent pas eux-mêmes à la messe, mais que tout le monde y aille.

Alors, vous voyez Monsieur Thiers, qui a passé son temps à pourfendre les Jésuites, qui applaudit avec un entrain extraordinaire à la proposition de Monsieur de Falloux !

Vous voyez Alfred de Vigny qui écrit à un pasteur genevois du nom de Bungener — ce pasteur a eu l'imprudence de lancer un pamphlet contre le pape. C'était son droit puisqu'il était protestant — Eh bien, Vigny le gourmande : Ne fais pas une chose pareille ! « Ce n'est pas trop de toute l'armée du Christ pour faire face à la barbarie qui vient de sortir de ses repaires. » Or Vigny est un incroyant et il se conduit ici comme un imposteur !

Victor Hugo, qui n'est vraiment pas un imbécile, avait dit : c'est curieux comme pullule maintenant dans notre pays une espèce inédite. J'appellerai ça des « athées de la nuance catholique ».

Il y en avait en masse. Il y en a eu un que vous avez bien connu comme moi, qui s'appelait Monsieur Charles Maurras qui était couvert des bénédictions du pape Pie X et qui s'annonçait athée !

Il y a donc la loi Falloux. Puis vous avez une deuxième chose. Vous avez la loi du 31 mai. C'est Thiers qui a fait voter cette loi qui est une amputation du suffrage universel. Les élections à la Législative avaient eu lieu, élections de ce mai 1849 et les républicains avaient gagné des voix. Il fallait donc rabrouer le suffrage universel, et Thiers avait fait voter sa loi contre ce qu'il appelait ouvertement « la vile multitude », et 3 millions d'électeurs disparaissent des listes électorales ! 3 millions d'électeurs ! Choisis comment ? Naturellement parmi les pauvres, les travailleurs. Il y avait à ce moment-là des saisonniers qui se déplaçaient pour gagner leur vie, et il avait été décidé de prolonger l'obligation de résidence pour pouvoir être inscrit sur les listes électorales.

Néanmoins, cette République subsistait. Et c'était le même coup que sous le Directoire. Vous vous rappelez qu'après Thermidor qui avait remis les choses au point — comme le 28 juin 48 les avait remises au point — on avait traîné un certain temps avec une république un peu menaçante ; les Jacobins avaient repris du poil de la bête, en 1789, d'où nécessité du 18 Brumaire. Eh bien de même, en 1851, le président de la République qui s'appelle Louis-Napoléon Bonaparte et qui, avec un nom comme le sien, ne laisserait pas subsister longtemps la république, le président, Louis-Napoléon Bonaparte a refait son petit Brumaire à lui ! C'est-à-dire qu'il complète le Thermidor de juin par un Brumaire de décembre, et c'est la fameuse opération que vous connaissez bien du 2 décembre 1851, rouvrant ainsi pour de bons, les veines industrielles et bancaires.

La Tragédie de la Commune – 1871

(Conférence donnée à Bruxelles
au Cercle d'Education Populaire le 29 octobre 1974)

C'est donc de la Commune que je vais vous parler, mais il faut que je remonte à la Guerre de 70. Vous me trouverez peut-être long. Je voudrais bien expliquer ce qui s'est passé par rapport à la politique intérieure pendant cette guerre de 70, la fameuse guerre franco-prussienne, parce qu'il me semble qu'il y a un aspect de la Commune qu'on ne peut pas comprendre, si on n'est pas éclairé sur ce qui s'est passé dans cette guerre.

Je n'ai pas été instruit là-dessus. Quand j'étais étudiant, on me parlait de cette guerre de 70 très rapidement, et du point de vue purement militaire et stratégique. Je pense qu'il est indispensable de savoir ce qui s'était réellement passé et quels étaient les soubassements politiques de cette guerre.

Je tâcherai tout de même d'être bref parce que ce n'est pas notre vrai sujet, mais c'est un long et indispensable préambule.

La guerre a été déclarée par mon pays. C'est le 19 juillet 1870 que la France a pris la responsabilité d'entrer dans la guerre, a déclaré la guerre à la Prusse. Il y avait eu une raison. On aurait pu admettre une raison au printemps 70, lorsqu'il avait été question de la candidature d'un prince Hohenzollern, donc apparenté à la famille allemande, au trône d'Espagne. Napoléon III, pour lequel j'éprouve peu d'admiration, était cependant un homme de paix et il n'avait pas l'intention de faire la guerre. Il trouvait ça extrêmement dangereux. Il n'aimait pas de faire la guerre surtout parce qu'il vieillissait. Enfin, il avait fait savoir à Guillaume I, roi de Prusse, que s'il y avait un Hohenzollern sur le trône d'Espagne, la France considérerait cela comme un *casus belli*, étant donné que nous avions, nous, les Français, au nord-est, une Prusse dangereuse qui s'était manifestée comme telle contre le Danemark et contre l'Autriche ; et nous n'avions pas envie d'avoir derrière les Pyrénées une seconde Prusse : la France prise dans une pince. Malgré la

précision du chancelier Bismarck, qui, lui, désirait la guerre. Il sentait que l'armée française serait battue, suivant ses informations. Alors, le roi Guillaume a reculé, a retiré la candidature Hohenzollern. Donc, au moment où mon pays déclare la guerre, il n'y a plus d'urgence diplomatique ou tragique ; il n'y a rien qui menace la sécurité de la France. Alors, pourquoi cette guerre ? Parce qu'en mai 1870, il y avait eu un plébiscite. L'empereur était devenu soi-disant libéral, à partir de 1865-1866, et il voulait voir si ça marchait, si ça répondait. De même qu'il avait fait un plébiscite à ses débuts, il voulait faire un plébiscite à ce qu'il ne savait pas être sa fin et il demandait aux Français de dire ce qu'ils en pensaient. Les masses rurales, qui ne votaient guère que sous la poussée des notables, lui avaient donné une confortable majorité. On était tranquille. En revanche, les cinq grandes villes de France, y compris Paris, avaient mis l'empire en minorité. C'était extrêmement grave pour la couronne de penser que la ville de Paris, dans sa majorité de votants, répudiait ce système. Alors, [l'impératrice Eugénie était folle d'inquiétude, parce qu'elle voyait bien son mari décliner — il avait une pierre dans la vessie, il va mourir en 73 —. Elle sentait que c'était le petit prince impérial, qui avait 15 ans, qui allait prendre bientôt le pouvoir. Elle cherchait un moyen de redorer la couronne et de raffermir le trône. Elle avait cru le trouver, ce moyen, sous la poussée d'Emile Ollivier, président du Conseil, dans une guerre extérieure. Vous savez que c'est une vieille habitude, quand il y a des difficultés sociales, on oriente les esprits du côté de la frontière. Elle s'était dit : il y a quelques raisons de faire la guerre à la Prusse ; si nous faisons une guerre qui, étant donné l'invincibilité légendaire de l'armée française, ne peut être qu'une guerre victorieuse, nous allons nous en tirer et mon fils pourra s'asseoir sur un trône moins chancelant.

Voilà la raison réelle de cette déclaration de guerre.

Bismarck a été extrêmement habile pour laisser la responsabilité à la France. Je ne vous rappellerai pas l'incident de la dépêche d'Ems qui était pratiquement un faux — l'ambassadeur de France, qui s'appelait Benedetti, avait demandé un entretien au roi Guillaume 1^{er} qui prenait les eaux à Ems. Et le roi l'avait reçu très cordialement, mais on s'était arrangé dans cette dépêche pour faire croire aux Français l'insulte qui avait été faite par le roi à l'ambassadeur de France ; ce qui était faux —. Enfin, le prétexte était là. Comme dira Bismarck : « J'ai agité un chiffon rouge devant le taureau français ».

Désastre militaire à peu près tout de suite, qui tient à l'impréparation française et à ce que les généraux s'entre-haïssaient. Il y a eu dès les premiers combats des généraux qui n'ont pas porté secours à autrui, parce qu'ils étaient trop contents de voir certains prendre une pile. Et puis il y a eu le comportement de Bazaine qui, lui, avait déjà des idées derrière la tête, qui sentait que l'empire était menacé. Il ne voulait pas compromettre ses 170 000 hommes. Il avait 170 000 hommes : une très puissante armée à Metz et qui a laissé le malheureux Mac-Mahon se diriger vers Sedan en disant qu'il allait le rejoindre ; et il s'est bien gardé de le faire ! Nous arrivons à Sedan. Sedan : une catastrophe ! 100 000 Français étaient prisonniers. Et surtout l'empereur était prisonnier ! Alors, il n'y a plus d'empire.

Commençons à regarder les choses de près. C'est à ce moment-là qu'apparaît chez nous ce gouvernement du 4 septembre 1870, c'est-à-dire la deuxième résurrection de la république, c'est-à-dire la troisième république française. Mais ce gouvernement de Défense nationale est beaucoup moins un gouvernement de défense nationale qu'un commando de salut social ! Il n'y avait pas mal de socialistes, le mot existait déjà, à Paris. On avait très peur dans la bourgeoisie éclairée, Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry de voir — à cause des incidents dramatiques de la chute de l'empire dans un désastre militaire — l'extrême-gauche prendre le pouvoir. Alors, ceux qu'on appelle en souriant « les Jules » — je vous répète Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry et le général Jules Trochu, ils étaient quatre — se jettent à l'Hôtel de Ville pour supplanter les Blanquistes (le même Blanqui dont je vous parlais l'autre jour) afin de tenir en mains la population parisienne. La population parisienne était surexcitée. Les gens ont été indignés, écoeurés que l'armée s'était fait battre et ils avaient décidé qu'ils allaient se défendre comme des lions. J'insiste sur ce point, que ce n'est pas simplement un mouvement populaire, mais la bourgeoisie aussi. Les Parisiens sont très décidés à faire une résistance qui, ils l'espèrent bien, deviendra victorieuse et qui repoussera l'ennemi.

Ces gens du gouvernement de la défense nationale n'ont plus du tout envie de se battre parce qu'ils sont extrêmement effrayés du socialisme en France et leur grande préoccupation c'est d'obtenir le plus vite possible des élections. Je vous rappelle ce qu'ont été les élections en 1848 qui avaient donné, grâce à cette France rurale, une immense majorité aux conservateurs. Alors ils se disent (faisant semblant, pour

se maintenir au pouvoir, d'être un gouvernement de défense nationale alors qu'ils ne sont qu'un commando de défense sociale de Paris) : on va procéder à des élections au moyen d'une capitulation déguisée en armistice. Jules Favre va aller trouver, en catimini, le chancelier Bismarck pour lui proposer un arrangement. Bismarck est à Ferrières. Il n'est pas encore établi à Versailles. Un château qui appartenait aux Rothschild. Sans en prévenir personne à Paris et même à l'insu d'un des membres du gouvernement, le plus jeune et le plus ardent patriote, Gambetta. Sans le dire à Gambetta, Jules Favre va aller discuter le coup avec Bismarck et lui dit : j'ai affreusement peur de la situation sociale en France. Rendez-vous compte de ce qui se passerait si la France devenait révolutionnaire. Ce serait une contagion à travers l'Europe. Vous, chancelier Bismarck, vous avez autant d'intérêt que nous à la paix sociale. Alors, essayons de nous entendre. Je prétendrai, disait Jules Favre, que l'Allemagne ne faisait pas la guerre aux Français mais à l'empereur.

Guillaume I^{er} l'avait dit en effet. En réalité, Bismarck et Guillaume avaient bien l'intention d'amputer la France de territoires qu'ils convoitaient, à savoir l'Alsace et la Lorraine.

Mais, disait Favre, je vais faire un armistice sous le prétexte de nous arranger avec vous sur la base d'une indemnité ; on ne parlera pas au public d'amputations territoriales. Le gouvernement ne veut pas en prendre la responsabilité. Il s'agit d'obtenir qu'il y ait une assemblée nationale. Cette assemblée nationale sera conservatrice et votera la paix, avec les amputations nécessaires ; ainsi vous serez contents. Bismarck se frotte les mains, se disant : c'est magnifique. Ceux qui représentent la résistance à Paris n'ont qu'une idée c'est se rendre avec habileté.

Mais, parfois, les militaires n'ont pas un esprit politique suffisant, si bien que Bismarck ne peut pas persuader l'état-major, et Moltke qui en était le chef, d'accepter tel quel cet arrangement avec Paris. Les militaires exigent un gage immédiat. Ils veulent obtenir d'occuper le Mont Valérien. Le Mont Valérien était la plus grosse citadelle française devant Paris. Favre a beau dire : Impossible ! Si je rentre à Paris et si je dis que les Prussiens veulent occuper un fort, je vais être renversé.

Bismarck écarte les bras, désolé, en disant : moi, je voudrais bien, mais les militaires ne veulent pas !

Première tentative ratée. Il y aura une deuxième tentative inventée par Thiers. Thiers se disait : ce n'est pas inacceptable, une Répu-

blique, pourvu qu'elle soit conservatrice. Peut-être que la monarchie n'est pas un rempart social suffisant. Thiers ne s'était pas compromis dans le Gouvernement de la Défense Nationale. Il se considérait comme une espèce de Nestor, de vieillard très sage. Il laissait les plus jeunes essayer les plâtres. Il pensait qu'au moment où il y aurait des élections, il serait plébiscité. Ce qui va en effet se produire, mais nous n'en sommes pas encore là. Thiers essaie d'aider les gens du Gouvernement de défense nationale qui veulent arriver à la capitulation. Mais lui a une autre idée. Il dit : je vais me faire envoyer — il était d'ailleurs très content d'éviter le siège de Paris — je vais me faire envoyer par vous à travers l'Europe. Je vais aller de Cour en Cour. Et puis quand je reviendrai, je prétendrai devant l'opinion parisienne que par esprit humanitaire l'Europe intervient, pour éviter l'effusion de sang. Je dirai : nous allons faire un armistice avec les Prussiens parce que c'est désespérant, que l'Europe elle-même pèse sur la France et sur la Prusse pour qu'un armistice ait lieu. Et vous comprenez bien qu'après l'armistice, les élections étant faites, on obtiendra ce qu'on voudra, c'est-à-dire la tranquillité sociale.

Comprenez bien ! Ce sont des choses violentes que je dis, mais je dis la vérité : ces notables français, qui avaient approuvé la guerre quand elle était faite par l'empire, la désapprouvaient maintenant, depuis qu'elle était faite par la république. La république leur paraissait haïssable, impliquant des mesures socialistes, c'est-à-dire qui mettraient en cause les structures économiques et sociales. Et par conséquent, l'immense majorité des notables français ne pensaient qu'à une chose : paix sociale, stabilité de structures. S'il faut perdre deux provinces, c'est bien ennuyeux, si les Prussiens veulent l'Alsace et la Lorraine, c'est regrettable, mais qu'est-ce que c'est au prix d'une subversion socialiste ? Et il y a un individu qu'ils ont repéré, les notables, et qu'ils détestent, c'est Gambetta, car il veut organiser une résistance et s'acharner à obtenir la victoire.

Est-il possible de concevoir une résistance après Sedan ? J'en ai parlé encore aujourd'hui avec des gens qui sont conservateurs et qui adhèrent à la doctrine qui a été à ce moment-là l'axiome officiel : il n'y a qu'à constater que la guerre est perdue. En revanche Foch, le futur maréchal Foch, quand il était seulement général Foch, avait fait un cours à l'École de Guerre dans les années 1905-1908. J'ai lu ce cours. Et Foch, qui n'est qu'un stratège, qui n'est qu'un militaire, qui

ne voulait pas faire de politique, Foch enseignait à ces jeunes gens, à ces officiers de l'Ecole Militaire que tout était possible après Sedan. Il y avait 100 000 hommes qui étaient perdus. L'Empereur, n'en parlons pas. Je parle des 100 000 hommes perdus, mais la France possédait encore plus d'un million de soldats mobilisables. Elle avait d'immenses ressources financières. Elle avait de grandes usines d'armement. Il y avait tous les moyens, je dis selon Foch, je ne sais pas si je dis la vérité, il y avait tous les moyens d'organiser, pourvu qu'on l'ait voulu, une résistance efficace et une possibilité de gagner cette guerre qui semblait au début perdue. Si vous voulez c'est la formule de de Gaulle plus tard : on a perdu une bataille, on n'a pas perdu pour cela la guerre.

C'était vrai. Mais Gambetta s'acharne, à cette idée. Et les notables disent : si jamais il y a une victoire de Gambetta, c'est une victoire républicaine. Cela va stabiliser cette république et cette république nous n'en voulons pas. Alors, Gambetta va devenir la bête noire, la triste bête noire de Bismarck. Bismarck sentait que des gens comme Jules Favre étaient tout prêts à capituler. Bête noire aussi des notables qui n'en veulent pas. Bête noire des généraux.

Bazaine va faire quelque chose qu'on ignore d'habitude, les manuels français n'en parlent guère, il va faire aux Allemands une proposition monstrueuse. Je mesure mon terme mais vous allez voir. Il est à la tête de 170 000 hommes, enfermés dans Metz. Le 10 octobre 1870, Bazaine délègue à Bismarck qui est maintenant à Versailles, un officier porteur d'un message que nous connaissons. Ce message a été signé non pas de Bazaine lui-même mais de tous les généraux et maréchaux, tout l'état-major de Metz est d'accord avec lui. Ce chef d'une grande armée française demande aux Allemands l'autorisation de neutraliser son armée du côté de l'envahisseur. Ne nous considérez plus comme des ennemis, disait Bazaine. Nous ne sommes pas des ennemis. Nous vous demandons, en revanche, la permission de traverser la France entre Metz et Paris pour aller rétablir l'ordre à Paris.

Ainsi, cette armée de défense nationale, Bazaine est un général à qui on a remis 170 000 hommes pour défendre le territoire, cet homme propose de transformer l'armée de défense nationale en une armée de guerre civile pour renverser la République.

Bismarck lui dit : mais oui, c'est peut-être intéressant ; mais êtes-vous sûr que vos soldats vont marcher ? Il y a des officiers qui ne marcheront pas peut-être. J'aimerais mieux que vous vous rendiez. Ce

serait plus commode pour nous. Et puis comme ça vous arriverez à casser la République. Une fois que Metz se sera rendue, la résistance sera beaucoup plus difficile.

C'est effectivement ce que Bazaine va faire, et au bout du 28 octobre, quand le thème de la famine paraîtra crédible, il dira : on est bien obligé de se rendre. Mais il faut que vous sachiez que, le 10 octobre, il avait carrément proposé de conduire son armée sur Paris pour réduire Paris, pour en chasser les Républicains et pour ramener un état social qui lui plaisait.

Quant aux généraux de Paris — pour Bazaine, on l'a appelé le traître, aujourd'hui on essaie de le réhabiliter — les généraux de Paris ont encore bénéficié pendant un certain nombre d'années, c'est ce qu'on me disait quand j'étais petit écolier, d'un certain prestige en disant : ils ont tenté ce qu'ils ont pu pour la défense de Paris.

C'est faux ! Les généraux de l'armée de Paris sont dans les mêmes dispositions que Bazaine, mais ils savent très bien que la population parisienne est très excitée et qu'elle veut se battre, et ils n'osent pas dire la vérité. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Ils vont faire un simulacre de défense. Paris est investi par environ 150 000 Prussiens et Bavaois. A l'intérieur de Paris il y a 150 000 hommes de troupe, il y a 300 000 gardes nationaux : des gens qui se sont engagés, qui ont demandé un fusil et qui n'ont qu'une idée, se battre. Et avec cette possibilité intérieure considérable, et j'ai oublié de vous dire, avec un armement énorme ; car les forts de Paris avaient une artillerie extraordinaire. Ces généraux de Paris, qui disposaient d'un armement défensif merveilleux, ont refusé de l'utiliser. Il y a là deux études. Une d'un Anglais et une d'un Suisse, le Colonel Fédéral Lecomte, en 1875. Et ces deux observateurs neutres disent tous les deux : il est stupéfiant de penser que, dans la position centrale qu'occupait Paris, avec une ligne de 80 kilomètres sur laquelle étaient étirés 150 000 Allemands, il n'y avait pas de profondeur dans les lignes allemandes ; il suffisait, disaient ces deux stratèges étrangers, et avec beaucoup de justesse, de lancer 25 000, 30 000, 40 000 hommes sur un point de l'investissement pour le briser avec succès. L'investissement allemand eût sauté si on avait décidé par un coup de bélier de le renverser. Et le thème des généraux, c'est de dire à la population de Paris : on veut bien essayer, mais les Allemands ont plusieurs lignes de profondeur. On va taire ce petit nombre de ces Allemands par rapport aux forces françaises et on organisera un certain nombre de simulacres.

On fera beaucoup tirer les canons, il y aura des bombardements extraordinaires, les forts vont tirer pour donner l'impression à la population parisienne qu'on y va, que c'est très sérieux. Et jamais on n'ira sauf pour Chantilly, mais je vais vous dire dans quelles conditions.

Metz ne s'est rendue que le 28 octobre. Je viens de vous le dire, il y avait 150 000 Prussiens et Bavaois autour de Paris et entre Orléans et Tours où se trouvait Gambetta, il n'y avait qu'un corps d'armée bavaois Or, non pas du tout par un miracle comme on l'a dit : Gambetta a fait des miracles : il a fait sortir, surgir, des soldats du sol français ! Pas du tout. Il est allé trouver des tas de soldats dans les casernes. Il en a même obligé quelques autres. En moins de trois semaines, Gambetta a eu sur la Loire 130 000 hommes bien équipés avec des canons et de la cavalerie. Alors réfléchissez bien au chiffre. 130.000 hommes dans cette armée. Il a 40 000 Bavaois en face. Il est tout à fait certain qu'ils vont être pulvérisés, les Bavaois. Et Bismarck le sait. Dans ses « Mémoires », Bismarck dira qu'entre le 15 et le 30 octobre, ce fut le moment le plus périlleux pour l'Allemagne, que si l'offensive de Gambetta s'était déclenchée, « nous étions obligés de lever le siège de Paris ». Et les observateurs versaillais qui parleront après la guerre diront : vers le 20 octobre, on voyait déjà des signes de départ des Allemands. Et dans les Archives : les Allemands se préparaient à quitter Versailles car ils avaient le sentiment que leur siège devait être levé.

C'était donc une énorme chance pour la France et pour la République, c'est vrai. Il fallait que cette chance fût brisée. La chance a été brisée par Monsieur Thiers. Ce sont des choses que l'on ignore et que j'ai apportées avec toutes les preuves. Je peux résumer ça à toute vitesse, mais c'est important à cause du rôle de Thiers dans la Commune. Thiers vient de revenir de son périple européen. Il s'est arrangé en particulier avec la Russie. Il dira en arrivant à Paris : je suis mandaté par l'Europe et notamment par la Russie pour proposer un armistice humanitaire, pour éviter l'effusion de sang. Mais quand Thiers arrive à Tours, il est affolé en voyant qu'il y a 130 000 hommes disponibles, que vraisemblablement, si ces 130 000 hommes attaquent, ils vont pulvériser les 40 000 Bavaois. Tout le plan s'écroule. Toutes les arrière-pensées de Thiers sur une dictature thieriste, grâce à des élections générales qui vont le plébisciter, tout cela s'écroule avec une victoire républicaine et une victoire gambettiste. Quel était le chef de cette armée de la Loire ? C'est d'Aurelle de Paladines, qui est un général de la vieille

école, un monsieur subjugué par Gambetta. Il a autour de lui des gailards qui veulent se battre et jusqu'à présent il n'a pas encore résisté. Il a dit : bon, décision ; on va attaquer le 29 au matin. Thiers est arrivé à persuader d'Aurelles de Paladines à ne pas obéir aux ordres de Gambetta. Thiers franchit les lignes allemandes pour aller jusqu'à Paris, pour faire une proposition d'armistice, voit Bismarck au passage à Versailles auquel il confirme : nous avons perdu la guerre. Oui, vous aurez Metz et Strasbourg. C'est entendu.

Mais il vient d'apprendre que Metz s'est rendue. Alors cette capitulation des 170 000 hommes de Metz est un avantage pour ceux qui désirent que la guerre soit perdue. Et Thiers va envoyer un parlementaire à travers ces lignes qu'il vient de franchir, auprès du Général d'Aurelle de Paladines pour lui dire : ne lancez pas vos hommes. C'est perdu puisque les 170 000 hommes de Metz de Bazaine viennent de se rendre.

D'Aurelle de Paladines n'attendait qu'un moyen ou un prétexte pour ne pas faire cette opération qui lui paraissait menaçante. Le 28 au soir, il va envoyer un télégramme à Gambetta en disant : vu l'état des routes, vu les pluies diluviennes, nous ne pouvons pas faire notre offensive. En fait, il obéit à la poussée de Thiers. Et Bismarck va être prodigieusement soulagé. Si l'opération de Gambetta avait été déclenchée, c'était très certainement le siège de Paris qui était levé.

Alors, il faut que vous sachiez que cet homme qu'on m'a appris à saluer comme le libérateur du territoire, — dans mon pays, dans toutes les villes, il y a toujours une rue ou une place Thiers — est un homme qui a empêché la libération réelle et physique du territoire ; et il a empêché le succès inévitable de Gambetta qui eût été une victoire républicaine.

Alors, il arrive à Paris pour expliquer aux gens : on va faire un armistice. Mais en même temps il vient d'arriver la nouvelle de la reddition de Metz. Nouvelles dont il espérait, Thiers, qu'elle jetterait de l'eau sur l'enthousiasme parisien. On dirait : il n'y a plus rien à faire. Metz s'est rendue. Au contraire, les gens ont l'impression que Bazaine s'est rendu coupablement et que ce n'est pas une raison parce que Metz s'est rendue pour que Paris se rende. Si bien que la proposition d'armistice formulée par Monsieur Thiers est extrêmement mal accueillie et qu'un soulèvement se produit. C'est la journée du 30 octobre 1870. Soulèvement patriotique, j'en suis sûr, soulèvement des socialistes

aussi, il y a Vallès qui est dans le coup. Ils disent : on les voit venir. Ils veulent que la guerre soit perdue. Ils veulent imposer leur doctrine à eux.

Ce 30 octobre, le gouvernement de défense nationale a failli sauter. L'Hôtel de Ville a été occupé. Et Blanqui était là aussi, bien sûr. L'Hôtel de Ville est occupé par une foule qui dit : ce gouvernement, on n'en veut plus. Ce n'est pas un vrai gouvernement de défense nationale. Jules Ferry aura une idée semblable, héritée de celle que j'ai expliquée hier, de Ledru-Rollin le 16 avril 1848. Permettez-moi de vous rappeler, pour ceux qui n'étaient pas là : 16 avril 48. A la veille des élections, inquiétude parce qu'il y a une manifestation populaire. Ledru-Rollin dit : oui, mais par bonheur, du côté des forces de gauche, il y a un monsieur qui est un épouvantail — il s'appelait Blanqui. Et Ledru-Rollin va faire répandre à travers tous les quartiers, surtout les quartiers « bien » de Paris, l'idée que ce 16 avril pourrait marquer le triomphe des subversifs et la prise de pouvoir par Blanqui. C'est exactement la même opération qui va se dérouler dans l'après-midi du 30 octobre ; alors qu'au matin du 30 octobre, l'Hôtel de Ville est plein d'émeutiers, que le gouvernement surnage à peine, dans l'après-midi, Ferry fait battre le rappel, envoie des gardes-nationaux à droite et à gauche, pour dire : vous savez qu'il se prépare, c'est Blanqui qui veut prendre le pouvoir à Paris.

Alors, on voit même un homme comme Victor Hugo — il faut voir ça dans ses notes, dans ses carnets intimes — qui allait trouver qu'effectivement le gouvernement faisait bien mal son devoir, se dire, se laisser convaincre : ah non, tout de même pas Blanqui au pouvoir. Cela va être la subversion. Blanqui, c'est le désordre.

Et les gens même, qui le matin en voulaient au gouvernement parce qu'il ne faisait pas son devoir de défense vont se dire dans la fin de l'après-midi : il vaut tout de même mieux le maintenir que d'avoir un tel pillard, un tel homme de désordre qu'Auguste Blanqui.

Blanqui passait, bien à tort, pour quelqu'un qui mettait en péril la vertu des dames et des coffres-forts, la seconde étant bien plus importante. Mais toujours est-il que c'était un affreux ! Alors, l'idée que Blanqui est menaçant va réussir. Et le gouvernement de la défense nationale — qui n'est pas un gouvernement de défense nationale — va subsister.

Les 130 000 hommes de Gambetta vont tout de même attaquer. Mais ils vont attaquer dans des conditions bien différentes de

celles du 29 parce que, je vous ai rappelé, la date est importante, c'est le 28 octobre que les 170 000 hommes de Metz se sont rendus. Il y avait 150 000 Allemands qui se trouvaient devant Metz, qui se trouvent maintenant libérés et qui vont venir renforcer la défense de Paris ; le siège de Paris et la défense vers le Sud. Gambetta va quand même se lancer. A ce moment-là, les transports étaient très lents. Ces 150 000 hommes ne venaient pas par des camions, mais uniquement par les trains et il n'y en avait pas beaucoup. Et Gambetta se dit : si on attaque, on a encore une chance.

Et, en effet, le 9 novembre, attaque de l'armée de la Loire et succès. Premier succès que les Français remportent dans cette guerre, succès de Coulmiers. C'est toujours d'Aurelle de Paladines qui est à la tête de cette armée. Que doit-il faire ? Dès qu'il a vu la bataille gagnée, il doit naturellement foncer sur Paris. Or, l'armée française victorieuse va piétiner. D'Aurelle de Paladines ne donne, malgré les supplications de Gambetta, aucun ordre d'avancer. Gambetta est un jeune homme, il est intimidé par ce vieux militaire. Il n'ose pas trop quand même se mêler de stratégie. Or d'Aurelle n'entend pas exploiter un succès qu'il déplore lui-même.

Et quand le gouvernement à Paris a appris qu'il y avait un succès sur la Loire, que devait-il faire ? Le général Ducrot qui commandait les forces devait immédiatement faire une opération pour venir à la rencontre de Gambetta qui avançait. Il ne bouge pas. Ducrot ne veut pas aller au-devant de Gambetta. Il veut attendre que les Allemands soient suffisamment renforcés pour faire cette opération que la population lui demande. Il faut tout de même faire un effort et il attendra la fin du mois, alors que le succès était du 9 novembre, pour faire le simulacre de Chantilly. Je dis simulacre. La preuve : ce jour-là, l'armée française — ils ne sont pas très nombreux — aux environs de 25 000 soldats, avec des généraux furieux de ce que l'on leur demande de faire : on a tout de même obtenu un petit succès. On a avancé de quelques positions, d'un ou deux kilomètres dans les positions allemandes, il faut donc que le lendemain on continue d'avancer. Pas du tout ! Le Gouvernement de Défense nationale dit que pour des raisons de nouveau humanitaires, et sous la pression, je dois vous le dire, de la Croix-Rouge où étaient toutes les honnêtes gens de Paris, on décide une suspension d'armes de 24 heures, soi-disant pour relever les morts et les blessés. Cela pouvait se faire en deux heures puisque c'était sur un territoire très médiocre,

quelques kilomètres. Une journée entière, 24 heures de suspension ! Les Français ne bougent pas. Ce qui va permettre aux Allemands qui ont été culbutés localement de faire venir de partout des renforts, si bien que le surlendemain, quand on se décide à reprendre l'opération, cette fois on n'a plus devant soi un rideau faible de soldats allemands mais on a un puissant rempart. Il n'y a plus moyen d'avancer. Du reste, on ne désirait pas avancer. Et on dira à la population parisienne : vous voyez, c'est bien ce que nous supposions, les lignes allemandes sont imprenables. Voilà la vérité sur Chantilly.

Les Allemands ont fini par prendre l'offensive. Ils ont culbuté la malheureuse armée de la Loire. Le général Chanzy, à ce moment-là, a opéré une retraite méritoire, paraît-il, je n'en sais rien mais tout le monde dit que c'était très bien, parce qu'il faisait retraiter ses troupes en évitant qu'elles se débandassent. Chaque soir, on essayait de faire une espèce de petite contre-offensive pour que les Allemands ne puissent pas mettre de désordre dans ces troupes qui refluaient. Et la pensée de Chanzy était d'arriver jusqu'au Mans, et au Mans, il pensait reconstituer une armée puissante.

Gambetta est un homme intelligent. Il n'est pas stratège, mais vous allez voir le plan qu'il avait conçu, que les Allemands salueront plus tard, car en 1889 il y aura un livre écrit par un général allemand qui lèvera son chapeau devant les idées et le courage de Gambetta. Gambetta dit : on va préparer quelque chose de solide avec Chanzy. Chanzy est un bon officier, un général qui y croit, au Mans. Dans le nord, du côté de Lille, il y avait un général loyaliste, Faidherbe. Et puis Gambetta disposait de ce qu'il croyait être un atout nouveau. C'est la question Bourbaki. Je suis obligé de vous parler avec quelques détails de cette affaire Bourbaki parce qu'elle est très mal connue. J'ai déjà prononcé devant vous le nom de Bourbaki. Je vous ai dit qu'il était de ceux qui avaient été d'accord avec Bazaine pour proposer cette chose stupéfiante, que notre armée, celle de Metz, devienne armée de guerre civile pour aller attaquer les Parisiens au lieu d'attaquer l'envahisseur. Bourbaki était très lié avec l'Impératrice. Il avait beaucoup de respect pour l'Impératrice et il s'était fait envoyer à travers l'Allemagne, la France occupée, le Luxembourg et la Belgique à Londres auprès d'Eugénie pour lui expliquer : notre armée de Metz, Majesté, est tout à fait disposée à rétablir sur le trône votre fils, le Prince Impérial, et il mobilisera ses forces contre l'envahisseur. L'Impératrice Eugénie a beau être une im-

pératrice, elle est stupéfaite, je dirais stupéfiée, de la proposition que lui a fait Bourbaki. Elle lui dit : mais, enfin, écoutez, est-ce que vous êtes un général français ou pas ? Bien entendu que je désire revoir l'empire, revenir, mais je désire d'abord que notre pays gagne la guerre. Même si ce Monsieur Gambetta m'est parfaitement odieux, il représente en ce moment la résistance française. Alors, je ne comprends pas que vous, qui êtes un héros, — en Crimée il s'était admirablement conduit —, vous osez me faire une proposition pareille, à savoir de neutraliser l'armée française contre l'envahisseur. Bourbaki ne s'attendait pas à ça, persuadé que l'Impératrice allait l'embrasser, parce qu'il lui faisait une pareille proposition. Et quand plus tard, il reviendra, il aura une explication vraiment invraisemblable de son comportement. Il dira : figurez-vous que quand j'ai été introduit devant l'Impératrice, j'étais tellement ému que je n'ai pas pu parler. Elle me disait : mais, enfin, mon cher ami ? Mais je ne sais pas, j'ai complètement oublié ça ! Alors qu'il avait proposé quelque chose qui avait renversé d'indignation l'Impératrice ! Et lui, Bourbaki, imprimera, osera dire plus tard : oui, c'est vrai, j'ai eu à ce moment-là une absence de mémoire ! Et l'Impératrice, qui avait dit : vous allez rentrer en France et vous allez vous mettre à la disposition de Gambetta. Chapeau ! C'est tout de même pas mal de la part de l'Impératrice de dire : Gambetta, c'est un homme que je déteste mais il défend la France.

Alors, Bourbaki, par ordre de l'Impératrice, est venu se mettre aux ordres de Gambetta. Gambetta se frottait les mains en disant : c'est un grand nom, Bourbaki. Il s'était peut-être couvert d'une gloire qu'il avait empruntée, mais on disait que Bourbaki était un héros de l'armée française. Alors, Gambetta croit qu'il peut compter sur trois hommes. Sur Chanzy au Mans. Et il a raison. Il croit qu'il peut compter sur Faidherbe. Et il a raison, mais Faidherbe c'est une toute petite armée. Et il croit qu'il peut compter sur ce personnage important, considérable qu'est Bourbaki et il va lui proposer une manœuvre que les historiens allemands déclarent, je ne dirais pas géniale, mais habile.

Il veut créer très secrètement afin que les Allemands le sachent le plus tard possible, une armée qu'on appellera l'armée de l'Est. Et cette armée, dans la direction de Besançon, il veut la lancer sur les lignes de communications allemandes. Il n'y avait que deux grandes lignes de voies ferrées qui permettaient aux Allemands du siège de Paris de se ravitailler en hommes et en munitions. Alors, l'idée de Gambetta

c'était de couper la voie de ravitaillement. Alors, on ferait une offensive simultanée. Faïdherbe se jetterait de Lille sur Paris. Chanzy se jetterait du Mans sur Paris. Pendant ce temps-là, du côté de l'est, il y aurait des armées qui couperaient les lignes de communications allemandes.

C'était bien joué, à condition que Bourbaki fasse son métier. Or, Bourbaki va très volontairement saboter la mission qu'on lui a confiée. Pourquoi ? Parce qu'il sait très bien ce que pensent de lui ses Pairs. Ses Pairs, c'est-à-dire ceux de l'état-major de Metz : ceux qui se sont rendus, Bazaine, ils vont me cracher à la figure si jamais j'obtiens un succès républicain. J'aurai trahi nos idées. Et je ne peux pas le dire non plus à Gambetta.

Il va faire traîner horriblement, invraisemblablement en longueur la constitution de l'armée de l'est. Je ne dis pas qu'il va aller au point de prévenir les Allemands, mais il traîne tellement que les Allemands le sauront. Et les Allemands vont faire arriver leurs renforts le plus rapidement possible. L'armée va finir tout de même, après trois semaines, par attaquer, l'armée de Bourbaki. Et elle obtiendra un succès. A Villersexel précisément. Et que ces troupes qui ne demandent qu'à avancer, puisque deux fois elles ont eu un succès, les soldats français reçoivent le lendemain l'ordre de se replier. Comment se replier ? Enfin ! on vient de gagner ! Les Allemands sont enfoncés.

Bourbaki donne l'ordre de se replier. Alors, le moral de cette armée éclate ou se décompose : on nous oblige à nous retirer. Où est-ce qu'on va ? On va en direction de Pontarlier, mais Pontarlier est un cul de sac. Et qu'est-ce qu'il y a après Pontarlier ? Il n'y a plus que la Suisse.

Il y avait l'armée Garibaldi, une petite armée, mais véhémence. Des gens courageux. Autour de Dijon. Ils avaient défendu Dijon. Et l'armée Garibaldi vient se porter au secours de l'armée de Gambetta, de l'armée de Bourbaki, quand on la voit refluer. Bourbaki donne des ordres pour qu'aucune communication ne soit établie entre ses officiers et les Garibaldiens, parce que les Garibaldiens sont des politiques, ce sont des gens engagés, ce sont des républicains véhéments, ce sont des socialistes. Et Bourbaki ne veut pas le moindre contact avec ces intouchables. Il finit par ramener cette misérable armée qui s'était décomposée à Pontarlier. Là, il est embêté de ce qu'il a fait, parce que, du côté de Gambetta, d'un certain nombre de Français qui aiment leur pays, on va dire : c'est curieux le comportement de Bourbaki.

Alors, qu'est-ce qu'il fait ? Il va se suicider. Rassurez-vous, il vivra jusqu'à 80 ans ! Mais Monsieur le marquis de Massa, qui était son ordonnance, aura l'imprudence en 1910, dans un numéro de la « Revue Hebdomadaire » de raconter le suicide de Bourbaki auquel il avait assisté. Il prétend que Bourbaki, désespéré d'avoir raté son opération, avait saisi son pistolet et l'avait appuyé sur sa tempe. Le coup était parti, dit de Massa, mais la balle cylindro-conique s'est heurtée à des os absolument incassables et est retombée sous la forme d'une médaille de plomb. Bourbaki se fait transporter en ambulance jusqu'à Lyon. Et Clinchant, son successeur, ne peut rien faire d'autre chose que de demander asile en Suisse pour ce qui reste de la malheureuse armée française de l'est. Du côté du Mans, qu'est-ce qui va se passer ? Chanzy essaie de tenir son armée ferme, mais Le Mans, c'est une région bien dangereuse, c'est une région qui politiquement pensait mal, enfin, je veux dire, pensait antirépublicain. Et Chanzy sait très bien qu'il y a des civils qui viennent voir les soldats. Les mobiles bretons (les mobiles ce sont des mobilisés spéciaux pour la guerre) sont travaillés — c'est le mot qu'emploiera Chanzy — sont travaillés par des émissaires civils qui leur disent : vous vous rendez compte de ce que vous faites ? Vous êtes des Bretons, vous êtes des Normands, vous êtes les héritiers des Vendéens, vous êtes des catholiques. Et vous allez travailler pour Gambetta qui est un franc-maçon et qui va rétablir la République en France ! L'armée a été corrompue. Si bien que le jour où les Allemands attaquent, je crois le 12 janvier, les mobiles bretons qui occupaient la partie sud du front opposé par l'armée de Chanzy aux Allemands, se débloquent quand la nuit est tombée. Alors qu'on avait tenu le coup pendant toute la journée, ça marchait. Chanzy était sur le terrain. Etant dans sa tente, ayant considéré que la journée est finie, puis la nuit est tombée, il apprend brusquement que tout le sud de sa ligne défensive vient de se dissoudre et que les mobiles sont partis. Et les Allemands vont faire un mouvement tournant.

Tout ceci est un peu long, n'est-ce pas, mais il faut que vous sachiez quelles étaient les dispositions des responsables de l'armée française et les dispositions des notables.

Je n'ai pas beaucoup de sympathie, il est vrai, pour Madame George Sand, mais si vous lisiez les notes de Madame Sand à ce moment-là, vous verriez la haine qu'elle porte à Gambetta, parce que Gambetta c'est l'homme de la résistance, et derrière cette résistance il

peut y avoir les socialistes. Elle est épouvantée à l'idée des socialistes. Alors, l'affaire est ratée. On sait bien que la République va tomber, que Paris va tomber. Le Gouvernement de la Défense nationale va utiliser le 19 janvier un dernier simulacre, mais un simulacre assez utile. Cette fois, on lancera des gardes nationaux ; positivement l'armée, l'armée régulière sera travaillée par les officiers qui vont faire crier, vous entendez, les officiers font crier « vive la paix » à des régiments. Ils organisent la fraternisation avec les Allemands. Il n'y a que les malheureux gardes-nationaux, les volontaires, qui veulent se battre. Alors Ducrot, chef de l'armée, dit : on va les envoyer à la tuerie ; on va voir ce qu'ils vont faire. Ils s'appellent les « à outrance », ceux-là, faire la guerre à outrance. Alors ces malheureux gardes-nationaux, le 19 janvier, qu'on voyait se battre à Busenval, vont tout seuls, défilent tout seuls devant des régiments qui se moquent d'eux. « Allez, les « à outrance », disaient les soldats (parce que les officiers leur ont dit de dire ça) allez montrer ce que vous savez faire ! ». Ce sera naturellement un carnage. Et Ducrot, avec beaucoup de cynisme, dans son livre *Le Siège de Paris*, publié en 75 dit : j'avoue que logistiquement je m'étais très peu préoccupé de la préparation du combat.

En fait, il y aura un bon petit massacre de gardes-nationaux et ça leur apprendra à vivre. Et puis, maintenant, tout de même janvier, il y a des mois qu'on est encerclé, les gens mangent très mal ; l'idée de la famine peut être crédible comme elle l'avait été à la fin d'octobre à Metz. Et Jules Ferry va expliquer, les yeux hors de la tête, qu'après-demain il n'y aura plus de pain. Jules Favre, qui est l'humanitaire que vous savez, la main sur le cœur, dit : quand je pense aux souffrances des femmes et des enfants, je ne puis m'y résigner.

Alors, il va aller retrouver son cher Bismarck qu'il avait déjà vu à Ferrières en 70, et il va lui dire : cette fois ça y est. Détail que je tiens à vous dire, très peu connu et très éclairant !

Bon. Donc, capitulation. On appellera ça « armistice », mais c'est une capitulation. Il s'agit tout de même de faire ce que nous appellerons, que nous connaissons, nous, Français, la ligne de démarcation. Les Allemands occuperont l'Alsace et la Lorraine et le reste restera libre, sera français.

C'est un certain général de Beaufort qui a été envoyé avec Bismarck pour traiter des choses militaires avec les Allemands. Le général de Beaufort se trouve avec surprise devant des cartes établies par les Al-

lemands seuls. Et les Allemands disent : nous sommes là, nous sommes là. Beaufort qui est un honnête homme dit : écoutez, j'aimerais une vérification tout de même. Je ne mets pas votre parole en doute, mais je voudrais que du côté français, du côté de la résistance, de Gambetta, on nous dise où on estime que sont les troupes françaises.

Favre trouve ce monsieur impossible, fort mal élevé. Quand il rentre à Paris, il dit : ce Beaufort, s'est conduit ! Il est ivre, il a bu, il a bu à midi à Versailles ! Je ne veux plus de ce type.

Pourquoi ? Parce que de Beaufort fait des difficultés. Favre dit alors à l'état-major : donnez-moi quelqu'un de convenable. Alors, l'autre ne s'appelait que de Beaufort, on va trouver maintenant un autre qui s'appelle Horix — c'est un beau prénom ! — Horix de Valdan. Alors Horix de Valdan va être décoré immédiatement de la grande Croix de la Légion d'Honneur pour faire ce que les Allemands demandent. Quand le général Horix de Valdan remplacera de Beaufort à Versailles et qu'on lui présentera la ligne de démarcation, il dira : mais d'accord. Où vous voulez. Où vous voulez.

Ce qui va permettre aux Allemands d'avancer sur des dizaines et quelquefois sur des trentaines de kilomètres pour dire : nous sommes là. Alors qu'ils n'y étaient pas et d'avalier des positions extrêmement fortes à Paris de telle manière que si Gambetta, malgré ses succès, voulait faire une tentative de nouvelle offensive, il ne puisse pas le faire tant on avait pris de positions stratégiques.

S'ajoute, il faut encore savoir ça, que l'armée était très contente de la capitulation, mais avait interdit à Horix de Valdan de signer l'acte de capitulation. Les Allemands exigeaient deux signatures : une signature civile et une signature militaire. Signature civile, Jules Favre ne demandait que ça. Signature militaire, Horix de Valdan dit : Je regrette mais mes ordres sont que je ne signe pas. Bismarck s'en contente. Cela va permettre à Ducrot de dire après : l'armée n'a jamais capitulé. Cherchez une signature militaire sur l'acte de capitulation : vous n'en trouverez pas. Et ça permettra aussi à Ducrot, dans ses « Mémoires » de 1875 de dire : ce sont les civils qui se sont rendus. Nous, les militaires, nous avons fait ce que nous devions.

C'était très long, mais je crois que je devais vous le dire.

Alors, la population parisienne est excédée, elle n'en peut plus. Ils pensent surtout à manger, c'est vrai qu'on mangeait horriblement mal. Mais on est tout de même stupéfait et je dois dire indigné du

spectacle auquel la population parisienne va assister dès le lendemain de l'armistice. Je viens de vous dire qu'on mangeait très mal. C'est exact. On mangeait du rat et le pain était dur et noir. Voilà que les Halles avant qu'aucun train ne soit parvenu à Paris, avant que les Allemands n'aient mis quelques vivres à la disposition des Français, tout à coup le carreau des Halles, comme on dit, qui était vide se remplit de denrées. On voit des amoncellements de pommes de terre, des quantités de riz, des pois chiches, tout ce qu'on veut. Pourquoi ? Parce qu'on les avait stockés, on dissimulait toutes ces réserves, on les vendait à prix d'or à ceux qui pouvaient les payer, comme Victor Hugo, qui ne souffrira jamais de la faim parce qu'il était très riche. Aux gens pauvres, on disait : mais il n'y a pas de substances. Et ces substances étaient là, réservées à prix d'or pour ceux qui pouvaient payer. Et maintenant que c'est la capitulation et que les vivres vont arriver, on met sur le marché ce qu'on avait réservé pour le vendre encore assez cher avant que ça ne devienne bon marché. Au point qu'un journal comme « L'Illustration », qui était au fond une publication périodique très conformiste, s'indigne. Il y a un article de « L'Illustration » qui dit : alors, quoi ? On nous a menti sur la question de la famine. C'est vrai. Il y avait des réserves.

La population de Paris prend très mal cette capitulation dont on s'aperçoit qu'elle a été un truquage. Mais il va y avoir les fameuses élections puisque la capitulation n'est faite que pour ça. Recours au suffrage universel. Monsieur Thiers va se présenter partout et l'idée qui doit dominer les élections en France, c'est l'idée de la paix.

Nous, nous représentons, disent les conservateurs, les amis de la paix.

En fait, paix à outrance, et c'est une propagande qui réussit, vous le comprendrez aisément, près des paysans qui disent : on nous a déjà mobilisés. Il y a des paysans qui ont leur fils au front. Il y en a qui sont même au front. Il y a Gambetta qui veut tout le temps faire de nouvelles offensives. Il y a des gens qui se proposent avec leur drapeau blanc parlementaire : la paix.

Le drapeau blanc avait une double signification. Ceux qui le brandissaient se donnaient pour les amis de la paix mais le drapeau blanc, dans l'esprit de beaucoup d'autres, était le drapeau royaliste. Mais on ne parle pas de royalisme. On parle simplement de paix. Le résultat est ce que vous pensez. Une Chambre magnifique qui est plébiscitée par 26 départements. Lamartine en avait eu 10, en 1848. Il y a

26 départements puisqu'il y a des candidats multiples qui étaient autorisés. 26 départements qui vont envoyer Monsieur Thiers comme chef de la nouvelle majorité. C'est une Chambre incroyable. Est-ce que vous vous rappelez qu'en 1848, au moment des élections du 23 avril, sur les 750 députés, il y avait quelque 250 républicains. Il n'y a même pas 200 républicains dans cette nouvelle Chambre. Cette Assemblée Nationale élue le 8 février 1871, c'est le Gotha. Tous les grands noms parisiens, tous les grands noms français, toute l'aristocratie française, l'aristocratie qui a maintenant partie liée avec les puissances de l'argent par les mariages, comme vous le savez, tout ce qui est de plus honorable dans Paris et en France s'est rassemblé dans cette élection du 8 février.

L'élection, je vous en ai parlé du reste hier en vous disant qu'elle a renouvelé les procédés de 1848. Dans bien des endroits, les paysans ont été amenés au vote au pas. C'est là où j'ai cité préventivement la phrase de Victor Hugo, le vers de Victor Hugo : « maires parfois traînant leurs paysans aux urnes ». Cela s'est en effet produit, parce qu'il faut lire Madame Sand, châtelaine de Nohan, qui se félicite que son département (c'est l'Indre) « est un des plus noirs sur la carte de l'analphabétisme en France. Je m'en réjouis parce que des paysans qui ne savent ni lire, ni écrire, sont admirablement dociles aux notables — donc à elle-même, et au châtelain. Jacques Bonhomme, comme elle dit avec une feinte estime, a un amour féroce de sa propriété. Jacques Bonhomme respecte la richesse ».

Alors, elle espère bien que les élections sont satisfaisantes. Dieu sait qu'elles sont satisfaisantes, sauf à Paris.

A Paris, étant donné l'indignation patriotique, c'est vrai, les Parisiens ont compris qu'ils avaient été roulés, avaient été vendus. A Paris, les élections ont été désastreuses pour le parti conservateur, et toutes les têtes d'une république modérée (Blanqui est écarté) mais tous les républicains affirmés ou semi-modérés passent, y compris même cet Italien, Garibaldi, qui n'a pas le droit d'être élu député français, mais les Parisiens ont voté pour lui en grand nombre. Louis Blanc, le vieux Louis Blanc est en tête. Victor Hugo est le second, Garibaldi est, je crois, le troisième. Le quatrième, c'est Gambetta. C'est une liste affreuse ! Alors que presque toutes les élections départementales étaient si satisfaisantes, le vote de Paris est épouvantable.

Alors, que va-t-il se passer ? Il va se passer qu'on a une incroyable détestation en province contre Paris. Un thème habituel est

celui-ci, en province : tout de même, nous ne sommes pas des esclaves. Les Parisiens ont décidé qu'ils voulaient une république. C'est pas parce que les Parisiens veulent la république, que, nous, la province, nous sommes obligés d'obéir. On en a assez de cette dictature parisienne. Deuxièmement, ces Parisiens ont vraiment été insupportables, ils ont retardé la paix pendant beaucoup de mois.

Le thème de Monsieur Thiers, c'est de dire : ah, si on avait fait la paix plus tôt, on aurait peut-être pu épargner Metz. Ce qui est faux puisque nous savons qu'à la date du 10 août 1870, l'Allemagne avait fait connaître ses buts de guerre, et ses buts de guerre c'était parfaitement Metz en même temps que Strasbourg. Toujours est-il qu'il y a une détestation que vous ne vous imaginez pas, mais vous allez en avoir des preuves, de la province, des conservateurs, des notables de province contre Paris.

Voici ce qu'écrivait dès octobre 70, le novelliste de Versailles : il y a deux nations en France, les Parisiens et les Français. Les Parisiens ont usurpé la domination sur les véritables Français.

Voici Monsieur de Belcastel le 12 mars 1871, à la tribune de l'Assemblée de Versailles : « Paris est le chef-lieu de la révolte, la capitale de l'idée révolutionnaire. »

Louis Veillot, dans « l'Univers » du 2 février : « Paris est le cancer de la France et le scandale du monde. »

Comme il y a évidemment une agitation dans Paris qui est visible, les honnêtes gens estiment qu'il faut balayer les écuries. C'est le mot de ce monsieur Ximénès Doudan, qui est une espèce de joyeux luron qui veut faire plaisir au parti conservateur. Et Louis Veillot, 4 et 8 mars, toujours dans « l'Univers » : « C'est la dernière canaille qui règne sur la capitale ».

Et il n'y a pas de Commune à ce moment-là. Vous avez entendu. C'est le 4 et 8 mars et la Commune va exploser le 18 mars. Et le 4 mars déjà il déclare ça.

Le petit Sorel, c'est l'historien et le futur académicien, très brillant du reste mais enfin très conservateur, qui va écrire dans une lettre du 7 mars : « Je souhaite que l'on en finisse une bonne fois, il faut tôt ou tard un coup de force : le plus tôt sera le mieux. » Pour en finir avec Paris : le général du Barail : « Paris est en proie à une de ces maladies que l'on est obligé de traiter avec ces pilules de fer qui s'appellent les boulets. »

Enfin, vous avez quelque chose de beaucoup mieux qui date du 4 mars. Le Général Ducrot, responsable de la défense de Paris, qu'il n'avait pas faite, et qui s'est fait élire député à Bordeaux, dans un des bureaux de l'Assemblée, qui d'abord a été à Bordeaux, vous le savez, pour venir ensuite à Versailles ; il va dire prophétiquement ce qui suit : « Les hommes du désordre, je leur ai voué une haine éternelle. Ils règnent à ce moment dans Paris. Il faudra peut-être un siège. » Voilà, c'est la première fois que ce mot de siège de Paris est prononcé. Le 4 mars 1871 par le général Ducrot qui avait prétendu assurer la défense de Paris et qui avait pratiquement préparé la capitulation.

Alors, que se passe-t-il à Paris ? Il se passe que les gens sont naturellement malheureux et exaspérés et qu'ils voient qu'on les déteste. Ils savent qu'on les déteste. On va essayer du côté de l'Assemblée Nationale de provoquer une insurrection à Paris. C'est tout de même désagréable d'attaquer sans cause. Il faudrait tout de même un prétexte. Le général Vinoy, qui a été chargé de l'ordre à Paris — il est gouverneur militaire de Paris — va prendre divers arrêtés dont il espère qu'ils seront suffisants pour exciter les Parisiens et pour permettre une répression. Premier arrêté, c'est la disparition de quelques journaux les plus à gauche. Cela passe. Quelque chose qui passe beaucoup moins c'est la décapitalisation de Paris. Les Parisiens sont tout de même fiers d'être la capitale et maintenant, on leur dit : non, l'Assemblée a décidé que le gouvernement, que l'Assemblée se tiendrait à Versailles. Il n'y aura plus de Sénat qui fonctionnera, plus d'Assemblée Nationale à Paris. Cela déplaît aux Parisiens mais pas suffisamment pour les mettre hors d'eux. Mais ce sur quoi on compte beaucoup dans l'Assemblée de Bordeaux, c'est sur la suppression brutale du jour au lendemain du moratoire : le moratoire des effets de commerce et moratoire du loyer.

Bien entendu, pendant la guerre, on avait dit aux gens : ceux qui ne peuvent pas ne paieront pas leur loyer. Le commerce est en chômage ou presque, enfin ça ne va plus. Les effets de commerce seront prorogés jusqu'à telle date. Et brusquement, à la date du 12 mars, l'Assemblée décide qu'après-demain les loyers en retard sont exigibles et les effets de commerce immédiatement exigibles. Ça prend des tas de gens à la gorge. Ça les met dans une situation très difficile financièrement. Toujours pas d'agitation. Les gens ne se soulèvent pas !

J'ai trouvé en Suisse le livre d'un garde national suisse qui s'était engagé par esprit républicain pour défendre la France ; il s'appe-

lait Guillaume. « Il y avait, écrit-il, au mois de mars avant ce que je vous ai raconté, avant la Commune, il y avait un dégoût général. Tout le monde soupirait après la reprise du travail ». C'est une phrase grave que je vous demande de garder en esprit pour comprendre ma conclusion.

Premièrement, il manquait évidemment de matières premières. Les usines étaient fermées. On ne pouvait pas travailler. Mais, deuxièmement, il y avait ce même lock-out patronal que vous avez vu le 2 mars 1848, lorsque je vous avais dit que le gouvernement, sous la pression de Louis Blanc, avait décidé autoritairement un abaissement de la durée de la journée de travail, les patrons s'étaient indignés en disant : où allons-nous si l'Etat se mêle maintenant du temps de travail, peut-être plus tard des salaires. Or, ils avaient fermé en grand nombre leurs usines. Celles qui pouvaient travailler à Paris, qui auraient eu les moyens de travailler avec le ravitaillement qui allait arriver, ferment leurs ateliers. On met le lock-out. On dit qu'on ne peut pas travailler. Et vous avez, comme en 48, une masse de chômeurs.

La Garde Nationale ne sert plus à rien. Elle n'a plus de justification puisqu'on a capitulé, puisque la guerre est terminée. Ces gardes-nationaux étaient des gens qui s'étaient engagés pour défendre Paris. Alors on pourrait croire que la Garde Nationale est dissoute d'elle-même. Et Favre avait essayé d'obtenir de Bismarck qu'il fit entrer ses troupes dans Paris et procédât lui-même au désarmement de la Garde Nationale. Bismarck étant réaliste se dit : ça va faire des histoires à Paris. Ce n'est pas sûr que les gardes-nationaux vont se laisser désarmer, surtout par nous, les Allemands.

Et il avait dit à Favre : la politique intérieure, je ne veux pas m'en occuper.

Alors, nous assistons à ceci. Il y a environ 220 000 inscrits à la Garde Nationale et que ces gens devant le lock-out patronal ou devant la fermeture obligatoire des usines, n'ont plus de quoi manger, sinon d'être gardes-nationaux, garder 1,50 F/jour. C'est exactement le coup des Ateliers Nationaux qui réparait. Vous vous rappelez, les Ateliers Nationaux (Dieu sait ce qu'on en avait fait !) avaient été créés pour permettre qu'il n'y ait pas un chômage absolu et que les gens ne mourussent pas de faim ; on leur donnait aussi à ce moment-là 1,50 F/jour. Et on va maintenir la solde de la Garde Nationale à 1,50 F/jour, sans ça ces gens mourraient de faim. Et ils sentent très bien qu'ils sont haïs. Ils voient la presse de la province. Ils savent qu'on veut en finir avec Paris.

Je ne sais pas s'ils entendent parler des boulets, des pilules de fer, des boulets du général du Barail, mais ils ont entendu quelque chose que j'ai oublié de vous dire et qui est très important, et que je trouve chez quelqu'un qui est bien peu révolutionnaire : Francis Garnier, lieutenant de vaisseau. Le lieutenant Francis Garnier, colonialiste, et qui est parti au Tonkin en 1873, avait, avant de partir au Tonkin, écrit un bouquin anonyme (pour ce qu'il va dire, il n'osait pas le signer) ; il l'appelle « Mémoires d'un Officier de Marine sur le Siège de Paris », et il disait ceci : « dès le lendemain de la capitulation, la plupart des officiers paraissent sur les boulevards et la plupart d'entre eux ne parlaient que de mitrailler la ville. » Voilà ce que dit l'officier de marine, Francis Garnier.

Ses collègues, les officiers, ne parlaient pas de se battre, mais ne parlaient que d'une chose : mitrailler la ville ! Et ça, les types de la Garde Nationale le savent. Alors qu'est-ce qu'ils vont faire ? Ils vont se fédérer. Le fameux mot « fédéré ». Vous savez « communard » égale « fédéré ». Pourquoi donc ? Les 240 bataillons de la Garde Nationale vont décider de faire, comme on dirait aujourd'hui, une unité ouvrière. Tout ce monde ne marchera pas, parce qu'il y aura des bataillons bourgeois qui ne veulent pas entrer dans le coup. Mais 215 bataillons (c'est tout de même un chiffre !) mais 215 bataillons sur les 240 bataillons ont décidé qu'ils fusionnent. La Garde Nationale devient une unité de protestataires, de types qui disent : on ne nous enlèvera pas nos fusils. Nous avons ces fusils qui représentent 1,50 F pour vivre. Nous allons faire la Fédération des ouvriers, des défenseurs de Paris.

Vous vous rappelez mon premier cours où j'avais parlé de la fameuse Fédération de 1790. Où je vous avais dit la vérité sur cette Fédération, celle des gardes nationales bourgeoises, armée de l'ordre supplétive. Eh bien, la Fédération du 14 juillet 1790, c'est la Fédération des nantis, disant : nous sommes armés et vous, citoyens passifs, vous n'avez pas le droit de bouger.

La nouvelle Fédération, celle de 1871, c'est le contraire. C'est la Fédération des opprimés, des désespérés qui disent : nous sommes tout de même une force. On ne nous aura pas comme ça. Nous avons nos fusils et on se défendra.

Mais c'est justement parce qu'ils ont des fusils entre les mains, l'autorité, maintenant l'Assemblée Nationale, qui déteste Paris, qui veut rétablir la monarchie, c'est parce qu'ils ont des fusils qu'on va

décider d'en finir avec eux.

Thiers n'est pas le monstre dans ce cas-là, dans le cas de Paris, il n'est pas le monstre que j'avais cru. J'ai longtemps cru, avant d'étudier les choses de près, que Thiers ne désirait que faire une grande leçon. Thiers est un malin qui est entouré de monarchistes — les députés sont dans l'immense majorité monarchistes —, et lui, il ne l'est pas. Thiers est thieriste. Thiers se dit : je veux une république conservatrice dont je serai le président de la République à vie. Alors, pour faire sa République conservatrice, il a besoin de l'appui des républicains modérés. Il y en a beaucoup à Paris des républicains modérés. Hugo, par exemple, n'était pas un républicain d'extrême-gauche. Il était républicain modéré. Alors, Thiers voudrait qu'on s'arrangeât avec ceux qui, à Paris, ne sont pas subversifs à proprement parler, qui sont des républicains. Et il y a des députés maires à Paris, et il voudrait bien, Thiers, que l'on puisse arranger quelque chose qui éviterait l'effusion de sang, parce que s'il y a effusion de sang, ces mêmes républicains modérés vont passer à la haine de Versailles. Et ses chances d'en finir, le mot est un peu dur, ses chances de rouler les royalistes, de duper les royalistes qui disparaissent. Mais il est surexcité, Thiers. Il y a des gens qui n'acceptent pas sa politique de transaction, et, en particulier, le gouverneur de la Banque de France.

Le gouverneur de la Banque de France s'appelle Rouland. Les lettres de Rouland à Thiers sont conservées à la Bibliothèque nationale. Elles sont incroyables ! Rouland parle à Thiers qui est président du Conseil, qui est le premier personnage de France, avec une espèce d'autorité. La Banque de France, c'était respectable !

Monsieur Rouland, à la date du 7 mars, dit à Thiers : « ils (les gens de Paris) disent qu'ils n'attaqueront pas, mais qu'ils ne désarmeront pas. Ces gens-là ne connaissent qu'une défaite, celle de la force ». Et gourmandant un peu Monsieur Thiers, il lui dit : « on ne sent pas encore la main qui dirige la décision qui fixe les incertitudes. » Autrement dit : attaquez, foncez ! Alors Thiers soupèse les choses et il dit : oui, il y a un prétexte. On pourrait se servir des canons. Les canons de Montmartre. Les Allemands avaient exigé une entrée symbolique dans Paris. Ils ne voulaient pas aller fort loin. Ils avaient décidé qu'ils ne resteraient qu'une demi-journée, mais ils voulaient défilé sur les Champs-Élysées. C'était la gloire de Bismarck. C'était le 1^{er} mars. Il était entendu que les Allemands entreraient par les quartiers « bien »

de Paris, les quartiers ouest par conséquent, et s'arrêteraient à la Place de la Concorde. Au-delà de la Concorde, ce sont des quartiers déjà un peu pauvres ; puis il y a des quartiers très pauvres, et les Allemands n'avaient pas envie de s'aventurer là-bas, parce qu'ils savaient qu'il y avait une grande excitation et ils avaient peur d'incidents. Occupation symbolique pour 24 heures de Paris. L'état-major est tellement indifférent à ce qui se passe qu'il a laissé les canons ; or beaucoup de canons avaient été achetés par les Parisiens, — le Gouvernement de la Défense nationale avait fait croire qu'on manquait de canons, c'est pour ça qu'on n'attaquait pas, et s'était dit : il faut de l'argent. Et des tas de Parisiens, des tas de pauvres gens avaient versé des oboles pour qu'on ait des canons en plus — il y avait des quantités de canons qui étaient laissés dans la partie de Paris qui allait être occupée par les Prussiens. Les Parisiens, qui avaient payé ces canons, étaient indignés, en se disant que l'état-major aurait pu tout de même enlever ces canons. Les Prussiens vont nous les prendre ! Alors, il faut savoir que ce sont des bourgeois, des gens riches des VIII^e et XVI^e arrondissements qui s'étaient attelés eux-mêmes à ces canons — ce n'étaient pas des canons lourds — pour les mettre en sûreté. Où en sûreté ? A Montmartre. Cette colline de Montmartre, on sait que les Allemands ne vont pas y aller. On les y amène. On les y installe, roue contre roue. Il y en a plus d'une centaine. Ce sont des canons symboliques. Ce ne sont pas des canons qui peuvent tirer sur Paris, ils sont sans gargousse. Et le thème des journaux conservateurs est de dire : il y a à Montmartre, une concentration d'artillerie telle, entre les mains de la subversion (Blanqui et autres) que quand ils voudront, les gens d'extrême-gauche pourront dominer Paris, l'écraser sous la mitraille et nous imposer leur dictature.

Thiers sait que ce n'est pas vrai. Et que ces canons ne sont que des canons symboliques. Il sait qu'il n'y a pas de gargousse et il sait que Clemenceau, maire du XVIII^e arrondissement est tout prêt à négocier pour que ces canons fussent rendus, puisque les Allemands sont partis, n'occupent plus Paris, fussent rendus à cette armée française réduite à 12 000 hommes. Les Allemands avaient dit que l'armée française pour Paris c'est 12.000 hommes. Pas plus. C'est pourtant sur l'affaire des canons que Thiers, qui est surexcité et poussé par des tas de gens qui disent : il faut en découdre ! Thiers se décide à quelque chose qui n'est pas ce que j'avais cru. Thiers a obtenu maintenant 40 000 hommes contre Paris, au lieu des 12 000 fixés par l'armistice ; et voici sa pen-

sée : dans la nuit du 17 au 18 mars, il va lancer les 40 000 hommes disponibles sur Paris, dans la nuit, vers 3 ou 4 heures du matin. On va les lancer sur Montmartre puisque, paraît-il, il faut récupérer les canons. Il y aura probablement une agitation. Thiers croit qu'étant donné l'état d'esprit de la population qui n'est pas tellement énervée, puisqu'on n'est pas arrivé à les surexciter au point de faire une révolte, il y aura peu de gens à descendre dans la rue. N'y descendront que les meneurs. Alors, on va procéder à une grande raffe. On va envoyer des soldats, des officiers aussi, des généraux de bonne compagnie qui se saisiront de toutes les forces révolutionnaires qui sont descendues dans la rue. Tous les gens qui se seront compromis ce jour-là, on les épinglera. On va raffer ce qu'il y a de dangereux à Paris et les autres Parisiens seront tellement épouvantés, il n'y aura plus d'excités, on les aura.

Vous savez aussi que les choses ne vont pas se passer comme Thiers l'espérait. Il avait vu cette petite opération réglée en quelques heures. C'était avant le lever du jour qu'on devait lancer les soldats. Malheureusement, le 88^e régiment d'infanterie, qui montait les pentes de Montmartre, vers les canons, précédé de policiers qui ont tué. Car c'est un policier qui va tuer le premier mort de la Commune, qui n'est pas encore la Commune, — le garde-national Turpin qui, plus ou moins endormi, veillait sur les canons qui ne servaient à rien. Les policiers qui précédaient l'armée ont vu ce Turpin. Turpin, entendant du bruit, a essayé de croiser la baïonnette contre cet ennemi dont il entendait simplement le cliquetis, et un policier l'a abattu. C'est le premier mort de la future Commune, car nous ne sommes pas encore dans la Commune. Mais au moment où la foule sort, parce que c'est vrai, la foule sort de toutes les maisons : mais qu'est-ce qui se passe ? On veut renverser la République. Voilà des soldats qui sont là pour nous ramener la monarchie.

Les soldats du 88^e, malgré les ordres réitérés de leurs officiers et du général Lecomte qui est arrivé lui-même parmi les soldats au premier rang en disant « tirez, tirez », les soldats ne tirent pas ! Evidemment, il y a des tas de femmes, il y a même des gosses qui sont là, qui sont épouvantés. Tirer, c'est un massacre d'une foule désarmée. Les soldats ne marchent pas, lèvent la crosse en l'air et même arrêtent le général Lecomte. Il y a un autre. Clément Thomas, ex-général, il est à la retraite, c'est un assez vieil homme, qui va être épinglé le même jour. Et il va se trouver qu'à Montmartre, rue des Rosiers, deux assassinats vont

être commis par les Parisiens, par les soldats révoltés. Rue des Rosiers, on va fusiller le général Lecomte et le général Thomas. A propos du général Clément Thomas, je vous ai apporté une citation intéressante parce qu'il faut savoir que le nom de Clément Thomas était bien connu de la population parisienne et de la Garde Nationale ; bien connu, parce que Clément Thomas, qui avait été nommé chef de la Garde Nationale par Jules Ferry pendant le siège, avait passé son temps à essayer de déshonorer les gardes-nationaux rouges. Voici une phrase de Monsieur Trochu, général Trochu, 26 juin 71, devant la Commission d'enquête : « Il (Monsieur Thomas) avait poursuivi ce qu'on appelait les « guerres à outrance » et autres braillards de patriotisme avec une indomptable énergie, ne laissant échapper aucune occasion de les déshonorer devant l'opinion. »

Alors, vous pensez que les gardes-nationaux qui avaient ces preuves, d'esprit républicain ou d'esprit gauchiste, ne portaient pas dans leur cœur Clément Thomas. Et comme Clément Thomas, probablement averti de l'opération Thiers, était venu pour voir ce qui se passait, se frottant les mains, et comme on l'avait reconnu, on a dit : il faut qu'il y passe aussi.

Alors, on va les fusiller. A la tête de la Garde Nationale fédérée, il y a un Comité central. Ce Comité central a été élu. C'est, si vous voulez, une représentation syndicale. J'aimerais assez comparer cela, cette Garde Nationale fédérée pour défendre son salaire, défendre son 1,50 F, à des gens qui se défendent pour leur salaire qui leur permet de survivre. Et ils ont délégué à leur tête un Comité central. Le Comité central, malgré ce qu'on va dire dans les journaux de Versailles, n'a aucune responsabilité dans l'opération affreuse qui vient de se passer. Il n'a pas su, le Comité central, que les généraux Clément Thomas et Lecomte ont été fusillés. Et je souligne la chose : ils ont été mis contre le mur par des soldats en révolte, des soldats du 88°. J'ajoute que d'autres régiments avaient fait la même chose. Le 35°, aux Buttes Chaumont et le 120°, à la Bastille, avaient également refusé de tirer sur le peuple.

Thiers était aux Affaires Etrangères, qui ne sont plus au Boulevard des Capucines, comme en 48, qui sont au Quai d'Orsay. Il descendait pour demander les nouvelles, et les nouvelles qui lui arrivent sont affreuses. Il apprend que l'armée qui est son instrument de dissuasion est en train de lui éclater entre les mains. Alors, il prend une véritable panique. Et au début de l'après-midi, il décide de quitter brusquement

Paris. En tout cas, lui, il a peur de faire arrêter dans ce Paris, qui est maintenant insurgé, parce qu'il y a partout maintenant de la défensive. Les Parisiens se disent : on veut nous imposer la monarchie, on veut nous enlever notre République. Barricades, je le répète, défensives. Il ne s'agit pas d'attaquer. On ne va pas se précipiter sur les gens. On va faire comme en juin 48. On va essayer de se défendre sur place. Thiers est absolument paniqué et il a toujours eu peur du contact avec la foule. Et il décide de partir pour Versailles. Et c'est de là qu'il va envoyer l'ordre que vous connaissez, ordre à tous les ministères, à toutes les administrations de quitter Paris et de se réfugier à Versailles. Vous m'entendez : toute administration, tout ministère, les postes, les hôpitaux, tout doit partir à Versailles ! Paris doit devenir une espèce de désert administratif. Et avec précision que tout fonctionnaire qui persistait à rester à Paris serait considéré après le rétablissement de l'ordre comme ayant désobéi et passible des pires sanctions !

C'est là que Thiers se vantera plus tard d'avoir exécuté en mars 71 le plan qui avait été le sien en février 48. Je ne le crois guère. Je crois que Thiers a été saisi de panique, qu'il s'est enfui à Versailles, puis que, là, il a eu l'idée de revenir sur Paris avec des forces qu'il ferait venir de province et, à mon sens, c'est pour masquer sa panique qu'il a prétendu avoir accompli, en 1871, un plan déjà conçu par lui en 1848. Laissons là-dessus un point d'interrogation.

Parfois, on vous dit : la Commune, c'est le mouvement du 18 mars. Mais non, ce n'est pas encore la Commune. Il y a un interlude avant la Commune. La seule autorité qui subsiste dans Paris, c'est le fameux Comité central. Et le Comité central, ce sont des délégués syndicaux, ce sont des gens qui représentent la Fédération des Gardes Nationaux et qui sont là pour faire que leur 1,50 F leur soit toujours payé. Et ces malheureux types ont été stupéfaits. Benoît Malon qui est l'un d'eux et qui est un communard dira : Jamais révolution n'avait plus surpris les révolutionnaires. Ou encore, un autre, Dacosta : Le Comité central au soir du 18 mars était pour le moins aussi désorienté que l'ennemi. Pourquoi désorienté ? Parce qu'il n'y a plus d'administration à Paris. Ces types ne sont pas du tout préparés à faire de l'administration. Ce sont des gardes-nationaux comme les autres, un peu gradés, qui s'occupaient de leurs petites affaires de gardes-nationaux et qui tout à coup ont la responsabilité d'une ville. Et ils vont faire des miracles, ces gens. Avec beaucoup de courage, de dévouement, d'intelligence, ils

vont essayer de rétablir les postes, de trouver des enseignants, puisqu'il paraît que les enseignants doivent tous partir aussi, rétablir au moins quelques infirmières ou infirmiers dans les hospices pour s'occuper des vieillards. Ils vont arriver à faire que Paris puisse tout de même survivre en attendant une organisation. Quelle organisation ? Les élections municipales. Le Comité central est là pour dire : en attendant, le plus vite possible, on va faire voter la population parisienne. Elle votera pour avoir son administration communale et on appellera ça, si vous voulez, une Commune. La Commune de Paris.

Vous savez, ce mot, aujourd'hui, est entouré d'éclairs, mais à ce moment-là il désignait simplement l'administration communale de Paris.

Seulement il va se passer des choses avant qu'on ne puisse voter. On a décidé qu'on attendrait pour voter le dimanche 26 mars. Du côté de Thiers, qu'est-ce qui se passe ? Thiers voudrait encore essayer peut-être, s'il y avait moyen, de s'arranger avec les députés maires de Paris. Ceux qui représentent les républicains modérés. Mais je vous ai déjà dit que Thiers n'est pas le plus fort et qu'il sait qu'il perdrait une part de son prestige à l'Assemblée s'il n'opérait pas par la force. Thiers se dit : on va faire venir des soldats de province. Il va en arriver des masses. Tous ceux qu'on a pu récupérer, qui s'étaient débandés à Paris et sur lesquels on a pu mettre la main et les ramener à Versailles. Et je vais constituer là à Versailles une forte intervention, une force la plus puissante possible.

Finalement il va obtenir 170 000 hommes de Bismarck. Voyez les chiffres. Bismarck avait donné 12 000. C'est tout. Puis 40 000, puis 80 000. Il finira, Bismarck, par dire : écoutez, vous aurez 170 000 hommes. Parce que Bismarck ne doute pas des excellents sentiments que Monsieur Thiers lui porte. Alors, finalement, on va réunir 170 000 hommes pour se jeter contre Paris. Nous n'en sommes pas là. Nous sommes avant les opérations offensives qui commencent le 2 avril, mais la grande préoccupation de Thiers et des gens de Versailles c'est de constituer une armée très surveillée. On va majorer la solde du soldat. On va l'entourer de prévenances, afin que, le jour venu, ces malheureux garçons, qui sont tous des plébéiens, des paysans, acceptent de tirer sur les Parisiens.

Il va se passer des choses intéressantes à Paris. Il est bien entendu que les socialistes, et Vallès, par exemple, se disent : on a une

chance avec ce qui se produit maintenant, avec l'excitation, avec cette violence que vient d'exercer contre nous Versailles. Peut-être que nos idées vont trouver un terrain favorable. C'est l'occasion de faire un progrès social dans cette défense contre ceux qui veulent écraser cette ville.

Je souligne une chose sur laquelle je reviendrai en terminant. Ils sont peu nombreux ceux qui ont une arrière-pensée politique précise. Ils sont peu nombreux. Vallès, Varlin, Frankel, le seul qui fut en rapport avec Marx, représentent une infime minorité dans ce qu'on va appeler maintenant, le mouvement de la Commune. Mais il y a tout de même des gens qui essaient à ce moment-là de profiter des événements pour faire avancer l'état social français. Vallès, lui, est un homme de paix. Il faut savoir que dans le journal « Le Cri du Peuple », il passe son temps à dire « surtout pas de batailles », parce qu'il est positif, parce qu'il est réaliste, parce que Paris a beau être Paris, toute la France est contre lui. Paris est perdu, quoi. Il n'y a pas moyen. Quand Vallès dit : « Deux heures de conversation à coups de canon, c'est vingt ans d'esclavage dans les faubourgs. » Cela veut dire : oui, on tirera des coups de canon, mais on sera écrasé comme les pauvres types de juin ont été écrasés. Alors, il y aura une telle idée de vengeance que tout espoir de progrès social sera aboli. Tâchons de nous arranger. On peut peut-être s'entendre avec les bourgeois. Regardons-nous dans les yeux et les gens comprendront bien que ce n'est pas vrai que nous sommes des hommes de violence et de pillage. Il y a probablement de braves gens chez les bourgeois. Ils ont été courageux pendant la guerre, les bourgeois parisiens. Ils ont essayé de se battre. On va leur expliquer qu'on leur bourre le crâne en disant que les Bellevillois sont des assassins. Voilà la politique de Vallès. C'est une politique d'entente.

Et le 22 arrive un événement très grave, c'est la manifestation de la rue de la Paix. Si vous ouvrez les « Mémoires » de Maxime Du Camp, qui est un conservateur, vous y verrez : « Des hommes paisibles et sans armes font une tentative suprême de conciliation, nobles cœurs, qui avaient pitié de la France et qui ont été accueillis par une fusillade à bout portant. » De quoi s'agit-il ? C'était le 22 mars, et environ 1 200 manifestants descendaient la rue de la Paix en poussant des clameurs pour se diriger vers le siège de la Garde Nationale, Garde Nationale maintenant révoltée, maintenant révolutionnaire. Ils étaient si peu pacifiques que quand ce que je vais vous raconter sera terminé, on va

trouver la rue de la Paix jonchée de poignards, de casse-têtes et même de revolvers. Donc, ils étaient armés. D'autre part, des témoins (en particulier un neutre qui était là, un Britannique qui a raconté la chose) étaient si peu paisibles que ces gens descendaient la rue de la Paix, en criant : « bandits, assassins ». Leurs dispositions étaient véhémentes. On va tirer. Les gardes-nationaux se sont mis en ligne, à l'extrémité de la rue de la Paix, pour les empêcher de passer. Il y aura 5 minutes de roulement de tambour, vous m'entendez, 5 minutes ! Sommaton : « Retirez-vous, sans ça on va tirer, retirez-vous ! » Et pendant cinq minutes, les gens ne se retirent pas. Ils arrivent tout près, vraiment visage à visage avec les gardes-nationaux, et quand on nous fait croire de la part de Maxime Du Camp que les gardes-nationaux ont tiré à bout portant devant cette foule, c'eût été un carnage. En fait, il y aura 12 tués, mais il y aura 2 tués et 12 blessés du côté de la Garde Nationale. Est-ce qu'ils se sont entretués les gardes-nationaux puisque les gens arrivaient sans armes ? C'est vrai qu'il y aura tout de même 12 tués, et parmi les tués il y aura du beau monde comme un colonel en retraite, un lieutenant de vaisseau, un agent de change, et, parmi les blessés, rien de moins qu'un des régents de la Banque de France, Monsieur Hoffinger. Vous voyez que c'était une manifestation de gens considérables, respectables. 12 tués, ça fait un effet terrible. Les gens disent : ça y est, c'est la guerre civile dans les rues de Paris. Alors, le 24, c'est là le 24 que Vallès dans son « Cri du Peuple » dit : « Ne nous laissons pas emporter. Malgré ce très déplorable incident, pas de bagarre. Essayons de nous arranger. »

Thiers était parti avec une telle panique le 18 mars qu'il avait oublié quelque chose : la Banque de France. C'est la Banque de Paris avec tous ses trésors. Que vont faire toutes ces mauvaises gens ? Alors, le 24, il délègue à Paris l'amiral Saisset qui est chargé de faire une proclamation apaisante, mais une proposition qui ne comporterait pas nécessairement un engagement. Il dit simplement : sur les loyers, on va réviser. Et sur les effets de commerce, on va s'entendre. Pas de batailles. Il ne dit pas : le gouvernement et Monsieur Thiers autorisent l'élection municipale, mais il a l'air de dire surtout : pas de batailles, on va s'arranger.

Alors, vous ne vous imaginez pas la joie de Paris, le 24 au soir et le 25. Les gens avaient réellement eu très peur. Les ouvriers n'avaient pas tellement envie de se battre et de risquer leur vie. Les bourgeois avaient peur. Et ils ont cru que c'était fini, qu'avec l'amiral

Saisset tout semblait parfait. Des fraternisations, qui serrent le cœur, vous savez, poignantes, qui s'organisent, des régiments de Garde Nationale, les bataillons les plus révolutionnaires, les plus rouges, défilent sur les boulevards en mettant la crosse en l'air, ce qui signifie : vous voyez, nos fusils ne sont plus offensifs. On est des amis maintenant. On va tous s'entendre. Il y a le 25 une espèce d'euphorie incroyable, une espèce de naïveté. La population parisienne croit que ça y est. On va obtenir au moins des franchises municipales du côté des Versaillais. Et les élections vont avoir lieu le 26.

Favre dira dans son récit de 1875 : un quart seulement des électeurs parisiens allèrent aux urnes. Faux ! Voici les chiffres : il y aura 229 000 votants, et le 8 février pour les élections, il y avait eu 329 000 votants. 100 000 de moins. Est-ce indifférence ? Non. Il faut savoir qu'environ 60 000 personnes avaient quitté Paris, dès la libération, dès la fin du siège ; des gens, en particulier qui avaient des maisons en province, qui n'avaient pas pu y aller depuis des mois à cause du siège, étaient allés voir comment ça se passait dans leur maison de campagne ou dans leur château. 60 000 gens convenables en moins. Favre insistera beaucoup en disant : il y avait des éléments rassurants qui n'étaient plus dans la capitale. Donc, 229 000 votants. 100 000 de moins qu'en février (dont 60 000 qu'on vient d'expliquer). Il n'y a pas eu de candidature officielle. On n'a pas essayé d'impressionner les Parisiens. Le Comité central n'a pas présenté d'homme à lui en disant : voilà pour qui il faut voter. Il y a eu liberté de la presse absolue avec des journaux tout à fait à droite comme le « Figaro », par exemple, et Vallès est un de ceux qui disaient : si nous sommes dignes de ce que nous affirmons, à savoir que nous sommes des hommes de liberté, nous ne devons pas interdire à la presse de droite de se manifester. Nous avons été assez indignés quand le général Vinoy avait aboli nos journaux de gauche. Nous n'allons pas faire la même chose. Les journaux de droite paraîtront librement.

Si bien que les élections du 26 mars se dérouleront dans une atmosphère de confiance et d'entente, et que sur les 83 membres de la Commune, il y en aura 22 qui sont positivement des modérés. Des gens qu'on pourrait appeler aujourd'hui de droite. Parfaitement élus membres de la Commune. Ils ne vont pas y rester longtemps. Sachez bien que la première Commune, qui va bientôt être réduite à 61 membres au lieu de 83, comportait 22 modérés. C'est cet ensemble qu'on va appeler la Commune et qui le 28, jour de la proclamation des résultats va se grou-

per sur les marches de l'Hôtel de Ville.

Je voudrais vous donner un peu le sentiment de ce que ce fut. J'ai lu tout ce que j'ai pu là-dessus de journaux contemporains et particulièrement l'article de Jules Vallès, dans « Le Cri du Peuple » du 29 mars.

Vallès est encore à ce moment-là plein d'espoir. Il va le perdre tout de suite. Dans trois jours, il aura perdu son espoir ! Mais il y croit encore le 29, parce que ça a été, enfin il me semble, ça a été assez beau la journée du 28. C'est le matin que les nouveaux élus de la Commune, dont la plupart sont des ouvriers, de braves gens, beaucoup sont gardes-nationaux, se sont groupés sur les marches de l'Hôtel de Ville pour saluer la population qui vient les acclamer. Ils se sont faits les plus beaux possibles. Ceux qui avaient des uniformes les avaient fait briquer, ceux qui étaient des civils purs ont loué des jaquettes, des pantalons rayés pour se présenter à la foule. Cela va permettre à Monsieur Jules de Concourt qui les déteste, de dire : « J'ai vu donc, moi, des gens presque lavés et presque peignés. » C'étaient les pauvres types de la Commune, tout fiers d'être les élus de Paris. Lui, Vallès était élu du XV^e arrondissement, il avait son écharpe rouge. Ils font les beaux, ils font les gentils devant cette foule qui les regarde. Enorme foule. Des tas de femmes avec leurs gosses. Et la Garde Nationale va défilé avec cette fameuse fleur au fusil que nous reverrons, nous, Français, dans d'autres situations, en 1914. C'est un printemps très précoce. Il y avait déjà beaucoup de lilas. Alors, on avait piqué les lilas au bout des fusils. 220 000 gardes nationaux ont défilé parmi les acclamations, devant ces gens de la Commune qui saluaient, ne savaient pas quoi faire. Et Vallès écrit : « Ce ciel tiède et clair, cette odeur de bouquets. Nous voilà vengés de 20 ans de défaites et d'angoisses. Embrasse-moi, camarade, qui as comme moi les cheveux gris. Et toi, marmot, viens que je t'embrasse aussi. Fils des désespérés, tu seras un homme libre ! » Reprenons une expression célèbre de Malraux : c'était une « illusion lyrique ».

L'illusion lyrique de la Commune, ça ne va pas durer, parce que dès que les élections ont eu lieu, Thiers et l'Assemblée Nationale font savoir qu'on ne reconnaît pas les élections, que ceux qui ont été élus, ont été élus illégalement. Le pouvoir n'admet pas cette municipalité de Paris. Alors, pour ne pas être dans l'illégalité, les 22 modérés, les 22 membres de la droite vont démissionner. La Commune va devenir presque tout de suite ce que nous appellerons, en exagérant un peu, un

« gouvernement-croupion ». Il n'y aura plus dans la Commune que des représentants de la gauche et de l'extrême-gauche puisque toute la droite est partie, alors qu'on avait élu librement. Et qu'est-ce qui constitue cette gauche et cette extrême-gauche ? Là, je vais faire appel à Staline qui est tout de même un connaisseur et qui, dans « Questions du Léninisme », tome II, page 103, écrit : « Ni l'un, ni l'autre des deux partis qui se partageaient la direction de la Commune ne peut être appelé communiste. » Qu'est-ce que ces deux partis ? Il y a ce qu'on pourrait appeler grosso modo les Jacobins et ce qu'on pourrait appeler grosso modo les socialistes. Les socialistes (Marx était pratiquement ignoré à ce moment-là) : il y a juste Frankel. Frankel était un Hongrois, je ne crois même pas naturalisé français, mais qui était membre de la Commune. Les autres sont des proudhoniens. On n'imagine plus aujourd'hui le prestige qu'a pu avoir Proudhon sur la classe ouvrière. Un homme comme Vallès, par exemple, avouera : oui, je suis proudhonien, parce que Proudhon a eu certaines formules inoubliables. Vallès n'avait pas lu Proudhon et une lecture attentive de Proudhon je me demande combien l'avaient faite. Si bien qu'elle était divisée, cette Commune, entre Jacobins qui posent le problème politique et d'autres qui posent le problème social, mais personne ne le pose dans les termes marxistes. Paris est une espèce de préfiguration de l'événement d'octobre 17. Ce n'est pas ça. Ce n'est pas une tentative de dictature du prolétariat. Les ouvriers ne sont même pas majoritaires. Sur 83 membres, il y a 37 ouvriers seulement. Et Beslay, citoyen d'âge, est un homme qui n'a jamais été un ouvrier.

Nous ne nous présentons pas cette Commune aujourd'hui comme un puissant mouvement, un fervent mouvement prolétarien de gens qui veulent essayer de prendre la direction de la nation au nom de la classe ouvrière. Ce n'est pas vrai du tout. J'essaie de substituer devant vous, et coûteusement pour moi, puisque j'ai vécu sur des légendes, je voudrais substituer une vérité assez âpre à une légende héroïque.

Tout de même, il va se passer des choses importantes. La grande angoisse du côté de Monsieur Thiers et de ses Versaillais était de savoir si ces soldats, qu'on était en train de dresser à Versailles pour les jeter contre Paris, vont marcher. Ce sont des soldats français, ce sont de petites gens, ce sont évidemment des ruraux beaucoup plus que des ouvriers, mais quand on va leur dire d'attaquer, de tirer sur les Parisiens, est-ce qu'ils vont marcher ?

J'ai lu mainte correspondance de l'époque où l'on voit les honnêtes gens dire les uns aux autres : nous n'avons d'espoir que dans l'armée et si l'armée nous claque dans les doigts... ? Je vois Madame Sand extrêmement inquiète, Madame Sand dire : les soldats vont-ils tirer ? Lorsque les premiers coups de feu vont éclater, Vallès a le sentiment que c'est perdu. Il racontera plus tard : j'ai bien compris que nous étions perdus, qu'il n'y avait plus d'espoir. Ils sont plus forts que nous. Ils ont toute la France derrière eux. Les bourgeois, la bourgeoisie a l'armée française. Nous avons beau être 200 000 inscrits à la Garde Nationale, est-ce que nous pouvons lutter contre une chose pareille ?

Alors, il a une phrase très touchante qu'il va mettre dans la bouche de quelqu'un d'autre parce qu'il ne veut pas s'en enorgueillir, mais je crois pouvoir vous dire que c'est bien lui qui l'a pensée : « Puisqu'il est évident que nous ne pourrons pas faire ce que nous voulons, au moins nous allons montrer ce que nous aurions voulu faire. » S'il y a une certaine grandeur dans la Commune (il y en a plusieurs), c'est l'effort que vont faire ces gens qui ont parfaitement conscience que c'est loupé. Cela va durer 57 jours, la vraie Commune. Ne comptez pas à partir du 18 mars. Le 18 mars, c'est le Comité central. La Commune entre en exercice le 28 mars 1871 et elle se terminera pratiquement le 24 mai 1871. Cela fait donc quelque chose comme 55, 56 jours. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Socialement pas grand-chose. Et c'était difficile de faire beaucoup. Frankel aura une expression que je tiens à vous dire et qui est bien intéressante, dans une lettre : « Si nous pouvions amener un changement radical des rapports sociaux, la révolution du 18 mars — je conteste, ce n'était pas une révolution le 18 mars c'est une riposte à une attaque — la révolution du 18 mars serait une des plus fécondes que l'Histoire aurait enregistrée à ce jour. » C'est vrai mais c'est fort illusoire. Sachez que Marx avait déjà désapprouvé le mouvement. Il avait dit : il ne faut pas attaquer. Vous êtes dans un état d'infériorité évidente. Vous n'obtiendrez rien. Vous serez écrasé.

Et puis, quand l'insurrection a éclaté, quand il a bien fallu se défendre contre l'assaut des Versaillais, Marx a dit : « attaquez ». C'est facile à dire quand on y est pas ! « Au moins symboliquement, vous représenterez quelque chose, comme une espérance ».

Le 12 mai, Frankel va encore dire : « Si nous ne sommes pas là pour faire des réformes sociales, à quoi servons-nous ? » Mais Frankel est un des rares qui pensent comme ça. Il y a Varlin aussi. Varlin, qui,

je crois, n'était pas marxiste, mais qui voulait réaliser. Mais qu'est-ce qu'ils ont réalisé socialement ?

Premièrement : interdiction du travail de nuit pour les garçons-boulangers. Deuxièmement : révision des marchés passés par l'Intendance de l'armée qui osait (absurdement peut-être, parce que c'était plus commode, à moins qu'elle ne fût payée) osait passer des commandes à tel ou tel organisme privé, alors qu'il y avait des coopératives ouvrières. Il y avait des ouvriers qui s'étaient constitués pour essayer de travailler comme aux Ateliers Nationaux, je vous le rappelais hier, il y avait des cordonniers qui avaient tenté de faire quelque chose, il y avait des tailleurs qui avaient tenté de faire quelque chose, et il y avait des ouvriers parisiens qui avaient essayé eux aussi de faire quelque chose. Alors, la Commune disait : quand l'Intendance a des marchés à passer, qu'elle le fasse avec des organismes ouvriers et qu'elle ne s'adresse pas à la fameuse industrie privée.

Enfin, le 16 avril, les ateliers abandonnés par leur patron seront gérés et dirigés par des ouvriers eux-mêmes. Cela s'appelle aujourd'hui, je crois, autogestion. Alors, avec indemnisation des propriétaires. C'était tellement peu une confiscation que dans le décret même du 16 avril, il est entendu que, puisque le patron n'est pas là, mais que les ouvriers disposent d'un matériel, on va essayer de faire servir ce matériel.

Cela ne va pas très loin, comme organisation sociale, mais que pouvaient-ils faire ? Ils se sentaient très mal soutenus par l'opinion publique. Je vais en donner la preuve. Etant donné les démissions des 22 membres — j'ai oublié de vous dire parce qu'il fallait aller vite, mais il y avait aussi des candidatures multiples et que certains membres de la Commune étaient élus dans plusieurs arrondissements, donc comme ils avaient opté pour tel arrondissement, il fallait passer à une réélection pour combler la Commune. Les élections partielles, complémentaires du 16 avril, ont été vraiment désastreuses. Pour indiquer que la population s'en désintéressait, écoutez bien les chiffres : il y avait 13 arrondissements concernés par ces élections complémentaires. Il y avait eu, le 26 mars 132 000 votants. Pour les élections complémentaires, à la place des 132 000, 53 000. Dans le 1^{er} arrondissement : 22 000 inscrits — 2 000 votants, c'est tout ! Et à Belleville, qui passait aux yeux de la Droite pour la citadelle révolutionnaire, pour l'endroit d'où allait éclater la révolution, il y avait 28 800 inscrits. Sur les 28 800 inscrits, le

26 mars, il n'y avait que 11 000 qui avaient voté. Vous voyez que déjà à Belleville, on se désintéressait d'un problème qui était vital pourtant.

C'est vous dire à quel point la Commune se sent peu soutenue.

Elle va attendre jusqu'au 19 avril pour présenter son programme. Car il y a un programme de la Commune. Il est désespérant. Si vous le lisez, vous serez de l'avis de Reclus — il y avait deux frères Reclus. Elie Reclus et Elisée Reclus qui étaient tous deux d'extrême-gauche, très favorables à la Commune ; c'est Elisée, je crois, qui avait été nommé directeur à la Bibliothèque Nationale. Enfin, des gens qui se sont risqués à fond — et l'un comme l'autre estiment que cette déclaration du programme de la Commune est un « factum verbeux dont on ne peut rien tirer ». Ils réclament en effet une idée proudhonienne mal adaptée, ils réclament l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités. Mais enfin, autonomie absolue de la Commune de Lyon, de la Commune de Toulouse, de la Commune de Bordeaux, de la Commune de Paris, mais ce n'est plus la France. C'est évidemment quelque chose qui n'est plus qu'une dispersion. J'entends bien qu'il fallait utiliser contre la centralisation, mais autonomie absolue de la Commune, c'était littéralement impensable. Et si vous essayez d'analyser cela du point de vue social, vous n'y voyez rien. Il n'y a aucune idée collectiviste. Il n'y a même rien qui soit proudhonien. Je n'aime pas beaucoup Proudhon, mais enfin Proudhon avait des idées assez précises sur certains points. Rien ! C'est un verbalisme consternant. Alors, qu'est-ce qu'elle a fait encore la Commune ? Elle a fait quelque chose.

Premièrement, on a décidé que les traitements des fonctionnaires ne dépasseraient jamais 6.000 F. C'est un plafond, alors qu'il y avait des traitements sous l'Empire qui atteignaient 60.000 F. Il a été décidé que les plus forts traitements seraient de 6.000 F. Et je vous assure que ce n'était pas très élevé.

On décida enfin la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les curés cesseraient d'être payés par l'Etat, puisqu'il y avait toujours Concordat ; du reste vous le savez sans doute, Concordat qui restera chez nous, en France, jusqu'en 1905 ; les curés étaient des fonctionnaires et on espérait d'eux qu'ils voudraient bien voter. La Commune dit : c'est fini ; liberté absolue du culte.

Laissez-moi ouvrir une parenthèse et dire que la violence anti-cléricale, non pas anti-cléricale seulement, ce que je comprends, mais la violence anti-religieuse a été extrême pendant la Commune. Vous

savez peut-être le massacre de la rue Haxo où ce sont des prêtres (et des gendarmes, mais surtout des prêtres) qui ont été massacrés par cette foule éperdue. Vous savez que Raoul Rigault était spécialiste de l'anti-religion, qu'on va tuer Monseigneur Darboy, l'archevêque de Paris. Ce n'est pas la Commune qui prendra la décision. La Commune n'exécutera personne. C'est lorsque le pouvoir central de la Commune sera dissous le 24 mai et qu'il ne restera que des autorités locales, des gens qui ont une autorité dans tel ou tel coin, c'est là qu'il y aura des massacres. Mais ces massacres religieux, il faut reconnaître, ils expriment cette véhémence détestation de l'idée religieuse de la part des petites gens de Paris. On est bien loin de 1848. En 1848, peut-être vous le rappelez-vous, lorsque les émeutiers sont entrés au Palais des Tuileries et que l'aumônier a dit : « mais je transporte le Saint Sacrement à telle voisine », il paraît que les émeutiers se sont arrêtés et qu'un certain nombre se sont découverts.

Je vous assure qu'aucun émeutier de 1871 n'aurait fait le même geste. Il y a là une détestation viscérale de ce qui représente l'opium du peuple. Ils ont la conviction qu'on leur a menti, qu'on les a roulés avec les idées religieuses. Il y a un texte que j'ai trouvé dans un livre peu connu d'un communard breton, qui écrira à son père : « Si jamais on pouvait le tuer ce chameau de Bon Dieu ! »

C'est très important ça. Cela fait voir à quel point l'idée même de Dieu est devenue une idée haïssable. Et comme vous savez très bien que je suis fort engagé là-dedans, laissez-moi vous lire une phrase de Bernanos que je pratique beaucoup ces temps-ci, une phrase qui m'a toujours atteint profondément : « Etre devenu la bête noire des hommes libres et des pauvres, avec un programme comme celui de l'Evangile, vous convenez qu'il y a de quoi faire rigoler ! » Et c'est ce qui s'était produit. Certains chrétiens étaient devenus la bête noire des hommes libres et des pauvres.

J'ajouterai cependant que la Commune n'a pas fermé volontairement les églises, que sur 67 églises, 12 avaient été fermées. Par les autorités ? Pas du tout. Par les prêtres, parce qu'on avait décidé qu'à partir de 5 heures du soir, seulement à partir de 5 heures du soir, les églises ne serviraient plus et que des réunions populaires pouvaient s'y tenir. Alors, il y avait un certain nombre de prêtres qui ont dit : Elles sont souillées ces églises puisqu'à partir de 5 heures du soir, il y a des clubs qui disent en chaire des choses abominables. Passons là-dessus !

Qu'est-ce qu'il y a eu encore ? Il y a eu l'annulation des loyers, à partir du 15 octobre 70 jusqu'au 15 avril 71. Il y avait moratoire jusqu'à présent et la Commune avait décidé que c'était fini. Pendant la durée de la guerre, et même un peu au-delà, jusqu'au 15 avril 71, les locataires ne paieront pas. Enfin l'échéance des effets de commerce sera reportée au 15 juillet. Pas de destruction, il n'est pas question de dire que les effets de commerce n'existent plus. Simplement c'est jusqu'au 15 juillet qu'on aura pour payer. Voilà des choses efficaces. Il y aura aussi quelque chose que vous ne savez pas assez, c'est que Vallès s'est inscrit à la Commission de l'Enseignement et que la Commission de l'Enseignement de la Commune a préparé un programme qui sera celui de la III^e République. On mettra 50 ans pour le faire, ce programme, à savoir : gratuité de l'enseignement primaire, enseignement laïque gratuit et obligatoire — la Commune le voulait déjà —, des bourses aussi nombreuses que possible dans l'enseignement secondaire et surtout des écoles professionnelles. C'est une idée des communards, ça. A côté de l'enseignement primaire ou secondaire, enseignement technique. Deux écoles techniques avaient été préparées, et c'est le jour où les Versaillais sont rentrés dans Paris, le 21 mai 1871, que la Commune allait inaugurer les deux premières écoles professionnelles françaises, l'une de garçons, l'autre de filles.

Une aberration de la Commune, c'est que la maison de Thiers sera rasée. Une belle maison ! On n'avait qu'à la garder pour en faire quelque hospice. Raser cette maison était, à mon avis, absurde. En revanche, je ne suis pas du tout hostile à l'idée de la démolition de la colonne Vendôme. La colonne Vendôme représentait une espèce de provocation à l'Europe entière, en disant : vous voyez tous ces canons, tous ces bronzes c'est ce que nous avons pris aux autres. La France conquérante, la France, nation de proies, a fait ça en Europe.

C'est assez noble de dire : non, la France ne fera plus une chose pareille. On n'est pas fier de ce qu'on a fait. On détruit la colonne Vendôme.

Evidemment, comme je vous l'ai dit l'autre jour, elle sera vite rétablie !

Enfin, il faut remarquer quelque chose de stupéfiant et les ennemis eux-mêmes de la Commune l'ont remarqué : une chute verticale de la criminalité dans Paris. Bien entendu, il y a encore des agressions, il y a encore des vols, mais chute verticale, comme si, je dis, comme si,

quand les gens se sentent plus menacés, ils avaient moins envie d'être coupable.

Voilà, grosso modo, ce qu'elle a fait, la pauvre Commune. Il y a eu le décret des otages qu'on lui a tellement reproché, le 5 avril.

J'ai oublié de vous parler de l'attaque. L'attaque avait eu lieu le 2 avril. Le 4 avril, riposte. Le 2 avril, Thiers avait déchaîné ses soldats. Et vous vous rappelez à quel point il se demandait comment ils allaient se conduire. Un certain Monsieur de Melun, un aristocrate, publiera quelques souvenirs après la Commune, et il y en a un qui est bien remarquable. Je vais vous le dire parce qu'il y a un mot étrange. Melun, comme tout le monde, dit : nous étions tendus dans l'idée que, quand on verrait s'affronter nos soldats à nous et les Parisiens, qu'est-ce qu'ils vont faire, nos soldats ? Alors, ce jour-là 2 avril, il est entendu que l'armée de Versailles prenait l'offensive. Une centaine au moins de députés étaient sortis de Versailles pour aller sur la route — l'avenue de Paris, ça s'appelait, à Versailles — pour épier, pour voir quelle nouvelle allait venir de l'offensive où on lançait ces petits soldats contre des ouvriers, contre des pauvres gens. Et vers 5 heures de l'après-midi, il y a une calèche qui arrive à fond de train. C'était le Ministre du Commerce. Il s'appelait Lambrecht, et en passant devant nous, députés, il nous a reconnus, il a fait ralentir sa calèche et il a eu ces mots admirables : « La meute a mordu ». Meute, ça veut dire les soldats. Je trouve très intéressant de penser que cet aristocrate compare les soldats qui sont payés par Monsieur Thiers, par les Versaillais, à une meute de chiens qu'on va lancer contre les fauves, contre le gibier. Et le gibier, ce sont les ouvriers parisiens.

Alors, c'est le surlendemain que les communards vont essayer de se défendre. Et ce sera cette tentative sur Versailles qui sera une catastrophe. C'est là où Flourens sera tué, où beaucoup de soldats vont se débâter, très mal soutenus par le Mont Valérien qui est tombé partiellement aux mains de l'adversaire. Enfin, c'est épouvantable. On sent que c'est perdu, mais ce que je dois vous dire parce que c'est très consternant, c'est le comportement de l'armée de la Commune. C'est là où il y a un instant je vous parlais du genre de ruse à laquelle il ne faut pas se laisser prendre, et Dieu sait, j'aurais voulu que ce fut vrai, ce n'était pas vrai. Il y avait 220 000 inscrits à la Garde Nationale qui touchaient leur 1,50 F/ jour. Et il n'y avait absolument pas moyen d'en réunir 10 000 pour faire une opération offensive. Vous entendez ? Pas

10 000 qui voulaient se battre sur 220 000. Da Costa le dira, Delescluze qui représentait les Jacobins le dira, Malon le dira le 10 mai, Delescluze écrit ceci : « Les gardes-nationaux ne veulent plus se battre. » Et le 16 mai, les bastions qui entourent Paris, la défense de Paris, contre cette armée versaillaise, sont abandonnés. 8 sur 10 des hommes sont partis. 8 sur 10 des hommes qui étaient là, parce qu'ils recevaient des obus, sont partis. Les bastions de Paris sont désertés. On avait tenté de donner un moment le pouvoir militaire à Rossel. Je ne sais pas pourquoi, il a mauvaise réputation. Rossel était un officier, un officier d'active, qui avait été indigné de ce qui se passait, qui avait mis sa compétence et sa bonne volonté au service de la Commune. Rossel était un officier et on lui avait donné la responsabilité de la garde nationale. Il s'était bien aperçu que ça ne marchait pas. Il avait dit un certain jour, le 8 mai : demain, le 9 mai, je demande sur la Place de la Concorde, à 10 heures du matin, 10 000 soldats. Et avec ces 10 000 soldats, je vous assure que je ferai quelque chose.

Mais quand il y arrive il n'y a pas 10 000, il y a 7 000. C'est tout ce qu'on a pu trouver ! 7 000 sur 220 000 !

Ecoutez encore Benoît Malon qui était un communard et qui est un homme très respectable : « Une garde nationale complètement désorganisée, un état-major sans direction, des officiers pour la plupart incapables, l'intendance nulle, tel était pour la Commune l'aspect militaire de la situation. »

Ecoutez encore ce chiffre terrible qui a été fourni par quelqu'un qui est irréfutable : il y avait 1740 canons disponibles à Paris pour tirer contre les Versaillais. 320 furent utilisés sur les 1740 qui étaient disponibles !

Il faut regarder ça en face. Il faut regarder aussi le 101^e bataillon. Quand je vous parlais des quelques 10 000 au total qui acceptaient de se battre, il y avait cet incroyable 101^e bataillon. Je ne sais pas d'où il était. Le 101^e bataillon, dans une période pareille, n'était pas tiré spécialement d'un seul arrondissement. Le 101^e bataillon, quand il s'agissait de remplacer les gars qui venaient déjà de faire une semaine ou une semaine et demie de front, le 101^e bataillon était toujours prêt. Quand on disait : maintenant à qui le tour ? Et qui se proposait ? Le 101^e bataillon. Le 101^e bataillon était toujours prêt. Et c'est là que se situe ce que des témoins ont rapporté. Et vous le savez bien, je voudrais vous dire ça calmement mais c'est difficile. Ces types qui marchaient, qui allaient vers

le front en chantant : « La République nous appelle, sachons vaincre ou sachons mourir. » Ces phrases que tant de gens vont répéter dans des situations où ils ne risquaient rien, ceux-ci risquaient tout. Alors, il y avait des femmes qui les accompagnaient, avec leur même sur le bras, puis le soldat tenait un moment le même pendant que la mère tenait le fusil. Et on les accompagnait jusqu'à la sortie de Paris, jusqu'aux remparts, et puis ces types à ce moment-là allaient se faire tuer. Cela c'est pour le 101^e bataillon et pour quelques autres.

Alors, il y a encore la question de la Banque de France. Aujourd'hui on reproche, c'est une espèce d'usage, de dire : mais la Commune aurait triomphé si elle avait su mettre la main sur la Banque de France. Je dois vous dire qu'évidemment à la Banque de France, il y avait des choses. Il y avait 77 millions en numéraires, il y avait 11 millions en lingots. Il y avait 160 millions en billets et il y avait 890 millions en portefeuilles. Certains vous disent aujourd'hui : mais ils auraient pu contraindre Thiers, s'ils avaient mis la main sur la Banque de France. A quoi est-ce qu'ils auraient pu contraindre Thiers ? Thiers aurait pu par exemple dire : les billets qui sont imprimés par la Banque de France n'ont plus cours. On va lancer une nouvelle monnaie qu'on imprimera à Versailles. Et même s'il avait eu peur pour les 890 millions en titres qui étaient là, tout ce qu'on aurait pu obtenir, tout ce que les communards auraient pu obtenir, c'est quelques franchises municipales. Ne croyez pas, ce n'est pas pensable, que la Commune aurait pu gagner, étant donné qu'elle n'était que la Commune de Paris si mal appuyée par la population, si elle avait mis la main sur la Banque de France. Ils ont été incroyablement gentils, ces pauvres types, vous savez. Ils ont géré leurs affaires au centime. C'était Jourde qui s'était mis comptable de la Commune. Et quand il va quitter ses fonctions parce qu'il n'y aura plus de Commune, le 24 mai :

Il dit : dépenses : 42 millions. Je vous épargne les centimes. Attendez ! Recettes : 42 millions, dépenses : 41 millions 300 000, donc boni de 700 000 F. Lorsque la Commune se dissocie, il y a 700 000 F de boni. Et la Banque de France accepte de prêter un petit peu pour survivre. C'était M. de Plœuc, un homme très convenable, un Breton, qui dirigeait la Banque de France et qui était resté là, entouré de respect et il avait accepté de prêter peu à peu au total 16 millions dont du reste 9 appartenaient à la ville de Paris, donc la Commune de Paris pouvait en disposer. Et tandis qu'il avait fait cette faible avance à la Commune, le

même de Ploëuc avait fait 257 millions d'avances à Thiers pour constituer son armée.

On a presque fini.

Ce que j'ai à vous dire maintenant n'est plus très neuf mais c'est l'idée de la fin que je dois vous dire.

C'est le 21 mai que Thiers estime qu'on est assez fort pour attaquer. Je dois vous dire qu'autant les généraux de Paris quand il s'agissait de se battre contre les Prussiens, avaient été hargneux et inertes, autant on les avait vus léthargiques quand il s'agissait de préparer une opération pour défendre et sauver Paris, autant on les voyait maintenant incroyablement crépitants. Ils voulaient se battre. Bazaine lui-même s'était proposé. Thiers n'avait pas osé. Il s'était dit : Bazaine, tout de même... Et Bazaine avait dit : je mets ma science de la guerre au service des honnêtes gens.

Tout ce qu'on peut imaginer comme grandes têtes de l'armée se proposent. Ceux-là même qui refusaient de se battre contre les Prussiens, veulent, et comment ! se battre contre les prolétaires parisiens. Alors, on a une très puissante armée. On a attendu que Paris ne soit presque plus défendu puisqu'il y a 8 hommes sur 10 qui sont partis des bastions en face de Versailles. Et on entre ! Thiers est persuadé qu'à la fin de la journée du 21 mai, on a presque occupé un tiers de Paris. C'est fini, quoi. Demain, ce sera réglé. La stupeur de Thiers, va être la résistance individuelle des Parisiens. Et ça prend une certaine allure ! De quartier en quartier, on va voir des gens qui, jusqu'alors, ne se sont pas occupés de politique, qui disent : c'est tout de même trop horrible ce qu'on nous fait. Et ce sont les pauvres gens, les petites gens, qui sont les bras nus, qui cette fois vont s'avancer sur les barricades. Des femmes, des gosses, des gens qui diront : on ne nous aura pas comme ça. On va se faire crever plutôt que de les voir avancer comme ils font, fusillant tous leurs prisonniers — ah, j'ai oublié de vous parler des otages, tant pis —. Nous nous ferons tuer mais ils ne nous auront pas facilement.

Cela va durer toute la semaine. Versailles a gagné pratiquement. Le 21, c'est fait. Il faudra attendre jusqu'au 28 au soir pour réduire ce Paris qui va essayer de résister jusqu'à la fin, jusqu'à la mort.

Quant à la suite, vous savez bien les atrocités qui vont se produire et j'aime mieux vous dire des choses qui viennent des amis de Monsieur Thiers que des ennemis. Alors, voici, Monsieur Paul Bourget, dont les romans étaient si catholiques, qui pensait vraiment très bien,

collaborateur de « l’Echo de Paris » ; il dira : « J’ai vu crever à coups de crosse les crânes blessés des communards. » Voyant un prêtre, l’abbé Courtat, qui avait échappé par miracle du massacre de la rue Haxo, il dira : « Boulevard Prince Eugène, étaient entassés, le 28, des cadavres d’hommes, de femmes et d’enfants. » Parce que la troupe tirait aussi sur les enfants. « Le Bien Public », journal extrêmement convenable, du 23 juin, racontera : « La vengeance de l’ordre — ce que Victor Hugo appellera « l’ordre à l’état flagrant » — pour venger ce qui s’est passé rue des Rosiers — rue des Rosiers, c’est là où Clément Thomas et Lecomte avaient été en effet fusillés — : 42 hommes, 3 femmes et quatre enfants furent pris au hasard dans le quartier et furent fusillés. »

Des revues historiques, il y en a beaucoup dans mon pays, fourmillent de récits sur les « massacres de septembre 1792 » par exemple. Je n’ai jamais vu d’articles sur les massacres de 1871. Il y aurait cependant des articles bien intéressants à donner pour indiquer ce qui s’est passé comme atrocités. L’armée fit huit à dix fois plus de prisonniers qu’il n’y avait eu de combattants du côté de l’insurrection. Les arrestations se produisaient en masse. Et je vais vous donner les chiffres pour indiquer l’appartenance sociale des arrêtés : 2 901 manœuvres. 2 664 mécaniciens. 2 293 maçons. 1 654 menuisiers. 1 491 cordonniers. Ce qui avait manqué à la Commune c’est la conscience de classe. En face, du côté des nantis et des possédants, elle existait, la conscience de classe. On l’a bien vu sous la plume de Mme de Staël. Alors comme il avait semblé au « petit nombre » que le « grand nombre » entraînait en rébellion et cessait de vouloir nourrir le petit nombre (puisqu’il paraît que c’est sa fonction) alors on l’avait étrillé, étrillé dur, parce qu’ils sont tellement prolifiques, les prolétaires, qu’importe qu’on en assassine un certain nombre !

La grandeur de la Commune tient premièrement à l’espérance que quelques-uns ont apportée, quelques-uns seulement, au courage du 101^e bataillon, à la défense incroyablement héroïque d’un certain nombre d’inconnus, de femmes, d’enfants inconnus dans les rues de Paris, et, surtout, permettez-moi de conclure, ce qui me touche beaucoup dans la Commune, quel qu’ait été le petit nombre de ceux qui ont essayé de donner une conscience de classe, ce que voulait Robespierre, qu’on prenne conscience des raisons de sa misère, la grandeur de ça, c’est que certains ont voulu faire que les pauvres cessent d’être absents de la scène où se joue leur destin.

**Œuvres de Henri Guillemin
aux Editions d'Utovie**

Zola, légende et vérité
Napoléon, légende et vérité
Lamartine et la question sociale *suivi* de Lamartine en 1848
Connaissance de Lamartine
Un homme, deux ombres (J-J. Rousseau)
« Cette affaire infernale » (J-J. Rousseau)
L'Avènement de M. Thiers *suivi* de Réflexions sur La Commune
La Vérité sur l'affaire Pétain
M. de Vigny, homme d'ordre et poète
L'Arrière-pensée de Jaurès
Flaubert devant la vie et devant Dieu
La Bataille de Dieu
Histoire des catholiques français au XIX^e siècle
Rappelle-toi, petit
L'Histoire du Français
Une Histoire de l'autre monde
Reste avec nous
La face cachée de George Sand
Jeanne dite « Jeanne d'Arc »
L'Homme des Mémoires d'Outre-Tombe
L'Enigme Estherazy
1848, la première resurréction de la République
Claudel et son art d'écrire
A vrai dire
Benjamin Constant muscadin
Les Rougon Macquart
Le « Converti » Paul Claudel
Une certaine espérance
Charles Péguy
Le Coup du 2 décembre
Les origines de La Commune
 Cette curieuse guerre de 70
 L'Héroïque défense de Paris
 La Capitulation

Regards sur Bernanos
Robespierre, politique et mystique
Nationalistes et nationaux
Silence aux pauvres !
Jules Vallès, du courtisan à l'insurgé
La Guerre du Golfe (1991)
1789-1792 / 1792-1794 : les deux Révolutions françaises
Le Général clair-obscur
Hugo et la sexualité
Eclaircissements
L'Engloutie (Adèle, fille de Victor Hugo)
L'Affaire Jésus
Parcours
La Cause de Dieu
Jean-Jacques Rousseau ou la méprise extraordinaire
Précisions
Malheureuse Eglise
Pas à pas
Regards sur Nietzsche
Sullivan ou la parole libératrice
Madame de Staël et Napoléon
Lamartine, l'homme et l'œuvre
Vérités complémentaires
Nouvelles et contes
Chroniques du Caire
Par notre faute
L'humour de Victor Hugo
Le « Jocelyn » de Lamartine (version numérique)
Les « Visions » de Lamartine (version numérique)
Demain en France (version numérique)
Les écrivains français et la Pologne (version numérique)
Emile Zola, sa vie, le sens de son œuvre
 (C.E.P. Cahier 39) (version numérique)
HG parle de Rousseau, Voltaire, Rimbaud, Vallès
 (C.E.P. Cahier 50) (version numérique)
Chroniques de Neuchâtel (version numérique)
Réalité et signification de l'Histoire
 (C.E.P. Cahier 56) (version numérique)

à paraître

Victor Hugo par lui-même

**Les conférences de Henri Guillemin
en livres-CD**

L’Affaire Dreyfus
Le Fascisme en France
Jaurès
Jeanne d’Arc
Voltaire

Correspondances

La correspondance Paul Claudel / Henri Guillemin
est disponible sur www.utovie.com

**Sur Henri Guillemin
aux éditions d’Utovie**

par Patrick Berthier

Une vie pour la vérité, bibliographie
Une vie pour la vérité, complément (version numérique)
Henri Guillemin tel quel

par Maurice Maringue

Henri Guillemin le passionné

par Patrick Rödel

Les petits papiers d’Henri Guillemin

Actes de colloques

Le moment Robespierre (colloque PHG, 2013)
Henri Guillemin historien et écrivain de la Révolution française
(colloque PHG, 2014)
Henri Guillemin et la Commune, le moment du peuple ?
(colloque LAHG, 2016)
L’enseignement de l’Histoire en péril (colloque LAHG 2021)
Emile Zola / L’Affaire Dreyfus (colloques LAHG, 2022, 2023)

Conférences audio-visuelles

Actuellement, la plupart est disponible via la TSR (Télévision Suisse Romande) et consultable sur Youtube.

Coffret Henri Guillemin et La Commune

3 DVD + livre Réflexions sur La Commune
co-édition Les Mutins de Pangée / Utovie

Coffret Henri Guillemin et L’Affaire Pétain

3 DVD + livre La Vérité sur l’Affaire Pétain
co-édition Les Mutins de Pangée / Utovie

Les associations

Présence d’Henri Guillemin (PHG)

41 rue Sigorgne, 71000 Mâcon

www.henriguillemin.fr

et

Les ami(e)s d’Henri Guillemin (LAHG)

20/22 avenue Aristide Briand, 92160 Antony

www.henriguillemin.org

travaillent à faire connaître l’œuvre de l’historien

Le Fonds Henri Guillemin

réuni par la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel (CH)
est consultable sur : bpun.unine.ch/pdf/guillemin_inventaire.pdf

retrouvez les œuvres complètes (et les versions numériques)
d’Henri Guillemin sur

www.utovie.com

pour obtenir les versions numériques (en accès libre) :
www.utovie.com

ISBN 978-2-86819-819-8 • © Utovie, 2025

Version numérique en accès libre
réalisée en janvier 2025 par et pour les Editions d’Utovie